

SUPPLÉMENT

Le Monde  
DES LIVRES

Alexandre Dumas  
Chanson et musique  
Secrets politiques

PROCHE-ORIENT

Un nouvel attentat  
frappe Jérusalem p. 3

AFGHANISTAN

Hamid Karzaï constitue  
son gouvernement p. 4

FRONTIÈRES

La Russie, l'Union  
européenne et l'enclave  
de Kaliningrad p. 5

ÉDUCATION

La lutte contre  
l'illettrisme, « priorité  
nationale » p. 10

INTERNET

Recrudescence du  
nombre des « salons »  
pédophiles p. 11

CONSOMMATION

L'endettement  
des Français s'est  
accru en 2001 p. 19

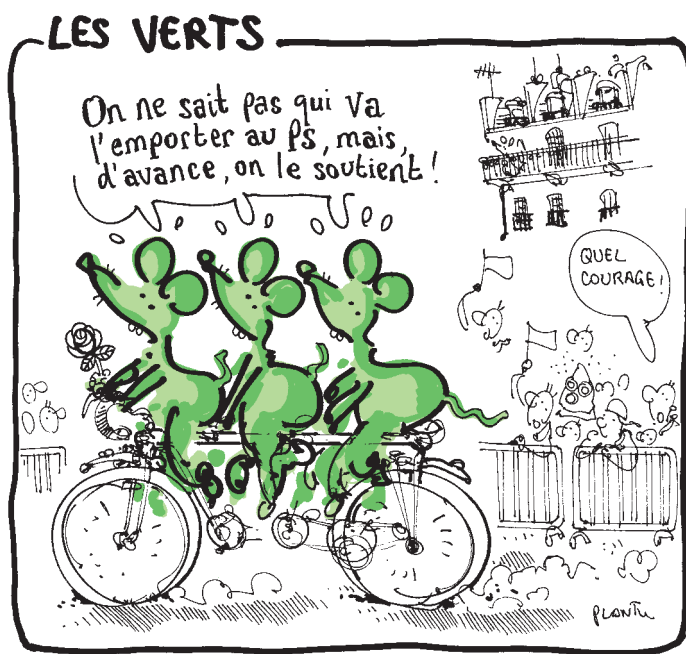
MÉDIAS

Vers une chaîne  
française d'information  
internationale p. 21

## L'après-élections à gauche : tempête au Parti socialiste

Certains socialistes dénoncent une manœuvre d'appareil derrière l'accord Hollande-Fabius

LE PARTI SOCIALISTE traverse une période de tensions, prévisible au lendemain de son échec électoral. Tandis que Jean-Marc Ayrault était réélu président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale - par 85 voix contre 35 à son seul concurrent, Arnaud Montebourg -, le premier secrétaire, François Hollande, a proposé que Laurent Fabius devienne porte-parole du PS, en remplacement de Vincent Peillon. Cette proposition a déclenché une tempête : Henri Emmanuelli et Julien Dray menacent de quitter la direction, tandis que Marc Dolez, premier secrétaire de la puissante fédération socialiste du Nord, démissionnait du secrétariat national. Dans un entretien au Monde, il critique « les combines d'appareil ». Par ailleurs, Michel Rocard a écrit au Monde pour défendre le nouveau ministre aux affaires européennes, Noël Lenoir, dont le cheminement de la gauche à la droite a été vivement critiqué au PS.



► Laurent Fabius  
proposé comme  
porte-parole  
à la place  
de Vincent Peillon

► Henri Emmanuelli  
et Julien Dray  
menacent de quitter  
la direction

► Enquête sur l'échec  
de Martine Aubry

► Les ministres  
et la règle du cumul

Lire pages 6 à 9, Martine Aubry  
page 13 et le point de vue page 15

## Après les Etats-Unis, Microsoft en difficulté à Bruxelles

ALORS qu'ont eu lieu aux Etats-Unis, mercredi 19 juin, les dernières plaidoiries dans le procès Microsoft, le géant américain des logiciels prend de plus en plus au sérieux le deuxième front ouvert, en Europe, pour abus de position dominante. « Notre enquête est tout à fait indépendante de celle menée aux Etats-Unis », affirmait au Monde les services de la Commission. Ces derniers soupçonnent le groupe de vouloir étendre sa domination, qui existe sur le marché des ordinateurs personnels, aux serveurs et s'inquiètent de la protection des données recueillies par Microsoft sur Internet. La Commission pourrait lui infliger une amende pouvant représenter 10 % du chiffre d'affaires. En outre, les entreprises françaises et européennes ont fait en partie reculer Microsoft, qui veut imposer une forte augmentation du prix des licences.

Lire page 18

## En Espagne, première grève générale contre Aznar

POUR la première fois depuis son accession au pouvoir en mai 1996, le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, doit faire face à une grève générale appelée par les principaux syndicats du pays. Ils contestent une réforme radicale du système d'allocation-chômage, imposée le mois dernier par un décret-loi, et dénoncent la « rupture du dialogue social » et les dérives autoritaires du pouvoir. Pour M. Aznar cette réforme vise à atteindre le plein emploi. Le chef du gouvernement met en avant les



ANDREU DALMAU/AP

3 700 000 emplois nouveaux créés depuis qu'il est au pouvoir et la baisse du taux de chômage, de 20 % à 11 %.

Après des semaines de vives polémiques, José Maria Aznar a dénoncé cette grève comme une « provocation » et une « atteinte grave à l'image de l'Espagne ». La grève intervient la veille de la tenue, à Séville, du Conseil européen. Président en exercice de l'Union européenne jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, M. Aznar, qui vient d'achever une tournée des capitales européennes,

veut faire de ce sommet un succès personnel. Jeudi après-midi, une manifestation devait rassembler à Séville plusieurs dizaines de milliers de personnes. Des responsables syndicaux européens devaient y participer. Samedi, près de deux cent mille manifestants antimondialisation sont attendus. La ville a été placée sous état de siège, avec un dispositif de sécurité exceptionnel et neuf mille policiers réquisitionnés.

Lire page 2  
et notre éditorial page 16

### MONDIAL 2002

## Le Brésil sur la défensive



FACE aux très remuants attaquants anglais - David Beckham et Michael Owen -, auxquels ils se mesurent vendredi 21 juin, en quarts de finale de la Coupe du monde, les défenseurs brésiliens pourraient connaître quelques tourments. Le Lyonnais Edmilson, Lucio (photo) et Roque Junior sont les cibles des critiques acerbes de la presse sportive de leur pays. En quatre matches, ils ont encaissé trois buts.

Supplément « Le Mondial »

Sophie Landrin

ANTONIO SCORZAPPA

## Les adieux à la politique de Raymond Barre, l'ennemi du microcosme

### LYON

de notre correspondante

Une page de la V<sup>e</sup> République se tourne : Raymond Barre (app. UDF) a célébré, mercredi 19 juin à Lyon, la fin définitive de sa carrière politique. Après avoir abandonné la mairie de Lyon, il y a un an, le député a mis un terme à son mandat dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Rhône, où il avait été élu en 1978. Premier ministre à l'époque, Raymond Barre s'était parachuté à Lyon, sur les conseils de Valéry Giscard d'Estaing, afin de subir « le baptême populaire ». Le professeur d'économie n'avait aucun lien avec la capitale rhônalpine et avait même renoncé à un poste dans une université lyonnaise « à la réputation pas très folichonne », lui préférant Tunis.

Arrivé par hasard à Lyon, le député en repart vingt-quatre ans plus tard sans regret. « Il faut savoir laisser la place à des jeunes dynamiques et compétents », a-t-il expliqué. De sa carrière parlementaire, il avoue ne pas garder de souvenir

mémorable : « Il y avait dans cette Assemblée beaucoup de vacarme et de sectarismes qui ne me plaisaient pas », retenant cependant des « relations de sympathie et de compréhension mutuelle avec beaucoup de collègues ». Interrogé sur sa légendaire propension à s'assoupir sur les bancs de l'Assemblée nationale, M. Barre a estimé cette réputation usurpée : « Tout est venu d'une photo prise lors du premier débat sur la défense, sous un gouvernement socialiste. Charles Hernu devait parler. L'hémicycle était désert. Dans l'opposition, j'étais le seul député avec Bigeard. Alors que les débats se prolongeaient, je me suis aperçu qu'Hernu lisait un texte déjà présenté en commission. Alors j'ai été gagné par un sommeil réparateur. » D'habitude sévère à l'égard du « microcosme », l'ancien parlementaire a fait l'éloge du nouveau gouvernement Raffarin : « Le choix du premier ministre a été judicieux. C'est celui qui peut le mieux plaire aux Français qui ont manifesté un ras-le-bol total à l'égard du parisianisme. »

Accompagné de sa femme Eve, Raymond Barre avait convié une centaine des personnes dans les jardins d'un restaurant du parc de la Tête d'or, situé dans sa circonscription. Des amis fidèles, des anciens adjoints à la mairie, mais aussi des élus de gauche avec qui il gère la communauté urbaine, comme son ancien vice-président, le député socialiste Jean-Jack Queyranne. Libéré de toutes contraintes publiques, l'ancien premier ministre devrait se consacrer à l'Académie des sciences morales et politiques, où il vient d'être élu, ainsi qu'à l'Institut Aspen ou encore au Club des cent, cercle de gastronomes qu'il affectionne particulièrement. Alors qu'il se confiait à quelques journalistes, évoquant son goût pour « Mozart, Haydn, Venise », son épouse l'a interrompu : « Raymond ! Vos invités ont soif, ils suffoquent. Ça suffit ! » « Ma femme me mène par le bout du nez », confiait, dans un sourire, le retraité de la politique.



YVES LANGEAU

### ARTS AFRICAINS

Les splendeurs de la  
civilisation dogon  
en Bretagne p. 27

International.....	2	Communication.....	21
Union européenne.....	5	Marchés.....	22
France.....	6	Aujourd'hui.....	24
Société.....	10	Météorologie-Jeux.....	26
Régions.....	12	Culture.....	27
Horizons.....	13	Radio-Télévision.....	31
Kiosques.....	17	Carnet.....	32
Entreprises.....	18	Abonnements.....	32

### PORTRAIT

## Rebeyrolle, peintre intraitable



DEPUIS un demi-siècle, Paul Rebeyrolle, né en 1926 en Haute-Vienne, crée des œuvres fortes et violentes, peintures hérissées de matière, bouts de bois ou grillages... Lire page 30

### ANALYSE

## Le nouveau « modèle » suédois

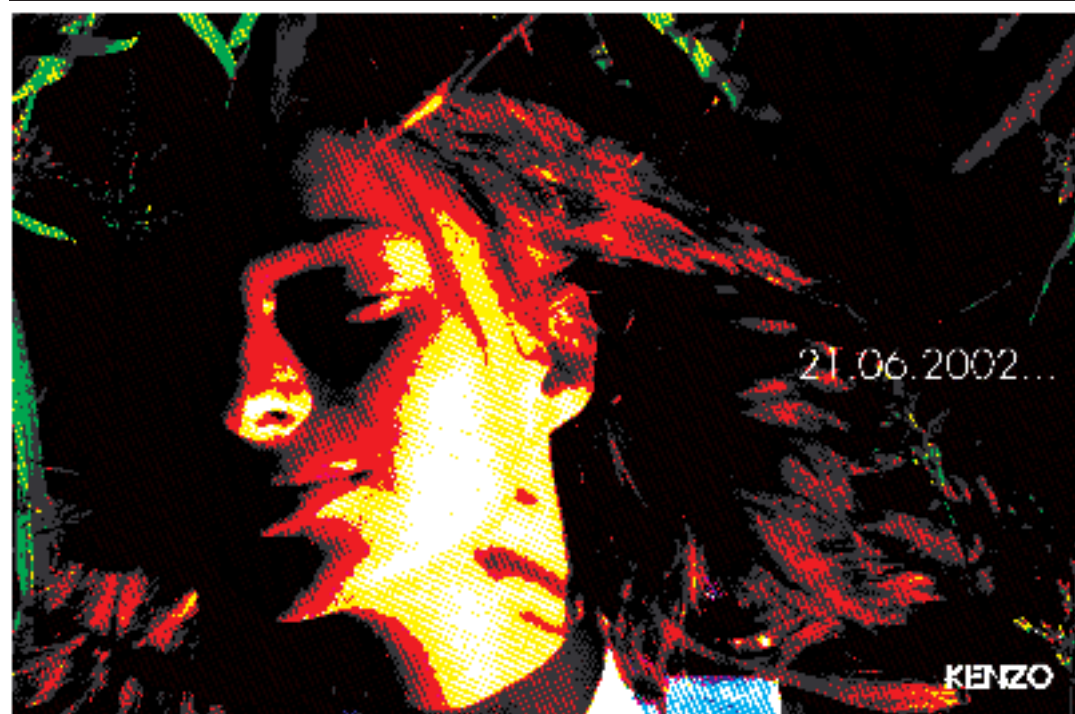
UN « miracle suédois » ? Les habitants du royaume sont trop réservés pour se pousser du coude. Mais il doit bien leur arriver, ces jours-ci, de penser que leur pays fait à nouveau figure de modèle. Alors que la social-démocratie est sur le recul un peu partout en Europe, elle affiche un profil flamboyant en Suède. Au moment où l'extrême droite relève la tête ici et là, elle est absente du paysage politique suédois. Quand une bonne partie des Européens sont d'humeur ronchon ne dès qu'on parle de l'avenir de l'Union et de son élargissement, la Suède, vieille nation eurosceptique, paraît confiante. Si les « poids lourds » du continent, à commen-

cer par l'Allemagne et la France, peinent à combattre sous-emploi et dérives budgétaires, l'économie suédoise suscite, elle, des crises de jalousie. Que se passe-t-il ?

Il n'y a pas si longtemps, le modèle suédois était donné pour mort. La fin des années 1980 l'avait vu flancher. L'heure n'était plus au volontarisme keynésien ; la mondialisation semblait incompatible avec l'une des fiscalités les plus élevées du monde ; l'Etat-providence devait céder le pas devant le marché.

Alain Frachon

Lire la suite page 16





Pour la première fois depuis 1994, les principaux **SYNDICATS** espagnols ont appelé, jeudi 20 juin, à une grève générale, qui s'annonçait fortement suivie. Ils protestent contre une réforme, imposée par décret, du

système d'**ALLOCATION CHÔMAGE**. Les syndicats dénoncent la rupture du dialogue social, et la remise en cause des prestations sociales. Pour le gouvernement, cette réforme vise à atteindre le plein

emploi. De nouvelles règles sont édictées, plus contraignantes, sur la recherche d'emploi et les indemnités. Cette grève intervient la veille de la tenue à Séville du **CONSEIL EUROPÉEN**. M. Aznar, président

en exercice de l'Union européenne jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, voulait faire de ce sommet un succès personnel. Il a vivement dénoncé la grève comme « **UNE PROVOCATION** » et une « *atteinte à l'image de l'Espagne* ».

# L'Espagne de José Maria Aznar connaît sa première grève générale

A la veille du sommet européen de Séville, le chef du gouvernement espagnol affronte son premier grand conflit social. Les syndicats protestent contre une réforme radicale du système d'allocation-chômage et dénoncent les dérives autoritaires du pouvoir

## MADRID

de notre correspondante

C'est pour le chef du gouvernement, José Maria Aznar, une première. L'Espagne est ce jeudi 20 juin en grève générale, à l'appel des deux principaux syndicats du pays, les Commissions ouvrières, proche des communistes, et l'UGT, proche des socialistes. Ce premier grand conflit social depuis l'accession au pouvoir de M. Aznar, en 1996, vient après des semaines de protestations contre une réforme extrêmement contestée du système d'allocation chô-

mage, adoptée par un décret-loi d'urgence surnommé ironiquement le « *decretazo* ». Pour le gouvernement, cette réforme vise à favoriser le plein emploi ; selon les syndicats, qui demandent son abrogation et un retour aux négociations, elle va provoquer une réduction drastique des prestations sociales.

## « L'ESPAGNE VA BIEN »

Obnubilés par un Mondial de football qui paraît sourire à l'Espagne, tous les journaux se sont laissés aller à comparer cet affrontement inédit entre le gouvernement Aznar et les syndicats à une finale de football. Qui, ce 20 juin, à la veille d'un sommet européen qui se tient à Séville et pour lequel M. Aznar s'est beaucoup dépensé, marquera le but décisif ? Le dialogue social était, après six ans de gouvernement conservateur, l'un des acquis de son gouvernement. Il ne s'était interrompu à aucun moment, ni durant l'ambitieux programme de privatisations venu compléter celles lancées par les socialistes, ni durant la relance « libérale » de l'économie.

Evoquant son bilan il y a quelques jours dans le quotidien *ABC*, José Maria Aznar a fait valoir « *qu'aucun gouvernement n'est arrivé à signer autant d'accords, ni de pactes* ». Il aurait pu aussi répéter ce qui fut son premier slogan de gouvernement « *L'Espagne va bien* ». Le pays a comblé l'écart avec les Etats européens plus développés et dépasse déjà les 85 % du revenu moyen européen. En six ans ont été créés 3 700 000 nouveaux emplois et le chômage



ANDREU DALMAU/AP

Dernier collage d'affiches à la veille de la grève générale prévue le 20 juin. A l'appel des syndicats, de nombreux Espagnols entendent protester contre la réforme des allocations-chômage. Il s'agit de la première grève générale depuis l'arrivée au pouvoir du libéral José Maria Aznar en mai 1996.

## La réforme et les syndicats

- **Réforme du système d'allocation-chômage.** Un chômeur ne peut refuser une offre d'emploi située jusqu'à 30 kilomètres, ne nécessitant pas plus de trois heures de transport par jour et ne l'obligeant pas à déboursier plus de 20 % de son salaire pour s'y rendre. Même si l'emploi est à durée déterminée et le salaire inférieur aux allocations-chômage. Après trois refus, le chômeur perd tous ses droits.
- **Les principaux syndicats** sont CCOO (Commissions ouvrières, proche des communistes, 930 000 cotisants) ; UGT (Union générale des travailleurs, proche des socialistes, 840 000 cotisants).
- **Le taux de chômage** est d'environ 11 %. Il y a six ans il était de plus de 20 %. Depuis 1996, 3 700 000 emplois ont été créés.

est tombé de plus de 20 % à 11 % environ. Enfin la Sécurité sociale qui était déficitaire enregistre aujourd'hui des bénéfices. Seules ombres : l'inflation qui dépasse les 3,5 %, et des « poches » de chômage en Andalousie et Estrémadure.

## BATAILLE VERBALE

La dernière grève générale remonte à 1994 et aux socialistes. Cette fois, le gouvernement a imposé seul, par un décret loi adopté le 24 mai, une réforme des prestations chômage, adoptée en urgence par décret loi le 24 mai. Ni les Catalans, ni les Canariens, alliés traditionnels de M. Aznar, ne l'ont appuyé dans ce projet.

Aucun compromis ne paraît désormais possible. Les syndicats dénoncent une « *atteinte aux*

*droits sociaux* » quand le gouvernement parle d'« *avancée positive vers le plein emploi* ». D'où l'incassable bataille verbale de ces derniers jours. M. Aznar, président en exercice de l'Union européenne-

ne jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet, voulait marquer de son empreinte le conseil européen de Séville. Or, ce sommet est déjà éclipsé en Espagne par la grève générale. Ce qui a arraché au chef de l'exécutif espa-

## Plus de 9 000 policiers à Séville

C'est dans une Séville en état de siège, gardée par plus de 9 000 policiers et protégée par deux avions radars Awacs de l'OTAN et un escadron d'avions de combat F-18, à la veille du Conseil européen des 21 et 22 juin, que se déroulera, ce jeudi à midi, la plus importante manifestation syndicale de la journée de grève générale. Y assisteront les deux secrétaires généraux d'UGT et CCOO, Candido Mendez et José Maria Fidalgo, de même que celui de la Confédération européenne des syndicats, Emilio Gabaglio et plusieurs dirigeants syndicaux étrangers dont l'Italien Sergio Cofferati, secrétaire de la CGIL. En fin d'après-midi, les dirigeants syndicaux se rendront à une autre grande manifestation qui se déroulera dans le centre de Madrid, entre Cibeles et la Puerta del Sol.

Par ailleurs, le Forum social de Séville qui regroupe 70 organisations antimondialisation annonce une manifestation et un concert auxquels sont attendues 200 000 personnes, samedi soir à la fin du sommet européen.

gnol de rudes paroles : « *C'est une grève sans raison, politique, destinée à ternir l'image de l'Espagne* ».

Cette dureté de langage dictée par l'exaspération a étonné. Faut-il y voir ce que certains appellent « *le syndrome de la majorité absolue* » ou encore « *des dérives autoritaires* » du chef du gouvernement ? Les errements de l'opposition socialiste et l'apathie des syndicats lui avaient laissé jusqu'alors le champ libre. Il suffisait au chef de l'exécutif de dénoncer comme « *déloyale et irresponsable* » toute initiative de l'opposition pour désamorcer le danger.

## MIS EN GARDE

M. Aznar n'est pas plus conciliant dans d'autres domaines. Lorsque les évêques basques ont écrit une lettre pastorale, mettant en garde contre les répercussions au Pays basque de la nouvelle loi sur les partis politiques destinée à interdire Batasuna, la coalition « vitrine politique de l'ETA », ils se sont fait traiter de « *pervers* ». De même le Tribunal suprême, qui a jugé que crier des slogans en faveur de l'ETA sur le sol français n'était pas un délit terroriste, a été critiqué. Enfin, une réforme de l'enseignement a jeté des milliers d'étudiants dans la rue.

Dans cette ambiance crispée, qui l'emportera ? Un sondage faisait état il y a quelques jours de 34 % d'Espagnols qui avaient l'intention de faire grève, alors qu'ils étaient 53,7 % à penser qu'il y avait assez de raisons pour la convoquer.

Marie-Claude Decamps

## PROFIL JOSÉ MARIA FIDALGO, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES COMMISSIONS OUVRIÈRES

Chez José Maria Fidalgo, rien n'est anodin. De sa taille, deux mètres de colosse barbu et souriant, à ses goûts éclectiques qui le font se passionner pour Faulkner, Musil et Kafka ou s'échapper en montagne. Son parcours est atypique : rien ne prédisait ce médecin du Léon à devenir, l'an dernier, à 50 ans passés, le nouveau dirigeant de Commissions ouvrières (CCOO), syndicat proche des communistes (lui n'a jamais été communiste).

Rien, si ce n'est un engagement précoce, en 1974, parmi les soubresauts de la fin du franquisme, lorsqu'il militait dans un mouvement de médecins progressistes, ce qui lui valu ensuite d'être renvoyé de son hôpital et de partir exercer au Sahara.

Entré la même année à CCOO, il accumulera les charges. En 1996, il se fait remarquer pour son rôle dans la négociation d'augmentation des pensions les plus basses. Elu secrétaire général, ses détracteurs le trouvent « *trop attentif à l'aile droite* » du syndicat, mais pour la majorité, il est « *un homme de dialogue* ».

Avec cette grève générale que son syndicat et l'Union générale des travailleurs (UGT) ont organisée, la fracture avec José Maria Aznar

est-elle consommée ? José Maria Fidalgo répond sans hésitation : « *Si elle l'est, nous n'en sommes pas responsables. Le gouvernement n'avait jamais fait cela auparavant. Cette fois, ils ont dit en présentant leur projet de réforme des allocations chômage : "voilà, vous n'avez qu'à accepter." Ce qu'ils proposent est un licenciement pas cher et plus facile. Les entreprises ne seront plus tenues, par exemple, de payer les salaires de transition, entre le moment où elles décident de licencier et celui où le tribunal juge si ce licenciement est acceptable. Les salariés qui ont des travaux temporaires ou saisonniers vont avoir des difficultés, sans parler de la suppression progressive du système du PER (plan d'emploi rural) et de certains subsides à l'emploi agricole.* »

Le gouvernement Aznar a jusque-là joué d'une paix sociale notable. José Maria Fidalgo le reconnaît : les comptes de l'Espagne tournent rond, le pays crée des emplois et a un taux de croissance supérieur à la moyenne européenne. Mais la grève vient souligner d'autres problèmes. « *C'est l'appareil productif qu'il faut revoir, estime le dirigeant syndical, nos emplois sont souvent de basse pro-*

ductivité, basse qualification, manque de technologie. Mais il ne faut pas sacrifier les droits sociaux à la compétitivité commerciale et à la recherche du plein emploi à tout prix. Il y a déjà 40 % des chômeurs qui ne touchent absolument aucune prestation sociale. »

José Maria Fidalgo aborde avec plus de réticence l'autre problème qui, à ses yeux, a pesé lourd : l'attitude du gouvernement face à cette grève et les multiples tentatives menées pour occulter le conflit. « *Aznar est têtu, il répète : "Ce que je dis, je le fais." Nous aussi sommes conscients qu'il faut des réformes, mais nous voulons des réformes négociées. Tout ce que l'on demande est qu'ils retirent ce décret sur les allocations chômage et négocient. Comment peut-on disqualifier une grève en disant qu'elle est "purement politique" ou "destinée à abîmer l'image de l'Espagne" ? Il y a des signaux de dérive de ce pouvoir : le gouvernement a multiplié les affrontements avec les évêques, les étudiants, voire les juges, maintenant les syndicats. J'espère que cette grève le fera réfléchir.* »

M.-C. D.

## A Cuatro Vientos, l'usine s'arrête : « Question de principe »

Syndiqués à 80 %, les ouvriers de Nissan parlent d'une « rupture de la confiance »

## MADRID

de notre correspondante

C'est l'heure de la pause. A Cuatro Vientos, dans la banlieue de Madrid, l'usine Nissan, avec ses vieux bâtiments massifs aux antiques rampes de cuivre, paraît une oasis de fraîcheur. Ici sont fabriqués tous les moteurs de la marque pour l'Europe. Ce jeudi 20 juin, la vieille usine restera silencieuse : grève générale. « *Ici, quand il y a grève, on la fait à 100 % !* », dit Ricardo, qui s'est isolé avec quelques « *companeros* » de Commissions ouvrières, le syndicat majoritaire, (proche des communistes). Ricardo, son semblant de barbe grisonnante et son étrange bracelet en poil de chameau, est un peu la mémoire de l'usine. Il y est entré en 1970, a fabriqué des moteurs Ibérique, puis Perkins, puis d'autres encore, au hasard des rachats et des alliances ; aujourd'hui c'est Nissan.

A Cuatro Vientos, depuis 1959, on a toujours fabriqué des moteurs et toujours fait grève quand il le fallait. « *En 1970, raconte Ricardo, il n'existait qu'un syndicat unique. Pas de négociations, pas de protection. Vouloir créer un vrai syndicat, c'était se faire mettre à la porte à coup sûr. Alors, on a commencé à remuer. Marcelino Camacho, le chef historique de Commissions ouvrières, était avec nous. Ils l'ont mis en prison. Quand on a voulu protester, en 1972, la police nous a sortis à coups de matraque. Depuis, l'usine est devenue un symbole. Autant dire qu'ici nous savons ce que signifie faire grève : c'est un droit. Un droit essentiel, durement acquis.* »

La situation économique de Cuatro Vientos n'est pas mauvaise, même si en décembre des centaines de contrats temporaires n'ont pas été renouvelés. Les salaires sont, à l'échelle espagnole,

plus que décents (2 100 euros brut par mois, de salaire moyen). Alors, pourquoi cette grève ? Ricardo et ses amis répondent à l'unisson : « *Question de principe : le gouvernement a adopté arbitrairement un décret-loi très dur : Ca ne passe pas. C'est la rupture de la confiance et du dialogue.* »

## INCITATION À LA MOBILITÉ

Ismael, un des plus jeunes, avec ses cheveux bruns qui lui donne l'air d'un grand écolier sous son bleu de travail, critique le fond du décret : « *Nous avons cotisé pour ces prestations sociales, c'est un droit. Le gouvernement, avec ses discours, veut présenter ça comme un cadeau. Comme si un chômeur prétendait obtenir des faveurs de la société alors que c'est simplement son dû.* » Le plus insupportable, pour Ismael, « *est cette idée qu'étant au chômage, ce qui est déjà une disgrâce, ils pourront t'imposer*

*avec cette loi le travail qu'ils veulent. Même sous-qualifié, même sous-payé, sans quoi adieu aux prestations.* »

Luis est plus préoccupé par l'idée qu'en cas de chômage « *on peut t'imposer d'aller travailler à trente kilomètres de chez toi. Ils disent qu'il n'y a pas de mobilité en Espagne, peut-être, mais il n'y a aucune incitation à la mobilité. Comment se loger ? Beaucoup partagent une maison avec les parents. Il faudrait des logements sociaux, des locations abordables...* »

Comme en 1986, en 1988 et en 1994, lors des précédentes grèves générales, l'usine s'arrêtera le 20 juin. A Cuatro Vientos, 80 % des 600 employés sont affiliés à l'un des trois syndicats, Commissions ouvrières, UGT, proche des socialistes, et Syndicat indépendant. Et tous trois ont appuyé la grève.

M.-C. D.

de Paris (CDG) à Londres Heathrow à partir de <b>64€</b> ALLER SIMPLE
de Paris (CDG) à East Midlands à partir de <b>73€</b> ALLER SIMPLE
de Paris (CDG) à Leeds Bradford à partir de <b>129€</b> ALLER SIMPLE
de Nice à Londres Heathrow à partir de <b>85€</b> ALLER SIMPLE
pour un complément d'information veuillez consulter <b>01 41 91 87 04</b> <b>flybmi.com</b> ou contactez votre agence de voyages
british midland <b>bmi</b> MEMBRE DU RÉSEAU STAR ALLIANCE
<b>aller simple</b> bmi british midland, le meilleur tarif à l'aller comme au retour.
Tarifs TTC aller simple soumis à certaines conditions.



## Un nouvel attentat-suicide à Jérusalem a fait sept morts et des dizaines de blessés

Yasser Arafat a demandé l'arrêt total de ces opérations pour « sauvegarder l'intérêt national ». En riposte, les troupes israéliennes sont entrées à Ramallah et à Bethléem

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

A nouveau, la terreur et l'horreur. Moins de quarante-huit heures après l'attentat sanglant de l'avenue Dor-Yosef, le plus meurtrier commis à Jérusalem depuis 1996, une nouvelle opération terroriste a été perpétrée, mercredi, peu après 19 heures, dans la partie orientale de la ville, annexée en 1967. Sept morts, outre le kamikaze, étaient dénombrés jeudi matin 20 juin, dont une fillette de cinq ans et sa grand-mère. Des dizaines d'autres victimes, dont des enfants, étaient encore hospitalisées, certaines dans une situation critique. L'explosion s'est produite dans le quartier French Hill, à une station de bus qui sert également de base pour l'autostop, un moyen de déplacement encore très populaire en Israël. Selon la police israélienne, un homme a jailli d'une voiture et s'est précipité vers l'endroit, bondé à cet instant de la journée. Il a été immédiatement pris en chasse par des gardes frontières, alertés par son comportement, mais ces derniers n'ont pu le neutraliser avant qu'il fasse détoner la bombe qu'il portait sur lui.

L'Autorité palestinienne, qui a été immédiatement tenue responsable par les Israéliens de ce nouveau bain de sang, a rapidement condamné cet attentat. Dans un communiqué publié en fin de soirée, Yasser Arafat a insisté sur « la nécessité d'arrêter totalement ces opérations (...) dans le but de sauvegarder l'intérêt national (...) ». « Toutes les opérations qui visent des civils israéliens n'ont rien à voir avec notre droit légitime de résister à l'occupation », a précisé M. Arafat.

### Appel à l'arrêt des attaques-suicides

Cinquante-cinq personnalités palestiniennes ont appelé à la fin des opérations contre les civils en Israël dans une pétition publiée, mercredi 19 juin, par le quotidien palestinien *Al-Qods*. « Ces opérations n'aident pas notre projet national de liberté et d'indépendance. Elles renforcent les ennemis de la paix et donnent des prétextes au gouvernement agressif d'Ariel Sharon de poursuivre sa guerre implacable contre notre peuple », écrivent-elles. Les principaux signataires sont Sari Nousseibeh, chargé du dossier de Jérusalem au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), la députée Hanane Achraoui et Salah Raafat, secrétaire général du parti FIDA que dirige le ministre de l'information Yasser Abed Rabbo. Ces personnalités exhortent les commanditaires de ces attentats à « réviser leurs calculs et à cesser d'inciter des jeunes à la commettre ». Elles estiment que ces attentats « ne font qu'approfondir la haine entre les deux peuples et le fossé qui les sépare ». La publication de ce document a été financée par l'Union européenne. — (AFP.)



MAGNUS JOHANSSON / REUTERS

Les Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, un groupuscule militaire non officiel du Fatah, la formation que préside M. Arafat, ont revendiqué dans la soirée, auprès de la chaîne de télévision du Hezbollah libanais, Al-Manar, « l'attaque-suicide menée pour venger » un responsable militaire, tué par les Israéliens à Bethléem. L'armée israélienne a répliqué dans un premier temps en lançant des raids d'hélicoptères dans la bande de Gaza, qui n'ont pas fait de victimes. Dans la nuit, les troupes israéliennes, qui avaient déjà pris le contrôle de Tulkarem, Kalkiliya, Jénine et d'une partie de Naplouse à la suite de l'attentat de mardi, sont entrées à nouveau à Ramallah et à Bethléem.

### « UNE SEMAINE OU DEUX »

Ce nouvel attentat est intervenu quelques heures après la décision du gouvernement israélien de répliquer à chaque nouvelle attaque-suicide par la « prise » de territoires théoriquement placés sous l'autorité des Palestiniens. Cette décision avait été adoptée mardi, lors d'une réunion du cabinet de sécurité, au cours de laquelle la question de l'expulsion de M. Arafat, soulevée par chaque nouvel attentat, avait fait une nouvelle fois l'objet de débats. Le cabinet avait choisi de ne pas donner suite à cette idée, sous la pression des travaillistes et des responsables des services de renseignement.

Des divergences sont cependant rapidement apparues après la réu-

### 71 Israéliens tués depuis la fin de l'opération « Mur de protection »

Depuis le 21 avril, fin de l'opération « Mur de protection », les attentats-suicides et les attaques contre les colonies se sont poursuivies, causant la mort de soixante et onze Israéliens.

- 27 avril : cinq Israéliens sont tués par des Palestiniens dans la colonie d'Adora, en Cisjordanie.
- 7 mai : seize Israéliens sont tués, en plus du kamikaze, dans un club de billard de Rishon-le-Tzion, au sud de Tel-Aviv.

nion entre le premier ministre israélien, Ariel Sharon, et son ministre de la défense, le chef du Parti travailliste, Benyamin Ben Eliezer. Ce dernier s'était déjà opposé par le passé à la proposition avancée par Avi Dichter, le chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieur d'Israël, de procéder à des réoccupations durables des zones autrefois autonomes

### M. Bush diffère l'annonce de sa stratégie

Le président américain, George W. Bush, a décidé de retarder l'annonce de sa stratégie de relance du processus de paix au Proche-Orient, par crainte de voir les parties faire la sourde oreille après un nouvel attentat-suicide, mercredi 19 juin, à Jérusalem et le retour des forces israéliennes dans les zones autonomes palestiniennes. « Le président sait ce qu'il veut dire, et il le dira lorsqu'il estimera que cela aura le meilleur impact. Mais à l'évidence ce n'est pas le bon moment, juste après ces attaques », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. Il a refusé de dire si l'ajournement irait au-delà de quelques jours et indiqué que le président condamnerait le nouvel attentat qui a fait 7 morts et 37 blessés. « Mais [tant que le président] n'aura pas annoncé son plan les discussions se poursuivront pour en affiner les contours », a-t-il dit. Interrogé sur la riposte israélienne à l'attentat de mardi, M. Fleischer a indiqué qu'Israël avait « le droit de se défendre », tout en appelant les dirigeants israéliens à ne pas perdre de vue l'objectif de la paix. — (AFP.)

palestiniennes, au lieu de multiplier, comme c'est le cas depuis la fin officielle de l'offensive « Mur de protection », les incursions de courte durée dans les villages et les agglomérations palestiniennes susceptibles d'héberger des « infrastructures terroristes ».

Après la réunion de mardi, M. Ben Eliezer a assuré que les réoccupations ne pourraient pas s'étendre sur plus d'une semaine ou deux ». Selon une source du ministè-

re de la défense, citée jeudi matin par la presse israélienne, le ministre considère, tout comme son homologue des affaires étrangères, Shimon Pérès, que la question n'a pas été tranchée définitivement par la réunion du cabinet.

Même si M. Sharon a assuré mardi que la « prise » de territoires ne signifierait pas leur administration

par les Israéliens, M. Ben Eliezer redoute que celle-ci s'avère rapidement inévitable. Elle ne serait pas sans danger – deux soldats qui opéraient à Kalkiliya ont été tués dans une embuscade mercredi –, ni sans prix : des sources sécuritaires, citées par le quotidien *Haaretz* de jeudi, estimaient son coût annuel entre 3 et 4 milliards de shekels (environ 800 millions d'euros).

Gilles Paris

- 19 mai : un attentat-suicide coûte la vie à trois Israéliens, en plus de son auteur dans le marché central de Netanya.
- 22 mai : deux Israéliens, dont un adolescent, sont tués dans un attentat à Rishon-le-Tzion.
- 27 mai : deux personnes, dont une fillette, ainsi que le kamikaze, sont tuées à Petah Tikva.
- 5 juin : dix-huit personnes, parmi lesquelles treize soldats ainsi que le kamikaze, sont tuées

- 11 juin : une adolescente est tuée à Herzliya, au nord de Tel-Aviv.
- 18 juin : 19 passagers d'un bus sont tués dans un attentat-suicide au sud de Jérusalem.
- 19 juin : un nouvel attentat-suicide palestinien frappe Jérusalem, faisant sept morts, outre le kamikaze. — (AFP.)

## L'embarrassante victoire de la rébellion sud-soudanaise avant la reprise des négociations

La SPLA s'est emparée de la ville de Kapoeta

### KAPOETA

de notre envoyé spécial

Il flotte sur Kapoeta le mélange de joie contrainte et de désolation propre aux victoires ambiguës. Dans les

### ■ REPORTAGE

### Kapoeta, une bourgade agricole devenue une ville fantôme

tranchées éventrées par l'artillerie de la rébellion sud-soudanaise, des cadavres de soldats gouvernementaux se putréfient dans une chaleur de four. Dans la brousse, des colonnes de vautours tournoient au-dessus des fosses communes. En ville, des nuées de camions chargés de matelas, de canons ou de soldats s'évitent dans des nuages de poussière. Mais à ce spectacle de ville qui vient de tomber, il manque la liesse des vainqueurs, les rebelles de l'Armée de libération des peuples du Soudan (SPLA), maîtres de la ville depuis dimanche 9 juin.

A la sortie de Kapoeta, se dresse le spectre de l'église d'une mission catholique, amputée de la moitié de sa nef, dont les briques sont allées renforcer la maçonnerie des bunkers et redoutes qui défendaient la ville. Les cuisiniers de Khartoum y avaient aussi installé leurs cuisines, couvrant de graffitis mélancoliques les murs noircis par la fumée de leurs braseiros. Les rebelles ont repris d'instinct ces habitudes, cuisant à leur tour la bouillie de sorgho, l'ordinaire des troupes, devant l'autel, et ajoutant des paraphes en anglais à ceux calligraphiés en arabe.

### UN LOT DE CONSOLATION

Quand une fanfare militaire, en costumes rouges immaculés, se met en place et joue l'hymne de la SPLA, tandis qu'on hisse les couleurs du « *Nouveau Soudan* », les soldats rebelles, alentour, contemplant la cérémonie d'un oeil vide. A bien regarder Kapoeta, rien ne pousse en effet à se réjouir. Certes, la prise de la ville ouvre à la rébellion la route de la frontière du Kenya, 80 kilomètres plus au sud, où se trouve une grande partie de ses bases arrière logistiques. Mais le sud Soudan est plein de ces Kapoeta, « verrous » que le gouvernement et la rébellion prennent ou perdent, au gré des offensives, sans que le sort de la guerre commencée en 1983 en soit changé, malgré 2 millions de victimes.

L'effet principal de ces victoires est surtout d'avoir fait table rase de tout ce qui, au sud Soudan, prétend au nom de ville, comme l'illustre Kapoeta : dans un quadrilatère de tranchées, des maisons misérables aux murs crevés, aux portes arrachées, dont les meubles ont servi de bois de chauffe aux soldats. Au total, une ville fantôme sans eau, sans électricité,

sans l'ombre d'une rue digne de ce nom ou, simplement, d'un magasin, souvenir de bourgade agricole devenue pendant dix ans le casernement de soldats encerclés par des rebelles invisibles dans une plaine sèche et vide.

Mais il fallait une victoire à la SPLA, au moment où ses troupes reculent sur un autre front, bien plus au nord, dans les zones pétrolières du Haut-Nil. Kapoeta, perdue en 1992, a été ce lot de consolation arraché dimanche par la ruse. Les chefs rebelles avaient d'abord ostensiblement massé leurs hommes aux environs de Torit, une autre ville tenue par le gouvernement, à près de 200 kilomètres plus à l'ouest, laissant aux espions de Khartoum le soin d'informer cette garnison d'une attaque imminente... qui n'a jamais eu lieu. Car, à marche forcée, les hommes de la SPLA gagnaient alors Kapoeta. « *Nous avons marché trois jours et trois nuits, et nous sommes arrivés ici, où personne ne nous attendait. A l'aube, nous avons pionné la ville à*

### VERS LA FRONTIÈRE KENYANE



l'artillerie lourde, avant de lancer nos hommes. Nous avons tiré les défenseurs de leurs lits, mais il était déjà trop tard pour eux. Kapoeta est tombée après une heure et demie de combat », témoigne le commandant Yay Deng Ajak, qui a dirigé l'opération.

Le bilan s'établirait, selon la SPLA, à treize morts parmi ses troupes, contre plus de deux cents, côté gouvernemental. Pour Apollo Lamin Daniel, l'un des assaillants rebelles, le sort des survivants de la garnison, égayés dans la brousse, est déjà scellé : « *Il y avait trois mille hommes à Kapoeta. Inutile de poursuivre ceux qui se sont enfuis. Ils vont mourir de soif, puisque le point d'eau le plus proche se trouve à Torit. Les plus résistants vont être tués par nos alliés, les guerriers de l'ethnie Toposa.* » Maigre triomphe dont John Garang, le chef de la SPLA venu par la circonstance à Kapoeta, tente de rehausser l'éclat : « *Le gouvernement a lancé la plus importante offensive depuis dix ans sur plusieurs fronts. Il nous fallait répliquer. La prise de Kapoeta ouvre la route du Kenya, mais aussi celle de l'Ouganda ou de l'Éthiopie. C'est donc une victoire majeure. Sur les autres fronts, nous avançons comme nous pouvons.* »

Kapoeta restera-t-elle longtemps aux mains de la SPLA ? La saison des pluies, qui approche, transformera cette plaine en vaste champ de boue. Alors, comme chaque année, blindés et camions paralysés, l'armée gouvernementale devra interrompre ses opérations. La SPLA devrait donc avoir devant elle une pleine saison d'accalmie. Mais, dans l'intervalle, Kapoeta pourrait paradoxalement se transformer en revers diplomatique pour le mouvement de John Garang. Des pourparlers de paix avec le gouvernement, sous l'égide d'une organisation régionale, l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement), ont débuté lundi 17 juin au Kenya, avec le ferme soutien des États-Unis.

Washington, traditionnellement proche de la SPLA, et désormais courtisé par Khartoum, est en passe de devenir l'arbitre du conflit. Il convient donc, pour les deux vieux ennemis, de s'attirer ses grâces. Or, la prise de Kapoeta vient subitement de faire de la SPLA un agresseur.

Claire Tréan

Jean-Philippe Rémy

## Un officier congolais objet d'une plainte pour torture en France

Les plaignants font état, à l'encontre du général Norbert Dabira, de violences délibérées commises en 1999 à Brazzaville

UN OFFICIER congolais, le général Norbert Dabira, inspecteur général des armées dans son pays, aurait dû être entendu, mercredi 19 juin, par deux juges d'instruction de Meaux, qui devaient décider ou non sa mise en examen. Il fait l'objet, de même que le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, le ministre de l'Intérieur Pierre Oba, et le général Blaise Adoua, commandant de la garde présidentielle, d'une plainte pour tortures et crime contre l'humanité pour des faits survenus à Brazzaville en 1999. La Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) et deux organisations qui lui sont affiliées, l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et la Ligue française, se sont portées parties civiles, ainsi que deux victimes rescapées.

Le général, qui séjourne fréquemment en France car sa famille vit dans la région de Meaux et qui avait été interpellé il y a un mois, ne s'est pas présenté à la convocation mercredi. Il a téléphoné, lundi

de Brazzaville, pour dire qu'il avait un problème d'avion. Son avocat, M<sup>e</sup> Jacques Vergès, continue d'affirmer qu'il n'a cependant pas l'intention de se dérober et qu'il répondra au prochain rendez-vous, fixé par les juges au 8 juillet. La Convention internationale sur la torture, que les associations de défense des droits de l'homme avaient invoquée, prévoyait que des poursuites doivent être engagées contre tout auteur présumé de tels actes, quels que soient sa nationalité et le lieu où ces actes ont été commis, par n'importe quelle juridiction nationale dès lors qu'il est présent sur le territoire.

La plainte porte sur les disparitions et exécutions sommaires dont ont été victimes, en mai 1999, à leur retour à Brazzaville, des hommes qui avaient fui la guerre civile et trouvé refuge en République démocratique du Congo (RDC), de l'autre côté du fleuve Congo. Le président Sassou Nguesso avait appelé ses concitoyens à cesser les hostilités et invité tous

ceux qui avaient quitté le pays à y revenir ; leur retour par le port fluvial de Brazzaville avait fait l'objet d'un accord entre les deux Congos.

### UNE LISTE DE DISPARUS

Une des parties civiles est l'un de ces réfugiés rentrés à Brazzaville par le « couloir humanitaire ». Il raconte qu'à l'arrivée au port, le 14 mai 1999, le groupe avec lequel il a traversé le fleuve est accueilli par « un fort contingent de Cobras » (la milice de Sassou Nguesso) ; les hommes « de 5 à 75 ans » sont séparés des femmes et retenus dans une salle. A deux reprises dans la soirée, dix d'entre eux sont embarqués dans un camion « pour aller je ne sais où » et, vers 23 heures, il doit à son tour, avec quelques compagnons, monter dans un bus. « *Il nous fut demandé d'enlever nos chemises ; avec, nos geôliers nous confectionnèrent des cagoules* », poursuit-il. Ces hommes, accusés d'appartenir aux milices adverses, les Ninjas, sont bastonnés et conduits à proximité

du palais présidentiel, dans un lieu où règne, indique Tsieno, « une odeur épouvantable de chair en décomposition ». Ils sont sommés de s'aligner, de s'asseoir par terre, et exécutés. Lui s'en tire miraculeusement avec deux blessures par balles et parvient à s'enfuir.

Le second plaignant a survécu dans des conditions analogues à une exécution le 15 mai 1999 ; il est infirme à vie. « *On estime à près de deux cents le nombre de personnes disparues le 14 mai 1999* », indique la FIDH. Le HCR qui, devant les rumeurs de disparitions, avait mis en place un bureau de contrôle au port de Brazzaville à partir de la fin mai, dispose d'une liste de 108 disparus entre ce moment et juillet 1999. Une association de familles de disparus a recensé plus de 350 cas sur une période allant de mars à novembre 1999.

Toutes les démarches faites auprès des autorités congolaises, notamment par certaines de ces familles et par le HCR, sont restées vaines. « *La commission des crimes*



## La Loya Jirga afghane se sépare avec des sentiments mitigés sur la nouvelle administration transitoire

Le président Hamid Karzaï fait entrer des seigneurs de guerre dans la haute hiérarchie, mais des exilés de retour des Etats-Unis obtiennent aussi quelques postes-clés

### KABOUL

de notre envoyée spéciale

Président élu de l'Afghanistan, Hamid Karzaï a prêté serment, mercredi 19 juin, devant les quelque 1 600 délégués de la Loya Jirga à qui il a promis de « respecter les lois de l'islam, l'intégrité de l'Afghanistan » et de « servir le peuple ».

Peu auparavant, et après plusieurs jours d'intenses et difficiles débats qui se poursuivent pour plusieurs postes, M. Karzaï avait présenté à la Loya Jirga 14 des 20 ministres qu'il compte prendre dans son gouvernement transitoire, qui dirigera le pays pendant les prochains 18 mois, jusqu'aux élections. Alors que chacun attendait un rééquilibrage du cabinet, celui-ci n'a pas beaucoup changé, les Tadjiks, héritiers de feu le commandant Ahmed Chah Massoud conservant deux des trois importants portefeuilles qu'ils avaient.

Le maréchal Fahim garde à la fois le poste de ministre de la défense et celui de vice-président du gouvernement, et le Dr Abdullah celui des affaires étrangères. Mohammed Aref, lui aussi tadjik, proche du maréchal Fahim, devrait conserver son ministère des renseignements et de la sécurité. Seul perdant, l'ex-ministre de l'intérieur, Younès Kanouni, qui a refusé le ministère de l'éducation. Le ministère de l'in-

térieur est attribué au gouverneur de la province de Paktia, Taj Mohammed Wardak, pachtoun de plus de 70 ans, récemment rentré de Californie. Le ministère des finances revient à Ashraf Ghani, un ancien de la Banque mondiale, lui aussi rentré en Afghanistan après les événements du 11 septembre.

### FACTIONS ARMÉES

Au grand dam de beaucoup de délégués, les seigneurs de la guerre font un retour en force dans le gouvernement, notamment au niveau des vice-présidences. Trois vice-présidents ont été annoncés, mais M. Karzaï a indiqué que ce nombre pourrait passer à cinq : outre Mohammed

Fahim, l'Hazara, chef du Hezb-e-Wahdat, Karim Khalili et le Pachtoun, gouverneur de la province de Nangahar, Haji Qadir ont été nommés vice-présidents. « Si l'Afghanistan n'a pas un gouvernement central fort, rien n'arrivera », a indiqué M. Karzaï pour justifier la présence de ces leaders dans son cabinet, alors que jusqu'à maintenant le pouvoir de l'administration intérimaire ne dépassait pas vraiment les limites de Kaboul.

L'envoyé spécial du président américain George Bush, Zalmay Khalilzad, a lui aussi justifié l'inclusion de ces chefs en affirmant : « Les factions armées font partie de la vie en Afghanistan. Leur inclusion n'est pas nécessairement négative. Elle indi-

### La Turquie prend le commandement de l'ISAF

Le général turc Hilmi Akin Zorlu remplace, depuis jeudi 20 juin, le général britannique Mac Coll à la tête de l'ISAF (Force internationale d'assistance à la sécurité). La passation des pouvoirs entre la Turquie, seul pays musulman de l'OTAN, et la Grande-Bretagne s'est déroulée au cours d'une cérémonie à l'état-major de cette force d'environ 4 500 hommes, déployée à Kaboul depuis fin décembre 2001.

L'ISAF, dont la mission est d'assister les forces afghanes pour la sécurité dans la capitale, comptera un contingent turc d'environ 1 400 hommes à la fin du mois. L'Allemagne est le deuxième contingent en importance numérique, avec 1 200 soldats. Sur les 1 300 soldats britanniques présents aujourd'hui à Kaboul, 900 devraient quitter l'Afghanistan, de même que les 1 700 Royal Marines qui ont pris part à la lutte antiterroriste au sein des troupes de la coalition. Dix-neuf pays participent à l'ISAF, dont le mandat a été récemment renouvelé pour six mois. — (AP.)

### PROFIL ZALMAY KHALILZAD, « L'AFGHAN DE BUSH »

Sa haute silhouette, téléphone mobile à l'oreille, était une constante du site de la Loya Jirga où, durant dix jours, il s'est rendu quotidiennement prêcher la bonne parole aux délégués. Pour ne pas trop s'éloigner d'eux et se montrer disponible, il résidait dans un hôtel proche plutôt qu'à l'ambassade américaine, véritable forteresse difficile à pénétrer pour n'importe quel visiteur. Affable et souriant, Zalmay Khalilzad, envoyé spécial du président George W. Bush pour l'Afghanistan, a, de par ses origines – il est né à Kaboul –, l'avantage de parler le dari et d'avoir le contact facile.

Même s'il s'en défend, il est aujourd'hui pour beaucoup le réel « numéro un » afghan, l'homme des tâches difficiles, celui qui aplanit les conflits pour son ami Hamid Karzaï, le président en titre. Quand, à la veille de la Loya Jirga, le puissant ministre de la défense, le maréchal Fahim, alarmé des propos prêtés à l'ex-roi Zaher Chah sur son éventuel rôle, est venu se plaindre fermement au président Hamid Karzaï, c'est l'envoyé américain que celui-ci est allé chercher pour se rendre avec lui auprès du roi. C'est M. Khalilzad qui, le lendemain, et contrairement à la version officielle, a expliqué les vraies raisons du report de 24 heures de la Loya Jirga et annoncé aux journalistes la tenue par l'ex-roi d'une conférence de presse, à laquelle il assistera au premier rang, aux côtés du souverain et des principaux responsables.

« Nous sommes ici pour aider. Quand les Afghans cherchent de l'aide nous essayons de leur fournir une assistance » disait-il modestement à la conclusion du Grand Conseil, mercredi soir 19 juin. Sa modestie a toutefois des limites, et il ne craint pas de louer le rôle joué aujourd'hui par les Etats-Unis, affirmant par exemple : « Le succès de l'Afghanistan est notre succès, et, sans nous cette Loya Jirga n'aurait pas eu lieu. »

Naturalisé américain en 1984, Zalmay Khalilzad, qui a appris l'anglais à Kaboul avant de poursuivre ses études avec une bourse à l'université américaine de Beyrouth, n'a cessé dans les différentes fonctions qu'il a occupées d'attirer l'attention sur son pays d'origine.

De retour à la Maison Blanche en juin 2001, il travaille au Conseil national de sécurité, sous les ordres directs de Condoleezza Rice. Surnommé « l'Afghan de Bush » par la presse, il va avoir l'occasion d'exercer en direct ses talents après les événements du 11 septembre. A Rome, près de l'ex-roi Zaher Chah, à Bonn où se dessinent les premiers contours de la paix, à Kaboul où arrivent les responsables, il est partout. Nommé en décembre représentant spécial du président américain en Afghanistan, il a multiplié ses séjours à Kaboul, où il semble connaître tout le monde.

Fr. C.

Françoise Chipaux

## Paris a empêché l'envoi de mercenaires à Madagascar

PARIS. Les autorités françaises ont empêché, mercredi 19 juin, le débarquement à Madagascar d'une douzaine de mercenaires français probablement à la solde du président sortant Didier Ratsiraka, en France depuis le 14 juin. Loué à une société française, l'appareil qui les transportait, un Falcon 900, parti mardi du Bourget, avait été bloqué le lendemain sur l'aéroport de Dar es-Salaam (Tanzanie) et, après intervention des autorités françaises, était reparti pour la France.

Les mercenaires, dont les identités n'ont pas été révélées, seraient tous de nationalité française mais originaires de divers pays. Selon certaines sources officielles, ils devaient préparer un attentat contre le président élu de Madagascar, Marc Ravalomanana, ou encadrer les dernières forces restées fidèles à son adversaire, Didier Ratsiraka. Cet épisode survient alors que, en principe, doit se tenir vendredi à Addis-Abeba, en Ethiopie, un mini-sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) consacré à la crise malgache en présence des deux responsables malgaches.

## Le naufrage du « Kursk » dû à l'explosion d'une torpille

MOSCOU. Le ministre russe des sciences et de l'industrie, Ilia Klebanov, a indiqué, mercredi 19 juin, que le naufrage du sous-marin Kursk, le 12 août 2000, en mer de Barents, était dû à l'explosion d'une des torpilles. « Nous avons rejeté l'hypothèse de la collision [avec un autre navire] et celle d'une mine de la seconde guerre mondiale. » Ces deux dernières hypothèses avaient été privilégiées, au départ, par Moscou qui écartait celle de l'explosion accidentelle du combustible – du peroxyde d'hydrogène – instable, qui sert à la propulsion de la torpille. Les Occidentaux ont abandonné cette technique après 1955, mais les Russes l'utilisent depuis 1957. Les résultats officiels de l'enquête seront connus le 29 juin. — (AP, AFP.)

## Le premier ministre hongrois fut un contre-espion communiste



BUDAPEST. Le nouveau premier ministre hongrois, le socialiste Peter Medgyessy, a reconnu, mercredi 19 juin, avoir fait du contre-espionnage au ministère des finances sous le régime communiste, entre 1977 et 1982 afin, comme il l'a expliqué, « d'empêcher que des espions étrangers n'obtiennent des secrets d'Etat et pour permettre à la Hongrie d'entrer au Fonds monétaire international ». M. Medgyessy a dû faire cet aveu après que le quotidien Magyar Nemzet (droite) eut publié, mardi et mercredi, des documents selon lesquels M. Medgyessy, un « espion », avait émarginé aux services secrets communistes. « L'officier de contre-espionnage n'est pas un espion. Il exerce un métier qui sert les intérêts de la nation », a-t-il expliqué. Pour prévenir une crise, le gouvernement a indiqué qu'il présenterait un amendement destiné à rendre possible la publication de la liste des anciens agents secrets qui ont coopéré avec le département 3/3 (la police secrète) du ministère de l'intérieur sous le régime communiste. — (AFP.)

### DÉPÊCHES

■ **JAPON** : le député Muneo Suzuki, membre du Parti libéral démocrate au pouvoir, a été arrêté, mercredi 19 juin, pour corruption. Il est soupçonné d'avoir reçu 5 millions de yens en 1998 d'une entreprise forestière en échange de ses bons offices auprès de l'Agence des forêts. Il serait aussi impliqué dans des affaires d'appels d'offre publics truqués. Sa controverse avec l'ex-ministre des affaires étrangères, Makiko Tanaka, avait conduit, en janvier, au limogeage de celle-ci par le premier ministre Junichiro Koizumi qui, depuis, a vu sa popularité s'effondrer. — (Corresp.)

■ **PÉROU** : le gouvernement a suspendu, mercredi 19 juin, la privatisation des entreprises électriques Egasa y Egesur au groupe belge Tractebel, filiale de Suez-Lyonnaises des Eaux, jusqu'à ce qu'un tribunal se prononce sur la légalité du processus. La vente des entreprises avait provoqué à la fin de la semaine dernière des violentes manifestations. Première conséquence politique, le ministre de l'intérieur, Fernando Rospigliosi, en désaccord avec cette décision, a immédiatement démissionné. — (Agenciaperu.com)

■ **RUSSIE** : le président russe, Vladimir Poutine s'est dit favorable, mercredi 19 juin, à une amnistie pour les fuites de capitaux. Selon le quotidien économique Vedomosti, le gouvernement prépare un projet de loi selon lequel les capitaux amnistiés seraient soumis à un impôt équivalent à celui sur le revenu (soit 13 %). Les hommes d'affaires seraient tenus de rapatrier 25 % de leur capital dans les banques russes, mais seraient autorisés à garder le reste à l'étranger. Selon Vedomosti, plus d'un tiers des quelque 300 milliards de dollars ayant fui illégalement à l'étranger ces dix dernières années pourraient être légalisés grâce à cette loi. — (AFP.)

## L'extrême pauvreté sous-estimée en Afrique, selon la CnuCED

PARIS. La gravité de l'extrême pauvreté a été sous-estimée dans les pays les moins avancés (PMA), notamment africains, qui accroissent leur écart par rapport aux pays asiatiques les plus pauvres et aux autres pays en développement. Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CnuCED) présenté, mardi 18 juin, neuf habitants sur dix des 34 PMA de l'Afrique subsaharienne (Angola, Tchad, Ethiopie, Burundi, etc.) vivent avec moins de 2 dollars par jour. Ils consomment en moyenne 86 cents par jour, contre 41 dollars aux Etats-Unis. En vingt ans, de la fin des années 1970 à celle des années 1990, les habitants de ces pays survivant avec moins d'1 dollar sont passés de 56 % à 65 % de la population. « Quels que soient les calculs retenus, les PMA ne sont pas sur la voie d'atteindre l'objectif fixé par l'ONU de réduction de l'extrême pauvreté entre 1990 et 2015, particulièrement ceux qui sont extrêmement dépendants des exportations de matières premières », affirme le rapport. Les personnes vivant avec moins d'1 dollar dans les 49 PMA sont aujourd'hui 307 millions. Ils seront 420 millions en 2015 si la tendance actuelle se maintient, prédit la CnuCED.

## Les demandeurs d'asile nord-coréens créent l'embarras

Tensions entre Pékin, Séoul et Tokyo sur l'attitude à adopter face aux « intrus »

### TOKYO

de notre correspondant

A la veille de la journée mondiale des réfugiés, le 20 juin, un drapeau chinois a été brûlé devant l'ambassade de Chine à Séoul au cours d'une manifestation de trois cents Coréens qui protestaient contre l'attitude de Pékin à l'égard des demandeurs d'asile nord-coréens. Dans un communiqué, l'association coréenne des journalistes a pour sa part qualifié la Chine de pays « non démocratique » et dénoncé les violences dont ont été victimes, la semaine dernière à la porte du consulat coréen à Pékin, deux journalistes et un diplomate

qui essayait de s'opposer à l'arrestation d'un demandeur d'asile.

Le consulat sud-coréen à Pékin est devenu depuis quelques semaines un dortoir pour des visiteurs inattendus. Ils sont aujourd'hui une vingtaine de demandeurs d'asile à « bivouaquer » dans ses locaux. La dernière à entrer est une femme enceinte de huit mois. Aucun accord n'est intervenu avec les autorités chinoises pour qu'elle puisse être hospitalisée. « Un médecin se tient prêt, mais nous ne savons pas ce qui va se passer s'il faut l'emmener à l'hôpital », a déclaré le porte-parole de l'ambassade de Corée.

Le sort des réfugiés a créé une vive tension entre Pékin, qui exige leur restitution, et Séoul, qui s'y refuse. La manière dont la police chinoise s'est agi la semaine dernière devant le consulat de Corée n'est pas pour redresser l'image internationale de Pékin, d'autant moins que ce n'est pas la première fois : le 8 mai, elle avait déjà violé l'immunité territoriale du consulat du Japon à Shenyang pour en sortir de force cinq demandeurs d'asile.

### MIGRANTS DE LA FAIM

La crise diplomatique ouverte entre Pékin, Séoul et Tokyo place aussi l'ensemble de la communauté internationale en face de ses responsabilités en matière de politique humanitaire. La Chine affirme veiller à la sécurité des missions diplomatiques sur son territoire. Contre qui ? De pauvres gens qui fuient un des régimes les plus totalitaires de la planète qui les affame. Ce qui se passe à Pékin n'est qu'une facette de leur drame : au rythme d'une centaine par semaine, la Chine renvoie en Corée du Nord les migrants de la faim pris à la frontière entre les deux pays. Immigrants illégaux certes, ces hommes et ces femmes rapatriés de force sont passibles d'emprisonnement dans leur pays.

La Chine respecte ainsi un traité d'extradition avec la Corée du Nord mais elle déçoit aux dispositions de la convention sur les réfugiés de 1951, qui stipule que doit être considéré comme réfugié celui qui risque dans son pays d'être victi-

me de persécution. Les migrants de la faim ne l'étaient peut-être pas quand ils sont partis, mais ils le sont à leur retour.

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a critiqué la publicité de ces intrusions répétées dans les missions étrangères qui courroucent les Chinois : « La discrétion permet d'arriver à de meilleurs résultats », a déclaré la directrice de la communication, Anne Willem Bijlvel. Le HCR a négocié le départ de sept demandeurs d'asile qui s'étaient réfugiés dans ses bureaux à Pékin en juin 2001 mais il est étrangement discret depuis des années sur les drames qui se produisent quotidiennement à la frontière sino-nord-coréenne.

Dans un communiqué du 19 juin, Médecins sans frontières estime que le HCR a « failli à engager un dialogue constructif avec le gouvernement chinois sur le statut des demandeurs d'asile nord-coréens » et se demande s'il existe une « volonté politique » de la part des pays et des organisations internationales pour leur venir en aide. Que penser en effet des chancelleries occidentales à Pékin, dont les gouvernements se réclament des principes de défense des droits de l'homme, et qui se voient transformées en forteresses entourées de chicanes et de barbelés par la police chinoise pour les « protéger » d'hommes, de femmes et d'enfants la faim au ventre ?

Philippe Pons

BAC + 1

RÉORIENTEZ-VOUS VERS  
UNE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE

L'AFIG

(ANNÉE DE FORMATION INITIALE À LA GESTION)

VOUS PRÉPARE À INTÉGRER

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

Contactez Marion Maury : 45, rue Spontini - 75116 Paris

Tél. 01 56 26 26 10/26

ETABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



# La Russie refuse de voir Kaliningrad isolée dans l'Europe

L'entrée de la Pologne et de la Lituanie dans l'UE est un casse-tête pour Moscou et les habitants de l'enclave russe, qui redoutent de ne plus pouvoir se rendre librement dans leur pays et d'être coupés des possibilités de commercer à travers la frontière

**KALININGRAD**  
(Fédération de Russie)  
de notre envoyée spéciale

Alors que ses voisins lituaniens et polonais mettent la main aux derniers préparatifs de leur entrée dans l'Union européenne (UE), l'enclave russe de Kaliningrad, grande comme les deux tiers de la Belgique, bordée par la Lituanie au nord-est, la Pologne au sud et la mer Baltique à l'ouest, craint l'isolement dans lequel l'élargissement de la famille européenne pourrait la plonger. D'ores et déjà, les Russes qui se rendent de Russie à Kaliningrad doivent être munis d'un visa de transit. Et de difficiles négociations sont en cours avec Moscou sur le dispositif à prévoir pour les habitants de l'enclave eux-mêmes lors de l'adhésion de la Pologne et de la Lituanie à l'Union européenne, prévue pour 2004.

Dans la ville de Kaliningrad, l'ancienne Königsberg, jadis capitale de la Prusse-Orientale, détruite à 80 % par l'aviation alliée en 1944, puis annexée par l'URSS en 1945, l'inquiétude est palpable. La presse évoque l'établissement d'un « nouveau rideau de fer » ; la Douma locale s'insurge de l'entrave faite par la « bureaucratie européenne » à la liberté de mouvement ; l'hom-

**MOSCOU SOUHAITE L'ATTRIBUTION DE CORRIDORS**



me de la rue interroge : « Pourquoi devrais-je faire la queue devant un consulat étranger pour me rendre en Russie, dans mon propre pays ? »

**« LA GRANDE TERRE »**

Or il n'est pas un habitant de cette région - officiellement 950 000 personnes sans compter les militaires - qui n'ait un parent sur « la grande terre », comme on dit ici. Investie par l'armée soviétique en 1945, l'enclave a été entièrement repeuplée après la guerre par

des migrants russes venus des zones détruites par l'invasion allemande. « Devrais-je demander un visa à chaque fois que je veux rendre visite à ma mère à Kazan ? [à l'est de Moscou] », interroge Alexandre Chamchiev, un jeune « entrepreneur » du cru. « Peut-être que, chez vous, on va vers la simplification des procédures, mais ici, tout est de plus en plus compliqué ! », déplore-t-il. Propriétaire d'une agence de tourisme qui marche bien, il confie ses craintes de voir sa clientèle - russe pour la plupart -, l'abandonner, découragé par l'imposition du visa : « En 2001, il y a eu 8,5 millions d'allées et venues vers l'enclave. Avec le visa, le flot va se tarir. »

Pour Marina, qui étudie à Saint-Petersbourg et dont les parents vivent à Kaliningrad, « c'est un coup terrible ». « Pour éviter le casse-tête du visa, on pourra toujours prendre l'avion mais le billet coûte si cher ! 3 500 roubles, c'est une fois et demie le salaire moyen. Quel étudiant pourra se le permettre ? », demande-t-elle. Olya, la fille d'un militaire russe évacué de Lettonie après l'éclatement de l'URSS, dit ressentir de plus en plus « l'isolement de la région ». Pour elle, l'introduction du visa ne résoudra pas

le problème de l'attente aux frontières. « Lorsque avec mon mari nous allons en Biélorussie rendre visite à mes beaux-parents, nous devons attendre jusqu'à trois jours pour passer la frontière entre Kaliningrad et la Pologne, alors, forcément, on y va de moins en moins. Je doute que l'introduction du visa change quoi que ce soit », explique-t-elle.

Pourtant, les nouvelles mesures s'accompagneront inévitablement d'une mise au standard des postes frontaliers. La Lituanie et la Pologne se sont engagées à procéder aux modifications nécessaires. Mais quand bien même Bruxelles et les pays voisins promettent un prix abordable et une procédure simplifiée pour le visa, l'incertitude demeure, prélude à toutes les rumeurs. « Il y aura des trains plombés qui traverseront le territoire lituanien vers la Russie sous escorte policière », croit savoir un homme qui vend des journaux à la gare. « Et si quelqu'un est malade pendant le trajet ? », interroge une femme qui vend des beignets. « On dit que l'Allemagne va nous racheter », pressent une jeune étudiante.

**COMMERCE FRONTALIER**

Fermée à l'époque soviétique, Kaliningrad - nommée ainsi en 1946 par Staline en l'honneur de « président » de l'URSS, Mikhaïl Kalinine, qui n'y mit jamais les pieds - a, depuis l'éclatement de l'Union en 1991, goûté aux échanges avec l'extérieur, le passage vers la Lituanie s'effectuant jusque-là sans visa pour ses habitants. Depuis les années 1990, un commerce frontalier sauvage s'est développé. On vient à Kaliningrad acheter de l'essence, des cigarettes, de l'alcool ou du sucre, réputés moins chers qu'ailleurs. Le trafic de voitures étrangères d'occasion nourrit quelques frontaliers. « 70 % des habitants des villages bordant la Pologne et la Lituanie sont occupés à cela. C'est ainsi de part et d'autre de

la frontière. Oui, il faut lutter contre l'économie parallèle, mais à quel prix ? », demande Ania, journaliste dans un hebdomadaire de la région.

L'incertitude, l'amertume font resurgir les fantômes passés. Ainsi « des vétérans de la grande guerre patriotique » (1941-1945) se sont dits prêts, lors d'une récente émission de la radio locale, à « remonter sur les chars » en cas de besoin. La seule perspective de fête, en 2004, le 75<sup>e</sup> anniversaire de la fondation de Königsberg, la vieille cité hanseatique, patrie du philosophe Emmanuel Kant qui y est enterré, suscite des polémiques. « Doit-on célébrer Königsberg ou Kaliningrad ? », demandent certains. La présence de l'Allemagne est moindre : quelques sociétés, une chambre de commerce russo-allemande et la restauration de la cathédrale et du tombeau de Kant grâce à des fonds venus de Berlin. Le volume des investissements étrangers directs par tête d'habitant équivaut ici à ceux effectués dans la République Komi (Grand Nord de la Russie), soit entre 42 et 45 dollars. Selon des données fournies par l'administration locale (dirigée par l'ancien commandant de la flotte de la Baltique, l'amiral Egorov), le produit national brut par habitant est, à Kaliningrad, moitié moins de ce qu'il est en moyenne en Russie.

« Nous nous sentons d'ores et déjà comme des Indiens parqués dans une réserve », s'inquiète Andreï Vinogradov, député du parti Unité (la formation du président Poutine) à la Douma locale. « Un des problèmes posés par le visa est que nos citoyens devront, pour pouvoir sortir, se munir d'un passeport pour l'étranger. Or tout le monde n'a pas ce document. Et puis notre administration n'est pas en état d'en délivrer plus de 50 000 par an », explique-t-il. Giedrius Cekuolis, vice-ministre des affaires étrangères de Lituanie, voit la chose différemment : « C'est extraordinaire ! Voici plus de quatre ans que nous disons à Moscou et aux autorités de Kaliningrad qu'il y aura un visa. Nous les avons incités à s'y préparer et voici qu'ils réagissent comme s'ils entendaient parler de cela pour la première fois ! »

« C'est vrai, confirme Lioudmila Zelinskaïa, députée de la Douma de Kaliningrad, en charge des questions sociales, voici des années que l'Union européenne nous dit de nous tenir prêts. Et que font nos autorités ? Rien du tout ? En fait, pour Moscou, la région de Kaliningrad est comme un enfant adopté dont on ne veut pas qu'il se mette à vivre mieux que le reste de la famille ! »

Marie Jégo

Ar. Le.

## Négociations tendues entre l'UE et Moscou

Les négociations engagées entre les Quinze et la Russie sur l'accès à Kaliningrad après l'élargissement de l'Union aux pays voisins, la Pologne et la Lituanie, sont dans l'impasse. Lors du dernier sommet entre l'Union et la Russie, puis devant les chefs de gouvernement des pays frontaliers de la Baltique, réunis le 10 juin dernier à Saint-Petersbourg, le président Vladimir Poutine a tapé du poing sur la table. Moscou exige la libre circulation pour les citoyens russes entre Kaliningrad et la Russie, si besoin est au moyen d'un corridor, et refuse l'intention des Européens d'imposer des visas de transit pour pouvoir contrôler les passages dans leur nouvel espace. La question est suffisamment délicate pour faire l'objet d'un échange de vues vendredi 21 juin lors du sommet de Séville. Le premier ministre danois, dont le pays présidera l'Union à partir de juillet, voudrait bien trouver une solution d'ici le prochain sommet avec la Russie, en novembre. Les Européens redoutent que les exigences russes n'ouvrent une brèche dans le système de sécurité des frontières extérieures de l'Union, mais ils sont partagés sur les concessions à faire. L'enjeu est important pour M. Poutine, comme en témoignent les réactions de la Douma, qui a adopté le 19 juin, à l'unanimité, une motion pour mettre l'UE en garde.

## La difficile ouverture d'une région en déclin

Agriculture, industrie et service subissent le contrecoup de la crise économique russe de 1998

**KALININGRAD**  
(Fédération de Russie)  
de notre envoyée spéciale

Contrairement à la plupart de ses collègues de la Douma locale, Lioudmila Zelinskaïa, députée en charge

■ **REPORTAGE**

### En dix ans, le nombre d'orphelinats est passé de cinq à cinquante-cinq

des questions sociales, ne s'inquiète pas outre mesure des visas ou des passeports nécessaires, qui pourraient être imposés aux ressortissants de Kaliningrad pour se rendre en Russie. Un autre problème capte son attention : celui de la « misère » ambiante. « Le salaire minimum est de 450 roubles (14,50 dollars) tandis que le minimum vital est quatre fois plus élevé (1 800 roubles, 58 dollars). C'est la quadrature du cercle que l'Etat russe propose à ses citoyens ! », s'exclame-t-elle.

En dépit d'un semblant d'ouverture ces dix dernières années, l'enclave a périéclaté, subissant fortement le contrecoup de la crise économique russe de 1998. Au-delà d'un certain dynamisme dans la sphère des services (magasins, restaurant, hôtelle-

rie), « la région accuse un retard considérable par rapport à ses voisins », dit une étude émanant de l'administration locale. Le statut de « zone économique libre », dont elle fut gratifiée par Moscou il y a quelques années, ne signifie plus grand-chose, les transporteurs russes affrontant des taxes de transit élevées pour traverser la Lituanie ou la Pologne vers la Russie et inversement. Kaliningrad, base de la flotte de la Baltique, a en outre recueilli, ces dix dernières années, le flot des militaires évacués d'Allemagne de l'Est, de Pologne ou des pays baltes, et leur reconversion n'est pas aisée. L'agriculture et la pêche n'en finissent pas de décliner.

En dix ans, le nombre des orphelinats est passé de cinq à cinquante-cinq et, comme à Moscou ou à Saint-Petersbourg, des centaines d'enfants vagabonds errent. « Une prime de 4 500 roubles (139 dollars) est offerte à chaque naissance. Certains font des enfants pour toucher la somme. Puis ils la boivent et les abandonnent », raconte Lioudmila Zelinskaïa. En moyenne, si le produit national brut par habitant était, dans les années 1990, plus élevé à Kaliningrad qu'en moyenne en Russie, il est aujourd'hui négatif (moins 50 %).

Moins rutilante que sa voisine lituanienne, Vilnius, l'ancienne Königsberg ne fait pas illusion. Au milieu de la ville, face à la cathédrale du XIII<sup>e</sup> siècle et au tombeau de Kant récemment restaurés, un immense

« blockhaus » surplombe le quartier, immeuble fantôme aux fenêtres béantes qui suinte la rouille. A sa place, jadis, s'élevaient les ruines du « château royal » de Königsberg, où, en 1701, Frédéric I<sup>er</sup> de Prusse fut couronné. Détruit pendant les bombardements de 1944, il resta à l'état de ruine pendant vingt-cinq ans. Peu enclin à restaurer les vestiges de la splendeur allemande passée, le pouvoir soviétique décida en 1968 de le raser et d'ériger à sa place une vaste « maison des soviets », dont la construction fut brutalement stoppée. Depuis, il s'offre au regard comme une plaie béante au milieu de la ville, symbole de la gabegie et du mauvais goût soviétiques.

**FAIBLESSE DES INFRASTRUCTURES**

Les ports (maritime et fluvial) sont, comme à l'époque de l'URSS, fermés au public. Non pris par les glaces l'hiver - un atout considérable pour la Russie -, ils ne fonctionnent toutefois qu'à moins de 30 % de leur capacité en raison du coût élevé du transit, de la faiblesse des infrastructures portuaires et du peu de profondeur des eaux qui ne permettent pas aux gros navires d'y accéder. Les mauvaises conditions de travail et les salaires bas des dockers ont poussé certains d'entre eux à rejoindre un syndicat nouvellement créé, plus dynamique que celui hérité de l'époque soviétique.

A l'origine de quelques grèves à

### Une politique de « discrimination » de l'UE

La chambre basse du Parlement russe a dénoncé mercredi 19 juin, la politique de « discrimination » de l'Union européenne envers les habitants de l'enclave russe de Kaliningrad qui risquent d'être soumis à un régime de visas lors de l'adhésion de la Lituanie et de la Pologne à l'UE (en 2004). Moscou souhaite, pour sa part, la non-imposition de visas et l'attribution de « corridors » à travers la Lituanie, ce que refusent les Européens. « Les arguments des responsables européens sur "une éventuelle pénétration dans les pays de l'UE d'immigrés illégaux et de criminels depuis la Russie" sont sans fondement et insultants », souligne le texte de la déclaration approuvée à l'unanimité par 401 députés. La veille, plusieurs députés communistes et pro-Kremlin avaient dit préparer un projet de loi contestant le pacte de non-agression germano-soviétique de 1939, dont la clause qui permet le transfert de la région de l'actuelle capitale lituanienne, Vilnius, de la Pologne à la Lituanie. - (AFP.)

## TROISIÈMES CYCLES

### EXPERTISE INFORMATIQUE

## 9 MASTERS

- **Pôle Informatique pour le décideur**
  - Master "Informatique Financière"
  - Master "Management et Informatique"
  - Master "Décisions e-Stratégies de l'Entreprise"
- **Pôle Nouvelles Technologies de l'Information**
  - Master "Nouvelles Technologies Numériques"
  - Master "Réseaux Haut débit"
  - Master "Technologies Wireless"
- **Pôle Systèmes Informatiques**
  - Master "Sécurité Informatique"
  - Master "Systèmes d'Information d'Entreprise"
  - Master "Traçabilité et Logistique"

**EPITA PARIS SUD MASTERS**  
14-16, rue Voltaire • 94276 Le Kremlin-Bicêtre cedex  
Tél. 01 44 08 01 01 • M° Porte d'Italie • e-mail : [masters@epita.fr](mailto:masters@epita.fr)

**EPITA**  
L'INGÉNIEUR INFORMATIQUE  
[www.masters.epita.fr](http://www.masters.epita.fr)

M. Jé.

**O I S E**

L'anglais à Oxford

Adultes-Enfants-Jeunes  
Séances de 1 à 10 semaines  
Logement famille-collège-hôtel

OISE 144 rue Garibaldi  
69008 Lyon

☎ 04 78 24 60 74  
[www.oise.com](http://www.oise.com)



# FRANCE

## GAUCHE

Le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault, a été réélu, mercredi 19 juin, à la **PRÉSIDENCE DU GROUPE PS** à l'Assemblée, un poste que convoitait également Laurent Fabius. En compensation, François Hollande lui

a alors proposé le poste de porte-parole du parti en remplacement de Vincent Peillon. Cette **OFFRE** a provoqué la colère de l'aile gauche du PS. M. M. Emmanuelli et Dray menacent de quitter la direction du

parti. Marc Dolez, le « patron » de la puissante fédération du Nord a démissionné. Dans un entretien au *Monde*, il explique que « **LES COMBINES D'APPAREIL** au plus haut niveau ne lui semblent pas adap-

tées pour remédier à la situation ». Il critique aussi l'absence de « consultation » des militants. Les députés battus de la gauche plurielle s'apprentent à reprendre leurs activités **PROFESSIONNELLES**.

## Pour satisfaire M. Fabius, M. Hollande déclenche la tempête au PS

Jean-Marc Ayrault a été réélu, mercredi 19 juin, à la présidence du groupe PS à l'Assemblée. En souhaitant faire de Laurent Fabius le porte-parole du Parti socialiste, le premier secrétaire provoque de vives tensions au sein du parti. M. Emmanuelli et M. Dray menacent de quitter la direction

**JOURNÉE** de dupes chez les socialistes, mercredi 19 juin, trois jours après leur défaite aux élections législatives. En renonçant à briguer la présidence du groupe PS de l'Assemblée nationale, contre le poste, négocié avec François Hollande, de porte-parole du PS – jusque-là détenu par Vincent Peillon –, Laurent Fabius a semé le trouble dans les rangs du PS, qui ont dénoncé le deal.

Mercredi, le président du groupe socialiste, Jean-Marc Ayrault, a été reconduit dans ses fonctions par 85 voix contre 35 à Arnaud Montebourg, tandis que l'on dénombrerait 16 votes blancs et que 4 députés n'ont pas pris part au vote. Le tout sur fond de conciliabules, de promesses de nominations et de menaces de démission.

Le premier secrétaire du PS s'apprête à recoller les morceaux, à apaiser la tempête qu'il a lui-même déclenchée. Le maire de Tulle dispose d'une semaine, jusqu'au conseil national du 29 juin, pour renouveler sa direction « dans un cadre collectif » et « apaiser tout le monde ». « Il ne s'agit pas de faire entrer les uns pour faire sortir les autres », a-t-il

confié au *Monde*. Cette crise d'appareil était dans l'air depuis mardi.

Ce jour-là, M. Hollande, qui vient de sauver son poste de premier secrétaire grâce à sa réélection en Corrèze, refuse de trancher la présidence du groupe entre M. Ayrault et M. Fabius qui brûle de retrouver une position de premier plan. Le député de Seine-Maritime sait qu'il est minoritaire dans le groupe et que seul un soutien de M. Hollande peut favoriser son élection. Le député de Corrèze s'y refuse mais veut trouver à l'ancien ministre « une position lui permettant de jouer un rôle ». « Je ne veux pas qu'il soit ostracisé dans le parti », proclame-t-il. Chacun doit avoir sa juste place. »

Le maire de Tulle craint aussi que l'ancien numéro deux du gouvernement Jospin ne s'allie avec Henri Emmanuelli pour réclamer un congrès avant la fin de l'année. L'idée lui est soufflée par Alain Richard, un des animateurs des jospino-rocardiens : pourquoi ne pas nommer M. Fabius porte-parole du PS ? M. Hollande transmet l'idée à l'intéressé avant la réunion des députés socialistes.

### Quinze dirigeants battus aux élections

Sur les vingt-huit candidats du secrétariat national du PS aux élections législatives, quinze ont été battus : Martine Aubry, qui tentait de retrouver son siège dans le Nord ; Laurence Dumont (Calvados), députée sortante, devenue suppléante de Louis Mexandeau ; Nicole Bricq (Seine-et-Marne), Cécile Helle (Vaucluse), Vincent Peillon (Somme), Marisol Touraine (Indre-et-Loire), tous les quatre députés sortants ; Géraud Guibert (Sarthe), Adeline Hazan (Marne), Anne Hidalgo (Paris), André Laignel (Indre), Laurence Rossignol (Oise), Régis Passerieux (Hérault), François Rebsamen (Côte-d'Or), Marie Richard (Seine-et-Marne), Michèle Sabban (Val-de-Marne).

Treize ont été réélus : François Hollande (Corrèze), Alain Claeys (Vienne), Sylvie Andrieux (Bouches-du-Rhône), Eric Besson (Drôme), Christian Bataille et Marc Dolez (Nord), Julien Dray et François Lamy (Essonne), Serge Janquin (Pas-de-Calais), Jean-Yves Le Déaut (Meurthe-et-Moselle), Bruno Le Roux (Seine-Saint-Denis), Jean-Claude Perez (Aude), Alain Vidalies (Landes).



François Hollande et Laurent Fabius, le 18 mars à Paris, lors d'un meeting de campagne de Lionel Jospin. En proposant à l'ancien premier ministre le poste de porte-parole du PS, M. Hollande a provoqué une crise au Parti socialiste.

M. Hollande, qui s'est concilié les bonnes grâces de M. Emmanuelli et de la Gauche socialiste pendant la campagne législative, en acceptant, avec Martine Aubry, de donner un coup de barre à gauche – au grand dam de Dominique Strauss-Kahn et de M. Fabius –, entend aussi se préserver des mauvais coups. « Le pire serait que Fabius soit à l'extérieur de la direction et fasse entendre sa petite musique », dit-on dans son entourage.

#### « UNE VOIX DIFFÉRENTE »

Mais le choix du poste de porte-parole, hautement symbolique, et la méthode, déclenchent des réactions en chaîne. Mardi soir, devant le bureau national, M. Hollande avait annoncé qu'il présenterait un secrétariat national « recomposé » au conseil national du 29 juin. Le lendemain, il fait un acte d'autorité qui prend à rebrousse-poil sa propre direction.

A 11 heures, quand la réunion

du groupe PS commence, salle Colbert, la rumeur d'un deal entre M. Hollande et M. Fabius est dans l'air. M. Emmanuelli en informe Jean-Christophe Cambadélis. De son portable, M. Peillon, encore dépité d'avoir été ainsi « jeté », confirme l'accord.

Comme prévu, l'ancien ministre de l'économie et des finances n'a pas présenté sa candidature. Le président du groupe, M. Ayrault a justifié sa nouvelle candidature en donnant des gages d'ouverture : « Tous les talents, les plus connus comme les moins connus » pourront « s'exprimer et d'agir », a-t-il promis.

Arnaud Montebourg a chauffé l'atmosphère : le député de Saône-et-Loire a expliqué qu'il souhaitait faire entendre « une voix différente ». Il a regretté la « rupture progressive et insidieuse » de la gauche avec le parlementarisme, dénoncé « l'inversion du calendrier » électoral et le « silence sur les affaires Chi-

rac ». « Combien avons-nous perdu de députés pour avoir refusé de nous battre sur le principe d'égalité devant la justice ? », s'est-il indigné. M. Hollande a salué son discours tout en exprimant son soutien à M. Ayrault. Le maire de Nantes a donc été réélu. M. Montebourg a obtenu le suffrage de ses amis et de quelques fidèles, comme Christian Paul (Nièvre) et Jean-Pierre Blazy (Val-d'Oise).

Mais l'avocat a rallié au-delà : « Certains ont voté Montebourg pour dénoncer l'accord entre Fabius et Hollande, comme Annie Le Petit [Paris] ; des fabusiens ont voté Montebourg contre Ayrault, comme Gaëtan Gorce [Nièvre] ; enfin, d'autres ont été séduits par son intervention », comme Pascal Terrasse (Ardèche), explique un dirigeant du PS. Mercredi soir, M. Montebourg a refusé le poste de vice-président du groupe PS que lui a proposé M. Ayrault. L'avocat a, en revanche, demandé

d'être membre du bureau de l'Assemblée nationale, et a réclamé des « postes à responsabilité » dans les commissions pour ses proches.

Les bisbilles ont continué tout l'après-midi. Furieux, Julien Dray, Henri Emmanuelli et Alain Vidalies ont menacé de démissionner de la direction. Jean Glavany n'a pas caché pas son mécontentement, ni Martine Aubry qui réunit ses amis et profère les mêmes menaces de départ pour elle et deux de ses proches, Marc Dolez, le « patron » de la fédération du Nord, et Adeline Hazan.

En début d'après-midi, M. Hollande réunit tous les protagonistes à l'exception de M. Fabius auquel on envoie des messages. L'ancien ministre s'en tient à la promesse qui lui a été faite. Les autres dirigeants veulent bien qu'il ait une place à la direction mais pas celle de porte-parole...

La situation est bloquée. M. Dolez démissionne. M. Hollande indique, dans un communiqué, que sa mission est de proposer « une direction renouvelée et rassemblée, dans le respect de la diversité politique de notre formation et associant les personnalités souhaitant s'y investir ».

En fin d'après-midi, M. Dray et Laurence Rossignol, pour la Gauche socialiste, Christian Bataille, M. Vidalies, Emmanuel Maurel et Stéphane Delpéyat, proches de M. Emmanuelli, décident de « suspendre » leur participation au secrétariat national, pour s'opposer à « la résurgence des manœuvres de couloir ». Revenu à la case départ, M. Hollande assure qu'il trouvera une autre pour M. Peillon. Mais l'exercice relève de la quadrature du cercle.

Clarisse Fabre et Michel Noblecourt

## Ancien député de gauche, « naufragé de la vague bleue », recherche mandat ou emploi

Battue aux législatives, Dominique Voynet s'est inscrite à l'ANPE de Dole

**ÉCHEC POLITIQUE**, la défaite est aussi une épreuve personnelle pour les députés de gauche emportés par la « vague bleue UMP ». Après la déception, c'est l'incertitude qui a gagné les « nouveaux anciens députés », ainsi qu'ils se désignent. Nombre d'entre eux reviennent à leur carrière d'avocat, de médecin, de professeur ou de fonctionnaires, mise entre parenthèses le temps de la législature. Pour ceux-là, la reconversion sera moins problématique. Il n'en va pas de même pour tous.

Cinq ans après avoir fait sa rentrée parlementaire dans sa tenue de mécanicien « Saint-Gobain », le

communiste Patrice Carvalho, battu dans la 6<sup>e</sup> circonscription de l'Oise, fait figure de symbole de ce retour à la vie professionnelle. « Je suis rentré à l'Assemblée avec mon bleu de travail en 1997, je retourne au travail avec », explique-t-il aujourd'hui, j'ai toujours mon établi avec mon nom. » Il partagera ses journées entre Saint-Gobain, sa mairie de Thourrotte (5 200 habitants) et son mandat de conseiller général.

Marie-Hélène Aubert, ancienne députée Verte d'Eure-et-Loire et membre de la commission des affaires étrangères, préfère abandonner sa profession de documentaliste et chercher un poste dans une ONG humanitaire ou environnementale.

#### « UNE VIE QUI CHANGE »

Même les témoins, comme Vincent Peillon ou Dominique Voynet, doivent repenser leur parcours. Titulaire d'un doctorat et d'une agrégation de philosophie, l'ancien porte-parole du PS, qui a perdu la 3<sup>e</sup> circonscription de la Somme, a déposé un projet de recherche au CNRS sur Ferdinand Buisson, prix Nobel de la paix et homme politique de la III<sup>e</sup> République. Plus surprenant encore, l'ancienne ministre de l'environnement de Lionel Jospin s'est inscrite à l'ANPE au lendemain de sa défaite dans le Jura. Non rémunérée en tant que secrétaire nationale des Verts, elle reverse son indemnité de conseillère générale à la « Maison verte », le siège symbolique du parti écologiste à Dôle.

Privés du jour au lendemain de 4 966 euros net par mois, les députés non réélus peuvent demander à bénéficier de « l'indemnité de fin de mandat », versée sous conditions de ressources et pour une période maximale de six mois. C'est ce qu'a fait la socialiste Nicole Bricq qui se

définit a posteriori comme « une bête curieuse ». Battue par Jean-François Copé en Seine-et-Marne et sans autre mandat, elle est à la recherche d'un emploi.

A 55 ans, Yvette Benayoun-Nakache renonce, elle, à reprendre son poste de secrétaire médicale au CHU de Toulouse. Elle préfère demander sa mise en disponibilité plutôt que de « se remettre sous la férule d'un patron, de lui taper ses ordonnances ». Consciente que « c'est toute une vie qui change » après sa défaite de 500 voix dans la 4<sup>e</sup> circonscription de Haute-Garonne, elle ne veut pas pour autant se laisser aller à la morosité : « Il y a des gens plus malheureux que des députés qui ne sont pas réélus. » Il reste encore, souligne-t-elle, « mille choses à faire ».

Beaucoup de ces naufragés de la vague bleue se battent chacun à leur manière pour « recomposer la gauche ». « Elue ou pas », Marysol Touraine, qui retrouve le Conseil d'Etat après sa défaite en Indre-et-Loire, a « bien l'intention de faire de la politique » et de « prendre toute [sa] place » dans la « grande réflexion » sur l'avenir du PS.

Autre mission affichée par les battus : « Marquer la droite à la culotte ». L'expression est de l'ancien maire socialiste de Béziers, Alain Barrau, qui a la particularité de représenter l'Assemblée nationale à la Convention sur l'avenir de l'Europe, alors qu'il vient de perdre son siège. D'autres, insistant sur l'importance du « terrain », veulent « partir à la reconquête ». Souvent discrets sur leurs ambitions électorales, certains évoquent déjà « leurs » sièges à l'Assemblée. « Je serai réélu la prochaine fois, prévoit Patrice Carvalho sans ironie, c'est comme si c'était écrit. »

Thomas Deltombe

## Marc Dolez, premier secrétaire de la fédération socialiste du Nord « Les combines d'appareil au plus haut niveau ne peuvent remédier à la situation »

**Vous avez démissionné du secrétariat national du PS, mercredi 19 juin, « parce que l'on ne peut pas recomposer la direction du parti dans le dos des militants », comme vous l'avez déclaré à l'AFP. Vous êtes réputé « aubriste », c'est encore une querelle de courants ?**

Absolument pas. Je suis d'abord le premier secrétaire de la fédération du Nord. C'est une décision que j'ai prise avec le poids que me donnent les quelque 10 000 militants qui la composent. Symboliquement, ce qui s'est passé est dévastateur et je ne pouvais pas rester membre d'une direction qui se comportait de cette manière.

En effet, mardi, devant le bureau national, François Hollande avait annoncé la tenue d'un conseil national le 29 juin et indiqué la méthode et le calendrier pour consulter les militants dans les prochaines semaines. Le congrès de mars 2003 devait être précédé d'un grand débat entre les militants et les citoyens. Cela me convenait.

J'ai donc été très surpris, et nombre de mes collègues avec moi, d'apprendre, lors de la réunion de groupe destinée à élire notre président, d'entendre de la bouche du premier secrétaire qu'il était en train de recomposer la direction du parti pour y faire entrer des « personnalités éminentes », c'est-à-dire des anciens ministres. Alors que l'on attendait de la réflexion et de l'humilité, cette décision est inacceptable. Cela montre que l'on n'a pas compris grand-chose.

Après une défaite de l'ampleur de celle que nous avons subie, aussi bien à la présidentielle qu'aux législatives, il faut d'abord rendre la parole aux militants, afin que

nous tirions, tous ensemble, les leçons de cet échec. C'est ce travail-là qui importe aujourd'hui et ce sera, le moment venu, aux militants de dire quelle direction du parti ils veulent. Je peux vous dire que j'ai déjà reçu bon nombre de messages de soutien.

**Le malaise qui traverse le PS est-il idéologique, structurel, sociologique... ?**

Il est tout cela à la fois. Nous avons besoin de réflexion sur le fond, c'est évident, sur ce que représente le fait d'être socialiste aujourd'hui.

Nous devons redéfinir le message que nous voulons transmettre. Il y a en effet à s'interroger sur les catégories de population dont nous sommes supposés porter les intérêts. On ne peut qu'être frappé de la désaffection des couches populaires à l'égard de la gauche, et du PS en particulier.

Si nous voulons les reconquérir, notre réflexion doit être la plus ouverte possible. Il faudra aussi réfléchir à l'organisation et au fonctionnement du parti. Un grand débat, le plus libre possible, doit être conduit avant le congrès.

C'est une tâche immense qui nous attend, et ce qui s'est passé mercredi est un très mauvais signal adressé aux hommes et aux femmes de gauche.

**Certains socialistes estiment que le PS d'aujourd'hui s'est coupé des couches populaires. Est-ce juste ?**

C'est peut-être un peu sévère, mais il est vrai que nous avons à reconquérir notre électorat. Dans les couches qui travaillent dur et qui souffrent, nous n'apparaissions pas comme ceux qui apportent l'espoir d'une vie meilleure.

Les combines d'appareil au plus haut niveau ne me semblent pas

adaptées pour remédier à cette situation.

**Le PS peut-il tenter, à lui tout seul, de reconstruire la gauche ?**

Le PS a un rôle majeur à jouer, mais il ne peut prétendre seul effectuer cet exercice. La reconstruction de la gauche, c'est l'affaire de tous. Du PS, des autres partis de gauche, des syndicats, des associations, de tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs de la gauche. Et qui sortent de ce printemps 2002 tristes et désabusés.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

**MÉDAILLE D'OR 2001**  
concours NF ameublement  
**DETAILLANT - GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MIEUX QUE DES SOLDES**

**MATELAS • SOMMIERS**  
Vente par téléphone possible  
fixes ou relevables - toutes dimensions.  
**SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI**  
**SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX**  
Garantie 5 et 10 ans

**CANAPÉS • SALONS • CLIC-CLAC**  
Duvivier - Steiner - Coulon - Diva - Bournas

**MOBECO**  
247, rue de Belleville - Paris 19<sup>ème</sup>  
148, av. de Malakoff - Paris 16<sup>ème</sup>  
50, avenue d'Italie - Paris 13<sup>ème</sup>  
**01.42.08.71.00 - 7/17**  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

Université Toulouse 1 Sciences Sociales

**Tae**  
Toulousain en Action

**TROISIÈMES CYCLES EN GESTION**  
CALVAIRES UNIVERSITAIRES ET COLLABORER

**DESS** Audit des Systèmes d'Information  
Comptables et Financiers

**DESS** Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises

**DESS** Finance

**DESS** Gestion de l'Entreprise Sociale

**DESS** Gestion de l'Innovation

**DESS** Management Financier et Logistique Informatique

**DESS** Management International

**DESS** Management Public Territorial

**DESS** Marketing

**DESS** Marketing Bancaire et des Services Financiers

**DESS** Sciences du Management

**DEA** de Sciences de Gestion

**Sélection sur dossier et tests**

Institut d'Administration des Entreprises  
Place Anatole France - 31042 Toulouse cedex  
Tel : 05 62 30 34 34 - Fax : 05 61 23 84 33  
www.univ-tlse1.fr/tae



# En conseil des ministres, Jacques Chirac donne sa feuille de route au gouvernement Raffarin 2

Le chef de l'Etat a reproché à Lionel Jospin de n'avoir pas fait reculer la pauvreté malgré la croissance

**LE PREMIER CONSEIL** des ministres du gouvernement Raffarin 2, qui s'est tenu mercredi 19 juin à l'Élysée, a été une occasion supplémentaire pour Jacques Chirac de montrer qu'il avait retrouvé l'autorité de sa fonction. Après avoir salué chacun de ses ministres – de façon nettement plus détentue que lors du premier conseil de la législature, le 10 mai –, le président de la République a de nouveau délivré une feuille de route aux 39 membres du gouvernement, premier ministre compris.

Si le « dialogue » est toujours de mise, la « modestie » qui, le 10 mai, faisait partie des maîtres mots de M. Chirac, a ici disparu d'un propos liminaire dans lequel prédomine la nécessité pour le gouvernement de passer à « l'action » ; et ce, à un rythme soutenu. Selon des propos rapportés par le porte-parole du gouvernement, Jean-François Copé, le président de la République a reformulé de l'embellie la parenthèse de la campagne, en indiquant « que la volonté nationale s'était exprimée (...) de façon claire, nette et forte, et qu'elle nous obligeait tous ». Afin de montrer que l'ampleur de la « vague bleue » ne lui avait pas fait oublier le séisme du 21 avril et la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présiden-



PATRICK KOVARIK/AFP

tielle, M. Chirac a noté « que [le] sentiment de beaucoup de nos concitoyens de n'avoir pas été suffisamment entendus était une des explications à la montée des extrémismes ». Le gouvernement devra donc faire en sorte que « chaque Français se sente entendu, respecté et pris en compte », a-t-il prévenu.

Évoquant un « contrat d'engagement et d'action entre les Français et leurs représentants », M. Chirac a

rappelé au gouvernement ses priorités : « Rétablissement de la sécurité, de l'autorité de l'Etat, (...) efficacité de la justice, égalité des chances, notamment pour ce qui concerne l'école, l'emploi. » « Les Français attendent des résultats également dans la compétitivité économique de notre pays, d'où l'absolue nécessité de diminuer les charges fiscales, sociales, administratives », a ajouté le chef de l'Etat.

## « DEVOIR DE DIALOGUE »

La seule mention du bilan du gouvernement de Lionel Jospin est venue au chapitre de la « solidarité ». Après avoir évoqué « l'important problème des retraites », M. Chirac a fait observer, selon M. Copé, « qu'il n'était pas normal que cinq années de croissance économique n'aient pas permis de faire reculer la pauvreté dans notre pays ».

Constatant « le contraste existant entre l'attente très forte des Français

A l'issue du premier conseil des ministres, mercredi 19 juin, Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin s'approprient à poser avec les membres du nouveau gouvernement. Le chef de l'Etat a réaffirmé qu'il demandera au premier ministre sa responsabilité devant les députés tous les ans.

et le rythme lent de l'Etat », le président « a demandé au gouvernement d'adopter un rythme qui soit celui des Français ». Toujours selon M. Copé, M. Chirac a invité les ministres à « s'extraire des pesanteurs qui ne manqueraient pas de freiner ou infléchir le cours de l'action ».

Cet activisme prôné par le chef de l'Etat devra s'accompagner d'un « devoir de dialogue », qui doit notamment passer par « le respect de l'opposition » et « des partenariats sociaux » : « Il faut expliquer les problèmes, exposer les diverses solutions possibles et, naturellement, rendre compte régulièrement de l'évolution des choses. » Reprenant, à ce sujet, l'un de ses engagements de campagne, M. Chirac a confirmé qu'il demanderait au premier ministre d'« engager sa responsabilité devant le Parlement tous les ans ».

Jean-Baptiste de Montvalon

# Hervé Morin veut présider le groupe UDF « en équipe »

Il a accusé son prédécesseur, M. Douste-Blazy, d'avoir privilégié « ses intérêts personnels »

« CE N'EST PAS le sommet qui désigne. Chez nous c'est la base qui prend ses responsabilités librement. » Les propos de François Bayrou n'ont pas été démentis. Mardi, les députés UDF ont élu Hervé Morin à la présidence du groupe, contre la candidate qui avait les faveurs du président du parti centriste, Anne-Marie Idrac. Avec 16 voix contre 12 à sa concurrente (il y a eu 2 abstentions), le député de l'Eure l'a emporté au second tour de scrutin. « On a cette chance unique, c'est qu'à trente c'est facile de donner des responsabilités à chacun », a-t-il déclaré, comme pour rassurer sa rivale.

C'est vrai, Hervé Morin n'aura probablement pas les mêmes soucis que Jacques Barrot, élu au même moment à l'unanimité, à la présidence du groupe UMP. Ce dernier, placé à la tête d'un groupe de 350 membres aux sensibilités très différentes, devra jouer du sens du compromis et de la conciliation. Nul doute qu'il aura le plus grand besoin de ce quitus de Jean-Pierre Raffarin : « Il saura être à l'écoute des parlementaires pour œuvrer en confiance avec le gouvernement au service des Françaises et des Français », a souligné le premier ministre à l'issue de l'élection « à la soviétique » du patron des députés chiraquiens.

Engagé dès les premières heures de la campagne de la présidentielle derrière Jacques Chirac, Jacques Barrot, 65 ans, ex-membre du bureau politique de l'UDF, se voit ainsi reconnaître de sa longue et totale fidélité au président de la République. Une démarche à l'opposé d'Hervé Morin, lequel, pour sa part, n'a pas tardé à résumer ses intentions : « Une présidence active, un travail d'équipe. » Hervé Morin, 40 ans, élu pour son pre-

mier mandat au Palais-Bourbon en 1998 en remplacement de Ladislav Poniatowski, devenu sénateur, a tenu d'emblée à se différencier de Philippe Douste-Blazy son prédécesseur au poste. Sa « présidence ne sera pas un tremplin » a-t-il prévenu, ajoutant : « On a trop souffert pendant cinq ans d'une présidence de groupe qui servait avant tout des intérêts personnels. »

## « DEUX PÔLES DISTINCTS »

Cet ancien administrateur de l'Assemblée à la silhouette imposante était membre de la commission des lois dans la précédente législature. Son expérience lui vaut de bien connaître les rouages de la machine parlementaire. Proche de François Bayrou, il a participé à la campagne présidentielle, en s'investissant notamment dans le travail sur le projet porté par le leader centriste. Résolument acquis à l'idée de la nécessité de la présence « des deux pôles distincts de la droite et du centre », chère à François Bayrou, Hervé Morin n'a pas pour autant l'intention de faire de l'obstruction parlementaire au gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. « Nous souhaitons nous impliquer dans le travail de la nouvelle majorité, et qu'on nous y laisse la place nécessaire », a-t-il lancé.

Dans son département de l'Eure, il avait conclu un accord de « non-agression » entre l'UMP et l'UDF avec Jean-Louis Debré avant les législatives. Ce qui, malgré quelques propos acerbes concernant la proposition chiraquienne de baisser l'impôt sur le revenu d'un tiers en cinq ans – « pas sérieuse du tout » avait-il souligné – lui a valu une réélection confortable avec plus de 61 % des voix.

Yves Bordenave

## Le Parlement convoqué au mois de juillet

Le chef de l'Etat a confirmé, lors du conseil des ministres du 19 juin, qu'il convoquerait le Parlement en session extraordinaire au mois de juillet. Le traditionnel projet de loi d'amnistie sera le premier texte présenté en conseil des ministres, le 3 juillet. Initialement prévue à cette date, la présentation du collectif budgétaire – qui doit intégrer la baisse de 5 % de l'impôt sur le revenu promise pendant la campagne présidentielle de Jacques Chirac – a été repoussée au conseil des ministres du 10 juillet, qui sera également invité à approuver les deux projets de loi de programmation sur la sécurité et sur la justice. Le plan de baisse des charges sociales destinées à favoriser l'emploi des jeunes devrait faire l'objet d'un texte spécifique, qui sera défendu par le ministre des affaires sociales, François Fillon.

## Les suppléants des députés nommés ministres le 17 juin

**VINGT-DEUX DÉPUTÉS** élus les 9 et 16 juin ont été nommés ministres ou secrétaires d'Etat, le 17 juin. Ils seront éventuellement remplacés par leur suppléant, au terme du délai d'un mois qui court à compter de leur nomination. Voici la liste des suppléants qui devraient entrer à l'Assemblée nationale. Le nombre de femmes siégeant au Palais-Bourbon dans la prochaine législature reste inchangé : elles seront soixante et onze, soit 12,3 % de l'Hémicycle.

**Jean-Claude Beaulieu**  
UMP-UDF (Charente-Maritime, 4<sup>e</sup>)  
Suppléant de Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat aux transports et à la mer. Né en avril 1944, Jean-Claude Beaulieu, chirurgien, est vice-président du conseil régional de Poitou-Charentes et conseiller municipal de Jonzac.

**Yves Boisseau**  
UMP-DL (Calvados, 4<sup>e</sup>)  
Suppléant de Nicole Ameline, ministre déléguée à la parité et à l'égalité professionnelle. Né en février 1934, Yves Boisseau, suppléant de M<sup>me</sup> Ameline en 1993, fut proclamé député en juin 1995 lorsque celle-ci fut nommée secrétaire d'Etat dans le gouvernement d'Alain Juppé et démissionna en novembre pour lui permettre de retrouver son siège après qu'elle n'eut pas été reconduite dans ses fonctions. Il est également conseiller municipal de Colombelles depuis 1995.

**René Bouin**  
UMP-RPR (Maine-et-Loire, 1<sup>er</sup>)  
Suppléant de Roselyne Bachelot-Narquin, ministre de l'écologie et du développement durable. Né en avril 1937, dirigeant d'une entreprise de tourisme, René Bouin est maire de Chenillé-Changé et vice-président de la chambre de commerce et d'industrie d'Angers.

**Roger Boullonois**  
UMP-UDF (Seine-et-Marne, 6<sup>e</sup>)  
Suppléant de Jean-François Copé, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, porte-parole du gouvernement. Né en mars 1942, Roger Boullonois, artisan plombier, est maire de Saint-Mard depuis 1983. Conseiller général depuis 1994, il est devenu vice-président du conseil général de Seine-et-Marne en 1999.

**Ghislain Bray**  
UMP-RPR (Seine-et-Marne, 4<sup>e</sup>)  
Suppléant de Christian Jacob, ministre délégué à la famille. Né en novembre 1946, Ghislain Bray, professeur d'enseignement technique, est adjoint au maire de Provins depuis 1983.

**Pierre-Louis Fagniez**  
UMP-div. d. (Val-de-Marne, 1<sup>er</sup>)  
Suppléant d'Henri Plagnon, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat. Né en décembre 1939, Pierre-Louis Fagniez, chirurgien, est conseiller général depuis mars 2001.

**Joëlle Franchi**  
UMP-RPR (Hauts-de-Seine, 6<sup>e</sup>)  
Suppléante de Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales. Née en février 1951, Joëlle Franchi est conseillère générale depuis 1989 et, depuis 1995, adjointe au maire de Puteaux, Charles Ceccaldi-Raynaud, son père. Elue conseillère régionale en 1998, elle a démissionné de ce mandat en 2001 pour se mettre en conformité avec la loi anti-cumul.

**Cécile Gallez**  
UMP-div. d. (Nord, 21<sup>e</sup>)  
Suppléante de Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la ville et à la rénovation urbaine. Née en mai 1936, Cécile Gallez, pharmacienne, est conseillère générale depuis 1994 et maire de Saint-Saulve.

**Daniel Gard**  
UMP-div. d. (Aisne, 5<sup>e</sup>)  
Suppléant de Renaud Dutreil, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce, à l'artisanat, aux professions libérales et à la consommation. Né en janvier 1950, Daniel Gard, technicien des services vétérinaires, est maire de Chavignon.

**Bruno Gilles**  
UMP-RPR (Bouches-du-Rhône, 5<sup>e</sup>)  
Suppléant de Renaud Muselier, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. Né en décembre 1960, Bruno Gilles, attaché de direction dans un laboratoire pharmaceutique, est maire du 3<sup>e</sup> secteur de Marseille depuis 1995.

**Olivier Jarde**  
UDF (Somme, 2<sup>e</sup>)  
Suppléant de Gilles de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer. Né en mars 1953, Olivier Jarde, chirurgien, a été maire de Remiencourt de 1989 à 2001. Il est conseiller général depuis 1994.

**Marc Joulaud**  
UMP-RPR (Sarthe, 4<sup>e</sup>)  
Suppléant de François Fillon, ministre des affaires sociales, du travail et de la solidarité. Né en septembre 1967, Marc Joulaud est chargé de mission au conseil régional des Pays de la Loire et, depuis 2001, adjoint au maire de Sablé-sur-Sarthe.

**Dominique Juillot**  
UMP-RPR (Saône-et-Loire, 5<sup>e</sup>)  
Suppléant de Dominique Perben, garde des sceaux, ministre de la justice. Né en 1954, Dominique Juillot, chef d'entreprise, est maire de Mercurey depuis 1995.

**Nathalie Kosciusko-Morizet**  
UMP-RPR (Essonne, 4<sup>e</sup>)  
Suppléante de Pierre-André Wiltzer, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Née en 1974, Nathalie Kosciusko-Morizet, ancienne élève de l'École polytechnique, chargée de mission auprès du directeur de la stratégie d'Alstom, était aussi la conseillère « environnement » de Jacques Chirac à l'Élysée. Après avoir nourri l'espoir d'être investie à Clamart, dans les Hauts-de-Seine, où elle avait commencé à faire campagne, M<sup>me</sup> Kosciusko-Morizet fait tout de même son entrée à l'Assemblée nationale à la faveur de la nomination au gouvernement de M. Wiltzer.

Depuis la formation du premier gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, elle avait rejoint le cabinet de ce dernier au titre de conseillère technique pour l'écologie et le développement durable.

**Daniel Poulou**  
UMP-DL (Pyrénées-Atlantiques, 6<sup>e</sup>)  
Suppléant de Michèle Alliot-Marie, ministre de la défense. Né en juillet 1943, Daniel Poulou, directeur de société, est maire d'Urrugne depuis 1977. Conseiller général de 1982 à 1988, et de nouveau depuis 2001, il fut proclamé député entre 1993 et 1995 en remplacement de M<sup>me</sup> Alliot-Marie, nommée ministre de la jeunesse et des sports.

**Daniel Prévost**  
UMP-div. d. (Ille-et-Vilaine, 6<sup>e</sup>)  
Suppléant de Marie-Thérèse Boisseau, secrétaire d'Etat aux personnes handicapées. Né en mai 1945, Daniel Prévost, professeur de technologie, est maire de Bazouges-la-Pérouse depuis 1995 a été élu conseiller général en 2001.

**Frédéric Reiss**  
UMP-UDF (Bas-Rhin, 8<sup>e</sup>)  
Suppléant de François Loos, ministre délégué au commerce extérieur. Né en novembre 1949, Frédéric Reiss, professeur de mathématiques, est maire de Niederbronn-les-Bains depuis 1995 et conseiller général depuis 1998.

**Juliana Rimane**  
UMP-div. d. (Guyane, 2<sup>e</sup>)  
Suppléante de Léon Bertrand, secrétaire d'Etat au tourisme. Née en janvier 1959, Juliana Rimane, fille de l'ancien maire (RPR) de Kourou Eustase Rimane, est bibliothécaire et n'exerçait, jusqu'à présent, aucun mandat politique.

**Vincent Rolland**  
UMP-RPR (Savoie, 2<sup>e</sup>)  
Suppléant d'Hervé Gaymard, ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales. Né en février 1970, Vincent Rolland est depuis 1998 conseiller général de la Savoie, où il préside la commission du développement rural et de l'environnement.

**André Samitier**  
UMP-div. d. (Yvelines, 8<sup>e</sup>)  
Suppléant de Pierre Bédier, secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice. Né en novembre 1935, André Samitier, fonctionnaire de l'éducation nationale en retraite, est maire de Gargenville depuis 1971 et conseiller général depuis 1979.

**Georges Siffredi**  
UMP-RPF (Hauts-de-Seine, 13<sup>e</sup>)  
Suppléant de Patrick Devedjian, ministre délégué aux libertés locales. Né en juillet 1956, Georges Siffredi est maire, depuis 1995, de Châtenay-Malabry. Il fut conseiller général de 1992 à 1998. Il représente les Hauts-de-Seine au conseil national du RPF.

**Dominique Tian**  
UMP-DL (Bouches-du-Rhône, 2<sup>e</sup>)  
Suppléant de Jean-François Mattei, ministre de la santé, de la famille et des personnes handicapées. Né en décembre 1959, Dominique Tian est conseiller général depuis 1988 et a été élu maire du 4<sup>e</sup> secteur de Marseille en 1995.

Une vente aux enchères cinq étoiles

Neptun

Olimp

Une station balnéaire renommée du littoral roumain va être privatisée

LE PROGRAMME DE PRIVATISATION DU TOURISME ROUMAIN

Informations : Secrétariat de la Direction de stratégie, privatisation, développement et investissements.  
Tél. +40 41 306730 Fax +40 1 3158204 Internet www.tourism.ro  
S.L. Neptun-Olimpia S.A. - Bureau privatisation - Tel. +40 41 701 080



## M. Rocard écrit au « Monde » pour défendre Noëlle Lenoir

ULCÉRÉ par la polémique lancée par certains dirigeants socialistes à propos de la nomination au gouvernement de Noëlle Lenoir, ancien membre du Conseil constitutionnel jusqu'alors plutôt classée à gauche (*Le Monde* du 19 juin), Michel Rocard a pris la défense de la nouvelle ministre déléguée aux affaires européennes, dans une lettre adressée au *Monde*. Rappelant qu'elle fut la directrice du cabinet de Pierre Arpaillange, ministre de la justice de son « gouvernement d'ouverture » (1988-1990), l'ancien premier ministre (PS) précise que « M<sup>me</sup> Lenoir a de très fortes convictions, mais qui ne sont pas des convictions socialistes ».

« Elle était bienvenue parmi nous, à raison de ses talents et aussi de ses convictions, notamment européennes, poursuit M. Rocard. Elle a eu suffisamment de noblesse pour ne rien me demander ni nous demander, elle ne nous doit rien et n'a pas de comptes à nous rendre. Le respect très général qu'elle s'est acquis, par sa haute qualification juridique et par le constant souci qu'elle a de l'éthique sociale, constitue un plus qui profitera à la France entière dans les fonctions qu'elle exerce. »

Président sortant (PS) de l'Assemblée nationale, Raymond Forni avait parlé de « trahison » à propos de la promotion de M<sup>me</sup> Lenoir. D'autres évoquaient un « service rendu » par celle-ci au profit de M. Chirac lorsqu'elle siégeait au Conseil constitutionnel. « Je ne sache pas que la situation d'ancien membre du Conseil constitutionnel soit interdite de toute nouvelle responsabilité politique dans notre République », répond M. Rocard, ajoutant : « Les mises en cause mesquines dont [M<sup>me</sup> Lenoir] est l'objet ne font que rendre antipathiques ceux qui les profèrent. Ce genre d'attitude me semble hélas avoir quelquel rapport avec l'échec électoral que nous venons de subir... Il n'est pas de grande politique qui ne s'accompagne d'élegance. »

Député européen, M. Rocard « imagine avoir [...] quelques occasions de [s]'opposer à M<sup>me</sup> Lenoir » ; « Je ne supporterai pas, écrit-il, [...] de voir [ce débat] mélangé en quoi que ce soit à une mise en cause de la légitimité qu'elle a à occuper les fonctions qui lui ont été confiées et dont toute la France a besoin qu'elle les exerce de son mieux. »

# Comment les ministres se sont pliés à la règle sur le cumul

La plupart des membres du gouvernement concernés se sont déjà mis en conformité avec la jurisprudence Jospin qui veut qu'un ministre ne puisse exercer un mandat de maire. Mais tous conservent des responsabilités au niveau local

## DIX-NEUF MEMBRES DU GOUVERNEMENT CONCERNÉS

Ministres qui exercent une fonction de maire*	Ministres
François Fillon - Affaires sociales Prés. du conseil régional des Pays de la Loire Hervé Gaymard - Agriculture Prés. du conseil général de Savoie	1 Nicolas Sarkozy - Intérieur
	2 Dominique Perben - Justice
	3 Michèle Alliot-Marie - Défense
	4 Gilles de Robien - Equipement
	5 Jean-Paul Delevoye - Fonction publique
Ministres délégués	6 Patrick Devedjian - Libertés locales
7 Jean-Louis Borloo - Ville	
8 Pierre-André Wiltzer - Coopération	
9 Xavier Darcos - Enseignement scolaire	
10 Alain Lambert - Budget	
11 Christian Jacob - Famille	
Secrétaires d'Etat	12 Jean-François Copé - Relations avec le Parlement
13 Hubert Falco - Personnes âgées	
14 Dominique Bussereau - Transports	
15 Pierre Bédier - Programmes immobiliers de la justice	
Léon Bertrand - Tourisme (Maire de Saint-Laurent-du-Maroni en Guyane)	

\*sauf Jean-Pierre Raffarin, François Fillon et Hervé Gaymard

compte près de 170 000 habitants, et deviendra deuxième adjoint de sa commune. « Au départ, dit-on dans son entourage, il faut bien reconnaître que cela ne lui a pas fait plaisir de devoir abandonner son mandat de maire. Mais ça faisait partie de la règle, et il l'a accepté sans rechigner. » Pour l'heure, Gilles de Robien rentre tous les vendredis dans sa ville et ne regagne Paris que le lundi matin.

Pierre Bédier (UMP-RPR), qui vient d'être nommé secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la justice, donnera sa démission de maire de Mantes-la-Jolie à l'occasion du conseil municipal programmé en juillet. « Je ne vais tout de même pas convoquer un conseil municipal extraordinaire pour cela », dit-il. Mais il prévient : « Je ne me désintéresserai pas de ma ville. Les électeurs m'ont confié un mandat, et je n'ai pas le droit de laisser filer. Cela dit, c'est une règle et je m'y conforme, même si je la trouve contraignante. » M. Bédier affirme ne pas savoir encore s'il conservera une délégation d'adjoint dans sa commune, mais déclare qu'il restera vice-président de la communauté de communes.

Depuis sa nomination au ministère de l'agriculture, Hervé Gay-

mard (UMP-RPR) n'est plus que conseiller général du canton d'Albertville (Savoie). Jean-Pierre Vial, premier vice-président (UMP-RPR), assure l'intérim jusqu'au 25 juin, date de la prochaine réunion du conseil général. Le nom de son successeur n'a pas encore été communiqué.

### NOUVEAU PRÉSIDENT À L'AMF

Jean-Paul Delevoye (UMP-RPR), ministre de la fonction publique, de la réforme de l'Etat et de l'aménagement du territoire, reste maire de Bapaume (Pas-de-Calais) jusqu'au vendredi 28 juin, date du prochain conseil municipal. L'actuelle

première adjointe, Anne Duez, devrait lui succéder. M. Delevoye souhaiterait devenir premier adjoint. Il continuera de diriger la communauté de communes de la région de Bapaume. A l'AMF (Association des maires de France), Daniel Hoeffel, premier vice-président, remplace M. Delevoye, comme le prévoit les statuts. Il devrait rester en poste jusqu'au prochain congrès des maires de France, qui aura lieu en novembre.

Alain Lambert, ancien maire (UMP-UDF) d'Alençon (Orne), est devenu premier adjoint chargé de la commission des finances, le 31 mai, date à laquelle Christine

## M. Chirac est contre, M. Raffarin était pour

La Constitution ne dit rien du cumul maire-ministre. L'article 23 indique qu'un ministre ne peut exercer de mandat parlementaire (en raison de la séparation des pouvoirs), ni « une fonction de représentation professionnelle à caractère national », ni un emploi public ou privé. La loi de 1998 sur le cumul des mandats n'aborde pas non plus ce chapitre. M. Chirac aurait souhaité qu'elle interdise aux ministres « toute fonction exécutive locale », mais, faute d'accord entre l'Assemblée nationale et le Sénat, cette réforme avait échoué.

Dès 1997, M. Chirac s'était déclaré favorable à l'interdiction de ce cumul. Le 10 mai, lors du premier conseil des ministres suivant sa réélection, il avait procédé à un vif rappel à l'ordre déclarant : « Je veux que ce soit réglé ce week-end ! » M. Raffarin, en revanche, jugeait avant sa nomination à Matignon que le mandat unique n'avait de sens que dans le cadre « d'une vraie décentralisation ».

## Les communautés d'agglomération, refuges des interdits de mairie

C'EST une épineuse question que plusieurs ministres se posent depuis quelques semaines : comment abandonner leurs mairies sans se déposséder de leurs prérogatives d'élus locaux ? Certains ont trouvé la réponse : rétrograder de la fonction de maire à celle de premier adjoint, parfois avec une « délégation générale », ou rester président de la communauté d'agglomération (ou de communes). Cette attribution ne figure pas sur la liste des mandats dont Jacques Chirac et Jean-Pierre Raffarin - suivant la « jurisprudence Jospin » - ont interdit le cumul avec un portefeuille ministériel. Depuis la loi Chevènement du 12 juillet 1999, elle est pourtant promise à un bel avenir, même si le patron des structures intercommunales n'a pas encore une grande visibilité politique puisqu'il n'est pas élu au suffrage universel, mais par les maires des communes concernées.

### COMPÉTENCES ÉLARGIES

A Amiens (Somme), Gilles de Robien a décidé de conserver la présidence de la communauté d'agglomération. Tout comme Hubert Falco à Toulon (Var) et Alain Lambert à Alençon (Orne). A Mantes-la-Jolie (Yvelines), Pierre Bédier gardera la vice-présidence de l'« aggro ». Les membres du gouvernement à la tête de communautés de communes (moins de 50 000 habitants) sont également accrochés à leur siège, même quand ils ne sont que vice-président, comme Dominique Bussereau à Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime). Et toujours au nom de ce « nécessaire

ancrage dans le terrain » vanté par le premier ministre, qui a démissionné à regret de la présidence de la région Poitou-Charentes.

Ces élus locaux entrés dans les palais nationaux savent que la reconnaissance politique des structures intercommunales sera scellée par l'élection de leurs présidents au suffrage universel, sans doute aux municipales de 2007, en dépit de la résistance de nombreux « petits » maires. Jacques Chirac s'est lui-même déclaré « personnellement » favorable à leur élection au suffrage direct, pour peu qu'ils soient déjà des élus des communes de l'agglomération. Ils n'ignorent pas non plus que sept Français sur dix vivent dans des aires urbaines et que c'est à ce niveau-là que les grands dossiers (transports, sécurité, risques industriels, urbanisme, mixité sociale, etc.) sont de plus en plus réglés.

D'autant que la taxe professionnelle unique (TPU) et les aides de l'Etat instaurées par la loi Chevènement leur fournissent un puissant levier pour financer les projets. D'importants transferts de compétences et de ressources s'opèrent des villes vers les communautés, dont les présidents sont parfois plus puissants que le maire de la ville centre de l'agglomération (il s'agit souvent de la même personnalité) : un quart des bases de la taxe professionnelle prélevée par les communes est désormais mis en commun à travers la TPU, selon la direction générale des collectivités locales au ministère de l'Intérieur. Et le mouvement va s'amplifier.

Jean-Michel Bezat

## TROIS QUESTIONS À... M. SCHWARTZENBERG

**1 Maire de Villeveuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), vous vous étiez opposé à la règle de non-cumul des fonctions de maire et de ministre lorsque vous étiez ministre de Lionel Jospin. Pourquoi ?**

En cinq ans, ce fut mon seul désaccord avec Lionel Jospin. Je crois que les Français veulent des ministres qui soient aussi des élus locaux, des élus de proximité, ancrés dans la réalité. La preuve : treize des dix-huit ministres du gouvernement de Lionel Jospin ont été élus ou réélus lors des élections municipales de mars 2001.

Le vrai critère concerne la faisabilité matérielle. On ne peut pas, en effet, être ministre, voire premier ministre, et maire d'une très grande ville, comme l'a été Alain Juppé à Bordeaux. Surtout si cette ville est éloignée de Paris. Il faut prendre en considération deux critères : la taille de la commune et sa proximité avec Paris.

**2 Quel seuil démographique choisir ?**

Le seuil démographique peut être celui des villes moyennes, c'est-à-dire 30 000 habitants. Quant à la distance géographique, si elle peut être franchie rapidement, la faisabilité matérielle du cumul existe. Ce sera aux électeurs de juger si la distance géographique est trop forte ou non.

**3 N'y a-t-il pas une certaine hypocrisie à interdire le cumul, dès lors que les ministres concernés passent la main à leur premier adjoint tout en restant souvent maîtres à bord ?**

Je pense qu'il faut être clair par rapport au suffrage universel. Cela n'a pas été le cas lors des

Roimier, ex-première adjointe, a été élue maire de la ville. L'actuel ministre délégué au budget conserve la présidence de la communauté urbaine d'Alençon.

Dès la mi-mai, Patrick Devedjian (UMP-RPR) s'est mis en conformité avec la consigne du président de la République en abandonnant son statut de maire d'Antony (Hauts-de-Seine). Une décision « pénible et douloureuse » pour le ministre délégué aux libertés locales. Le 30 mai, M. Devedjian et Raymond Sibillel, deuxième adjoint chargé des finances, ont échangé leurs fonctions. Le ministre de la justice, Dominique Perben (UMP-RPR), attendra le 24 juin pour céder le fauteuil de maire de Chalons-sur-Saône (Saône-et-Loire) à son premier adjoint auquel il se substituera. Michèle Alliot-Marie (UMP-RPR), ministre de la défense, a prévu le même scénario à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) pour la fin du mois de juin.

Dominique Bussereau (UMP-DL), secrétaire aux transports et à la mer, a, pour sa part, démissionné de son mandat de maire de Saint-Georges-de-Didonne (Charente-Maritime). « Depuis ma nomination dans le premier gouvernement Raffarin, je suis simplement conseiller municipal. Le premier adjoint assure l'intérim. Dimanche 23 juin a lieu l'élection du nouveau maire. Je pense devenir premier adjoint avec délégation générale, a-t-il déclaré au *Monde*. Je suis également premier vice-président de la communauté d'agglomération du pays roennais, en charge du développement économique et des transports. Je garde le développement économique et je cède les transports. Conseiller général de Charente-Maritime, je quitte la délégation des transports à laquelle j'appartiens. »

M. Bussereau assure qu'il joue parfaitement le jeu. Proche de Jean-Pierre Raffarin, il est probable qu'il souhaite, par son comportement, faire figure de bon élève de la classe. Pourtant, M. Bussereau ne dissimule pas ce que lui coûte sa discipline. « Le jour où j'ai envoyé ma lettre de démission au préfet, ça m'a fait de la peine, confie-t-il. Depuis treize ans, j'étais maire, j'y étais habitué. Je pense que, dimanche, j'aurai un pincement au cœur. »

Elie Barth, Yves Bordenave et Sébastien Demaret

## Pour que vive le PCF ! Appel à souscription

Après les élections présidentielles et législatives, la situation politique demeure préoccupante. Dans ce séisme politique le PCF a enregistré un sérieux revers.

En n'atteignant pas la barre des 5% à la présidentielle et dans de nombreuses circonscriptions législatives, les dépenses de campagne du PCF ne seront pas remboursées par l'Etat. Pour le premier scrutin, ce sont 6,82 millions d'euros (43 millions de francs) qui lui manqueront. C'est pourquoi, nous sollicitons l'ensemble des femmes et des hommes de progrès pour participer à la souscription du Parti communiste.

C'est une condition essentielle afin que demeure une force communiste en France. Une force militante, combative, présente aux côtés de celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. Une force active au service des valeurs de justice, de progrès social et d'humanisme.

C'est l'ambition du Parti communiste, donnez-lui en les moyens.

Attention les versements sont limités à 7 600 €uros par personne. Ils ouvrent droit à déduction  
Envoyez vos chèques libellés à l'ordre de :  
Association nationale de financement du PCF,  
au PCF, secteur finances, 2, place du  
Colonel Fabien, 75 167 Paris Cedex 19.

Pour les virements, nous appeler au 01.40.40.13.40.  
Attention les versements sont limités à 7 600 €uros par personne. Ils ouvrent droit à déduction fiscale.

municipales de 2001. Le 19 octobre 2000, soit cinq mois avant ces élections, Lionel Jospin avait laissé entendre sur TF1 qu'il accepterait le cumul maire-ministre, en déclarant : « J'apprécierai pragmatiquement. Les doctrines sont faites pour ne pas être dogmatiquement appliquées. » C'est seulement après les élections municipales qu'il est revenu à la règle qu'il avait édictée en 1997.

De même, MM. Chirac et Raffarin n'ont strictement rien dit sur ce sujet pendant la campagne présidentielle. M. Raffarin avait juste déclaré que la règle de non-cumul était « hypocrite ». Il est donc indispensable de fixer désormais une règle claire, en révisant l'article 23 de la Constitution qui fixe les incompatibilités relatives aux membres du gouvernement. S'il est généralisé de manière absolue, le principe de l'interdiction de ce cumul se traduira par un enfermement sous les lambris dorés de la République.

Propos recueillis par Béatrice Gurrey

LEONARDO SCHWARTZENBERG  
3<sup>ème</sup> cycle  
**MARKETING/COMMERCE**  
Vous invitent à une séance d'information sur les enseignements et les métiers préparés et à une conférence d'E. Briones, ancien élève co-auteur du «BUZZ MARKETING» E.O.  
le 27 juin de 19h à 20h30 suivies d'un cocktail  
Etudiants bac+4/5 réservez vos places au 01 41 16 73 12  
laurence.guichard@devinci.fr  
DER VM Pôle Universitaire Léonard de Vinci  
92916 Paris La Défense Cedex  
ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR TECHNIQUE PRIVÉ



# Le gouvernement renonce provisoirement à la créance que lui devait l'Unedic cette année

Patronat et syndicats signataires du PARE s'entendent sur une hausse des cotisations au 1<sup>er</sup> juillet

**LA NOTE** à payer pour combler le déficit 2002 de l'Unedic, estimé à 3 milliards d'euros, sera pour moitié prise en charge. Dans la soirée, mercredi 19 juin, le gouvernement a en effet décidé d'accéder à la demande du patronat et des syndicats de renoncer à percevoir 1,2 milliard d'euros que devait lui verser le régime d'assurance-chômage, et de reporter cette créance à 2003. La droite peut ainsi afficher son souci de « dialogue social » et marquer sa différence avec la méthode Jospin : cette contribution faisait partie de l'accord global passé le 16 octobre 2000 entre l'ancien premier ministre et le président du Medef, Ernest-Antoine Seillière, pour sortir de la crise qui s'était nouée autour de la création du Plan d'aide au retour à l'emploi (PARE).

« Le gouvernement se félicite des conditions dans lesquelles des mesures de redressement ont pu être arrêtées. Nous saluons le sens des responsabilités des partenaires sociaux en y voyant le témoignage de leur capacité à assumer des choix courageux dans l'intérêt général », déclare-t-on dans l'entourage du ministre des affaires sociales, François Fillon. Les signataires du PARE, le patronat (à l'exception de l'UPA, qui a pris un délai de réflexion de vingt-quatre heures), la CFDT, la CFTC et la CGC, ont approuvé une série de mesures d'économies prises à titre temporaire jusqu'au 31 décembre 2002. Après six heures de discussion au siège du Medef, ils sont convenus, dans un document qui devra être soumis à l'agrément du

ministère des affaires sociales, de reporter la baisse de cotisations prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2002 et de revenir sur celle déjà intervenue au 1<sup>er</sup> janvier. Une hausse des cotisations de 0,2 % sera donc appliquée à partir du 1<sup>er</sup> juillet, portant la cotisation employeur à 3,7 % et celle des salariés à 2,1 %. Les cotisations des intermittents du spectacle sont, elles, doublées.

« Concrètement, il va y avoir pour les plus favorisés une baisse d'impôt et pour tous une augmentation des cotisations Unedic en attendant une hausse sans doute des cotisations sociales liées à l'assurance-maladie », a aussitôt réagi, jeudi sur France 2, le premier secrétaire du PS, François Hollande.

## NOUVELLE CONDITION

Les signataires du PARE ont également décidé d'augmenter le différé d'indemnisation (8 jours au lieu de 7) et le délai de carence (période pendant laquelle le demandeur d'emploi ne perçoit pas d'indemnisation après son inscription). Tous les salariés âgés de 55 ans et plus ne bénéficieront plus du système dérogatoire qui leur était jusqu'ici appliqué : dispensés de recherche d'emploi, ils avaient en effet l'assurance de percevoir leur indemnité pendant 60 mois, jusqu'à leur départ en retraite. Désormais, cela sera réservé à ceux qui justifient d'une activité professionnelle de 25 ans. Selon la CGT, cette nouvelle condition, excluerait 24 000 personnes. Pour les autres, ce sera 45 mois d'allocation seulement. L'aide dégressive

versée aux employeurs qui recrutent des salariés âgés de 55 ans et plus est également revue : elle sera appliquée aux personnes embauchées inscrites depuis « au moins trois mois comme demandeur d'emploi et allocataire » des Assedic.

Enfin, la revalorisation des indemnités de chômage a été fixée à 1,5 % (niveau de l'inflation), soit moins que l'augmentation mécanique du smic, estimée à 2,4 %. Comme prévu (Le Monde du 20 juin), les signataires s'en sont également pris à l'ANPE, sommée « d'assumer efficacement » ses engagements et de fournir « des résultats clairement identifiés ». Le Medef a, par ailleurs, annoncé un courrier supplémentaire dans lequel il demande au gouvernement la révision de la contribution « Delalande » appliquée aux entreprises qui licencient des salariés de plus de 50 ans.

Pour les syndicats signataires, le pire, qui aurait consisté à revenir sur la suppression de la dégressivité des allocations, a été évité. « C'est un bon accord qui préserve le dispositif du PARE dans l'intérêt des chômeurs », a assuré, à la sortie, Michel Jalmain, président CFDT de l'Unedic. « Nous n'avons pas eu à

donner de gros coups de barre », s'est aussi félicité Michel Coquillon. Le responsable CFTC confessait cependant qu'il « faudrait peut-être s'y prendre différemment pour la prochaine convention Unedic ». Au nom du Medef, M. Kessler s'est dit « content d'avoir montré que les partenaires sociaux font preuve de responsabilité lorsqu'ils doivent affronter une situation difficile ». Seules FO et la CGT, adversaires du PARE et décidées à faire jouer leur droit d'opposition, ont critiqué les mesures « difficiles » pour les chômeurs mais « qui ne règlent rien sur le fond ». « Dans un premier temps, le patronat a joué "soft" mais il se prépare à bien plus "hard" », assure Jean-Claude Quentin (FO), convaincu que le prochain rendez-vous, fin 2002, fournira l'occasion au patronat de revenir à la charge sur une plus grande sélectivité des demandeurs d'emploi indemnisés. « Les chômeurs sont très loin de nous, on va avoir des surprises aux prud'homales », prédit Jacqueline Lazzar (CGT). « On joue avec le feu en faisant comme s'il ne s'était rien passé le 21 avril », ajoute-t-elle.

Isabelle Mandraud

## Alain Lambert confirme la hausse du déficit public à 2,5 % du PIB en 2002

**MINISTRE** délégué au budget, Alain Lambert a levé le suspens : il a confirmé, jeudi 20 juin sur Europe 1, que le déficit public français serait proche de 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2002. « Cet ordre de grandeur sera sans doute confirmé la semaine prochaine », a-t-il dit. Depuis le début de la semaine, chacun en Europe y allait de son estimation. Des conseillers de la chancellerie allemande, lundi 17 juin, avaient évoqué le chiffre

vu. Les recettes fiscales sont nettement moins importantes que ne l'attendait M. Fabius. Quant aux dépenses, elles sont plus dynamiques que ne le prévoyait le budget 2002. Conséquence : le déficit de l'Etat devrait être plus proche des 40 milliards d'euros que des 30 milliards d'euros prévus par la loi de finances.

Les comptes de la Sécurité sociale se dégradent aussi. Ils devraient être déficitaires pour la première fois depuis 1999, alors que le gouvernement Jospin, au mois de janvier, annonçait un excédent de 600 millions d'euros. Le régime d'assurance-chômage, sous l'effet de la remontée du chômage, devrait également s'enfoncer dans le rouge.

## PLUS CONFIANTS POUR 2003

Jeudi 20 juin, à Madrid, où les ministres des finances des Quinze doivent définir les grandes orientations de politique économique en Europe, le ministre français, Francis Mer, devait toutefois réitérer l'engagement pris au sommet de Barcelone à la mi-mars, de ramener les finances publiques à l'équilibre en 2004 : il devait conditionner cet objectif au rebond de la croissance, sur un rythme de 2,5 % - contre moins de 1,5 % au premier semestre 2002. « Ce sera plus facile si la croissance est conforme aux prévisions [de croissance] » qui accompagnaient le programme pluriannuel de finances publiques que la France a envoyé à Bruxelles il y a six mois, pour la période 2003-2005, a confirmé M. Lambert sur Europe 1. Ce programme tablait en effet sur un retour à l'équilibre des comptes publics en 2004, avec deux scénarios de croissance : l'un à 3 %, l'autre à 2,5 % en moyenne annuelle.

« Le second semestre 2002 [sera] meilleur que le premier semestre, vraisemblablement autour de 2,5 %, a estimé M. Lambert. Pour 2003, nous sommes encore plus confiants : on attend autour de 3 %. » La commission établit les mêmes prévisions de croissance que M. Lambert. Dans ces conditions, on admet, à Bruxelles, que si la conjoncture n'évolue pas favorablement, il faudra revoir le calendrier du retour à l'équilibre.

Virginie Malingre

## Baisse de l'impôt de 5 % avant réductions

Jacques Chirac a réaffirmé, mercredi 19 juin, en conseil des ministres, que sa promesse électorale de baisser de 5 % l'impôt sur le revenu (IR) dès 2002 serait tenue. Elle prendra la forme, pour chaque contribuable, d'un rabais forfaitaire de 5 % sur l'impôt dû (Le Monde des 16 et 17 juin). Mais la réduction s'appliquera, non pas en bas de l'avis d'imposition, mais sur la ligne concernant l'impôt avant réductions. Ainsi, une personne qui doit 100 euros d'IR et a droit à 60 euros de réduction d'impôt, doit normalement payer au fisc 40 euros. Une réduction de 5 % de l'IR appliquée sur la dernière ligne aurait entraîné une réduction de 2 euros seulement. Avec la méthode retenue, l'économie sera de 5 euros. Les contribuables bénéficieront ainsi à plein de la baisse d'IR. Tout comme ceux qui ont un avoir fiscal, un crédit d'impôt, ou qui bénéficient de réductions pour gardes d'enfants, dons aux œuvres, travaux immobiliers...

de 2,6 % du PIB (Le Monde du 19 juin). Quelques heures plus tard, des membres du gouvernement espagnol avançaient celui de 2,5 %. Pendant ce temps, au sein du gouvernement Raffarin, on ne pipait mot. A Matignon comme à Bercy, il fallait attendre, disaient-ils, les résultats de l'audit des finances publiques, qui seront rendus le 27 juin.

Par rapport au chiffre de 1,8 % du PIB avancé au mois de février par Laurent Fabius, alors ministre des finances de Lionel Jospin, la dérive est importante. Mais le ralentissement économique est passé par là, plus fort et plus long que pré-

## 53 % des Français approuvent l'action de M. Chirac

**PLUS D'UN FRANÇAIS** sur deux (53 %) porte « un jugement favorable sur l'action de Jacques Chirac en tant que président de la République » (+ 5 points par rapport à mai), contre 40 % portant un jugement défavorable (- 8), 7 % ne se prononcent pas, selon un sondage Ipsos-Le Point réalisé les 14 et 15 juin auprès d'un échantillon national représentatif de 957 adultes. Cette enquête, publiée mercredi 19 juin, indique que 57 % portent un jugement favorable sur Jean-Pierre Raffarin (+ 7 points), 24 % ont un jugement défavorable (+ 12), les sans-opinion chutent de moitié, à 19 %. Les sondés placent toujours Bernard Kouchner en tête, avec 58 % de jugements favorables (- 7), devant François Bayrou (54 %, - 1), Jack Lang (53 %, - 9) et Nicolas Sarkozy (46 %, - 3). Par ailleurs, 56 % portent un jugement favorable sur l'UMP. La cote des Verts est de 50 % d'opinions favorables (- 4 points), comme celle de l'UDF (+ 4 points). Le PS chute de cinq points à 44 %, le PCF (24 %) et le FN (19 %) gagnent un point.

## DÉPÊCHE

■ **LÉGISLATIVES : la municipalité FN d'Orange (Vaucluse) a annoncé, mardi, qu'elle se désabonnait de Minute.** Elle reproche à l'hebdomadaire d'extrême droite d'avoir soutenu aux législatives le candidat de l'UMP Thierry Mariani (RPR), réélu député, contre le maire Jacques Bompard.

## Une élection cantonale partielle

### CORSE-DU-SUD Sartène (second tour).

L, 2 926 ; V, 2 330 ; A, 20,37 % ; E, 2 167.

Betty Tramoni, div. g., 1 238 (57,13 %)... **ÉLUE** Jean Matteaccioli, div. d., 929 (42,87 %).

[Betty Tramoni (div. g.) succède à son mari, Paul Tramoni (div. g.), décédé le 30 mars. Soutenue par l'ensemble de la gauche au second tour, elle devance nettement le directeur de la compagnie aérienne Corse Méditerranée. Grâce à son élection, la gauche maintient sa courte majorité au conseil général de Corse-du-Sud, qu'elle avait conquis en mars 2001. 9 juin 2002 : L, 2 916 ; V, 2 412 ; A, 17,28 % ; E, 2 296 ; Betty Tramoni, div. g., 991 (43,16 %) ; Jean Matteaccioli, div. d., 511 (22,26 %) ; Antoine Mondoloni, rég., 355 (15,46 %) ; Paul Quilichini, div. d., 310 (13,50 %) ; Xavier Mondoloni, div. g., 129 (5,62 %). 18 mars 2001 : L, 2 888 ; V, 2 462 ; A, 14,75 % ; E, 2 345 ; Paul-Jérôme Tramoni, PCF, 1 211 (51,64 %) ; Jean Jalpi, RPR, c. t., 1 134 (48,36 %) ; Xavier Mondoloni, div. g., 0.]

**BNP PARIBAS PRÉSENTE**



**LE PLACEMENT MUTANT**

**MI LIQUIDE - MI BOURSIER**

Exclusivité de BNP Paribas, K2 est le premier placement à vous assurer un rendement minimum, tout en permettant une espérance de gain élevée en seulement 18 mois.

**Ce placement mutant à la composition mi-liquide mi-boursière garantit totalement votre capital investi à l'échéance :**

tandis que la moitié du capital investi reste disponible à tout moment en bénéficiant d'une rémunération continue à la souscription, le rendement de l'autre moitié peut atteindre 18 %\* avec un minimum de 3 %.

Au terme de seulement 18 mois, vous récupérez votre capital investi majoré des intérêts et plus-values.

Pour plus d'informations sur cette offre visible à partir du 25 juillet 2002, rendez-vous dans les agences BNP Paribas et consultez la notice d'information agréée par le COB.

**PERFORMANCE - DISPONIBILITÉ - CAPITAL GARANTI À L'ÉCHÉANCE**

www.bnpparibas.com

La banque d'un monde qui change | **BNP PARIBAS**



# SOCIÉTÉ

## ÉDUCATION

Luc Ferry a présenté mercredi 19 juin, en conseil des ministres, son **PLAN D'ACTION** contre l'illettrisme. Le nouveau ministre de l'éducation nationale ambitionne de réduire de 5 % en trois ans la proportion

des élèves qui entrent au collège sans maîtriser les connaissances de base en français. Dès la rentrée, une **CINQUANTAINE DE CLASSES**, réduites à dix enfants, testeront une nouvelle forme de prise en

charge. Ce plan est dénoncé par les syndicats, qui redoutent la constitution de classes de niveau, et critiqué par le sociologue Bernard Lahire, pour qui « on annonce, **COMME SI C'ÉTAIT NOUVEAU**, les choses

les plus ordinaires qui soient ». De son côté, l'écrivain Alexandre Jardin, à l'origine du Relais civique et de l'opération Lire et faire lire, transmet « le plaisir de la lecture » grâce à **4 000 RETRAITÉS** bénévoles.

## Luc Ferry choisit l'expérimentation pour lutter contre l'illettrisme

Cinquante classes à effectifs réduits, un livret au cours préparatoire, des opérations « lecture » pendant les vacances : le ministre de l'éducation a présenté son plan d'action pour réduire de 5 % en trois ans le nombre d'élèves qui entrent au collège sans maîtriser les bases du français

**DES CENTAINES** de millions d'euros dépensés, d'innombrables associations ou structures publiques mobilisées : la lutte contre l'illettrisme est une « *priorité nationale* » depuis la loi sur les exclusions de 1998. Pourtant, les élèves qui entrent au collège sans maîtriser les compétences de base en français sont nombreux ; ils représenteraient, selon le nouveau ministre de l'éducation nationale, Luc Ferry, 15 % à 20 % des élèves de 6<sup>e</sup>, proportion qui témoignerait d'une « *aggravation* ». En outre, parmi les 600 000 jeunes convoqués aux journées d'appel de préparation à la défense (JAPD), un noyau dur, chiffré à 6,5 %, témoigne de graves difficultés de lecture et de compréhension « *qui pourraient déboucher sur l'illettrisme* », selon les dernières données disponibles.

Face à cette situation, l'éducation nationale entend « *inverser la tendance* ». Promis pendant la campagne électorale, présenté mercredi 19 juin, en conseil des ministres, son « *plan d'action pour lutter contre l'illettrisme* », concentré sur le primaire, ambitionne de réduire significativement – de l'ordre de 5 % en trois ans, précise l'entourage de M. Ferry – le nombre d'élèves quittant l'école sans maîtriser les compétences de base en lecture et en écriture. Il s'agit, argue la Rue de Grenelle, d'une action de « *prévention* », l'illettrisme étant entendu comme le résultat d'une déperdition de la maîtrise de la lecture, dont le risque se fait sentir dès le CE2.

Le ministère rappelle d'abord que les nouveaux programmes de l'école primaire, qui entreront en vigueur en septembre, contraindront les enseignants à consacrer chaque jour à la lecture et à l'écriture 2 h 30 en grande section de maternelle, au CP et en CE1, et 2 heures en CE2, CM1 et CM2. Un livret pour le CP, annoncé pour la rentrée, est « *en cours de rédaction* » sous la houlette notamment de Claude Capelier, professeur de philosophie et membre du Conseil national des programmes (CNP), entré au cabinet de Luc Ferry. Il fournira aux maîtres une typologie des principales difficultés rencontrées par les élèves (la confusion entre le p et le b...) et des exercices pour les résoudre. A partir de mars 2003, un nouvel outil d'évaluation des élèves de CM1 devrait être mis à disposition des instituteurs : différents des évaluations-bilans de CE2, « *il permettra de suivre les enfants tout au long de leur scolarité* », précise le ministre.

### UN « SEUIL INCOMPRESSIBLE »

Par ailleurs, 50 classes de cours préparatoire (150 d'ici deux ans) expérimenteront à la rentrée, pour des groupes de dix élèves au maximum, une prise en charge des difficultés d'apprentissage de la lecture. Cette idée avait été suggérée par le Haut Conseil pour l'évaluation de l'école dans l'un de ses derniers rapports (*Le Monde* du 3 mars 2001). Il ne s'agit pas d'expérimenter une réduction drastique de la taille des classes



pour la généraliser ensuite, prévoyant l'entourage de Luc Ferry, mais de rechercher s'il existe un noyau dur d'enfants en difficulté : « *Un seuil incompressible existe, mais on ne le connaît pas à ce jour et on ne connaît pas la part du handicap* », indique-t-on rue de Grenelle. Selon les écoles, choisies parmi celles qui accumulent les difficultés lors des évaluations nationales de CE2, ces classes à effectif réduit seront organisées, avec un maître supplémentaire, pour tou-

te l'année ou pour une part seulement du temps d'enseignement.

Pour le principal syndicat d'enseignants du premier degré, le SNUipp-FSU, qui demande « *d'urgence* » des explications à Luc Ferry, il s'agit ni plus ni moins que de constituer des classes de niveau dès le CP. « *Les enfants ont besoin de rester en groupes hétérogènes pour que ceux qui sont en difficulté soient stimulés et tirés vers le haut* », défend le SNUipp.

La direction de la jeunesse, nou-

vement intégrée à l'éducation nationale, devrait par ailleurs organiser dès les vacances d'été, dans vingt départements, des opérations lecture. Quelque 10 000 enfants seraient touchés. Luc Ferry devrait profiter de cette occasion pour montrer que son ministère sait « *articuler le scolaire et le périscolaire tout en veillant à ce que les rôles de chacun ne soient pas confondus* ». A terme, des formations « *rapprochées* » concernant enseignants et animateurs pourraient même voir le jour.

### OUTILS INFORMATIQUES

Enfin, la Rue de Grenelle annonce qu'elle entreprendra, dans le courant de l'année scolaire, de labéliser des outils informatiques d'aide aux élèves. Tandis qu'Internet orientera les enseignants ayant des élèves en difficulté vers les institutions spécialisées dans la prise en charge des handicaps : « *Concernant les dyslexies et les dysphasies, une information en ligne présentera les grandes caractéristiques et les traitements souhaitables ; elle préciera les institutions à contacter. L'accueil des familles d'enfants handicapés sera amélioré de façon à les informer clairement sur les types d'orientation ou de prise en charge proposés* », souligne le communiqué ministériel.

Cette annonce d'un engagement de l'éducation nationale « *va être comprise comme une avancée fondamentale* », affirme Marie-Thérèse Geffroy, ancienne maire (RPR) du 5<sup>e</sup> arrondissement de Lyon, directrice

de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANCLI). *L'un des objectifs est de renforcer la prévention. A partir du moment où l'école prend en compte les difficultés sociales de l'illettrisme, on s'attaque à la racine du problème.* »

Ministères de l'éducation, du travail, de la culture, de l'outre-mer, de la ville, de la défense, ou de la justice, mais aussi associations et collectivités territoriales... Le problème majeur de la lutte contre l'illettrisme réside cependant dans la dispersion d'acteurs qui s'ignorent. De ce point de vue, l'action du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme, organisme interministériel créé en 1984, a été vivement critiquée. L'ANCLI qui lui a succédé n'a pu à nouveau qu'insister, dans ses « *quatre orientations pour 2002-2003* », sur la nécessité de développer le partenariat entre les institutions. Un tout premier état des lieux des politiques nationales sera rendu public le 4 juillet. La mutualisation des efforts s'impose : la lutte contre l'illettrisme mobilise au moins 200 millions d'euros en France.

L'éducation nationale, qui siège dans le conseil d'administration de l'agence, « *ne peut pas tout faire, souligne M<sup>me</sup> Geffroy. Il faut agir sur plusieurs fronts : la coopération école-famille, la lutte contre l'échec scolaire, les démarches culturelles, les actions vis-à-vis des populations les plus fragilisées.* » Le plan ministériel n'insiste pas sur ces points.

Nathalie Guibert

### Au moins 5,4 % des Français touchés

Les chiffres de l'illettrisme sont partiels et sujets à controverse.

● **Insee.** Selon l'Insee, qui a mené en 1994 une enquête par questionnaire sur un échantillon de 13 000 ménages, la France compte 2,3 millions d'adultes illettrés, soit 5,4 % de la population totale. Parmi eux, près de la moitié n'a pas eu le français comme langue maternelle.

● **Armée.** Selon une évaluation conçue conjointement par la direction du service national, l'éducation nationale et l'université Paris-V, 6,5 % des 600 000 jeunes qui se sont présentés en 2000-2001 aux journées d'appel de préparation à la défense (JAPD) présentent de graves difficultés en lecture qui pourraient déboucher sur l'illettrisme. Ces difficultés concernent 4 % des filles et 8,4 % des garçons. Elles touchent 20,8 % des jeunes qui ne sont pas allés au-delà du collège, 11,8 % de ceux qui ont le niveau CAP-BEP, et 1,8 % de ceux qui sont au moins en seconde générale.

## Alexandre Jardin défend sa « stratégie indirecte » par le plaisir de la lecture

**ALEXANDRE JARDIN** veut faire de la politique autrement. L'écrivain à succès, auteur du *Zèbre*, de *Bille en tête*, s'est donné pour ambition de repérer les « *bonnes pratiques* » dans tous les secteurs et de les faire connaître. « *La politique traditionnelle, qui consiste à se faire élire, voter des lois, prévoir des budgets, n'a que des effets marginaux* », explique-t-il. Lui a choisi « *l'action indirecte* » pour ne pas se heurter aux « *forces de résistance* » et réussir à « *provoquer le changement* ». Dans une société où, sur le moindre sujet, les hommes politiques ont déjà annoncé « *42 plans qui n'ont eu aucun effet* », dans une société qui risque d'exploser sous le poids des extrêmes, « *si rien n'est fait* », Alexandre Jardin cherche des expériences « *qui marchent* » pour ensuite les généraliser.

Dans cet esprit, le lauréat du prix Fémina 1988 a fondé le Relais civique puis lancé le programme Lire et faire lire en 1999. Une action au succès étonnant : plus de 4 000 retraités bénévoles, dont une majorité de femmes, ont répondu à l'appel de l'association et assuré des séances de lecture à haute voix devant des petits groupes d'enfants du primaire. Trois mille écoles sont aujourd'hui concernées par cette expérience. « *C'est la stratégie indirecte*, explique-t-il. *On transmet le plaisir de la lecture. Mais en même temps on lutte contre l'illettrisme, on favorise*

*les relations entre générations et on facilite l'intégration des enfants issus de l'immigration.* » Il y voit aussi un moyen de lutter contre la violence. « *Quand on donne des mots à un jeune, quand on enrichit son lexique, il tape moins* », résume-t-il.

Le combat est celui du politique, pas de l'écrivain qui défendrait son gagne-pain. Aucun débat n'a accompagné les changements intervenus ces dernières années au sein de la société, argumente-t-il en citant



« *Il y a une vraie prise de conscience, partout, que l'échec scolaire ne peut plus durer et que la lecture peut être un moyen de le réduire* »

ALEXANDRE JARDIN

pêle-mêle l'abondance de l'offre télévisuelle, la puissance des politiques commerciales, l'augmentation du nombre de familles monoparentales, le problème des cités, la généralisation du travail des femmes, qui conduit, le soir, « *la maman à être aussi fatiguée que le papa* » et donc moins disponible pour ses enfants. L'école ne peut pas répondre seule à toutes ces évolutions sociologiques. « *Face à l'échec scolaire, il ne faut pas chercher de coupable. La faute est collective* », affirme-t-il.

L'écrivain, diplômé de Sciences-Po, auteur d'un premier roman à succès dès l'âge de 21 ans, a mobilisé tous les réseaux possibles. Il fait aujourd'hui des pieds et des mains pour défendre son projet. Il a obtenu que s'engagent avec lui les puissantes Ligue de l'enseignement et Union nationale des associations familiales (UNAF), qui relayent son action dans quasiment tous les départements français.

Il bénéficie du parrainage d'une pléiade d'écrivains, au moins 130 au dernier recensement (Daniel Pennac, Tahar Ben Jelloun, Pascal Bruckner, Edmonde Charles-Roux, Philippe Delerm, Jacques Duquesne, Max Gallo, Amin Maalouf, Edgar Morin, Daniel Picouly, etc.).

Il a obtenu le soutien de Ségolène Royal, puis de Jack Lang, qui ont très officiellement recommandé, en leur temps, aux enseignants d'intégrer Lire et faire lire. Il a déjà rencontré Xavier Darcos, nouveau ministre délégué à l'enseignement scolaire, et doit être reçu par Luc Ferry la semaine prochaine. Mais surtout, Jacques Chirac l'a contacté après la publication, par le Relais, de ses douze propositions « *pour en finir avec la violence dans les collèges* » en mars dernier. Auparavant, le président de la République – « *très intéressé* », selon lui – l'avait invité, en février 2000, à une table ronde organisée en

province sur le thème de la lecture. L'écrivain ne s'est pas contenté de ces soutiens politiques ou intellectuels, il a également mobilisé le secteur commercial. Les magasins Tati vont ainsi lancer, en août, une « *marque sociale* » au nom de Lire et faire lire : l'association percevra 6 % du chiffre d'affaires réalisé sur ces fournitures scolaires avec un minimum annuel garanti de 100 000 euros. Après la sortie de son dernier ouvrage, *1+1+1...*, déjà vendu à 50 000 exemplaires en trois semaines, il sait qu'il pourra compter sur le soutien de quinze patrons de presse pour défendre son idée d'une « *agence des pratiques* ». Au moins 200 personnes ont par ailleurs accepté de devenir correspondant de l'agence des pratiques qu'il préconise dans son ouvrage.

L'écho rencontré ne l'étonne pas. « *Il y a une vraie prise de conscience, partout, que l'échec scolaire ne peut plus durer et que la lecture peut être un moyen de le réduire* », note Alexandre Jardin. « *Si vous avez une approche fondée sur les pratiques, vous fédérez. Si vous avez une approche fondée sur la loi ou les structures, vous divisez* », assure-t-il. A terme, il espère mobiliser 80 000 bénévoles dans sa quête d'un « *mode d'action à effet non marginal* ».

Luc Bronner

Bernard Lahire, professeur de sociologie à l'École supérieure normale de Lille

## « On en reste au niveau des banalités, et c'est presque insultant pour les enseignants »

**BERNARD LAHIRE** est professeur de sociologie à l'École normale supérieure lettres et sciences humaines. Il a signé *L'Invention de l'« illettrisme »* (La Découverte).

**Comment réagissez-vous aux annonces faites par Luc Ferry sur l'illettrisme ?**

C'est une fois encore le flou qui prédomine. On reprend des clichés sur ce thème en évoquant les « *fautes d'orthographe* » et la « *belle présentation* » et on annonce comme si c'était nouveau les choses les plus ordinaires qui soient. Je lis, parmi les cinq priorités affichées, que le ministre veut « *mettre en œuvre une action continue tout au long de l'école primaire* ». Bravo ! Mais c'est ne rien dire que de dire cela. Que font aujourd'hui les enseignants du primaire sinon d'avoir une action continue tout au long de l'école primaire ? Du CP au CM2, les enseignants qui

constatent qu'un élève est en difficulté sur tel ou tel aspect de la culture de l'écrit font naturellement leur possible. On en reste au niveau des banalités et c'est presque insultant pour les enseignants.

Je vois ensuite que Luc Ferry veut expérimenter de nouveaux modes de prise en charge dans une centaine d'écoles sans rien préciser sur ces actions ni les publics concernés. Il parle de mieux utiliser les nouvelles technologies. Or, c'est un lieu commun depuis les années 1980. On laisse entendre que grâce aux ordinateurs on va faire des miracles alors qu'on n'a jamais démontré que les nouvelles technologies facilitaient l'accès à l'écrit. Mais il y a plus grave. Lorsque le ministre parle, dans un plan de lutte contre l'illettrisme, d'actions concernant les dyslexies ou les dysphasies, il prend le risque de glisser du traitement péda-

gogique de l'illettrisme vers un traitement médical. En réalité, les enfants qui ont des difficultés à l'écrit à cause de problèmes médicaux représentent une proportion infime. Ne médicalisons pas ce problème qui est d'abord social ou culturel. Ne faisons pas des enfants en difficulté à l'écrit des malades.

**Le ministre fait état d'une « dégradation » du niveau des élèves. Qu'en pensez-vous ?**

Le thème de l'« *aggravation* » s'intègre dans un discours plus large sur la baisse du niveau. C'est toujours très étonnant dans la mesure où le niveau de formation s'est élevé. Il faut se souvenir que pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, 40 % d'une classe d'âge n'obtenait pas le certificat d'études. Ils avaient évidemment les plus grandes difficultés à l'écrit. Les comparaisons du niveau scolaire restent par ailleurs très délica-

tes. Certes, les élèves maîtrisent moins bien l'orthographe, mais leur capacité de rédaction est incroyablement plus élevée. Il est donc impossible de parler sérieusement de « *baisse du niveau* ».

**Comment le thème de l'illettrisme est-il devenu une priorité ?**

Le terme a été inventé par le mouvement ATD Quart Monde à la fin des années 1970, à l'époque où l'association a infléchi son action de la lutte contre la pauvreté vers la lutte contre l'ignorance. La France considérait alors qu'il n'y avait pas d'analphabètes en dehors des travailleurs étrangers. On estimait que la politique scolaire mise en œuvre depuis Jules Ferry avait permis de donner la maîtrise de l'écrit à tout le monde. Le problème social de l'illettrisme n'existait donc pas avant qu'ATD Quart Monde ne s'en saisisse. Il n'acquiert sa visibilité que progres-

sivement. C'est avec la mise en place de mesures de traitement social du chômage, dans les années 1980, qu'on s'est rendu compte que toute la population ne maîtrisait pas la lecture et l'écriture. En 1984, le gouvernement Mauroy crée le Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme. Tout le monde se saisit du sujet, des orthophonistes aux amoureux de la belle langue, en passant par les institutions publiques, les militants associatifs et les médias.

**Pourquoi cette notion est-elle restée floue ?**

Parce que chacun a sa propre définition de l'illettrisme en fonction de ses intérêts. Les définitions vont des plus restreintes aux plus larges. Certains considèrent que les illettrés sont des personnes qui ne savent pas lire. Mais qu'entend-on par lecture ? Savoir déchiffrer un texte ou le comprendre ? D'autres estiment que l'illettrisme

correspond à l'absence de maîtrise de l'écriture. Mais est-il question d'orthographe ou de capacité à rédiger un texte ? D'autres encore considèrent que les illettrés sont ceux qui ne maîtrisent ni la lecture ni l'écriture. Certains ajoutent le calcul, et même le fait de ne pas bien s'exprimer à l'oral.

**A vous entendre, on pourrait penser que la lutte contre l'illettrisme n'est pas un combat légitime...**

Bien sûr que si. Le travail de sociologue consiste à faire en sorte que quand on prétend vouloir lutter contre l'illettrisme, on sache de quoi on parle. Le flou autour de ce terme contribue à empêcher son traitement. Et ce sont les élèves les plus en difficulté, ceux qui dès les cours préparatoires butent sur des questions de déchiffrement, qui en pâtissent.

Propos recueillis par L. Br.



## Les fournisseurs d'accès à Internet peinent à empêcher les pédophiles de fréquenter leurs salons de discussion

L'équipe de bénévoles de MSN France qui surveillait les « chat rooms » de ce service en ligne vient de démissionner pour protester contre l'absence de moyens pour lutter contre le phénomène

**LES PÉDOPHILES** ont-ils investi les forums de discussions sur Internet – les *chat rooms*, salons virtuels où l'on peut communiquer par écrit à plusieurs –, profitant du laxisme de certains fournisseurs d'accès ? C'est ce que laisse clairement entendre une équipe de modérateurs bénévoles des chats de MSN France, filiale de Microsoft, qui vient bruyamment de remettre son tablier, au motif, selon les termes d'un communiqué du 14 juin, que « MSN a refusé de fournir les moyens nécessaires pour supprimer correctement les salles pédophiles ».

Comme AOL ou Caramail, MSN France entretient depuis l'origine de son service *chat* une soixantaine d'internautes passionnés qui, plusieurs heures par jour, surveillent les *chat rooms*, intervenant directement dans le cours des discussions, fermant la « salle » si les propos dérapent. Les bénévoles se sont aperçus, il y a quelques semaines, d'une recrudescence des salons pédophiles sur les chats étrangers de MSN, notamment canadiens, mexicains et néerlandais. Viviane Pirsch, l'une d'entre elles, assure fermer dix à quinze salons de discussion pédophiles par soirée. « Cela ne se passe pas dans les salles installées par le fournisseur de service en ligne, mais dans celles créées par les utilisateurs. Ce sont des adultes qui s'invitent dans des salles d'ados ou qui

créent leur propre salle, en annonçant la couleur avec des messages du type : « Homme, 43 ans, cherche fille, 13 ans. » »

MSN s'estime victime d'un mauvais procès. « Plusieurs milliers de chats sont ouverts simultanément, et certains d'entre eux ne durent que quelques minutes. Matériellement, il est impossible de tous les sur-

### Remise en liberté des 65 personnes de Forum 32

Les 65 personnes qui avaient été interpellées, mardi 18 juin, dans toute la France, par des gendarmes, dans le cadre d'une enquête sur des images pédophiles sur Internet (*Le Monde* du 20 juin), ont toutes été remises en liberté. Seules 6 d'entre elles avaient été l'objet d'une prolongation de garde à vue. Selon une source proche de l'enquête, plusieurs devraient cependant être mises en examen par la juge d'Auch (Gers) Catherine Léger, qui instruit le dossier. D'après les premières constatations, les images pédophiles saisies circulaient de longue date sur le Net et ne représenteraient pas des membres de l'entourage des suspects. Baptisée « Forum 32 », l'opération avait été lancée à la suite de la découverte d'images pédophiles, à la mi-décembre 2001 à Auch, chez un homme soupçonné de contrefaçons de logiciels. Celui-ci avait été mis en examen et écroué avant d'être remis en liberté sous contrôle judiciaire en avril.

veiller », assure-t-on chez MSN France. Ni MSN, ni AOL, Yahoo ou Caramail ne nient aujourd'hui la présence de pédophiles en grand nombre dans ces salons de discussion. « Le chat est plébiscité par les adolescents. Il connaît donc, hélas, des dérives pédophiles et pornographiques », reconnaît Sandrine Murcia, responsable marketing chez MSN France. Ces endroits sont en effet devenus de hauts lieux de dra-

gées sur les salons privés, où ne discutent que deux ou trois personnes, qui représentent 85 % des salles de chat ouvertes à un moment donné », selon Arnaud Lemaître, ingénieur informatique chez Caramail, qui affirme compter 2 500 chats simultanés chaque soir.

Mais quand les bénévoles de MSN campent sur une position

extrême – tout surveiller pour ne laisser passer aucun propos pédophile –, les portails sont plus pragmatiques. Outre l'impossibilité de tout surveiller, ils affirment préférer responsabiliser les internautes, les encourageant à dénoncer eux-mêmes les dérapages. Chez Yahoo, quatre salariés du service d'assistance aux clients recueillent les courriels et inscrivent l'internaute – identifié par son pseudo – sur une liste rouge. Même système

chez AOL, bien que la société ait conservé des modérateurs bénévoles pour une surveillance permanente des salles « kids » et « ados 12-14 ans ». Les modérateurs AOL ou Caramail peuvent « *superignorer* » le contrevenant : ce dernier continue à envoyer des messages que plus personne ne peut lire.

Les modérateurs Caramail ont même la possibilité de bannir l'internaute, en rendant inopérant son mot de passe d'accès aux salles, ou de détruire les salles pointées par des moteurs informatiques ayant repéré des mots-clés douteux. Le contenu de la corbeille est archivé pour mesurer la récurrence des incidents. Enfin, chez tous les prestataires, les adresses « IP » (Internet Protocol), qui identifient l'ordinateur des internautes suspects, peuvent être communiquées à la police si elle en fait la demande. Caramail assure ainsi travailler étroitement avec la brigade de protection des mineurs.

L'AFA, Association française des fournisseurs d'accès et de services Internet, défend cette position. « Faire justice soi-même, comme le voudraient les bénévoles de MSN France, en supprimant les salles de discussion, pourrait conduire à la destruction de preuves », explique Jean-Christophe Le Toquin, délégué général de l'association.

Cécile Ducourtieux  
(Le Monde interactif)

## José Bové emporte Rimbaud dans sa cellule

**PAYSANS**, syndicalistes ou militants de l'antimondialisation : 800 personnes ont accompagné mercredi 19 juin José Bové aux portes de la maison d'arrêt de Villeneuve-Hérault. Le leader de la Confédération paysanne avait été convoqué à 8 heures du matin pour purger le reliquat d'une peine de trois mois de prison ferme pour le démontage du Mc Donald's de Millau en août 1999. Vêtu en bagnard et portant des chaînes aux poignets, il s'est présenté à 16 heures après être parti le matin à l'aube en tracteur de sa ferme du Larzac. « *Le combat continue, ne vous inquiétez pas pour moi, je suis victime d'une justice politique* », a déclaré José Bové. Le syndicaliste devrait rester en détention une quarantaine de jours. Il a emporté dans ses bagages plusieurs ouvrages parmi lesquels le dernier livre de Mario Vargas Llosa, *La fête au bouc*, *L'Europe en première ligne* de Pascal Lamy et une biographie de Rimbaud.



CHRISTOPHE JAMA / AP

## Un homme tué après avoir essayé de poignarder des policiers

**UN HOMME** armé d'un couteau est mort des suites de ses blessures par des balles tirées par des policiers, près de la place de la gare de Strasbourg (Bas-Rhin), mercredi 19 juin peu après 19 heures. Selon des sources policières, l'homme, récemment sorti d'un hôpital psychiatrique s'était présenté au bureau de police de la gare, incapable de formuler précisément la cause de sa venue. Après que les policiers lui eurent demandé de quitter les lieux, il a tenté de poignarder une gardienne de la paix avec un couteau de boucher dissimulé dans une pochette en carton.

Les policiers ont tenté de le neutraliser avec des gaz lacrymogènes, en s'enfuyant, il serait tombé sur une patrouille qui a tenté de l'interpeller. Il aurait à nouveau cherché à poignarder un gardien de la paix et un adjoint de sécurité, aveuglé par le gaz lacrymogène. D'autres policiers auraient alors ouvert le feu à deux reprises. Grièvement blessé, l'homme est mort à l'hôpital vers 1 h 30, jeudi 20 juin. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Strasbourg.

## Mise en examen des chauffards de Cannes

**LES DEUX CHAUFFARDS** qui avaient mortellement fauché, lundi 17 juin, un Allemand de 19 ans lors d'une course-poursuite à Cannes-La Bocca ont été mis en examen mercredi pour « *homicide involontaire aggravé* » et « *délit de fuite* ». Alain Coret, 45 ans, et Jean-Xavier Francisci, 30 ans, s'étaient lancés un défi au volant d'une Lamborghini et d'une Ferrari, en bord de mer. La Lamborghini d'Alain Coret aurait percuté Christophe Fischer, qui traversait la chaussée. Alain Coret aurait tenté de prendre la fuite avant d'être bloqué par des témoins. Jean-Xavier Francisci, qui avait fumé du cannabis, a brièvement pris la fuite avant de se présenter au commissariat dans la soirée. La Ferrari était immatriculée au nom d'un joueur de l'équipe de France de football, Claude Makelele, qui venait de la vendre à M. Francisci.

### DÉPÊCHE

■ **JUSTICE** : l'avocat français de Zacarias Moussaoui, seul inculpé en liaison avec les attentats du 11 septembre 2001, met en doute la santé mentale de son client, sur la base des conclusions d'un expert qu'il a désigné, contrairement à celles de la justice américaine. Me Franck Dunham, avocat commis d'office et dont Zacarias Moussaoui refuse l'assistance, estime, dans un entretien à *Paris Match* du 20 juin, que « *le laisser se défendre est le plus rapide voyage vers la mort* ».

## Le journal d'un détenu basque, d'Iparretarrak à la Croix-Rouge

À L'ENTRÉE de sa cellule, une affiche était collée au mur : « *Avez-vous pensé aujourd'hui ?* » Et tous les jours, pendant 17 longues années, de détention, Gabi Mouesca n'a cessé de penser... et d'écrire. Un journal intime qui, fait unique en France, a été quotidiennement mis en ligne sur Internet, pendant les dix derniers mois de son incarcération, par un groupe d'amis fidèles à qui il envoyait par lettre le récit clinique de son quotidien en prison. Des « *écrits de l'intérieur* » aujourd'hui réunis dans un livre intitulé *Prison@.net, le journal d'une longue peine*, présenté par l'ancien détenu, mardi 18 juin, lors d'une conférence de presse dans une salle de cinéma parisienne.

Emprisonné en 1984, à l'âge de 23 ans, le militant autonomiste basque Jean Gabriel Mouesca a connu une détention hors du commun. Condamné à plusieurs reprises dans des affaires liées à l'organisation clandestine Iparretarrak, il a attendu dix-sept ans pour être jugé sur son implication dans la fusillade de Leon (Espagne), en août 1983, au cours de laquelle un gendarme et un militant basque ont trouvé la mort. Lors de son procès, en mars 2000, devant une cour d'assises spéciale, uniquement composée de magistrats, l'homme s'est révélé brillant orateur. Consciencieusement, il soulignait des

mots sur son calepin. Des mots qu'il retournait avec véhémence contre l'avocat général, qui avait alors requis la perpétuité. Jean Gabriel Mouesca a finalement été condamné à quinze ans de réclusion criminelle, une peine confondue avec ses condamnations antérieures.

### « UN QUOTIDIEN QUI BRISE »

Du fond de sa cellule, les « *mots-amis* », une fois lancés sur le Web, sont devenus des « *armes* ». Pour témoigner de « *la médiocrité d'un quotidien qui brise, blesse et mutile* », écrit-il dans son livre. Car « *il faut prendre la parole quand on est sans voix* », estime Gabriel Mouesca. Il a 41 ans, porte plutôt avec élégance, une chemise blanche et un pantalon de toile.

En campagne contre « *la prison étouffoir, magma de souffrances* », aussi bien chez les détenus que chez les surveillants, Gabi Mouesca évoque l'illettrisme en prison. A l'image de ce codétenu qui, un matin, vient demander à Gabi de lui écrire une lettre parce que, après vingt-trois ans de prison, il ne sait ni lire ni écrire. Il s'insurge aussi contre les longues peines, ces « *morts lentes* » résumées dans son livre avec amertume par un « *c'est dur et ça dure* ! »... Dénonçant le report *sine die* « *pour des raisons électoralistes* » de la grande loi pénitentiaire ini-

tiée par l'ancienne garde des sceaux, Marylise Lebranchu, Gabi Mouesca avoue ne pas comprendre pourquoi, après le livre de Véronique Vasseur, *Médecin-chef à la prison de la Santé* (éd. du Cherche-Midi), les prisons étaient honteuses et ne le seraient plus aujourd'hui. Il espère un débat. Il est prêt à y participer.

Sorti de prison le 13 juillet 2001, ce « martyr » de la cause basque est depuis chargé de mission pour la Croix-Rouge française en milieu carcéral et militant à l'Observatoire international des prisons (OIP). Basque « *sans la faire exprès* », il continue d'adhérer à la cause indépendantiste, mais ne veut plus « *se replonger dans le maréage politique* ». Le héros jure qu'il n'est pas fatigué, il a juste appris, entre les quatre murs de sa cellule, « *à relativiser et à revoir ses priorités* ». Dans un sursaut d'abertzale (patriotisme basque), il resitue finalement son engagement en prison au même niveau que sa lutte au sein d'Iparretarrak : sur le front de la résistance.

Céline Develay-Mazurelle

★ *Prison@.net, le journal d'une longue peine*, Gabi Mouesca, préfacé par Gilles Perrault, éditions Gatzuzain, 231 pages, 11 €.

## Marie-Ange Parère, première femme chef de corps des pompiers, réhabilitée par le tribunal administratif

BÉZIERS (Hérault)  
de notre correspondant

C'est l'histoire d'une « *emmerdeuse* ». Celle d'une Aveyronnaise dynamique, têtue, devenue en 1990, avant d'être mise au placard, la première femme en France à diriger une caserne de pompiers. Marie-Ange Parère a obtenu, mercredi 19 juin, du tribunal administratif de Montpellier l'annulation des décisions la relevant en 1999 de ses fonctions de commandement des pompiers de Béziers. Lors de l'audience, début juin, le commissaire du gouvernement s'était autorisé à donner son sentiment : « *Ce n'est pas l'usage, mais je dois dire que les dossiers concernant le commandant Parère sont les dossiers de la honte*. »

Avant de basculer, l'histoire de Marie-Ange Parère a longtemps fait la « une » des médias. C'est en octobre 1976, à l'âge de 19 ans, qu'elle découvre à l'occasion d'un stage à Millau le monde des sapeurs-pompiers. C'est pour elle une révélation. Le 25 de ce même mois, un décret autorise l'entrée des femmes chez les pompiers. Elle fonce, sans tenir compte des sarcasmes : « *Du haut de mon mètre cinquante-huit, personne ne me voyait aller sauver la veuve et l'orphelin*. » Mais la jeune femme s'accroche, passe des concours, gravit les échelons, jusqu'à devenir, le 1<sup>er</sup> mars 1990, la première femme chef de corps.

A Béziers, où elle est nommée, le capitaine Parère veut remettre la caserne sur les rails : « *La difficulté, dit-elle, ce n'était pas de donner des ordres sur le plan opérationnel, mais, dans la vie de tous les jours, de dire à un pompier de se raser, de ne pas venir en claquettes, d'arrêter de jouer à la belote en buvant le pastis*. » Dans les rangs, cette attitude ne plaît évidemment pas. Mais la hiérarchie de Marie-Ange Parère est loin de la soutenir, ce qui autorise toutes les dérives. Ainsi, un rapport d'une inspection du ministère de l'intérieur, cité par son avocat, M<sup>re</sup> Jean-Daniel Cauvin, fait état « *d'un mouvement syndical agressif, d'insoumission et de sédition chronique* ». Un jour, des syndicalistes ont été jusqu'à distribuer en camion des tracts injurieux dans la ville : le commandant obtiendra leur condamnation pour diffamation.

### « DU JOUR AU LENDEMAIN »

Sur le plan disciplinaire, les pompiers n'ont jamais été sanctionnés. En revanche, le maire de Béziers, Raymond Couderc, retire à Marie-Ange Parère son commandement et la nomme chargée de mission. « *Je dirigeais cent vingt personnes, j'avais cinq secrétaires. Du jour au lendemain, j'ai atterri dans un bureau vide, sans électricité ni téléphone, avec ordre de n'entrer en contact avec aucun pompier* », racon-

te-t-elle. Chassée en 48 heures de son logement de fonction, la jeune femme dort sur un canapé chez des amis.

Quand, cinq mois plus tard, la gestion des pompiers est départementalisée, la décision concernant Marie-Ange Parère est confirmée. La suite, c'est une dépression, des congés maladie à répétition et une tentative de suicide. Le commandant Parère, qui, en vingt-deux ans de carrière, n'a jamais reçu la moindre sanction, s'accroche uniquement à la justice. En février, elle a connu un premier succès en obtenant la condamnation pour injure de son supérieur hiérarchique, le colonel Cassar, qui l'avait qualifiée d'« *emmerdeuse* » lors d'un reportage télé. Avec la décision, aujourd'hui, du tribunal administratif, « *c'est, explique-t-elle, mon honneur qui est lavé. Je retrouve ma dignité* ».

Retrouvera-t-elle pour autant son poste à Béziers, et est-ce d'ailleurs souhaitable ? « *A l'heure actuelle, le commandant Parère est de fait et de droit à nouveau le commandant du corps de Béziers, analyse son avocat. Mais, pour sa sérénité, il vaudrait mieux un poste ailleurs que dans le département de l'Hérault, ce qui nécessite une décision du ministre de l'intérieur*. »

Richard Benguigui

## Alain Vivien démissionne de la présidence de la MILS

La lutte contre les sectes pourrait être rattachée au ministère de l'intérieur

L'ÈRE VIVIEN vient de s'achever dans le domaine de la lutte contre les sectes. Le président de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes (MILS) a présenté sa démission au premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, par une lettre datée du 18 juin. « *J'avais accepté en 1998 d'exercer à titre bénévole, et pour un temps limité, les fonctions de président de la Mission interministérielle de lutte contre les sectes. (...) J'ai le sentiment que ma mission, acceptée il y a quatre années, est pour l'essentiel accomplie* », écrit Alain Vivien, qui énumère son bilan : mise en place de cellules de prévention dans les départements et adoption par le Parlement de projets et propositions de loi contre les sectes. « *Les informations en provenance des préfectures confirment depuis deux années un recul certain du sectarisme en France métropolitaine, tandis qu'au plan de l'autorité judiciaire, désormais mieux armée, les affaires de sectes font l'objet d'une vigilance accrue* », estime le président de la MILS.

Ancien député (PS) et secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du gouvernement Cresson, M. Vivien s'intéresse à la question des sectes depuis vingt-cinq ans. Dès avant les élections législatives, il avait fait part à ses collaborateurs de son intention de prendre du champ. L'alternance politique a conforté sa

décision. Sa démission soulève la question du devenir d'une institution qui avait été taillée à sa mesure, en 1998, par le gouvernement de Lionel Jospin.

La Mission succédait à un Observatoire interministériel sur les sectes, créé en mai 1996 par le gouvernement d'Alain Juppé et placé sous l'autorité du premier ministre. Les collaborateurs de la MILS veulent y voir un signe encourageant que le nouveau gouvernement poursuivra la tâche entreprise par l'équipe précédente.

### RECOURS DE LA SCIENTOLOGIE

Jean-Pierre Raffarin devrait recevoir Alain Vivien au cours des prochains jours, et le sort définitif de la MILS devrait être fixé d'ici un mois, précise-t-on à Matignon. Une hypothèse est le rattachement de la Mission au ministère de l'intérieur, sur le modèle de la Mission de lutte contre la toxicomanie, rattachée au ministère de la santé. « *Dans ce cas, elle perdrait une partie de son champ de compétences et ne pourrait plus agir, par exemple, dans le domaine de la prévention, notamment dans les hôpitaux ou la magistrature* », regrette un collaborateur de la MILS.

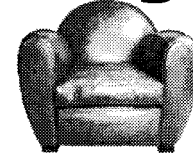
Le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin pourrait aussi être bien en peine de trouver un successeur à Alain Vivien : les députés de droite qui s'intéressaient au dossier ont

été élus ou réélus le 16 juin : qu'il s'agisse d'Alain Gest, de Rudy Salles ou du magistrat Georges Fenech, élu député pour la première fois. A gauche, en revanche, Catherine Picard a perdu son siège de députée (PS) de l'Eure.

« *Le successeur d'Alain Vivien doit être une personnalité consensuelle et compétente*, estime Eric Dolige, sénateur (RPR) du Loiret. *Si possible, pas un haut fonctionnaire ou un préfet qui découvre le dossier*. » De leur côté, les adversaires de la Mission ne désarment pas : la scientologie vient de déposer un recours devant le Conseil d'Etat visant à annuler le décret du premier ministre instituant la MILS.

Xavier Ternisien

Le véritable fauteuil CLUB de paringer



Superbe modèle fabrication à l'ancienne, copie fidèle du fauteuil CLUB 1930. Structure bois massif, cuir pleine fleur patiné à la main, sur ressorts et crin véritable - tous coloris - Son prix : 15 000 F.  
121, rue du Cherche-Midi / 21, Bd Montparnasse 6e  
Tél. : 01.42.22.22.08 - Tél. : 01.45.44.10.44



# Agriculture : la fin de l'opulence pour les grands céréaliers

Réforme de la PAC de 1999, importations de blé d'Ukraine, marché européen déprimé... Les producteurs de céréales, longtemps privilégiés, cherchent aujourd'hui à agrandir leurs exploitations pour compenser la baisse de leurs revenus

« **N'ACCOLEZ** plus les deux mots "gros" et "céréaliers", ce n'est plus exact et ça ne nous rend pas service. » Christophe De Ryck est catégorique. Vice-président des Jeunes Agriculteurs, il exploite en Seine-et-Marne quelque 120 hectares, essentiellement des céréales. « *S'il n'y avait pas la betterave – grâce aux quotas qui maintiennent les prix à des niveaux corrects –, je serais complètement dans le rouge. Et je ne suis pas le plus à plaindre !* »

Sur la terrasse de sa belle maison de Luisetaines, graphiques à l'appui, il explique que le revenu net des entreprises agricoles de Seine-et-Marne – département réputé plutôt riche, avec ses grandes exploitations – est en chute libre : 180 millions d'euros (valeur 2000) en 1992, 200 en 1997 grâce aux aides communautaires, 125 en 2000, 110 en 2001, soit une baisse de 38 % en quatre ans. Si l'on isole le revenu à l'hectare du céréalier moyen, il tombe de 350 euros en 1997 à 140 l'an dernier.

La réforme de la politique agricole commune (PAC) en avril 1999 a incontestablement pénalisé les agriculteurs qui pratiquent de grandes cultures : les Quinze avaient alors décidé une baisse des prix garantis des céréales, compensée – partiellement – par des aides directes, mais aussi une réduction des soutiens spécifiques aux oléagineux (colza, tournesol) qui, souvent, alternent avec le blé ou l'orge sur les mêmes parcelles. De plus, le cours mondial du blé (à Chicago et à Rouen, deux des principaux marchés de cotation dans le monde), très élevé en 1997, chute régulièrement depuis 1999.

Troisième élément défavorable : la moisson française de 2001 a été médiocre, avec des baisses de rendement, selon les endroits, de 10 % à 20 %. En revanche, l'abondance des récoltes dans les pays bordant la mer Noire, et notamment l'Ukraine (jadis qualifiée de grenier à blé de l'Europe), a débouché sur des exportations massives, à des prix défiant toute concurrence. Ces céréales vont vers l'Europe du Sud, Italie et Espagne en tête. Du

coup, les blés, orges et maïs français, qu'achetaient en abondance les fabricants d'aliments du bétail de l'Europe méditerranéenne, ont vu leurs débouchés traditionnels se restreindre.

Dans un marché européen des céréales globalement engorgé par des stocks excessifs, les coopératives de collecte, qui doivent réaliser de lourds investissements pour se mettre aux normes communautaires, ne sont pas prêtes à faire de cadeaux aux producteurs. « *7,5 à 8,4 euros le quintal de blé, voilà ce que les coopératives vont nous payer cette année, en moyenne* », affirme Christophe De Ryck. Selon les experts, pour équilibrer recettes et dépenses, il faudrait au moins arriver à 10,6 euros.

On comprend dès lors que la décision d'Hervé Gaymard, ministre de l'Agriculture et des affaires rurales, de suspendre l'application de la modulation des aides ait été saluée par les paysans spécialisés dans les grandes cultures. Car même si l'amputation des revenus n'a touché qu'une minorité d'exploitations, elle a obéré un peu plus les trésoreries. « *Cet "impôt" m'a rogné l'an dernier 4,4 % de mes aides directes à l'hectare mais 12 % de mon revenu global*, affirme un voisin de Christophe De Ryck. La

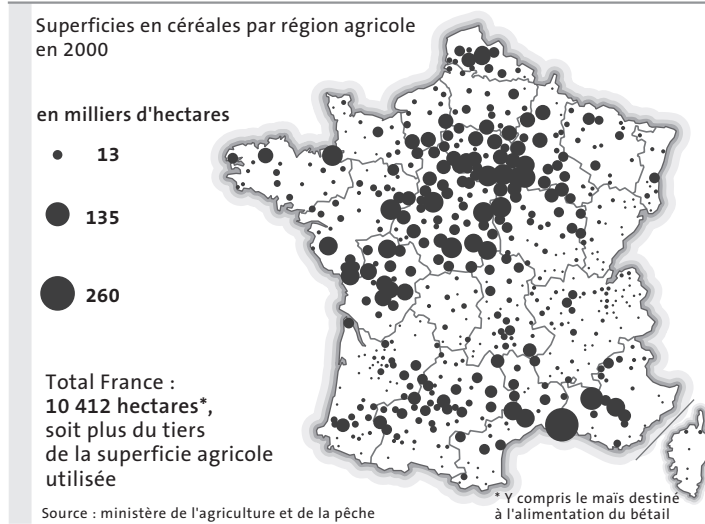
## 30 millions de tonnes de blé produites en 2001

● **Production** : la France a produit pour la campagne 2001-2002 30,15 millions de tonnes de blé contre 35,93 pour la campagne précédente. En 2000, l'Union européenne a produit 104 millions de tonnes de blé sur un total mondial de 580. Les Etats-Unis produisent quatre fois et demie plus de maïs que de blé. Les échanges mondiaux de céréales portent sur environ 110 millions de tonnes.

● **Utilisation** : les principaux débouchés de la production de céréales sont, pour une part croissante, l'alimentation animale, l'amidonnerie, la meunerie, la malterie.

● **Géographie** : les principales

## PLUS DE 10 MILLIONS D'HECTARES



décision [du ministre] est une bouffée d'oxygène bienvenue, et c'est du palpable. »

## MANQUE À GAGNER

Dominique Chambrette est, lui, président de la chambre d'agriculture de la Côte-d'Or. Son exploitation, au nord de Montbard, peut être qualifiée de confortable – 340 hectares avec ses deux fils –, mais elle est tout entière consa-

crée aux céréales et aux oléagineux. « *Ici, on ne peut pas faire autre chose, ni de la betterave sous quotas ni des légumes pour les conserveries sous contrat, et on est totalement dépendant des aides de la PAC* », explique-t-il. Il est le représentant de ce que l'on appelle les « zones intermédiaires », comme ses collègues de Lorraine par exemple, situées entre le grand Bassin parisien d'une part et les plus petites exploitations du sud ou de l'ouest du pays. « *Nous, on a pris plein pot la modulation, puisque tous mes hectares sont pénalisés ! La première année, j'en ai eu pour 80 000 francs de manque à gagner, la seconde pour 30 000.* » Impossible de se diversifier. L'élevage bovin ? « *Vous connaissez la crise actuelle... J'ai bien un projet d'engraissement de taurillons avec mes propres céréales, mais, pour l'instant, c'est gelé.* »

Selon lui, la Commission et les ministres de l'agriculture doivent d'urgence décider « *la restauration de la préférence communautaire pour le début de la campagne 2002-2003, interdisant que tout blé en provenance des pays tiers entre à moins de 155 % du prix d'intervention européen officiel* ». Pour y parvenir, il faut que la Commission

européenne se base sur les cotations affichées à Odessa et fixe des droits de douane en fonction de la qualité des blés et de l'orge.

Le ton est monté lors du récent congrès de l'Association des producteurs de blé (AGPB), à Blois. Son président, Henri de Benoist, a accusé la Commission de « lâchage » des producteurs français au moment où, aux Etats-Unis, George Bush, via le récent *farm bill* qui s'appliquera de 2002 à 2007, garantit à chaque paysan américain une rémunération supérieure de 15 à 20 euros par tonne à celle que peut escompter son homologue européen.

Si, à droite comme à gauche, la réalité de ces doléances n'est pas contestée, le tableau n'est pas aussi noir qu'il y paraît. Ce qui n'est plus gagné aussi aisément en revenu annuel est ainsi compensé, d'une certaine manière, en accroissant la taille de son exploitation et en valorisant son capital foncier.

La productivité continue par ailleurs à s'améliorer d'environ 2 % par an. La diversification vers d'autres cultures ou d'autres métiers annexes – petits travaux publics de débroussaillage, prélèvements de terre pour des analyses de laboratoires, gîtes ruraux – ouvre des perspectives.

Et si la Seine-et-Marne est moins bien lotie qu'auparavant, les exploitations des Yvelines, de l'Essonne et du Val-d'Oise, plus exposées à l'urbanisation francilienne, sont en plus grande difficulté. Dans ces départements, maraîchers, producteurs de fruits et de fleurs ferment leurs portes à un rythme inquiétant, perdent leur main-d'œuvre, et les terres qu'ils libèrent sont vite reprises par d'autres exploitants, « *ce qui laisse la part belle aux grandes cultures* », explique-t-on au ministère de l'agriculture. 72 % des exploitations d'Ile-de-France sont classées en grandes cultures, au lieu de 68 % en 1988. Avec en tête (85 %) la Seine-et-Marne, qui est encore loin de la faillite.

François Grosrichard

## La colère des élus d'Ile-de-France contre la hausse des transports

LA HAUSSE des tarifs des transports en commun en Ile-de-France, décidée par le gouvernement, provoque la colère des élus de la région. L'annonce de l'augmentation de 3,6 % du prix de la Carte orange a été faite, mercredi 19 juin, au terme du conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF). Aucun des 17 élus, de droite comme de gauche, représentant la région, la Ville de Paris et les départements, n'a voté le principe de cette augmentation, qui touche, dans des proportions équivalentes, le carnet de tickets de métro et les billets de RER.

Cette hausse présentée par le préfet de région, Jean-Pierre Dupont, qui préside le STIF, n'a donc été adoptée que grâce au vote des 17 représentants des ministères et de l'administration. Les élus de gauche ont voté contre, ainsi que le représentant du conseil général du Val-d'Oise dirigé par l'UDF. Les 7 autres élus de droite se sont abstenus.

Bernard Lehideux, président du groupe UDF au conseil régional, souligne cependant que la gauche avait voté une augmentation des tarifs préparée par Jean-Claude Gaysot, ministre communiste des transports dans le gouvernement Jospin, qui figurait dans le projet de budget du STIF adopté au début de l'année.

## CADEAU EMPOISONNÉ

Pour Jean-Paul Huchon, président (PS) du conseil régional, « *le gouvernement fait porter l'effort sur des usagers qui constatent que l'offre et la qualité de service dans les transports de la région ne se sont pas améliorés ces derniers mois, bien au contraire* ». Et l'élu socialiste ajoute : « *Trois jours après les élections, alors que l'on annonce une forte réduction d'impôts pour les plus hauts revenus, voilà un cadeau du gouvernement dont les Franciliens les plus modestes se seraient bien passés.* » Denis Baupin, représentant de la Ville de Paris au STIF, et adjoint (Verts) de Bertrand Delanoë, chargé de la circulation et des transports, a réagi de la même façon, en soulignant que « *que l'on ne peut toujours pas garantir [aux Parisiens] une amélioration de l'offre, en particulier des bus* ».

Avant la réunion du conseil d'administration, les élus communistes avaient demandé une « pause » des augmentations, une remise à plat des tarifs et leur modulation pour compenser l'éloignement des usagers de grande banlieue. Pour financer les investissements dans les transports, Pierre Mansat, adjoint (PCF) du maire de Paris, a proposé la création d'une taxe régionale sur les produits pétroliers. La CGT appelle, de son côté, les Franciliens à signer une pétition pour l'« *arrêt des hausses* ».

F. Gr.

Christophe de Chenay

## TROIS QUESTIONS À... XAVIER BEULIN

**1** Vous présidez la fédération des oléagineux et protéagineux (FOP). Même les « gros » producteurs ne sont plus à l'abri aujourd'hui ?

Les céréaliers ne veulent plus être traités de « gros ». Aujourd'hui une exploitation de 100 à 120 hectares en céréales et oléagineux dégage un revenu lamentable en compilant les charges par tous les bouts. Depuis trois ans, dans le Centre, par exemple, les revenus ont baissé de 30 %. Aux difficultés du marché se sont ajoutées des importations irraisonnables de l'Ukraine

dans l'UE, qui ont fait s'effondrer le marché des céréales et pénalisé nos exportations. Par ailleurs, le nouveau *farm bill* américain va rendre systématiquement les aides aux agriculteurs d'outre-Atlantique. Résultat : on a une dépression très forte sur les prix.

**2** Mais les agriculteurs français ne sont-ils pas ceux qui profitent le plus des aides européennes ?

Oui, car l'agriculture française est celle qui pèse le plus en Europe, en surfaces, en cheptels. Mais, lorsque ces aides sont ramenées à l'exploitant, il n'y a pas de différence entre l'agriculteur allemand, irlandais ou français.

**3** Qu'attendez-vous de Bruxelles ?

Je doute que l'Union européenne puisse augmenter ses budgets. Elle doit adopter une attitude beaucoup plus offensive envers les Etats-Unis, dans le cadre de l'OMC. Au milieu des années 1990, les Américains ne juraient que par le marché, qui allait, disaient-ils, doper les prix agricoles. Mais le marché n'a pas régulé la production. Et ils sont obligés d'injecter des dollars pour soutenir leur agriculture. Nous, nous défendons simplement un droit à exporter. Si l'agriculture est soutenue en Europe, c'est pour ses consommateurs, pour préserver un type d'agriculture à taille humaine. En 2004, dix ex-pays de l'Est vont rejoindre l'Europe ; ils auront accès aux primes, et le gâteau sera réduit si les budgets sont les mêmes.

Du nord au sud de l'Europe, les visions sont différentes. Certains veulent une agriculture ouverte sur les marchés mondiaux. D'autres, une agriculture de qualité, ou plus en phase avec l'environnement. Mais on ne s'en donne pas les moyens. Aucun choix politique n'a vraiment été fait.

Propos recueillis par Régis Guyotat

## La France est la première bénéficiaire des « aides-oxygène » de la PAC

PREMIÈRE PUISSANCE agricole des Quinze, la France est aussi le pays qui bénéficie le plus des aides de la politique agricole commune (PAC). Quand Paris verse 100 euros au budget agricole européen, les paysans français en reçoivent environ 130. Chaque année, la Commission des comptes de l'agriculture de la nation publie les chiffres de l'ensemble des concours publics à l'agriculture. En 2000, sur un total de 27,1 milliards d'euros, les financements européens intervenaient pour 9,7 milliards.

Le budget du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA) s'est élevé en 2000 à 40,4 milliards d'euros, dont 8,9 milliards versés à la France, en léger recul par rapport à 1999. Sur ces versements, les hectares cultivés en céréales et oléagineux ont reçu 4,6 milliards, auxquels il faut ajouter 500 millions d'autres aides, à l'exportation par exemple, et les productions animales 2,1 milliards. Entre 1999 et 2000, les aides européennes au secteur du vin et à celui du tabac, en revanche, ont sensiblement progressé. A ces aides à la production s'ajoutent des aides européennes au développement rural, la France ayant reçu 470 millions d'euros en 2000, sur un total d'environ 4 milliards.

Mais la réforme de la PAC du printemps 1999, qui a surtout affecté les secteurs de la viande bovine et des grandes cultures, relativise désormais cet « avantage ». Si les aides exceptionnelles (nationales et européennes) ont permis en 2000 et 2001 aux éleveurs bovins de pallier, à peu près, leurs difficultés consécutives à la crise de l'ESB, le revenu des exploitations productrices de céréales, oléagineux et protéagineux a baissé de 13 % en 2000, en dépit d'une revalorisation des primes. Cette revalorisation a été amputée cependant de l'im-

pact de la modulation (réorientation des aides de la production vers le développement rural) décidée à Paris par le gouvernement de Lionel Jospin, conformément aux souhaits de Bruxelles, puis suspendue par Jean-Pierre Raffarin.

Les départements qui reçoivent les plus forts montants de subventions directes sont la Marne, la Somme, l'Eure-et-Loir et la Vienne, tous spécialisés dans les grandes cultures. L'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale et

orientale, actuellement en cours de négociation, fait craindre à ces bénéficiaires une baisse de leur revenu, du fait d'un partage des aides de la PAC avec les nouveaux pays, souvent tournés vers l'agriculture. La question des paiements directs aux agriculteurs doit être abordée par les chefs d'Etat et de gouvernement, les 21 et 22 juin, lors du sommet européen de Séville.

## L'hebdomadaire des initiatives citoyennes

LÉGISLATIVES  
Leçons d'une défaite  
PROCHE-ORIENT  
Le mur de la honte  
Le livre événement d'Enderlin  
PHOTOGRAPHIE  
L'Amérique de Dorothea Lange  
REPORTAGE  
La Loire, roman fleuve

www.politis.fr

CHAQUE JEUDI CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX. 2,75 €



Répenser les salaires, le temps de travail, la politique fiscale, les retraites, l'immigration, l'exclusion, la santé, la justice, les équilibres écologiques, le droit au logement. Redéfinir une Europe sociale et des institutions plus démocratiques.



**L**ILLE était venue à Lille pour « se réalimenter », prendre le temps de vivre après trois ans et demi « de castagne » au ministère de l'emploi et de la solidarité qui, dit-elle, l'avaient « asséchée ». Son retour dans sa ville adoptive, plus difficile que prévu, ne lui a pas apporté, pour l'instant, l'apaisement souhaité. Les quelques larmes versées devant les caméras, dimanche soir, disent assez le désarroi de Martine Aubry après sa défaite aux élections législatives, face à un jeune clerc de notaire de 32 ans, militant DL quasiment inconnu jusque-là hors de son parti et de son quartier. Mais, fidèle à sa réputation de fonceuse, elle s'est très vite ressaisie.

« Je ne prétends pas que je vis bien cet échec, mais je continuerai à travailler dans ma ville, à la refondation du PS et sur la cinquième circonscription » perdue, assurait-elle dès lundi. Elle se dit rassérénée par les messages arrivés de toutes parts dès dimanche soir. « Tous disaient : craque pas, on a besoin de toi. »

Les socialistes lillois se félicitent de cette détermination. C'est que, dans le Nord, tout l'édifice du PS est bâti autour du beffroi de Lille, que le parti a toujours contrôlé, à l'exception d'une courte interruption – que tout le monde veut oublier – après la Libération. Sa perte entraînerait, en cascade, celles du département et de la région présidés, eux aussi, par des socialistes. La puissante fédération du Nord aurait le plus grand mal à s'en remettre. Tout le monde est donc embarqué sur le même navire, dont Martine Aubry se trouve être, aujourd'hui, le capitaine et qu'elle doit absolument mener à bon port aux prochaines municipales de 2007. Mais s'il n'est pas question – ne serait-ce que par instinct de conservation – de lui en contester la direction, cela n'empêche nullement – pour les mêmes raisons – de critiquer la manière dont elle le conduit. « Les militants ont envie de s'exprimer, dit l'un d'eux. Mais, à la fédé, tout reste encore dans le non-dit. On préfère, exprimer ses craintes pour les municipales de 2007 que dire franchement à Martine qu'elle devrait changer, on n'ose pas encore exprimer les mots douloureux. »

Sous couvert d'anonymat, pourtant, ces « mots douloureux » fusent, comme si l'échec de celle en qui l'on mettait tant d'espoir déliait les langues contenues, jusque-là par la discipline de parti. Comme si, aussi, il fallait absolument exorciser le traumatisme. « Il s'agit d'une circonscription que, même avec la vague bleue actuelle, la gauche n'aurait jamais dû perdre. L'échec tient, bien sûr, à des raisons étrangères à Martine Aubry, mais aussi à d'autres qui lui sont tout à fait personnelles », tonne un vieux militant lillois. Non sans relativiser immédiatement : « Cet échec est sans doute très douloureux pour elle, mais cela ne la gênera pas vraiment pour continuer à diriger la mairie et à jouer un rôle national important au PS, dont elle reste la star. Il peut, en revanche, être très salutaire si elle en profite pour faire son autocritique, si elle évolue dans ses relations avec les gens. En politique, quand on a la volonté de survivre et qu'on tire les leçons de ses échecs, on parvient toujours à se rétablir, surtout quand on possède toutes les qualités de Martine. »

Fière de son particularisme, la métropole flamande n'aime pas les parachutés. Aucun « étranger » n'est, jusqu'à présent, parvenu à s'y implanter à droite – ou ne s'est risqué à le faire à gauche. Le statut de Martine Aubry est, néanmoins, très différent : c'est Pierre Mauroy lui-même qui l'a choisie pour lui succéder. En l'appelant à ses côtés en 1994, raconte l'un de ses proches, « il s'est donné un coup de jeune, tuant net l'argumentation de son challenger, le RPR Alex Turck, qui fondait toutes ses critiques sur l'usure du pouvoir socialiste à Lille ».

Grâce à cela, il a pu l'emporter aux municipales de 1995, « avec un score pas terrible, mais dans un contexte très difficile ». Nommée première adjointe, la nouvelle venue s'est mise immédiatement au travail. Elle est parvenue assez vite à s'imposer. Les grands élus du PS lillois ne l'ont, pourtant, pas vraiment ménagée, notamment quand il s'est agi de se répartir les circonscriptions en 1997. Tous issus de la base, incrustés dans un « terrain » où ils militent depuis plusieurs décennies, ils ne se sont pas bousculés pour lui céder la place. La première circonscription lilloise, détenue jadis par Roger Salengro, était traditionnellement celle du maire de Lille. Bernard Roman, dauphin désigné de Pierre Mauroy jusqu'à l'arrivée de Martine Aubry, l'avait perdue lors de la première « vague bleue » de 1993. « J'ai estimé, pour des raisons déontologiques, qu'elle devait lui revenir, raconte-t-elle. Je ne pouvais, décemment, pas lui prendre à la fois la mairie et le siège de député qu'il devait reconquérir. »

Deux autres étaient détenues par les socialistes Bernard Derosier et Alain Cacheux, la quatrième, celle de l'UDF Marc-Philippe Daubresse, solidement ancrée à droite. On lui attribua donc la cinquième, composite disparate de communes de banlieue et de bourgs semi-ruraux. « J'aurais évidemment préféré avoir un bout de Lille, reconnaît-elle. Mais on ne m'a pas laissé le

## Malgré une activité débordante, la maire de Lille n'a pas convaincu tous les habitants de la métropole nordiste

# MARTINE AUBRY



ÉRIC BALDET/ANPA

16 juin 2002, Loos. Second tour des élections législatives. La maire de Lille et candidate du Parti socialiste de la 5<sup>e</sup> circonscription du Nord après l'annonce de sa défaite à sa permanence de campagne.

## SOUS LE FEU DES CRITIQUES

choix. » Cela ne l'empêcha nullement de s'y impliquer, et la presse locale pouvait titrer après sa victoire (avec un score de 60,81 %) : « La greffe a pris ».

La suite fut plus chaotique. Appelée au gouvernement, elle doit laisser la circonscription à son suppléant, qui – affirmant ses amis – n'y manifesta pas une activité débordante. A son retour, après la campagne des municipales, menée tambour battant de concert avec Michèle Demessine et l'aide active des militants socialistes et communistes, elle doit concilier la direction des affaires municipales avec la préparation du programme socialiste. Elle est néanmoins présente sur tous les fronts, et notamment dans « les quartiers » où elle s'attaque aux problèmes de sécurité et met en place des

C'est ainsi qu'en début d'année une indiscretion de la presse locale annonçant que Marin Karmitz était intéressé par l'implantation d'un complexe de cinémas dans les halles de Wazemmes – symboles de l'identité de ce quartier populaire à la vie associative très intense – a entraîné immédiatement une levée de boucliers. Les habitants, soutenus par les Verts et le PC, ont alors eu l'impression que leur maire puisait dans son carnet d'adresses pour lancer des projets en négligeant la concertation qu'elle disait vouloir instaurer. Il y eut aussi sa réaction, violente et très affective, au livre pamphlet de Philippe Alexandre et Béatrix de l'Aulnoit, *La Dame des 35 heures* (Editions Robert Laffont). Les propos tenus par son entourage sur Bernard Roman et quelques autres res-

tes municipales, on l'a vue partout, des marchés aux cages d'escaliers des HLM. « Trop et trop vite, rétorque un orfèvre en la matière. C'est du stakhanovisme politique. Elle privilégie la quantité à la qualité. Grave erreur. Il faut se mettre au niveau des gens, leur donner l'impression d'être à l'aise, échanger avec eux ; pas se contenter d'enregistrer leurs doléances et de leur proposer des solutions toutes faites. »

Même l'action particulièrement vigoureuse qu'elle a menée avec son adjoint Pierre de Saintignon, lors de la reprise du groupe Brandt, en faveur des salariés de l'usine Selnor de Lesquin (sur sa circonscription) ne semble pas lui avoir apporté de suffrages supplémentaires. « Elle a cru pouvoir utiliser son nom pour défendre notre dossier à Paris », analyse Philippe Blois, délégué CFDT de l'entreprise. Les salariés, qui pensaient qu'elle allait réussir à sauver l'usine, ont pris un second coup de massue. « Elle nous a quand même obtenu l'un des meilleurs plans sociaux de ces dernières années, et elle est en train de réussir la réindustrialisation du site, mais, en dépit de nos explications, les salariés ont encore du mal à le comprendre. »

Son légendaire tempérament est aussi mis en cause. « Il faudrait quand même qu'elle corrige son côté pitbull. Mais c'est, pour elle, un moyen de cacher une certaine fragilité », sourit l'un de ses fidèles collaborateurs. « Elle ne supporte pas la critique, ne fait confiance à personne, sauf aux deux principaux membres de sa garde rapprochée. Elle a le chic pour se mettre à dos ses meilleurs amis socialistes, s'emporte, brutalement, un proche de Pierre Mauroy. On ne dirige pas une ville comme un ministère. Il faut s'y méfier des réseaux, s'appuyer sur ses amis politiques sans les considérer comme de simples collaborateurs. Les militants – à la section de Lille, ils sont mille, pleins d'ardeur – ont besoin d'un chef et ils sont tout à fait acquis à l'idée qu'elle joue ce rôle. A condition qu'ils puissent la considérer comme l'une des leurs. Il faut qu'elle sorte de la bulle dans laquelle elle s'est elle-même enfermée. »

Ces critiques ressemblent fort à des offres de service d'admirateurs déçus. Martine Aubry saura-t-elle les entendre ? Courageusement, elle assume sa « part de responsabilité », au point, même, de nier être la victime indirecte du contrecoup de l'échec de la gauche plurielle, préférant laisser entendre qu'accaparée par ses obligations parisiennes, elle avait peut-être négligé un peu trop sa circonscription. Elle se console en soulignant que la gauche avait gagné six points par rapport aux dernières municipales dans les bureaux de Lille intra muros, preuve, sans doute, que là au moins « on a bien travaillé ».

C E revers, rappelle-t-elle, n'est pas son premier : « En 1993, l'échec fut total. J'ai alors créé ma fondation pour travailler avec les syndicats et les associations. Quand je suis revenue au gouvernement, j'avais Lille et le projet socialiste. » Aujourd'hui, elle entend s'accrocher au beffroi pour y exercer « le plus beau des mandats ». Totalement convaincue de l'intérêt d'une « démarche de terrain », elle y voit une source d'inspiration et d'expérimentation pour la réflexion qu'elle veut mener « avec toutes les sensibilités » des partis de la gauche plurielle et du mouvement social, afin d'élaborer « une nouvelle façon de faire de la politique ». Il faut, estime-t-elle, « faire en sorte que les Français redeviennent des citoyens, que les gens se réinvestissent dans la vie publique et cessent de penser que le politique peut tout faire ». A cet égard, « le rôle de maire peut être passionnant si on le fait bien ». Les membres de l'équipe municipale, socialistes ou alliés de la gauche plurielle, sont tout à fait partants. « On doit continuer à travailler, nous avons de gros chantiers en route. A Paris, ces chantiers ont orienté les électeurs vers les candidats de gauche », positive Eric Quiquet, chef de file des Verts lillois.

« Son retour tonitruant, très médiatisé par la presse people, a probablement indisposé les Lillois, qui sont gens discrets »

UN RESPONSABLE SOCIALISTE

« forums citoyens » et autres « ateliers d'urbanisme » qui visent à faire participer les habitants aux décisions les concernant. De Marks & Spencer à Selnor, elle se dépense aussi sans compter, avec son fidèle adjoint Pierre de Saintignon, pour défendre les salariés victimes de plans sociaux.

Cette activité débordante semble, néanmoins, ne pas avoir convaincu tous les habitants de la métropole lilloise. « Son retour tonitruant, très médiatisé par la presse people a probablement indisposé les Lillois, qui sont gens discrets, avance un responsable socialiste. On lui a reproché très vite d'être restée « parisienne », alors que cette accusation avait été abandonnée dès les années 1996-1997. » Cette réaction a pu être, il est vrai, favorisée par quelques erreurs politiques majeures.

responsables socialistes lillois, accusés d'en être les inspireurs, « ont créé un malaise énorme au sein de la section de Lille, regrette l'un de ses membres. Sans compter ce déjeuner ridicule organisé à Lille par ses amis parisiens venus la soutenir dans l'adversité. C'est le genre de truc qui ne passe pas à Lille, alors que, par exemple, un dîner républicain avec les militants locaux aurait été parfaitement compris. » Enfin, ajoute un autre : « Jamais un maire de Lille n'a déserté sa ville trois soirs d'élection de suite pour hanter les plateaux de télévision parisiens. Cela déroge complètement aux traditions. »

Si, à l'inverse des « enfants de Mauroy », elle n'a pas été formée à l'école du « terrain », elle ne rechigne nullement à s'y mettre. Aux législatives comme aux précédentes



# De Sangatte à Séville *par Ruud Lubbers*

**I**NQUIETS, les dirigeants européens qui se réunissent à Séville pour le sommet du Conseil de l'Union européenne ont toutes les raisons de placer l'immigration au plus haut de leurs priorités.

Leurs difficultés à différencier les demandeurs d'asile des immigrants qui se présentent à leurs frontières sont cause d'un véritable casse-tête politique et font les gros titres de la presse européenne. Les électeurs expriment leurs frustrations face à ce qu'ils perçoivent comme des politiques gouvernementales impuissantes et inefficaces. Ils veulent de l'action et les gouvernements semblent à l'écoute.

L'attention paraît se porter principalement sur les mesures applicables en Europe même. S'il est vrai qu'il y a beaucoup à faire sur place – entre autres, mettre un terme à l'enlèvement de la situation à Sangatte –, l'Europe devrait aussi regarder au-delà de ses frontières, vers les régions et les pays d'origine. C'est là que les vraies solutions devraient voir le jour.

Il est irrationnel que les gouvernements dépensent des millions d'euros pour le renforcement des frontières, des mesures diverses de dissuasion, la gestion de centres d'enfermement et de détention et de nombreuses autres actions à portée nationale, sans investir simultanément dans des solutions à la source du problème. Il est beaucoup plus sensé d'aider les déplacés et les démunis chez eux, ou le plus près possible de chez eux. Sinon les personnes désespérées emploieront toujours des moyens désespérés pour trouver de l'aide, en recourant aux trafiquants d'êtres humains.

On peut citer en exemple l'Afghanistan. L'année dernière, c'était le premier pays d'origine des demandeurs d'asile en Europe – environ 51 000 personnes. Aujourd'hui, les Afghans rentrent chez eux à un rythme si intense que le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a dû revoir à la hausse ses prévisions de retour pour cette année, à 2 millions au lieu de 1,25 million, la plupart depuis le Pakistan. Depuis le 1<sup>er</sup> mars, sur une population totale de 3,5 millions de réfugiés, le HCR a aidé 1 million d'Afghans à rentrer chez eux.

Le chemin de l'exil s'est rapidement transformé en chemin du

retour – et les effets s'en font sentir dans toute l'Europe. Durant le premier trimestre, le nombre de demandeurs d'asile afghans en Europe a chuté de 33 %, ce qui montre clairement que s'attaquer directement aux causes du déplacement peut avoir des retombées immédiates et tangibles sur les demandes d'asile des continents lointains.

Et pourtant le HCR – principale agence responsable du rapatriement et de la réintégration des réfugiés – a encore besoin de 86 millions de dollars, sur les 271 millions nécessaires, pour que les Afghans puissent rentrer chez eux et y demeurer. L'Agence a déjà dû réduire la distribution des kits de construction prévus pour rebâtir les maisons, d'autres réductions seront bientôt inévitables. Le travail des agences humanitaires contribue à la sécurité et à la stabilité en Afghanistan. Sans ce travail, les Afghans pourraient reprendre le chemin de l'exil.

Il n'y a pas qu'en Afghanistan que nous avons ce genre de problème. En Afrique et ailleurs, les

nombreux pays situés entre l'Europe et les zones de crise n'ont pas la capacité de gérer l'arrivée de demandeurs d'asile. Le HCR peut contribuer au renforcement de cette capacité, comme il l'a fait depuis dix ans, avec succès, en Europe centrale. L'an dernier, 47 000 demandes d'asile ont été déposées dans les Etats d'Europe centrale (on en comptait 4 000 chaque année au début des années 1990). Dans ce contexte, nous avons vraisemblablement déjà contribué à réduire de 10 % la pression sur l'UE.

Il reste encore beaucoup à faire dans les pays de l'Union : développement d'une politique d'immigration et d'un système d'asile commun... Nombreux sont ceux qui, atteignant les frontières de l'Europe, sont des réfugiés en quête de protection. Mais nombreux sont aussi ceux qui entreprennent le voyage essentiellement pour des raisons économiques. Il faut des politiques strictes et réalisables pour différencier les réfugiés des immigrants.

Une mesure fait l'unanimité : une

## Il faut des politiques strictes et réalisables pour différencier les réfugiés des immigrants

agences humanitaires font face à des manques chroniques qui sont autant d'épreuves pour les réfugiés et pour les nations pauvres qui les accueillent. Il faut que l'aide au développement soit plus présente dans les premiers pays d'accueil pour promouvoir l'autosuffisance des réfugiés, ce qui les inciterait à rester sur place.

Outre le rapatriement, d'autres solutions sont possibles dans les régions d'origine : intégration des réfugiés dans leur pays de premier asile ou, si cela n'est pas possible, réinstallation dans un pays tiers. Ces deux dernières solutions permettent aux réfugiés de devenir des citoyens à part entière, contribuant au développement de la société et de l'économie du pays d'asile.

Mais ces deux solutions nécessitent, elles aussi, un soutien international, sans quoi les mouvements de population continueront.

Lorsque des peuples quittent leur région d'origine – quelle qu'en soit la raison –, que se passe-t-il ? Les

meilleure surveillance des frontières de l'Union. Oui, mais à condition que les réfugiés continuent à avoir accès aux procédures d'asile. Le personnel des frontières, formé sur les questions d'asile, devra s'assurer que les réfugiés ne sont pas renvoyés dans le pays où ils risquent la persécution, l'emprisonnement, la torture ou la mort. Le HCR peut aider à former ces spécialistes.

Néanmoins l'Europe a aussi besoin de développer des voies d'entrée légales, y compris la réinstallation des réfugiés et une immigration organisée. Cela veut dire pour l'immigration la mise au point d'un système régi au niveau européen selon des règles communes à l'UE. Face au vieillissement de la population, la gestion de l'immigration est la manière la plus logique de répondre aux futurs besoins de main-d'œuvre en Europe.

Cela permettra aussi de mieux combattre les entrées irrégulières et de réduire la confusion et l'engorgement actuels des systèmes d'asi-

le. Les différences des politiques d'asile en Europe ne peuvent s'aplanir que par un processus d'harmonisation, dont le principe a été accepté au sommet européen de Tampere mais qui doit trouver sa traduction dans la réalité. En adoptant des normes de réception, des procédures et des définitions communes,

**RUUD LUBBERS**, ancien premier ministre des Pays-Bas, est le haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

les pays de l'Union peuvent supprimer beaucoup de raisons pour lesquelles les demandeurs d'asile passent d'un pays à l'autre, en quête du meilleur système disponible « sur le marché ».

Ne pas réellement s'attaquer au problème conduit à des situations pénibles, comme celle de Sangatte, en France, où des centaines de personnes guettent chaque jour une occasion de se glisser vers l'Angleterre par le tunnel sous la Manche. Le HCR est prêt à proposer ses bons offices à la France et à l'Angleterre pour essayer de trouver une solution acceptable par les deux parties. Cela pourrait notamment prendre la forme d'une aide dans la détermination de l'identité de ces gens et de la mise au point d'une formule de « partage du fardeau » pour ceux qui ont besoin de protection. Les autres pourraient être renvoyés dans leur pays, et là aussi le HCR

Les Etats européens doivent encore accélérer les procédures d'asile et simplifier le recours en appel, tout en s'assurant que la procédure de détermination du statut de réfugié soit juste mais stricte. L'intégration des réfugiés en sera facilitée, tandis que ceux qui ne peuvent prétendre au statut seraient plus rapidement écartés du système.

Dans ce domaine aussi, le HCR peut apporter sa contribution. Si le processus de prise de décision reste de grande qualité, les gouvernements devraient être capables de renvoyer les demandeurs d'asile déboutés, une fois leurs cas correctement traités. La crédibilité fondamentale du système d'asile est en jeu. Espérons que les dirigeants européens réunis à Séville sauront enfin traduire leurs paroles en action.

*Traduit de l'anglais par le service de l'information publique du HCR*

# Le marché des spectacles sportifs

*par Jean-François Nys*

**U**N spectacle sportif se décompose en deux « produits joints » : le spectacle direct constitué des entrées au stade et le spectacle indirect qui résulte de sa retransmission par les médias.

Le football, le tennis, le rugby, le basket et le handball sont les sports collectifs qui, en France, drainent le plus grand nombre de spectateurs. Cette hiérarchie est assez stable en Europe. Elle est différente aux Etats-Unis, où le football américain, le base-ball, le basket et le hockey occupent les premières places du classement.

L'offre d'émissions sportives par les chaînes de télévision généralistes en France est passée de 232 heures en 1968 à 2 389 heures en 1999. Si l'on tient compte des chaînes câblées, ce sont près de 33 000 heures de sport qui ont été offertes sur les petits écrans en France en 1999.

Sur ce marché, l'offre, mesurée par le temps d'antenne consacré aux sports par rapport au temps total d'émission, et la demande, mesurée par le taux d'audience, ne s'ajustent pas parfaitement. L'excès d'offre a conduit les chaînes à se spécialiser. TF1 et Canal+ diffusent surtout du football et de la formule 1, France 2 du cyclisme et du rugby. Avec plus d'un quart de l'offre, le football domine largement les autres disciplines sportives.

Le classement de l'année 2001 confirme la domination du football, mais l'ordre s'inverse ensuite. Le rugby arrive en deuxième position, bénéficiant des fruits de la mise en place d'une professionnalisation bien conduite. Par contre, le tennis a perdu sa deuxième place, victime de la concurrence des autres sports et de l'absence de vedettes masculines françaises capables de faire vibrer les foules, comme naguère Yannick Noah ou Henri Leconte.

Les relations économiques entre le sport et la télévision sont basées sur une convergence d'intérêts. Le sport attire la télévision en ce qu'il est un gisement d'audience, ce que confirment les taux d'audience exceptionnels réalisés par la retransmission des spectacles sportifs internationaux comme la Coupe du monde de football, les matches de coupes d'Europe ou les Jeux olympiques. De ce fait, le sport contribue aux recettes publicitaires des chaînes de télévision d'autant plus que les annonceurs sont attirés par les émissions à forte audience. Elles majoritent les tarifs des annonces publicitaires dans ces périodes et atteignent des records, comme pendant le Super Bowl aux Etats-Unis.

Le sport est intéressé par la télévision à la fois parce qu'elle offre un gisement financier de plus en plus important, principalement pour le sport professionnel, mais également parce qu'elle assure la promotion du sport. De la confrontation entre les chaînes de télévision et les groupements sportifs résulte le montant des droits de retransmission.

Dans le cas des championnats se pose la question de la propriété des droits de télévision. Le propriétaire est-il le club, l'ensemble des deux clubs disputant le match ou la ligue organisant le championnat ? En France, la loi du 6 juillet 2000 attribue la propriété des championnats aux fédérations. Mais certains clubs contestent cette situation et leurs points de vue diffèrent selon leur notoriété. Les plus médiatiques, comme l'Olympique de Marseille, le PSG ou l'Olympique de Lyon, plaident pour la propriété du club et la libre négociation des droits de retransmission. Les clubs à l'image de marque moins forte adhèrent à l'idée d'une propriété collective et de la négociation par la ligue des droits.

La répartition des droits de retransmission se fait en tenant compte d'une règle d'équité permettant aux clubs les moins médiatiques de recevoir une somme supérieure à celle qu'ils auraient reçue s'ils avaient négocié seuls.

L'équilibre de la compétition s'en trouve ainsi amélioré. Mais il est indéniable que de nouvelles clés de répartition doivent être trouvées.

La manière de négocier les droits est étroitement liée à la nature des ligues professionnelles. Sont-elles des ligues fermées

**JEAN-FRANÇOIS NYS** est économiste, maître de conférences à l'université de Limoges, chercheur au Centre de droit et d'économie du sport.

constituant de véritables cartels, selon le modèle américain ? Sont-elles des ligues ouvertes avec, à la fin de chaque saison, les derniers du championnat relégués en division inférieure, sortis de la Ligue et remplacés par les premiers du championnat inférieur, selon le modèle européen ?

La forte croissance des droits de retransmission a entraîné une modification du financement du spectacle sportif. Selon Andreff, on est passé d'un modèle de financement de type SSS (spectateurs, subvention, sponsor) à un modèle MMMM (médias, magnats, merchandising, marchés).

L'exemple du football professionnel français est à cet égard révélateur. En 1970, les spectateurs fournissaient 80 % des recettes ; ce pourcentage est tombé à 20 % en 2000. Dans le même temps, le financement par les télévisions est passé de zéro à plus de 50 %. Les droits de télévision constituent désormais la première source de financement dans le football professionnel français, et la télévision est devenue le principal financeur du sport professionnel.

En 1970, les spectateurs fournissaient 80 % des recettes du football professionnel ; ce pourcentage est tombé à 20 % en 2000

Les relations sport-télévision ne sont pas exemptes d'effets pervers. La télévision accentue le développement inégal des disciplines sportives en ouvrant ses antennes à quelques sports (football, tennis, rugby, basket, etc.) et en excluant beaucoup (les compétitions scolaires, les sports féminins...). Elle entretient ainsi l'inégalité financière entre les sports et condamne les disciplines n'ayant pas accès au petit écran à périliter.

C'est donc dans un souci d'égalité que le Parlement français a instauré une taxe payée par les sports les plus diffusés. Elle est distribuée aux sports n'ayant pas accès à la télévision afin de permettre leur développement.

L'effet pervers le plus souvent dénoncé est la modification de la nature de certains sports, par exemple lorsque la télévision impose une durée déterminée aux compétitions, ce qui s'est traduit par la règle du tie-break au tennis et par un nouveau système de comptage des points au volley.

La télévision impose aussi ses horaires. Ils ne sont pas nécessairement compatibles avec les exigences sportives. La télévision agit également sur le comportement des athlètes et renforce le star-system. Il s'ensuit une augmentation des rémunérations des sportifs, qu'il s'agisse des primes ou des salaires.

★ Ce texte est un extrait de la conférence donnée le 13 juin par Jean-François Nys à l'Université de tous les savoirs.

# Science en danger, Europe en péril

**D**EPUIS la Renaissance, la science a été – et reste – une force décisive dans le développement de la civilisation occidentale. Il est donc tout à fait logique qu'en définissant, dans la déclaration de Lisbonne de l'an 2000, l'objectif des dix prochaines années qui est de faire de l'Europe « l'économie la plus compétitive fondée sur le savoir dans le monde d'ici à 2010 », les dirigeants de l'Union européenne se soient penchés sur la situation de la science.

Concrètement, le 6<sup>e</sup> programme-cadre vise à construire un « espace européen de recherche » qui mobilisera 4 % à 5 % du budget de l'Union.

Lors de la réunion de Barcelone du printemps 2001, lorsque furent évalués les progrès du programme de Lisbonne, l'objectif visé était de faire passer de 2 % à 3 % du PNB les investissements dans le développement et la recherche en Europe d'ici à 2010. Cette augmentation doit, cependant, provenir pour l'essentiel du secteur des entreprises, la part mineure restante étant confiée au secteur public des Etats membres et de l'Union.

Ces déclarations d'intention sont en soi les bienvenues, mais elles ne suffiront même pas à freiner le relatif déclin de la capacité scientifique européenne, sans parler de « rattraper et dépasser les Etats-Unis ». La réalité des faits tels que les présentent à la fois l'OCDE et l'Union européenne est brutale : le fossé qui sépare la moyenne de l'Europe de ses principaux « concurrents » non seulement est important, mais il se creuse rapidement selon les indicateurs-clés que constitue la part de la recherche et du développement dans le PNB et les budgets nationaux ainsi que le nombre des emplois et des

articles scientifiques publiés. La fuite des cerveaux – de jeunes et talentueux scientifiques quittant leur pays – est une réalité dans la plupart des pays de l'Union européenne.

Pour renverser la tendance, il convient d'agir vite et avec fermeté à la fois au niveau des Etats membres, où s'opèrent quelque 95 % du total des dépenses de la recherche et du développement, et au niveau de l'Union.

La politique européenne laisse beaucoup à désirer dans ce domaine de la recherche et du développement. Premièrement, la part limitée qu'occupe la science dans l'ensemble du budget de l'Union – elle représente environ un dixième des dépenses consacrées à l'agriculture – donne un curieux aperçu du potentiel et de l'avenir de l'Europe.

Deuxièmement, une part disproportionnée du 6<sup>e</sup> programme-cadre est accordée au développement industriel, c'est-à-dire à l'application aux besoins de la production d'un savoir déjà existant. Les effets réels de l'allocation et de la répartition de ces subsides sont sujets à une grande incertitude. Il est impératif que soit améliorée la situation de la recherche fondamentale. Car il apparaît de plus en plus clairement que le développement industriel avancé gravite autour des centres scientifiques qui opèrent à la frontière de la science. Ce processus trouve son illustration dans la progression des investissements des grandes sociétés européennes dans le voisinage des centres américains de la recherche fondamentale.

Troisièmement, la nécessité de créer un consortium de réseaux européens pour obtenir des subventions conduit à une « diversion commerciale » du « marché » de l'intellect et de la science, et dissuade les

scientifiques au plus haut niveau qui pourront choisir d'autres financements où la coopération peut se développer sur une base purement qualitative sans qu'interviennent des considérations d'ordre géographique ou national.

Quatrièmement, le système de gestion des programmes scientifiques de l'Union européenne n'est pas perçu comme efficace et devrait être rendu plus transparent, en évoluant vers des procédures ouvertes du type examen collectif entre pairs universitaires.

Un programme de réforme élayant l'idée de la déclaration de Lisbonne requerrait les cinq conditions suivantes :

1. Une redistribution massive du budget vers la recherche et le développement, qui doublerait au moins les financements actuels.

2. Un passage du développement à la recherche, autrement dit à la recherche fondamentale qui produit un savoir nouveau.

3. Plutôt que la « constitution d'un réseau », un investissement dans des centres d'excellence ouverts à tous les nationaux, en particulier dans les pays dits de la « cohésion » et chez les candidats à l'adhésion, ces derniers étant particulièrement exposés à la fuite des cerveaux.

4. Un effort spécial visant à assurer la formation des jeunes scientifiques, avec un impératif de mobilité d'un pays à l'autre et la garantie d'un revenu compétitif.

5. Le transfert de la gestion des programmes de recherche scientifique de l'Union européenne, qui passerait de l'actuel système de planification administrative à un ou des conseil(s) de la science européenne, structure reposant sur la transparence et l'examen entre pairs, comme

c'est le cas dans le pays qui reste aujourd'hui « l'économie la plus compétitive fondée sur le savoir dans le monde ».

Il va très vite devenir indispensable de trouver sur le plan national des financements nouveaux et importants, afin de mieux doter les grandes universités et de les faire

**ÉTIENNE BAULIEU** est biochimiste, professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Académie des sciences.

**CHRISTIAN DE DUVE** (Belgique), est Prix Nobel de médecine 1974.

**FRANÇOIS JACOB** est professeur honoraire au Collège de France, Prix Nobel de médecine 1965.

**AARON KLUG** (Royaume-Uni), est Prix Nobel de chimie 1982.

**RITA LEVI-MONTALCINI** (Italie), est Prix Nobel de médecine 1986.

**GIORGIO PARISI** (Italie) est professeur de physique théorique à l'université Rome-I - La Sapienza. **BENGT SAMUELSSON** (Suède), Prix Nobel de médecine 1982, président de la Fondation Nobel. **reijo vikho** est président de l'Académie des sciences de Finlande.

ainsi accéder à la compétition internationale. Mais si l'augmentation des moyens financiers est ici nécessaire, elle n'est pas suffisante. Des réformes structurelles visant à créer un environnement universitaire ouvert, souple et transparent qui contribuerait à l'échange et à l'interaction aux niveaux à la fois national et international sont aussi d'une importance capitale.

*Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize*



# Quel renouveau pour le Parti socialiste ?

**L**E premier tour de l'élection présidentielle a créé une situation politique nouvelle. Ses conséquences n'ont pas été effacées par le sursaut républicain du second tour ni par la victoire législative de la droite le 16 juin.

Certes, la défaite du 21 avril était évitable. Si, par exemple, un seul sondage avait indiqué que Le Pen pouvait arriver devant Lionel Jospin, au premier tour, un vote utile aurait eu lieu et le retard de moins de 200 000 voix aurait été comblé. Le paysage politique n'aurait pas été le même malgré une progression du Front national. Les contingences politiques ont donc eu leur part.

Mais la crise que connaît la gauche, celle qui veut agir sur le réel, celle qui peut prétendre gouverner, révèle des évolutions plus profondes qui auraient également joué dans un nouvel exercice du pouvoir de la gauche dite plurielle.

C'est l'équation politique et sociale de la gauche de gouvernement qui est en cause. La complémentarité des différents partis de la gauche plurielle ne joue plus. Aujourd'hui, la gauche est minoritaire dans le vote ouvrier. Et le vote des catégories moyennes est volatil.

Une part du vote populaire s'ouvre désormais à des formes de populisme à l'extrême droite mais aussi à l'extrême gauche. Cette tendance est à l'œuvre depuis plus d'une décennie ; elle avait déjà joué dans les élections de 1993. Mais le 21 avril lui a donné un caractère spectaculaire. Est-elle réversible ? Nous le pensons. C'est tout l'enjeu de la reconstruction de la gauche qui s'annonce.

Le bilan des années Jospin est plus qu'honorable dans le contexte d'une économie mondialisée structurée par la concurrence. Et pourtant, cela n'a pas suffi. La principale cause de cette insuffisance tient dans ce que nous n'avons pas bien compris, et donc avons mal traité, les contradictions actuelles de la société française. Les intuitions justes qui ont structuré le projet socialiste, notamment un nouvel équilibre à établir entre l'autonomie et la responsabilité, les mesures nouvelles reprises dans le programme présidentiel, comme la formation tout au long de la vie, n'ont pas été placées dans une vision d'ensemble répondant aux attentes et aux inquiétudes.

Or, les élections ont mis en lumière trois phénomènes majeurs : nous ne savons plus réellement intégrer, le discours républicain nous servant trop souvent de paravent, nous avons du mal à adapter notre politique à l'évolution du salariat et du travail, nous n'avons pas su dire ce que nous voulons pour l'Union européenne.

Ce sont là des faits et des questions qui ne caractérisent pas seulement la situation française. Les élections récentes dans l'Union européenne, en Italie, en Autriche, au Danemark ou en Hollande montrent bien que les gauches de gouvernement sont prises en tenaille entre le libéralisme et le populisme. La social-démocratie européenne peut-elle être à la fois antilibérale et antipopuliste ? Elle n'apportera une réponse convaincante qu'en s'exprimant clairement sur les problèmes lourds de ce début de siècle, particulièrement sur les fondements, aujourd'hui, de l'autorité dans une société d'individus, sur l'équilibre entre les droits et la responsabilité individuelle, sur les conditions de la sécurité des personnes dans une économie du risque, sur les moyens de promouvoir l'égalité dans une société où l'accès au savoir conditionne de plus en plus le destin social.

Le fil directeur des réponses que nous devons apporter tient dans une conviction : le Parti socialiste doit demeurer le parti de l'alternance ; il doit, pour ce faire, affirmer sans équivoque sa vocation à gouverner et, en même temps, il doit renouveler sa doctrine – car il n'y a pas d'influence durable sans doctrine forte – et également réformer ses pratiques politiques. La première condition du succès est d'éviter une régression idéologique. Ce serait de laisser filer le débat pour savoir s'il faut être « plus ou moins à gauche » entre une priorité donnée « au social » et un rappel à la « réalité » économique. Ce n'est pas le sujet. Le problème est de réorienter les politiques pour répondre aux attentes diverses (parfois contradictoires) qui nourrissent les votes extrêmes.

La « dépense sociale » n'est pas en cause. Il s'agit de savoir quels doivent être les points d'application efficaces qui ne se résument pas à un empilement de mesures indifférenciées.

Nous pouvons reprendre les trois défis mis en lumière dans les récentes élections. L'intégration d'abord. Les efforts menés dans les années passées ont été notables. Le budget de la politique de la ville n'a cessé de croître. L'accent mis sur la sécurité et le respect de la loi est une nécessité reconnue. Mais au-delà ? Il n'y a certes pas de raccourci historique. Il faut du temps pour réduire les discriminations, les déficiences et les communautarismes. La politique de discrimination positive n'appartient pas à notre culture politique – même si c'est ce que nous avons fait depuis 1982 avec les zones d'éducation prioritaires. Il faudra pourtant lui donner une grande ampleur. L'égalité n'est pas l'uniformité ; elle demande de prendre en compte les choix et les efforts personnels à partir des situations concrètes qui ont forgé l'héritage, la famille, l'habitat, etc.

La question de l'intégration demande en fait de repenser les éléments d'une politique globale qui va des moyens de notre système éducatif à une refonte également globale de notre urbanisme. De tels objectifs ne peuvent être atteints sans des services publics présents et adaptés aux besoins. Cela suppose de mener le débat européen pour assurer la légitimité des services publics, de débattre en toute clarté des coûts financiers devant l'opinion (car il n'existe pas de « trésor caché » dans les finances publiques), de conduire une rénovation négociée pour satisfaire notre volonté d'une cohésion sociale et territoriale.

Lutter contre la précarité qui touche des millions de salariés ne demande pas de renforcer encore davantage les règlements encadrant les recrutements et les licenciements qui ont atteint un équilibre au-delà duquel l'incitation à créer des emplois serait limitée. A côté des actions que peut mettre en œuvre un gouvernement pour favoriser les reclassements des salariés et rechercher de nouvelles activités, deux nouvelles priorités doivent être proposées – qui ont déjà commencé à apparaître dans les programmes syndicaux et politiques.

La première est de mettre sur pied une « sécurité sociale professionnelle » – pour reprendre l'expression de Bernard Thibault – qui accorde des droits transférables d'une entreprise à l'autre aux salariés pour limiter les conséquences des brisures dans les vies professionnelles de plus en plus fréquentes. La seconde priorité est liée à la première. Elle appelle une réforme en profondeur de notre système de formation professionnelle pour offrir une seconde chance aux salariés qui en ont le plus besoin.

Il serait tout à fait illusoire de penser que le PS n'a qu'à être la résultante moyenne des idées et des courants qui vont du centre à l'extrême gauche

Ces deux dernières propositions montrent l'importance que revêt la négociation sociale dans une démarche réformatrice entre l'Etat, les syndicats et le patronat. La négociation interne à la majorité plurielle l'a par trop concurrencée. Il ne peut y avoir de progrès social partagé sans un rapport de forces suffisant entre les syndicats et le patronat. De nouvelles règles pour la représentativité des organisations syndicales et pour la légitimité des accords négociés s'imposent. Le passage réussi à l'euro a occulté l'incompréhension et les inquiétudes provoquées par l'ouverture au monde et l'intégration européenne.

L'ambivalence de la mondialisation n'est plus à démontrer : la richesse mondiale a crû mais sa répartition est par trop inéquitable. Les mouvements de contestation de la mondialisation y trouvent leur

justification. Mais il y aurait beaucoup à perdre à se contenter de courtiser ces mouvements sans mener une discussion franche. Car la critique de la mondialisation reprend trop souvent les arguments contre l'économie de marché que nous avons entendus pendant des décennies.

Construire la mondialisation, écrit le Prix Nobel Amartya Sen, est la réponse indispensable aux doutes sur la mondialisation. C'est

Nous ne pensons pas que le débat constitutionnel soit l'essentiel. Le point-clé est aujourd'hui dans la capacité des partis politiques à comprendre les demandes de la société

pour ces raisons que nous avons besoin de l'Union européenne qui peut être un moyen pour assurer une régulation de la mondialisation. Mais pour faire partager cet objectif, nous devons donner une représentation politique compréhensible à l'UE. Le débat ouvert dans la Convention européenne ne pourra pas demeurer l'affaire des élites. Dans les choix qu'il nous faut

faire, il sera décisif de partager clairement les compétences entre les nations et l'Union, revenir pour cela sur un certain nombre de délégations – concernant les services publics et l'essentiel de la protection sociale particulièrement – et organiser un système de responsabilité claire pour ce qui est délégué.

Ces idées ne suffisent certes pas pour définir un projet global. Elles y contribuent cependant en montrant sur des points-clés que nous

devons être, à la fois, plus audacieux et plus clairs. Pour influencer de manière centrale sur les valeurs et les idées de notre société, il nous faut sortir définitivement de la culture du « ni-ni ». Il serait tout à fait illusoire de penser que le PS n'a qu'à être la résultante moyenne des idées et des courants qui vont du centre à l'extrême gauche. Le PS ne pourra pas s'enfermer dans des

débats trop internes à la gauche qui nous font courir le risque de ne pas bien mesurer les évolutions de la société. L'avenir de la gauche demande que le PS fasse un saut qualitatif et quantitatif pour regrouper une large majorité. La constitution d'un grand parti de la droite oblige de toute manière à repenser l'organisation même de la gauche.

Cela passe par un renouveau idéologique, comme nous l'avons vu. Mais cela demande tout autant une réforme de nos pratiques politiques. Nous ne pensons pas que le débat constitutionnel soit l'essentiel. Des réformes peuvent être faites pour rendre plus vivante la démocratie – tout particulièrement la mise en œuvre d'une nouvelle étape de la décentralisation. Mais le point-clé est aujourd'hui dans la capacité des partis politiques à comprendre les demandes de la société, à mener un débat approfondi dans le pays, à définir les mesures nécessaires. C'est du sens de l'action politique qu'il s'agit. Pour cela, nous devons être plus représentatifs de la société. Une attitude volontariste a été définie par les socialistes pour la parité – et l'effort n'est pas terminé. Nous devons avoir la même volonté pour diversifier beaucoup plus socialement et culturellement l'accession aux responsabilités partielles et électives. Cela passe aussi par la mise en place de nouvelles

structures d'organisation, additionnant les sections, des adhésions thématiques, des associations, toutes structures qui devraient être appelées à participer à l'orientation programmatique et à la désignation des candidats aux différentes élections.

**ALAIN BERGOUNIOUX** est historien.

**CLAUDE EVIN**, ancien ministre, est député (PS) de la Loire-Atlantique.

**ALAIN RICHARD** est ancien ministre.

**MICHEL SAPIN** est ancien ministre.

**BERNARD SOULAGE** est membre suppléant (représentant des régions) du Comité des régions d'Europe. Ils sont membres du bureau national du PS.

Les réformes intellectuelles et organisationnelles doivent marcher ensemble. Elles ne peuvent pas être improvisées. Elles demandent un dialogue approfondi entre les socialistes et avec les Français. Elles exigent que le débat d'idées l'emporte sur toute autre considération. Elles ont nécessairement une dimension européenne pour confronter les problèmes et les réponses. Ce sont les conditions nécessaires pour tenir ensuite un congrès qui soit réellement fondateur pour la période nouvelle qui s'ouvre.

Dell™ | offres exceptionnelles

On a toujours une raison de choisir un Dell™.

Les Deals Dell de l'été

Raison n°30 : le meilleur rapport performance/prix. Bénéficiez d'une puissance mobile exceptionnelle sur le Dell™ Inspiron™ 2650 équipé du Processeur Mobile Intel® Pentium® 4-M.



Les Deals Dell de l'été

**PASSEZ DE 128 Mo À 256 Mo POUR 1 €<sup>HT</sup> DE PLUS<sup>(a)</sup> !!!**

L'association du processeur Mobile Intel® Pentium® 4-M et de la mémoire DDR RAM vous permet de disposer d'une vitesse d'affichage et d'une puissance de traitement inégalées, en toutes circonstances.

**Dell™ Inspiron™ 2650**

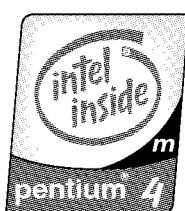
**Processeur Mobile Intel® Pentium® 4 à 1.6 GHz-M avec technologie Intel® SpeedStep®**

- Chipset Intel® 845MZ - Bus principal 400 MHz quad pump
- 512 Ko de mémoire cache "full speed"
- **128 Mo de mémoire DDR RAM<sup>(a)</sup>**
- **Disque dur 20 Go**
- Ecran à matrice active 14" XGA (1024x768)
- Contrôleur vidéo NVIDIA® GeForce2 Go 100 avec 8 Mo DDR RAM vidéo
- **Lecteur combo graveur CDRW 8x & DVD 8x** et lecteur de disquettes intégrés
- Contrôleur audio et enceintes stéréo intégrés
- Modem 56K
- 2 ports USB, 1 port PS/2, 1 port parallèle
- Touchpad central
- Microsoft® Windows® XP Edition Familiale
- Microsoft® Works 6.0
- **1 an de garantie aller et retour atelier**

**1 599 €<sup>HT</sup> 1 912,40 €<sup>TTC</sup>**

10 488,75 F<sup>HT</sup> Ref. 170-10626

Les Portables Dell utilisent une version originale de Microsoft® Windows®  
www.microsoft.com/piracy/howtotell



Jusqu'au  
**24 juin  
2002<sup>(a)</sup>**

**OFFRE VALABLE SUR  
LES DELL™ DIMENSION™  
ET INSPIRON™**  
équipés du processeur Intel® Pentium® 4

**DELL™**

Téléphonez du lundi au vendredi de 8h30 à 19h

**0 825 387 164**

N° INDIGO : 0,150 € TTC / MN

Configurez et achetez directement sur le site :

**www.dell.fr**

\* Deals Dell : les offres Dell. Offres valables jusqu'au 30/06/2002, dans la limite des composants et des pièces disponibles. Photos non contractuelles. Frais d'expédition en sus. Les prix, les caractéristiques des produits peuvent être modifiés sans avis préalable, du fait de l'évolution technique notamment. Offres soumises aux conditions générales de vente et de services de Dell. (a) Offre valable jusqu'au 24/06/2002 sur toutes les gammes Dell Dimension et Inspiron équipées du processeur Intel Pentium 4. Cette offre ne s'applique pas aux configurations avec 256 Mo par défaut. Voir www.dell.fr pour le détail de ces offres. Dell se réserve le droit de mettre fin à ces offres sans avis préalable. RCS Montpellier n° 351 528 225.



Le Monde  
ÉDITORIAL

## L'Europe sociale

LE CONSEIL EUROPÉEN qui clôt traditionnellement six mois de présidence est une consécration pour le pays hôte. C'est d'autant plus vrai pour le chef du gouvernement espagnol, José Maria Aznar, qui se verrait bien, après 2004, devenir le président *new look* d'une Union européenne réformée, élargie et... penchant nettement vers le centre droit. Or la fête risque d'être ternie par la grève générale que les deux syndicats espagnols, les Commissions ouvrières (proches des communistes) et l'Union générale des travailleurs (proche des socialistes), ont décidée d'organiser à la veille du Conseil de Séville réunissant, vendredi 21 et samedi 22 juin, les quinze chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE.

C'est la première grève générale depuis 1994 en Espagne, la seule qu'ait eu à subir José Maria Aznar et elle semble déjà être un succès. Le tombeau de Felipe Gonzalez en 1996, reconduit avec une majorité absolue en 2000, se flatte pourtant d'être un partisan du dialogue social, et son bilan n'est pas négligeable. Depuis six ans, le taux de chômage a été divisé par deux, et 3,7 millions d'emplois ont été créés. Le prétexte de la grève générale est un décret-loi que le président du gouvernement veut imposer sans passer par le Parlement, pour réformer l'allocation-chômage et accroître la flexibilité sur le marché du travail.

Mais, au-delà de cet enjeu, le mouvement social est aussi la première manifestation d'opposition politique à laquelle doit faire face José Maria Aznar depuis bien longtemps. Comme

en Italie, les syndicats semblent en mesure de remplir un vide laissé par les partis de gauche, et avant tout par les socialistes. A Madrid comme à Rome, la défaite électorale a laissé la gauche hébétée, incapable de définir une stratégie face à des dirigeants qui revendiquent leur appartenance à la droite tout en se voulant réformateurs. Ce n'est donc pas un hasard si Sergio Cofferati, secrétaire général de la puissante centrale syndicale italienne CGIL, a manifesté en personne son soutien à ses camarades espagnols. En Italie aussi, un projet de réforme – marginale – du marché du travail a fait descendre dans la rue, au mois d'avril, deux millions de salariés, la plus grande manifestation d'opposition à Berlusconi depuis son retour au pouvoir, il y a un an.

Le recours syndical serait-il la voie d'une rénovation de la gauche en Europe ? Il serait téméraire de l'affirmer, tant les situations sont différentes d'un pays à l'autre. En Espagne et en Italie, le taux de syndicalisation, bien que n'atteignant pas les sommets allemands, est beaucoup plus élevé qu'en France où il est ridiculement bas et où les syndicats restent divisés et faibles, au moins en nombre d'adhérents. Bien qu'ayant des raisons d'abord nationales, la grève générale espagnole n'en constitue pas moins un avertissement, qui sera relayé à Séville par les manifestants antimondialisation. Après l'Europe rose qui n'a pas tenu ses promesses, voici l'Europe bleue qui pourrait bien affronter de nouvelles formes – sociales – d'opposition.

## La Russie et ses démons xénophobes et racistes

LES ÉCHAUFFOURÉES survenues le 9 juin à Moscou, à la suite de la défaite de l'équipe nationale lors d'un match de la Coupe du monde contre le Japon (1-0), provoquant la mort d'une personne – un adolescent battu à mort – et infligeant des blessures à 75 autres – dont cinq musiciens japonais qui passaient par là –, ont plongé la Russie dans la stupeur. Elles ont ravivé les deux interrogations qui hantent ce pays depuis bientôt deux cents ans : « Qui est coupable ? » et « Que faire ? ».

Ce jour-là, il fallut moins d'une heure à 8 000 jeunes gens avinés, rassemblés face à des écrans géants sur la place du Manège, à deux pas du Kremlin, pour, une fois la défaite de leur équipe avérée, transformer le centre de la capitale en un champ de bataille (80 voitures détruites, 227 vitrines démolies). Les jours suivants, alors que les violences se poursuivaient dans Moscou – l'attaque d'un foyer d'étudiants vietnamiens et celle d'une église coréenne –, la presse n'eut de cesse d'incriminer la police, invisible le 9 juin, ou la mairie de Moscou, qui avait fait placer les écrans et autorisé la vente d'alcool.

Le journal libéral *Novye Izvestia* crut y voir « un cadeau fait au Kremlin » à la veille du vote, par la Douma, d'un projet de loi controversé, censé éradiquer l'« extrémisme ». Le quotidien *Moscow Times* ironisait : « La Russie est finalement devenue un pays européen "normal". D'abord, les Etats-Unis nous ont reconnus comme un pays à l'économie de marché. Ensuite, les fans de football ont organisé au centre de Moscou un pogrom qui aurait rempli de fierté leurs collègues anglais. » Plus qu'un banal débordement de « hooligans », les événements du 9 juin sont venus rappeler à la patrie de Pouchkine (le lointain descendant, dit-on, d'un Africain ramené par le tsar Pierre le Grand) quelque chose que celle-ci se refuse à voir : l'inexorable montée du sentiment xénophobe.

Ces dernières années, dans la Russie des campagnes (Tver, Orel, Voronej) comme dans celle des villes (Saint-Petersbourg ou Moscou) on ne compte plus les déprédations de cimetières, de synagogues ou de monuments. Graffitis et insultes racistes sont légion. Des billets de 100 roubles portant le slogan imprimé « La Russie sans youpins ! » ont fait leur apparition, sans guère susciter d'émotion. Le 27 mai, une femme qui, sur une grande artère de Moscou, cherchait à décoller un papier avec un slogan du même acabit, a été grièvement blessée au visage : le graffiti était piégé.

Sur tout le territoire de la Fédération, de véritables chasses aux « *tchiomye* » – littéralement les « Noirs », terme péjoratif qui englobe tout ce qui n'a pas l'air slave – sont organisées par des bandes d'adolescents aux crânes rasés, notamment chaque 20 avril, jour anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler. En moyenne, selon l'antenne moscovite du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), dix attaques à caractère raciste sont à déplorer chaque mois.

Le 15 avril 2002 à Moscou, deux interprètes du service russe des migrations (un Afghan et un Congolais) ont été battus à coups de barres de fer. Abdul Akim Hakrizi, citoyen russe d'ori-

gine afghane, est décédé le lendemain des suites de ses blessures. L'année précédente, de véritables pogroms, conduits par des centaines de skinheads sur les marchés moscovites de Tsaritsyno et de Lasenevo, avaient abouti à la mort de trois personnes. « Cela semble indiquer que le mouvement skinhead en Russie croît en nombre, en étendue géographique et en méchanceté », indique un rapport émis par l'Union des associations des juifs de l'ex-URSS.

### « ADOLESCENTS BOUTONNEUX »

Plusieurs chancelleries (celles de plusieurs Etats de l'ex-URSS ainsi que des Etats-Unis et du Japon) se sont récemment alarmées d'une série d'attaques visant leurs ressortissants ou leur personnel : la femme de l'ambassadeur d'Afrique du Sud s'est vu infliger des brûlures de cigarette dans la rue ; l'ambassadeur du Zimbabwe a été attaqué ; deux Noirs américains du corps des marines qui accompagnaient la femme de Bill Young, membre du Congrès, ont été agressés. Elles ont alors alerté les autorités russes, réclamant des mesures de protection renforcée, mais ont reçu, quelques jours plus tard, par courrier électronique, l'assurance « d'une mort certaine en l'honneur de Hitler ».

Jusqu'à là, les autorités, promptes à dénoncer, comme le fit Sergueï Iastrjembki, un des

conseillers du Kremlin, « la russophobie rampante » chez les étrangers, se refusaient à admettre la montée du racisme. Ce printemps, le chef de la police de Moscou, Vladimir Pronine, avait déclaré qu'il n'y avait à sa connaissance « aucun mouvement de skinheads à Moscou ». Un peu plus tard, le chargé de communication du Kremlin, Gleb Pavlovski, insistait : « Il n'y a pas de néonazis en Russie, les skinheads ne sont que des adolescents boutonneux qui débordent d'une énergie non réalisée. »

L'administration présidentielle mise sur l'adoption d'une loi censée éradiquer l'extrémisme. La réalité dit tout autre chose. De nombreux « barons » régionaux sont aujourd'hui occupés à purger leurs régions de leurs éléments non slaves. La population partage à 16 % – selon un sondage effectué en février par le centre d'études de l'opinion publique russe (VTSIOM) – la vision des skinheads d'une « Russie pour les Russes ». 14 % se disent « satisfaits » des pogroms contre les marchés caucasiens ; 11 % ont indiqué que c'était pour eux « le seul moyen de lutter contre l'arrivée massive des Caucasiens dans les villes de Russie ». 70 % disent souhaiter que « les Caucasiens soient interdits de séjour dans [leur] ville ou dans [leur] quartier ».

Marie Jégo

## Trocs argentins PAR SERGUEI



## Le nouveau « modèle » suédois

Suite de la première page

Dans un pays où le plein emploi relève de l'obsession nationale, le chômage atteignait les 10 % ; le déficit budgétaire dépassait les 12 % ; les prélèvements obligatoires frisaient les 56 %. La compétitivité d'un des nations les plus riches du monde s'effondrait. Et avec elle un « modèle » d'Etat-providence qui avait assuré un niveau d'égalité et de solidarité sociales presque sans égal.

Le redressement est entamé au milieu des années 1990, sous régime de centre droit puis social-démocrate avec l'arrivée au pouvoir, en 1994, de l'actuel premier ministre, Göran Persson. Il est le résultat d'un cocktail singulier. D'une part, une forte dose de libéralisme à l'américaine : déréglementation et baisse de l'impôt sur les sociétés (28 %, un des taux les plus bas au sein de l'Union) ; réforme du régime des retraites où les fonds de pension complètent la partie assurée par la répartition (50 %) ; flexibilité de l'emploi acceptée par les syndicats en contrepartie d'une politique de formation professionnelle exemplaire. D'autre part, maintien d'un Etat-providence fort, de services publics solides (le contraire de la Grande-Bretagne), financés par une fiscalité sur les revenus individuels qui reste l'une des plus lourdes d'Europe. C'est le nouveau paradigme social-démocrate, du moins celui qui marche en Suède : libérer le plus possible l'entreprise pour assurer la création de richesses puis taxer le citoyen (qui, en l'espèce, dispose d'un revenu moyen parmi les plus élevés du monde) pour en garantir

la juste répartition. Comment concilier le marché et la solidarité ? A cette question, qui est au cœur de l'avenir de la social-démocratie européenne, la Suède apporte une réponse originale.

Göran Persson vogue vers un troisième mandat (élections en septembre prochain). Le taux de croissance de l'économie sera d'un peu moins de 2 % en 2002, mais doit dépasser les 3 % l'an prochain. La couronne a des accès de faiblesse mais le budget de l'Etat dégage un surplus de 2 %. Surtout, priorité constante au royaume de Suède, le chômage n'a cessé de baisser. Il touche moins de 4 % de la population active.

Les grincheux, ceux qui jurent plus par l'eschatologie révolutionnaire que par la réforme, parleront de la « grisaille sociale-démocrate » suédoise. La vérité est que le nouveau « modèle suédois » laisse peu de gens au bord de la route, peu de ghettos sinistrés à l'entrée de ses villes. Et, dans un pays où l'immigration représente 10 % d'une population de moins de dix millions de personnes, le « modèle » intègre plus qu'il ne désintègre ses communautés immigrées.

### 80 % DE SALARIÉS SYNDIQUÉS

On vous le dit avec fierté au 18, Barnhusgatan, en plein cœur de Stockholm, dans l'immeuble, surnommé « le Vatican », qui abrite la centrale syndicale LO, épine dorsale, avec le parti, de la social-démocratie suédoise : « D'ici à 2005, 80 % des Suédois du groupe d'âge de 20 à 65 ans auront un travail » – en somme, le plein emploi. Dès l'an prochain, le taux de chômage devrait tomber à 3,6 %. Avec ses deux millions de membres – 80 % des salariés suédois sont syndiqués –, LO est une centrale comme en a rêvé Nicole Notat : pragmatique, obsédée par l'emploi et la formation professionnelle, animée d'une philosophie du contrat social permanent,

bref, portant haut et beau un réformisme radical. Alors que LO fut, un moment, hésitante sur l'entrée de la Suède dans l'Union européenne – cela s'est fait en janvier 1995 –, la centrale juge aujourd'hui sur pièces. Et conclut, comme le patronat, que l'appartenance du pays à l'Europe unie a aidé au redressement opéré dans la seconde moitié des années 1990. L'obligation de disposer d'une banque centrale indépendante et la discipline budgétaire, l'une et l'autre imposées par l'Union, ont fait partie de la cure.

### UNE MAJORITÉ POUR L'EURO

Cela n'allait pas de soi. A la fin des années 1980, l'Europe communautaire faisait peur. Une majorité de Suédois s'interrogeait : l'entrée du pays dans cette Europe-là, plus préoccupée de lutte contre l'inflation que de combat contre le chômage, était-elle compatible avec le maintien d'un Etat-providence auquel ils restent profondément attachés ? « La réponse est "oui", dit le professeur Anders Mellbourn, de l'Institut suédois pour les affaires internationales. La Suède aujourd'hui respecte les critères de Maastricht, a un chômage minimum et a gardé son système de protection sociale. »

Dans un pays longtemps europhobe, les sondages donnent une majorité en faveur de la monnaie unique. Le scénario le plus fréquemment avancé est celui d'un référendum au printemps 2003 et d'une entrée effective dans l'union monétaire en 2005. Avant de dire oui à l'euro, LO et les sociaux-démocrates ont longuement débattu : le « modèle » suédois – attachement au plein emploi et haut niveau de prestations sociales – pouvait-il supporter la discipline budgétaire requise par l'union monétaire ? Comment faire pour que l'emploi ne soit pas la variable d'ajustement qui encaisse en situation de croissance

asymétrique au sein de l'Union ? Comment conserver un instrument de relance tout en respectant le pacte de stabilité ? LO souhaite la constitution d'une force de frappe financière sous forme de « fonds de compensation », nourris par l'Etat et les partenaires sociaux. En cas de besoin, ils viendraient « compenser » les limites que l'union monétaire impose à la relance par la dépense publique. LO ou comment rester keynésien dans le pacte de stabilité... Le gouvernement Persson est sceptique. Il croit plus dans une discipline budgétaire qui dégage en cycle de croissance les surplus à dépenser en période de vaches maigres.

Les méchantes langues disent que les Suédois n'ont qu'une conception strictement utilitaire de l'Europe. Partenaires frileux, réticents à toute surdose de fédéralisme, attachés à la méthode intergouvernementale, se défiant de toute fuite en avant européaniste, ils ne s'enthousiasmeraient pour l'élargissement que parce que celui-ci garantirait une certaine dilution de l'Union... C'est oublier que les Suédois, s'ils n'ont pas l'envolée lyrique facile pour chanter l'Europe-puissance, participent volontiers à la politique commune de défense et de sécurité. C'est oublier qu'ils ont pour l'Union des exigences que certains de ses membres les plus portés à l'emballement déclaratoire auraient tendance à négliger : nécessité de la transparence à Bruxelles ; importance de l'aide au développement ; attachement à une politique d'asile généreuse ; conviction que la lutte contre le terrorisme ne doit pas se faire au dépend des libertés publiques. La Suède, à la fois « superpuissance morale » et nouveau modèle social-démocrate ? C'est exaspérant ? Mais à étudier de très près.

Alain Frachon

### Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeurs généraux adjoints : Edwy Plenel, René Gabriel  
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

### Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenclz, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau

Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin

Directeur artistique : François Lichon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Housard

Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

### Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman,

Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

### Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ;

Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ;

Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ;

Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

### Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),

André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

### RECTIFICATIFS

**MICROSOFT.** Nous avons écrit dans l'article titré « Au pays de Microsoft, les ordinateurs du FBI ont vingt ans de retard » (*Le Monde* du 11 juin) que le système d'exploitation DOS, utilisé par le FBI, avait été créé par Microsoft. L'entreprise de Bill Gates a, en fait, acheté la licence de ce programme à la société Seattle Computer Products.

**JUSTICE.** Une coupe nous a fait écrire dans *Le Monde* daté 16-17 juin que l'avocat général au procès des militants d'AC ! (Agir contre le chômage) avait requis les mêmes peines que celles prononcées en première instance : dix et

vingt ans. Il a, en fait, réclamé huit et quatre ans, comme l'avait fait le ministère public lors du premier procès.

**ARTHUR RAMETTE.** La 16<sup>e</sup> circonscription du Nord est celle que détenait Arthur Ramette, ami de Maurice Thorez, et non Maurice Ramette, comme nous l'avons écrit par erreur dans notre article consacré au doyen de l'Assemblée nationale, Georges Hage (*Le Monde* du 17 juin).

**JACQUES GUYARD.** L'ancien maire socialiste d'Evry et député sortant de l'Essonne est Jacques Guyard, et non André, comme nous l'avons écrit par erreur dans *Le Monde* du 13 juin.

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde  
12, rue Maurice-Gunsbourg  
94852 Ivry cedex



Le Monde

Président-directeur général : Dominique Alduy  
Directeur général : Stéphane Core

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218  
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26



# « U Ribombu » déclare la guerre à « Corsica »

La presse corse se déchire sur l'interprétation de la percée de Jean-Marie Le Pen à la présidentielle. L'hebdomadaire nationaliste de Jean-Guy Talamoni avertit son confrère : « ... trop, c'est trop »

**GUERRE DE MAGAZINES** en Corse. A la « une » de l'hebdomadaire nationaliste *U Ribombu* du 13 juin, une photo en noir et blanc, détournée et de mauvaise qualité, d'un homme à lunettes et moustaches. Dessous, ces trois mots qui ressemblent à un avertissement : « ... trop, c'est trop ». Ceux qui le connaissent ont reconnu sous ce cliché anonyme Joseph-Guy Poletti, célèbre plume insulaire et directeur de la rédaction du magazine *Corsica*, qu'il a créé en 1999.

Sujet du différend : l'analyse de la percée du vote Front national sur l'île. Pour la première fois, lors de la dernière présidentielle, la Corse – sur laquelle Jean-Marie Le Pen n'a jamais pu tenir un meeting et qui ne compte que 125 adhérents frontistes – a voté FN comme la moyenne nationale.

Pire : la Corse du Sud et la Haute-Corse font, avec Mayotte, la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et la Réunion, partie des dix départements où les voix pour M. Le Pen ont le plus progressé entre le



21 avril et le 5 mai. Les nationalistes s'étaient vivement émus de la présence de M. Le Pen au second tour. « Nous avons toujours su au "Ribombu" regarder la France sans complaisance pour ne pas être surpris par l'ampleur du phénomène. Nous n'avons jamais oublié que la France était le pays de Montesquieu, mais aussi de Brasillach », expliquait l'hebdomadaire, pour lequel

« la classe politique française n'avait pas craint d'emprunter à l'idéologie fasciste pour répondre à la question corse ».

## MEHENCE OU MAUVAISE BLAGUE ?

Pour les défenseurs de l'indépendance, les nouvelles faveurs insulaires pour ce parti « anticorse » résultent d'une « contamination » du continent. « La Corse apparaît à la remorque d'un navire en perdition, la France. C'est pourquoi nous proposons de prendre nos distances le plus rapidement possible », résume Jean-Guy Talamoni.

Dans son numéro de juin, *Corsica* avait choisi de jouer les provocations. Sur un photomontage, M. Talamoni, le chef de file de Corsica Nazione, et M. Le Pen, mines peu amènes, se jaugent, face à face. « La Corse des extrêmes. 25 000 voix pour le FN au second tour de la présidentielle, 20 000 voix pour Corsica Nazione aux dernières territoriales », disait le sous-titre. « Il s'agit d'un renversement de tendance qu'il ne servirait à rien de minimiser pour se don-

ner de la Corse une vision plus conforme à ses souhaits », poursuivait M. Poletti avant de se lancer dans une analyse très personnelle : « On se souviendra qu'en 1999, en approchant le total en voix que vient d'obtenir le FN, Corsica Nazione n'était pas loin de considérer que la victoire finale était à portée de main. Il est plus que probable que les électeurs qui ont voté Le Pen ont voulu faire pendant aux nationalistes, dont ils ont trouvé trop belle la part qui leur fut réservée, par le gouvernement, lors du processus de Matignon. »

C'est peu dire que les nationalistes n'ont pas apprécié l'amalgame. La réponse à cette « une » jugée « indignée » et « tout simplement dégueulasse » ne s'est pas fait attendre. « La Corse de la manipulation. Des sondages truqués aux comparaisons malveillantes... Trop, c'est trop », titre le *Ribombu*. Ses éditorialistes – M. Talamoni, l'ancien secrétaire national d'A Cuncolta, Charles Pieri, en liberté depuis le 30 mai, et quelques autres – développent : « Jean-Pierre Chevènement avait comparé

Jean-Guy Talamoni à Ben Laden. Aujourd'hui, Joseph-Guy Poletti le qualifie d'extrémiste (...) et le montre avec Jean-Marie Le Pen. Pour les prochaines "unes" de Corsica, nous suggérons Jean-Guy Talamoni et Jack l'Eventreur ; Jean-Guy Talamoni et Pol Pot (...) le concours est ouvert. »

L'attaque prend aussi un tour personnel, comme souvent sur cette île où tout le monde se connaît et où la critique, quand elle émane du continent, est paradoxalement plus acceptable que lorsqu'elle vient de Bastia ou d'Ajaccio. « Qu'on nous comprenne bien : que Joseph-Guy Poletti soit un antinationaliste viscéral, libre à lui, c'est son droit le plus strict et personne ne lui conteste. Qu'il colporte des contre-vérités dans le seul but de salir des hommes n'est pas acceptable », écrit le *Ribombu*, qui a affiché le visage d'un homme, comme on fait pour une tête mise à prix. Retour à l'époque des « avertissements » ou blague de très mauvais goût ?

Ariane Chemin

## DANS LA PRESSE FRANÇAISE

### LIBÉRATION

Jean-Michel Thénard

Coucou, la revoilà ! La belle oubliée des campagnes présidentielle et législative, celle qu'en période électorale il est bon de citer une fois dans un discours « fondateur » et qu'on ignore le reste du temps, histoire de laisser les candidats communier dans le mythe hexagonal de l'homme politique omniscient et omnipotent. Grande absente des quatre tours de scrutin, l'Europe est donc de retour. Et comme toujours, elle est là pour faire le sale boulot : l'Europe bouc émissaire, celle qu'on invoque pour faire passer les décisions impopulaires ou celle derrière laquelle on s'abrite pour expliquer qu'on ne peut pas tenir une promesse.

### LE FIGARO

Jean de Belot

Le sujet est tabou en France, mais l'Europe l'impose. Nombre de nos partenaires viennent, ou sont en train, d'adopter des législations nouvelles en matière d'immigration. Renforçant leur dispositif face à l'immigration clandestine, ils tentent d'ajuster leurs réglementations à leurs besoins. Le thème sera au cœur du sommet qui s'ouvre demain à Séville. Quand nos voisins font évoluer leurs textes, poser la question en France constitue encore l'assurance d'être taxé des pires intentions.

### LE NOUVEL OBSERVATEUR

Jacques Julliard

Un homme de gauche ne saurait oublier que c'est grâce à sa [celle de M. Chirac] fermeté sans défaillance contre le FN que la France a évité une crise politique grave où elle eût perdu son honneur, sa considération et peut-être son avenir. Ce n'est pas rien, cela. Pourtant, ceux qui prétendent que Jacques Chirac a aujourd'hui tous les pouvoirs se trompent. Ils se trompent d'époque. Ils ne voient pas que nous sommes passés, pour le meilleur et pour le pire, d'un régime représentatif à un régime d'opinion.

### LCI

Pierre-Luc Séguillon

Au lieu et place d'un clair partage, le PS a accouché hier d'un arrangement mi-chèvre mi-chou à demi avoué et aussitôt contesté par les amis de Martine Aubry, de Julien Dray et d'Henri Emmanuelli. Le compromis imaginé est boiteux, en effet. Il a consisté à reconduire Jean-Marc Ayrault à la tête du groupe parce qu'il n'a pas démerité, mais à faire de Laurent Fabius le porte-parole des socialistes pour le parti et le porte-voix de leurs députés à l'Assemblée, parce que c'est bien évidemment le meilleur.

## SUR LE NET

Les documents cités sont accessibles à l'adresse [www.lemonde.fr/surlenet](http://www.lemonde.fr/surlenet)

### Tourisme (1)

■ Allvisa permet de télécharger les formulaires de demande de visa. [www.allvisas.fr/visa/telecharger.php](http://www.allvisas.fr/visa/telecharger.php)

■ About.com fait correspondre aux numéros des billets les emplacements des sièges selon les modèles d'avion et les compagnies. <http://businesstravel.about.com/msubseat.htm>

■ Airlinemeals collectionne les photographies de plateaux-repas servis par les compagnies aériennes. [www.airlinemeals.net/](http://www.airlinemeals.net/)

■ La Maison des Français de l'étranger tient le répertoire des représentations diplomatiques dans le monde. [www.mfe.org/Annuaire/annuaire.htm](http://www.mfe.org/Annuaire/annuaire.htm)

■ Travlang propose les expressions courantes dans 80 langues, dont on peut écouter la prononciation. [www.travlang.com/langues/](http://www.travlang.com/langues/)

■ Directmoving donne une idée des prix pratiqués par pays, permet de convertir 164 monnaies et de calculer le décalage horaire entre deux villes, montre la forme des prises électriques par pays, liste les indicatifs téléphoniques. [www.corporate.directmoving.com/](http://www.corporate.directmoving.com/)

■ Medisite indique par destination les formalités à accomplir, les recommandations sanitaires et les informations météorologiques en fonction des dates de séjour. [www.medisite.fr/voyages/indexformalites.html](http://www.medisite.fr/voyages/indexformalites.html)

■ TravelSanté fournit les adresses des médecins francophones (généralistes et spécialistes) dans les principales métropoles. [www.travelsante.com](http://www.travelsante.com)

■ L'Atlas du *Quid* permet de trouver des plans des capitales. [www.quid.fr/monde.html](http://www.quid.fr/monde.html)

vincent.truffy@lemonde.fr

## AU COURRIER DES LECTEURS

### LES RAISONS D'UN ÉCHEC

L'analyse que fait Jean-Marie Colombani dans son éditorial du 18 juin ne me paraît guère convaincante. La gauche a perdu les élections parce que pour de très nombreux Français elle n'était plus la gauche et que l'on ne voyait plus de différence nette entre Chirac et Jospin. Elle a perdu parce qu'elle s'est laissée piéger par l'idéologie libérale et a laissé le pouvoir politique reculer devant les féodalités locales ou supranationales. Elle a perdu parce qu'en cherchant des clientèles nouvelles (classes moyennes aisées ou minorités à la mode) elle a abandonné et désespéré sa base sociale fondamentale (petits salariés menacés à la fois par la pauvreté et la précarité). Elle a perdu enfin parce qu'elle a pris conscience beaucoup trop tard du problème de l'insécurité.

Si l'on continue à prescrire comme remède le social libéralisme, la droite pourra dormir sur ses deux oreilles et garder très longtemps le pouvoir.

Gilbert Tourret

Aix-en-Provence

## La grève générale vue par la presse espagnole

Gouvernement et syndicats auraient-ils dû faire preuve de moins d'intransigeance ?

« **LUTTE FINALE** », comme le suggère ironiquement le quotidien conservateur *ABC*, ou simplement « action futile », comme le pense *La Vanguardia* de Barcelone ? L'Espagne devait en effet se retrouver paralysée le 20 juin par une grève générale. C'est la première fois depuis 1994 que les deux principaux syndicats, l'UGT et les Commissions ouvrières (CCOO), appellent à un arrêt total de l'activité économique. C'est surtout la première grève générale à laquelle fait face le gouvernement de droite de José Maria Aznar. Et la date du 20 juin n'est pas anodine : c'est la

veille du sommet européen de Séville. Pourquoi une telle poussée de fièvre sociale ? A cause d'un durcissement du système d'assurance-chômage, décidé sans concertation, s'emportent les syndicats.

« C'est un prétexte !, dénonce *La Vanguardia*. Il est évident que cette grève n'a rien à voir avec la défense des salariés. Les syndicats font grève pour des raisons purement médiatiques et politiques. Une vraie grève générale suspend l'activité économique le temps d'obtenir des concessions patronales. La grève médiatique, elle, est une action éclair qui cherche à vampiriser les

journaux télévisés. » Or, « la loi qui modifie le régime d'assurance-chômage est favorable aux intérêts des salariés ». Dans ces conditions, en maintenant leur appel à la grève générale, « le mouvement syndical espagnol fait la preuve de son caractère réactionnaire ».

### « TOUS PERDANTS »

*ABC* n'en pense pas moins. Le journal madrilène remarque que les grèves générales touchent, en Espagne, les gouvernements de gauche comme de droite, preuve du caractère primitif du syndicalisme espagnol. Car, si « les syndicats se fichent de la couleur politique qui gouverne l'Espagne, c'est que seule la confrontation avec le "système capitaliste" les intéresse. Le rejet du modèle fondé sur l'économie de marché est leur unique horizon ». Inutile de tenter une explication rationnelle : « Cette grève n'est qu'une de ces actions de résistance conduites sporadiquement par le mouvement syndical pour freiner la modernisation de la société. »

*El Mundo* est moins sévère. Si le quotidien, proche du gouvernement, trouve cette grève « disproportionnée et injustifiée », il retient quelques circonstances atténuantes. D'abord, « on aurait pu éviter d'en arriver là. Mais l'intranséance des syndicats et l'aveuglement politique du gouvernement ont réussi à envenimer le conflit. Aznar savait depuis avril que les CCOO voulaient frapper fort et attendaient une bonne occasion ». Dans cette histoire, conclut *El Mundo*, « tout le monde sort moins gagnant. Les citoyens d'abord, qui vont subir les désagréments de cette grève. Les syndicats

et le gouvernement aussi, qui entrent dans une période conflictuelle. Enfin, le Parti socialiste espagnol, qui, en soutenant la grève, s'éloigne des classes moyennes, dont il rêve de capter les voix ».

Au fond, un des seuls à ne pas juger « archaïque » ou « déraisonnable » le mouvement syndical espagnol est *Avui*. Le quotidien en catalan de Barcelone en veut surtout à José Maria Aznar de « ne pas avoir catalanisé son discours », c'est-à-dire de ne pas l'avoir modéré, tout en voulant imposer trop de réformes à la fois. « Le chef du gouvernement a voulu résoudre tous les problèmes chroniques de l'Espagne : la question basque, Gibraltar, la place de la Péninsule au sein de la nouvelle Europe, les relations avec le Maroc, l'éducation nationale ou encore les limites de la décentralisation... Ce sont beaucoup de questions, même pour un homme comme José Maria Aznar. »

courrierinternational.com pour Le Monde



**La chute.** La monnaie américaine a perdu près de 6 % par rapport à l'euro ces derniers mois, et le dollar se situe désormais à son niveau le plus bas depuis dix-sept mois face à la devise européenne. N'est pas Spider-Man qui veut ! **Dessin de Burki.**

(« Courrier international » pour « Le Monde »)

### PETITE SANTÉ RÉPUBLICAINE

On ne sait avec certitude si les 60 % de votants du deuxième dimanche des législatives figuraient dans le pourcentage masqué des électeurs du second tour des présidentielles. Mais force est de constater que le civisme républicain d'une majorité d'électeurs se limite au seul désaveu, radical et sans appel, des thèses détestables du leader du Front national.

Ce degré zéro du civisme obligé – seulement dans les grandes occasions quand la République est ressentie comme menacée – signifie que les grands enjeux politiques n'intéressent ces millions d'électeurs qu'à la condition de qualifier Jean-Marie Le Pen en finale d'un scrutin majeur. A vrai dire, ce minimalisme politique des électeurs révèle la petite santé de notre vie républicaine.

Christian de Maussion

Paris

### LE VIOL ET LA VERTU

Il faut appeler les choses par leur nom pour ne pas tomber dans la confusion et l'amalgame (point

de vue de M. Odon Vallet, dans *Le Monde* du 6 juin). Le viol est un viol. Il n'est pas recherche de plaisir entre personnes consentantes. Le viol est affaire de pouvoir, d'avidité, d'humiliation de l'autre. Allez parler, M. Vallet, aux victimes de ces « caresses furtives et échanges brutaux ». Toutes vous le confirmeront, cet acte barbare laisse des marques durables et profondes car il attaque l'individu dans son intégrité physique et dans sa dignité. (...)

Quant à mettre en garde les filles contre les tenues provocantes... C'est bien connu, les femmes n'ont que ce qu'elles méritent, puisque par leur existence même elles excitent la convoitise des hommes.

Les talibans avaient trouvé la solution et ils avaient au moins le mérite d'aller jusqu'au bout de leur raisonnement. Pour empêcher les viols dans les cités, il ne reste plus qu'à imposer la burqa et le couvre-feu pour les femmes.

Valérie Dariot

Bagnole

(Seine-Saint-Denis)

### ENFANTS AU TRAVAIL

Vous rapprochez les petits travaux que font les enfants en Grande-Bretagne du travail des mineurs dans les pays sous-développés (*Le Monde* du 13 juin). C'est une affirmation trompeuse. Les enfants en Grande-Bretagne, dont ma fille de quatorze ans fait partie, entreprennent de distribuer des journaux, de travailler dans une boutique ou dans l'hôtellerie à raison de quelques heures le week-end ou en dehors de l'école pour compléter leur argent de poche. La culture britannique encourage les enfants à se responsabiliser de cette façon et les horaires scolaires, contrairement à ceux en France, s'y prêtent tout à fait. Pour les jeunes, tenir un petit emploi, c'est un moyen d'acquiescer un peu d'indépendance. C'est aussi une excellente école pour apprendre l'autodiscipline et le sens des responsabilités.

Loin de nuire à leurs résultats scolaires, cela leur permet de mieux réussir au collège ou au lycée.

Helen Sanderson

Londres (Grande-Bretagne)

CHATELAIN DE CHATELAIN.  
OR 18K 750/1000 - 1 100 g  
DE 18K 750/1000 - 900 g

**CHAUMET**

PARIS - 12 PLACE VENDÔME  
36 RUE FRANÇOIS IER - PRINTEMPS HAUSSMANN  
MONTE CARLO - 3 AVENUE DES BEAUX ARTS  
INFORMATIONS : 1 33 1 01 55 50 32 55



# ENTREPRISES

## INFORMATIQUE

Alors qu'ont eu lieu aux Etats-Unis, mercredi 19 juin, les **DERNIÈRES PLAIDOIRIES** du procès Microsoft, le géant américain des logiciels prend de plus en plus au sérieux le **DEUXIÈME FRONT** ouvert en Europe

pour **ABUS DE POSITION** dominante. « Notre enquête est tout à fait indépendante de celle menée aux Etats-Unis », affirment au Monde les services de la Commission. L'enquête menée depuis plus de deux

ans ne s'appuie pas sur les mêmes arguments que ceux qui ont motivé les plaintes des **NEUF ÉTATS AMÉRICAINS**. L'Europe soupçonne le groupe de vouloir étendre sa domination aux serveurs. D'ici à la fin

de l'année, elle pourrait lui infliger une **AMENDE** allant jusqu'à 10 % de son chiffre d'affaires. Les entreprises européennes protestent en outre contre sa **NOUVELLE TARIFICATION** des licences.

## La Commission européenne tient tête à Microsoft

Alors que la procédure judiciaire se poursuit aux Etats-Unis, le géant mondial des logiciels doit faire face à un deuxième front de plus en plus menaçant, à Bruxelles. D'ici à la fin de l'année, des sanctions pourraient être prononcées, indépendamment de la décision du juge américain

**ALORS QUE** Microsoft aborde, aux Etats-Unis, la phase finale de son procès pour « abus de position dominante », l'enquête sur les éventuelles pratiques antitrust du premier éditeur mondial de logiciels progresse aussi en Europe. « La Commission européenne en est encore au stade de l'examen des pièces, indique Amélia Torres, la porte-parole de Bruxelles en matière de politique de la concurrence. Mais nous devrions arriver à une conclusion avant la fin de l'année. » Selon des sources proches du dossier, une décision pourrait être rendue avant le 1<sup>er</sup> septembre, date à laquelle les trois directeurs de la direction générale de la concurrence vont être remplacés.

En tout cas, Microsoft ne doit pas espérer qu'un éventuel verdict favorable venu des Etats-Unis fasse jurisprudence en Europe. « La Commission lira attentivement la décision américaine, assure Amélia Torres, mais notre enquête est tout à fait indépendante de celle menée aux Etats-Unis. » Charles James, le chef de la division antitrust du département de la justice nommé par George Bush, l'a d'ailleurs confirmé le 15 mai lors d'une conférence de presse commune à Bruxelles avec le commissaire chargé de la concurrence, Mario Monti : « La Commission a toute latitude pour déterminer ses propres sanctions » si elle juge que Microsoft a violé ses lois.

De fait, l'enquête menée depuis plus de deux ans par la Commission européenne ne s'appuie pas



PANCALLO

sur les mêmes arguments que ceux qui ont motivé les plaintes des Etats américains. Ces derniers ont concentré leurs reproches sur l'intégration directe au sein du système d'exploitation Windows d'autres logiciels de Microsoft, notamment le navigateur Internet Explorer, favorisant ainsi ces logiciels par rapport à ceux des concurrents. L'Union européenne s'inquiète aussi de ces ventes « tout compris » de Windows avec d'autres logiciels de

Microsoft, s'appuyant sur l'exemple du lecteur de fichiers audio-vidéo Media Player. Mais son investigation principale repose plutôt sur le fait de savoir si Microsoft ne profite pas de son écrasante domination dans les systèmes d'exploitation pour PC (95 % du marché) pour prendre rapidement l'avantage dans le secteur des serveurs (marché dont la firme détiendrait moins de 50 %), en ne donnant pas aux fabricants de serveurs rivaux

toutes les informations techniques nécessaires pour que leurs machines puissent travailler efficacement avec les PC équipés en Windows.

Les relations de Microsoft avec la Commission ont été tendues : en octobre 2001, selon une information révélée par le *Wall Street Journal*, l'autorité européenne aurait accusé le groupe américain de tenter de faire de l'obstruction à son enquête, en mentant à ses enquêteurs et en produisant de fausses lettres pour défendre sa position. De plus, Microsoft aurait traîné des pieds pour communiquer certaines pièces cruciales, n'envoyant qu'à la mi-novembre une première réponse détaillée aux griefs exposés par Bruxelles en août 2001.

### DES RELATIONS « CONSTRUCTIVES »

L'éditeur informatique, qui voudrait bien parvenir à un règlement amiable tel que celui conclu avec le gouvernement fédéral américain, a tenté, depuis le début de l'année, de redresser la barre. Il a par exemple annoncé, à la mi-mars, qu'il rendrait accessibles les codes de deux de ses standards techniques (CIFIS et Kerberos), afin d'aider ses concurrents à rendre leurs produits plus compatibles avec Windows. En coulisses, Microsoft a remercié, à la fin d'avril, le responsable de sa petite équipe de juristes lobbyistes bruxellois, Jacques Lafitte (précédemment conseiller technique d'Yves-Thibault de Silguy, ancien commissaire européen aux affaires économiques et financières).

Aujourd'hui, John Frank, le directeur juridique pour l'Europe de Microsoft, affirme que les relations avec la Commission sont « professionnelles et constructives », même s'il souhaiterait « rencontrer directement les gens chargés du dossier » afin d'« accélérer les procédures ».

Si jamais la Commission finissait par reconnaître Microsoft coupable

jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires annuel de la société, soit, pour Microsoft, 2,5 milliards de dollars. Toutefois, aucune amende n'a jamais atteint ces niveaux, la plus importante (au même titre de l'article 82 du traité de Rome) ayant été celle de 75 millions d'euros réclamée à l'emballleur de boissons suédois Tetrapak en 1991.

### Bruxelles enquête aussi sur le système Passport

L'Europe mène bien, outre son enquête antitrust, une seconde investigation à l'encontre du groupe de Bill Gates, sur le terrain du respect de la confidentialité des données, contrairement à ce qu'a assuré, le 11 juin, Richard Purcell, juriste responsable de ces questions chez Microsoft. Le Groupe européen de protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, qui regroupe les quinze autorités compétentes nationales (soit, pour la France, la Commission de l'informatique et des libertés [CNIL]), étudie, depuis février, le fonctionnement de Passport, un système de Microsoft qui collecte auprès de l'utilisateur ses nom, adresse, coordonnées bancaires, pour qu'il n'ait ensuite plus qu'à taper un mot de passe pour s'identifier sur Internet. Un rapport sera remis en juillet, une base pour d'éventuelles recommandations au commissaire européen chargé du marché intérieur. En France, la CNIL est en contact depuis plus d'un an avec Microsoft à propos de Passport et attend des réponses à une liste de questions précises remise en avril.

ble d'abus de position dominante, elle pourrait lui enjoindre d'ouvrir d'autres codes sources de logiciels, pour faciliter l'interopérabilité avec des serveurs de marques IBM ou Sun, par exemple. Le groupe argue que certains de ces logiciels sont brevetés aux Etats-Unis, mais en Europe la brevetabilité des logiciels n'est pas encore reconnue. Pour appuyer une éventuelle sanction, la Commission peut aussi infliger une amende pouvant atteindre

De toute façon, pour une société aussi riche et rentable que Microsoft, l'amende maximale ne représenterait jamais qu'un quinzième de sa trésorerie disponible et un petit tiers de son bénéfice net en 2001... De quoi effrayer Wall Street, mais est-ce suffisant pour obliger Microsoft à renoncer pour de bon à toutes ses habitudes de monopole ?

Gaëlle Macke

## Aux Etats-Unis, la firme de Bill Gates refuse toujours toute négociation

### NEW YORK

de notre correspondant

« Les menaces font partie de la façon dont Microsoft fait des affaires ; il faut que cela cesse » ; « Les nouvelles sanctions demandées sont punitives et confiscatoires » : Microsoft et ses opposants se sont affrontés une dernière fois, mercredi 19 juin, lors des ultimes plaidoiries d'un énième procès commencé le 18 mars. La juge fédérale du district de Washington, Colleen Kollar-Kotelly, devrait se donner quelques semaines avant de rendre son verdict.

Le numéro un mondial des logiciels avait été reconnu coupable en première instance, en juin 2000, et en appel, en juin 2001, d'« abus de position dominante ». Il y a un an, la cour d'appel avait confirmé l'accusation mais jugé excessive la sanction prononcée du juge Thomas Penfield Jackson de démanteler le groupe. M<sup>me</sup> Kollar-Kotelly a été désignée pour établir d'autres sanctions moins radicales, visant à empêcher Microsoft d'utiliser son monopole sur les systèmes d'exploitation pour ordinateurs personnels afin de limiter la concurrence sur les logiciels.

En novembre 2001, la division antitrust du département de la justice et neuf des dix-huit Etats américains associés depuis quatre ans à la procédure étaient parvenus à un compromis avec Microsoft. Cet accord, unanimement considéré comme favorable au groupe fondé

par Bill Gates, lui interdit « de conclure des accords stipulant l'utilisation exclusive de ses produits » et l'oblige à « donner plus d'informations techniques sur ses systèmes Windows ». En juillet 1994, à l'issue déjà d'une négociation avec le gouvernement, Microsoft avait accepté de ne plus imposer ses logiciels aux constructeurs d'ordinateurs ; il n'a jamais tenu cet engagement.

Forts de ce précédent et en dépit de pressions de Washington, neuf Etats ont refusé l'accord. Ils esti-

### Neuf Etats estiment que des sanctions plus sévères sont indispensables

ment que des sanctions plus sévères sont indispensables pour contraindre Microsoft à respecter la loi. Ils ont reçu au début de la semaine le soutien de six anciens économistes du ministère de la justice. Dans une lettre adressée au juge, ces derniers lui demandent de faire preuve de fermeté et de rétablir la primauté des lois antitrust. Cette prise de position très inhabituelle démontre, si besoin en était, que le compromis avec Microsoft est avant tout une décision politique de l'administration Bush, nettement plus sensible

aux arguments de la firme de Redmond (Etat de Washington) que le gouvernement Clinton.

En tout cas, les neuf Etats (Iowa, Utah, Massachusetts, Connecticut, Californie, Kansas, Floride, Minnesota, Virginie occidentale et District de Columbia) sont bien décidés à contester cet accord. Ils ont demandé à M<sup>me</sup> Kollar-Kotelly de contraindre Microsoft à mettre sur le marché une version limitée de son système d'exploitation Windows, dont il retirerait la plupart des logiciels intégrés, notamment ceux liés à Internet (navigateur, messagerie instantanée, courrier) et ceux permettant d'utiliser le son et les images numériques. Ils souhaitent aussi que le numéro un des logiciels dévoile le code source (le secret de fabrication) du navigateur Internet Explorer et développe ou fasse développer son logiciel intégré Office pour le système libre Linux.

Les avocats de Microsoft y sont fermement opposés. Ces sanctions reviendraient, selon eux, à détruire le marché des logiciels et à contraindre la société à cesser de commercialiser Windows, qui équipe plus de 90 % des micro-ordinateurs dans le monde. « On nous demande de donner à nos concurrents des milliards de dollars de propriété intellectuelle », affirme l'avocat Dan Webb.

Mardi 18 juin, pour la première fois depuis le début du procès, la juge a laissé entrevoir sa position.

Elle a averti les parties de se préparer à faire des concessions : « Etablies des priorités dans vos propositions, indiquez lesquelles sont essentielles et lesquelles semblent moins importantes. » La magistrate a demandé à Microsoft de lui indiquer « les demandes des Etats les moins contraignantes ». Mais mercredi, la firme de Bill Gates a refusé toute idée de négociation. « Ces sanctions sont fondamentalement inacceptables et réellement désastreuses. Nous ne pouvons pas y remédier en changeant quelques mots ici où là », a déclaré John Warden, un de ses défenseurs.

« La juge cherche un accord acceptable par toutes les parties, une tâche presque insurmontable, explique Andrew Gavil, spécialiste du droit de la concurrence à la Howard University. Si elle y parvient, il n'y aura alors plus de motif à un nouvel appel, le procès sera enfin terminé et Colleen Kollar-Kotelly sera un héros. » Mais la firme de Redmond a appris depuis des années à vivre avec des procès. Même si elle en finit avec celui-ci, elle doit encore faire face aux Etats-Unis à des plaintes d'AOL Time Warner et Sun Microsystems pour comportement anticoncurrentiel et aux procédures collectives (« class action ») engagées par des associations de consommateurs s'estimant victimes de l'abus de position dominante.

Eric Leser

## Avec Tiscali, l'américain accéderait à la Toile en Europe

### MILAN

correspondance

Microsoft négocie un accord commercial avec l'italien Tiscali, un des premiers fournisseurs d'accès à Internet en Europe. « Nous discutons de la distribution d'applications et logiciels de Microsoft sur Internet », a confirmé au Monde Massimo Cristofori, directeur financier de Tiscali. Renato Soru, fondateur et président de Tiscali, a précisé au quotidien italien *Il Corriere della Sera*, lundi, que « Tiscali a besoin des technologies de Microsoft, et Microsoft de renforcer ses capacités de distribution sur la Toile ».

Il a laissé entendre que le géant de l'informatique n'a pas encore tranché entre offrir directement ses services aux clients, ce qui supposerait pour lui de revenir sur le marché de la fourniture d'accès à Internet, ou passer par des firmes comme Tiscali. M. Soru a averti que « si la volonté d'imposer une marque sur l'autre devait prévaloir, nous serions moins intéressés et préférations continuer à agréger des technologies venant d'autres opérateurs, sous la marque Tiscali ».

On ne connaît pas la date à laquelle pourraient se conclure les négociations, ni quelles en seraient les

conséquences financières pour l'opérateur italien. Microsoft cherche à nouer des liens avec un groupe paneuropéen, pour ne pas devoir négocier dans chaque pays. Tiscali est présent dans pratiquement toute l'Europe et a notamment racheté le néerlandais World Online et Liberty Surf en France. Tiscali dément formellement que les négociations avec Microsoft portent sur la prise de participation au capital, aujourd'hui principalement détenu pour 30 % par M. Soru et pour 17 % par la fondation Sandoz.

Marie-Noëlle Terrisse

Stéphane Foucart



publications judiciaires

47, rue Louis Blanc - 92984 La Défense Cedex  
Tél. 01 49 04 01 85 - Fax. 01 43 33 51 36

A la demande de la **SPEDIDAM** et du **SNAM** agissant à l'encontre de la société **BMG** en raison d'utilisations non autorisées de disques du commerce, la Cour d'Appel de PARIS, par arrêt en date du 26 janvier 2000, a confirmé en toutes ses dispositions la décision du 30 avril 1997 du Tribunal de Grande Instance de PARIS, et a :

« Dît que la reproduction du phonogramme du commerce « **LES YEUX OUVERTS** » pour la réalisation d'une vidéomusique produite par la société **BMG** et diffusée par les sociétés **CANAL PLUS** et **M6** sans l'autorisation des artistes-interprètes, est illicite ;

« Condamné en solidum les sociétés **BMG**, **CANAL PLUS**, **M6** à payer à la **SPEDIDAM** la somme de 15.000 francs en réparation du préjudice subi par les artistes-interprètes concernés ;

« Condamné les sociétés **BMG**, **CANAL PLUS**, **M6**, la **SCPP** et le **SNEP** à payer chacun d'une part au **SNAM** et d'autre part à la **SPEDIDAM** la somme de 7.000 francs par application de l'article 700 du Nouveau Code de Procédure Civile. »



## 2001, année record pour l'endettement des ménages en France

52,9 % des particuliers disposaient d'un crédit. Le montant des dettes atteint en moyenne 44,2 % du revenu. Les prêts à court terme prennent désormais le pas sur les emprunts immobiliers

**ALORS QUE** la question du surendettement fait l'objet de réflexions au sein du nouveau gouvernement et à la Banque de France, une étude réalisée fin 2001 auprès de 12 000 personnes par la Sofres pour l'Observatoire de l'endettement, organisme indépendant financé par la Fédération bancaire française, montre que les comportements des Français sur les dix dernières années ont sensiblement changé.

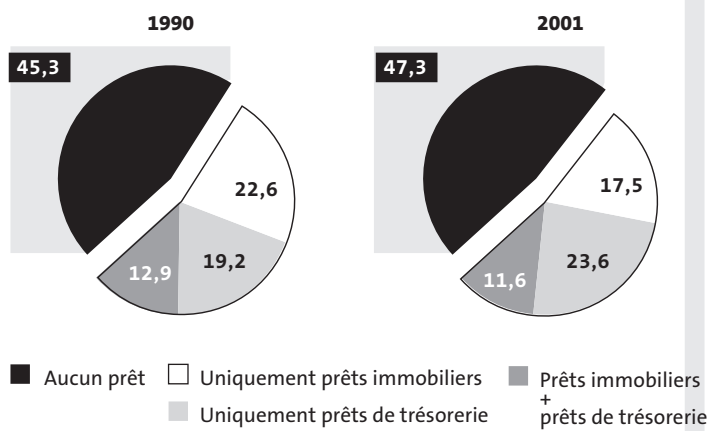
L'année 2001 a d'abord été celle du plus fort endettement des particuliers depuis plus de dix ans, avec 52,9 % des ménages détenant au moins un crédit. Le pourcentage le plus faible avait été observé en 1995, avec 49,1 %. Le poids des dettes des ménages dans le budget des particuliers a également atteint son niveau le plus élevé depuis 1989, égalant 44,6 % de leurs revenus.

Mais le fait le plus marquant reste l'évolution de la nature des crédits depuis 1989. La progression du recours à l'endettement s'est essentiellement faite au profit des crédits de trésorerie (crédit d'une durée de trois mois à un an) et notamment du crédit à la consommation, tandis que stagne depuis plusieurs années la part de l'endettement immobilier. En 2001, 35,4 % des ménages disposaient d'un crédit de trésorerie et 29,1 % d'entre eux avaient un crédit immobilier, pour des proportions quasiment inversées en 1995.

Cette progression du crédit de trésorerie s'est accompagnée d'un recours plus large au découvert bancaire. Des comportements que l'Observatoire attribue à un « *environnement exceptionnel* » : taux d'intérêt particulièrement attractifs, amélioration du moral des ménages, baisse du chômage pro-

### LES DETTES À COURT TERME DOMINENT

Evolution par nature d'endettement, en %



Source : Observatoire de l'endettement des ménages - novembre 2001

pic à l'engagement de dépenses nouvelles d'équipement durable.

L'étude montre toutefois que les ménages consommateurs de crédits de trésorerie sont souvent jeunes, modestes et plus exposés aux difficultés, puisque 43,9 % des utilisateurs de ce type de prêt ont moins de 30 ans. Cette classe d'âge représente aussi plus de 40,1 % des utilisateurs du découvert.

Autre catégorie consommatrice du crédit de trésorerie : celle des ménages « fragiles » (qui ne disposent pas de ressources d'épargne), dont la part dans l'ensemble des ménages endettés semble régresser légèrement, pour en représenter 6,2 %, contre 7,5 % en 1997. D'après le rapport, la part des jeunes ménages dans cette population mal connue est en léger recul, tandis que celle des 65 ans et plus a progressé. « *Contrairement aux idées reçues, les jeunes sont plutôt sous-représentés dans le surendettement* », explique

le rapporteur de l'Observatoire Michel Mouillard, qui rappelle que, sur les 350 000 à 370 000 dossiers de surendettement déposés chaque année, seuls 19 % sont liés à un endettement bancaire, les autres relevant souvent d'impayés de loyers ou d'impôts.

### Les moins de 30 ans représentent plus de 40,1 % des utilisateurs du découvert

En dépit de cette progression globale de l'endettement, l'étude souligne que 59,1 % des ménages endettés estiment leurs charges d'emprunt « supportables ou très supportables », contre 55,4 % en 1989. Le rapport conclut que les

Français sont donc plus endettés mais qu'ils le sont « mieux » que par le passé, et restent les moins endettés d'Europe. Une affirmation contestée par les associations de consommateurs, qui précisent que les encours moyens en France sont globalement plus élevés qu'en Europe. En outre, « *les crédits de moins de trois mois ne sont pas comptabilisés en France, contrairement aux autres pays, ce qui diminue fortement les chiffres d'endettement* », explique Christian Huard, secrétaire général de l'Association de défense, d'éducation et d'information du consommateur et président de Conso France.

Ces associations s'inquiètent en outre du rajeunissement des consommateurs surendettés. « *Un public nouveau de jeunes précocement endettés a émergé à la fin des années 1980, avec des encours de petits montants, mais dont les incapacités momentanées hypothèquent l'avenir* », ajoute M. Huard, sceptique sur les conclusions du rapport.

Les consommateurs stigmatisent en outre le manque d'information globale sur les populations touchées par le surendettement, et l'identité des prêteurs. « *Les banques accordent trop de crédit aux mêmes personnes*, explique Reine Claude Mader, présidente de l'association Consommation, logement et cadre de vie (CLCV). *Certains établissements vendent 7 à 8 crédits à la même personne alors qu'elle est surendettée et qu'ils ont les moyens de le savoir*. » Les associations réclament en outre la création d'un dispositif de traitement du surendettement non bancaire. Un point qui semble en tout cas faire l'unanimité entre consommateurs et banquiers.

Elsa Conesa

## Bruxelles inflige à la Deutsche Post une amende de 572 millions d'euros

Une activité concurrentielle aurait reçu des aides

### BRUXELLES, FRANCFORT

de nos correspondants

C'est l'une des plus grosses sanctions financières jamais décidées par les autorités des Quinze. La Commission européenne a condamné, mercredi 19 juin, la Deutsche Post à rembourser à l'Etat allemand 572 millions d'euros susceptibles d'avoir financé son expansion dans le secteur des colis. Selon la Commission, entre 1994 et 1998, l'opérateur, fort de son monopole dans le courrier, a cassé les prix dans ce domaine pour « *évincer ses rivaux* ». La Deutsche Post a aussitôt annoncé son intention de faire appel auprès de la Cour de justice européenne.

L'enquête de la Commission avait été ouverte à la suite d'une plainte déposée en 1994 par United Parcel Services (UPS), un des concurrents de la Deutsche Post. L'activité colis de cette dernière a engendré un déficit cumulé de 572 millions d'euros. La Commission considérant que les pertes n'avaient pu être comblées que par les gains réalisés dans les activités non soumises à concurrence, cette somme doit aujourd'hui être remboursée.

« *La décision d'aujourd'hui vient rappeler une fois de plus que les bénéficiaires d'aides d'Etat versées en contrepartie de services d'intérêt public ne doivent pas s'en servir pour financer des secteurs ouverts à la concurrence* », a déclaré le commissaire chargé de la concurrence, Mario Monti. Des accusations rejetées par la Deutsche Post : Klaus Zumwinkel, le président de son directoire, a démenti l'existence de financement croisé entre les divisions de son entreprise.

D'après la Commission, il ne s'agit pas de mettre en cause les missions de service public. Elle a

eu beau jeu de rappeler qu'elle avait validé début 2002 des versements effectués entre 1994 et 1999 par l'Etat à la Poste italienne et qui ont atteint 9 milliards d'euros (*Le Monde* du 13 mars 2002). Mais le rappel de cet épisode agace au siège de la Deutsche Post : « *Nous exigeons un traitement égal à ceux des autres entreprises du secteur sur le plan juridique et politique*. »

### RÔLE DE PREMIER PLAN

Cette décision constitue un coup dur pour la poste allemande, dont l'Etat détient toujours 69 % du capital depuis l'entrée en Bourse de novembre 2000. La division colis a connu un développement international très rapide ces dernières années : une série d'acquisitions onéreuses, dont le géant du transport express DHL et le français Ducros, ont permis à la Deutsche Post de jouer un rôle de premier plan dans le secteur. Pour certains experts, les exigences de la Commission pourraient désormais contrecarrer ses projets, car elles vont peser sur ses résultats.

L'entreprise a ainsi dû provisionner de l'ordre de 850 millions d'euros mercredi, pour couvrir le montant du remboursement et les intérêts : elle ne l'avait pas encore fait, estimant peu probable une telle condamnation. Dans la journée, le ministre des finances allemand, Hans Eichel, prudent sur ce nouveau contentieux, a confirmé qu'une nouvelle tranche de privatisation du groupe était à l'étude. Dès 2003, à titre provisoire, l'Etat devrait vendre un paquet d'actions à une banque publique, qui serait chargée de les placer sur le marché.

Arnaud Leparmentier et Philippe Ricard

## La mobilité des cadres a diminué en 2001

**POUR** la douzième année consécutive, l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) a sondé 3 000 cadres sur le thème de la mobilité, baromètre reflétant les grandes tendances du marché du travail. Le résultat laisse apparaître une accalmie, après trois années à des taux records de 28 % de mobilité au sein de cette population. En 2001, ce taux est en effet tombé à 21 % des cadres interrogés, soit le plus faible indice depuis 1993. « *D'avantage promus, les cadres changent moins souvent d'entreprise* », explique l'APEC.

### MONTÉE DES PROMOTIONS INTERNES

Ainsi la mobilité interne aurait-elle touché 15 % des cadres. Ce phénomène, bien qu'en retrait, est lié à celui de la montée des promotions internes. 16 % des cadres ont bénéficié d'une promotion en 2001, dans leur entreprise ou en en changeant. C'est le taux le plus important observé depuis 1995. 82 % de ces promotions ont été assorties d'une augmentation, ce qui n'était pas sys-

tématique. « *Cette politique de promotion concerne toutes les catégories de cadres* », analyse l'étude.

Le fait de changer d'entreprise a concerné en 2001 6 % des cadres, contre 9 % en 2000. Ce recul témoigne d'un marché de l'emploi moins favorable et d'un plus grand effort des entreprises pour fidéliser leurs salariés. Les plus sujets à changer d'employeur seraient les informaticiens travaillant dans une société de services suivi de ceux de la fonction personnel. La palme de la mobilité externe revient aux secteurs du commerce et du transport, avec 9 % des cadres concernés.

Alors que 20 % des cadres déclarent « *avoir cherché à changer d'entreprise* » en 2001, l'APEC insiste sur la montée de la mobilité subie qui « *est en évolution de 8 points par rapport à l'année 2000 et les cadres sont de plus en plus nombreux à connaître une période de chômage entre deux emplois* ».

Martine Fuxa

## Un ancien responsable du GAN mis en examen

La justice enquête sur d'importants abandons de créances immobilières

**L'ANCIEN** président de Bâticrodit, structure chargée des créances douteuses du pôle immobilier du GAN, a été mis en examen par le juge d'instruction Renaud van Ruymbeke, à la mi-mai, pour « *abus de biens sociaux* » dans l'affaire des abandons de créances suspects de la compagnie d'assurances. Eric Vinassac, qui a dirigé Bâticrodit en 1996 et 1997, est soupçonné d'avoir bradé, dans des conditions douteuses, des actifs immobiliers du GAN (*Le Monde* du 15 juin). Saisie par la Cour des comptes, la justice s'interroge sur les raisons qui ont conduit les responsables immobiliers du GAN à céder, entre 1994 et 1999, plusieurs milliards de francs d'actifs en fonction de critères qualifiés par les enquêteurs de suspects (*Le Monde* du 13 avril).

En 1994, pour tenter d'alléger le poids des pertes contractées dans la crise de l'immobilier, le GAN avait sorti les actifs douteux de son pôle immobilier, UIC-Sofal, et les avait confinés dans Bâticrodit pour les mettre à distance, notamment via la société Bienfaisance, domiciliée à l'île Jersey. Les actifs comportaient 300 immeubles, implantés à Paris et en banlieue ainsi que sur la Côte d'Azur.

### À BON PRIX

Les documents transmis par la Cour des comptes permettent de s'interroger sur les liens qui unissaient M. Vinassac, qui travaillait sous les ordres de Thierry Aulagnon, alors directeur général du GAN, aux dirigeants de la banque Dumesnil. Lui-même ancien de cet établissement, M. Vinassac aurait,

en effet, joué un rôle actif, à la tête de Bâticrodit, dans la vente, à très bon prix, d'immeubles du GAN à la banque Dumesnil.

Interrogé par *Le Monde*, jeudi 20 juin, l'avocat de M. Vinassac, M<sup>e</sup> Olivier Schnerb, a indiqué que cette mise en examen, sans caractère judiciaire, revêtait un caractère automatique du fait des fonctions de son client. « *La question de fond, a-t-il ajouté, porte davantage sur le fait de savoir si vendre à bas prix constitue un abus de bien social. Cela pose aussi le problème du choix de l'Etat d'isoler des actifs publics dans une structure de défaisance. Enfin, contrairement aux affirmations de la Cour des comptes, M. Vinassac n'était en aucun cas dans une relation de subordination avec la banque Dumesnil*. »

Les policiers ont perquisitionné, le 13 juin, aux domiciles de MM. Vinassac et Aulagnon. Ils se sont aussi rendus au cabinet Andersen et à la Bankers Trust, en quête d'éléments relatifs à leurs interventions auprès du GAN susceptibles d'avoir porté préjudice aux intérêts de la compagnie. La justice paraît aussi rechercher d'éventuels conflits d'intérêt entre des responsables du GAN ou leurs proches et Andersen ou Bankers Trust.

Jacques Follorou

### François Heilbronner placé en garde à vue

François Heilbronner, président du groupe français d'assurances GAN de 1986 à 1994, était toujours en garde à vue, jeudi 20 juin dans la matinée, dans le cadre d'une affaire portant sur le fonds spéculatif Volter, placé en liquidation judiciaire au cours de l'été 2000. Ce fonds, doté de 42 millions d'euros, était géré par la société HL Gestion, présidée par M. Heilbronner. Son gendre, Imad Lahoud, gérant de ce fonds, est également placé en garde à vue. En juillet 2000, Fortis Investment Management France, qui détenait des parts dans Volter, avait porté plainte, estimant avoir été victime d'une escroquerie. La COB avait retiré, en août 2000, son agrément à HL Gestion avant de se joindre aux poursuites judiciaires ouvertes pour « *escroquerie* » et « *abus de confiance* ».



**EAU DU SOIR**  
EAU DE PARFUM

eau de parfum

Création Hubert Isabelle d'Ornano pour Sisley.

**sisley** PARIS [www.sisley-cosmetics.com](http://www.sisley-cosmetics.com)



## Pechiney veut retrouver une dynamique en réinvestissant le secteur de l'aluminium

Deux ans après l'échec de sa fusion avec Alcan et Algroup, le français recentre ses efforts sur son métier historique, grâce à de nouvelles technologies prometteuses

**PECHINEY** reprend goût à l'aluminium. Alors que le groupe présidé par Jean-Pierre Rodier, groggy après le veto de Bruxelles à sa fusion avec le canadien Alcan et le suisse Algroup, semblait hésiter depuis deux ans à relancer ses efforts dans le secteur, il paraît prêt désormais à adopter une démarche beaucoup plus volontariste. En dépit des effets de cycle, des variations des taux de change, la production de métal blanc est la première contribution bénéficiaire du groupe. En 2001, l'aluminium primaire a représenté 66 % (423 millions d'euros) des bénéfices opérationnels de Pechiney, pour 17 % de son chiffre d'affaires.

Aux vues de ces résultats, le groupe a décidé de pousser les feux. D'abord dans le développe-

ment d'une nouvelle technologie de fusion mise au point dans ses laboratoires. Baptisée AP 50, cette technique permet d'augmenter de plus d'un tiers la production sur une ligne. Un saut d'importance dans ce secteur très capitalistique.

Pour le groupe, ce dossier constitue un défi technique et financier. Une première usine, employant cette nouvelle technologie, devrait être montée en Afrique du Sud. Le groupe a signé un accord pluriannuel de fourniture d'électricité avec la firme Eskom. Un tour de table est en train d'être réuni; Pechiney souhaite y participer à hauteur de 30 à 35 %.

Si les performances techniques sont au rendez-vous, le groupe est assuré de conserver sa suprématie dans les technologies de l'aluminium. Inventeur de techniques de fusion au début du XX<sup>e</sup> siècle, le groupe n'a depuis jamais perdu son avance : aujourd'hui, encore 80 % des nouvelles usines construites dans le monde occidental sont sous licence Pechiney. Un moment tenté de revendre simplement sa technologie, le groupe, qui dispose d'un bilan financier plus solide, aimerait désormais s'associer plus étroitement en prenant des participations dans les projets nouveaux utilisant ses technologies.

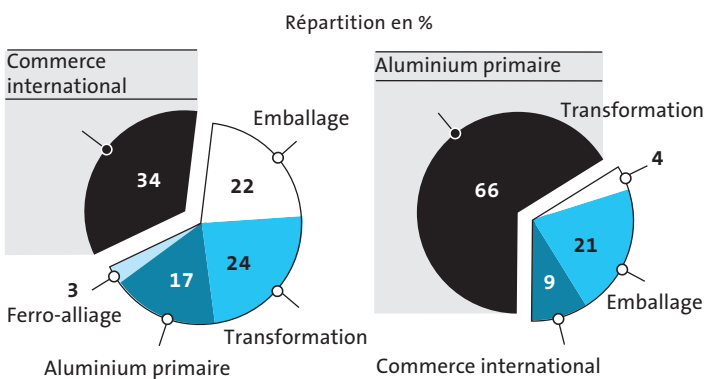
### PRISE DE PARTICIPATION

Cette méthode de prise de participation est, aux yeux du groupe, la plus adaptée au secteur : elle permet à chaque intervenant, soumis aux mêmes contraintes de rentabilité financière, de limiter les investissements tout en évitant la création de surcapacités qui menacent périodiquement le marché de l'aluminium. Pechiney aimerait pouvoir la mettre en œuvre en Chine. Pour Jean-Pierre Rodier, l'avenir

### LES BÉNÉFICES DE L'ALUMINIUM

Pechiney - Chiffre d'affaires 2001 : **11,1 milliards d'euros**

Pechiney - Résultat opérationnel : **549 millions d'euros**



Source : entreprise

du secteur se joue dans ce pays, à la fois très important producteur et consommateur d'aluminium.

Pechiney a déjà été candidat à la reprise de sites de production d'alumine (première transformation de la bauxite) mais a perdu face à son concurrent américain Alcoa. Le groupe n'a pas renoncé pour autant. « C'est un mouvement stratégique essentiel. Mais il faut trouver aussi des dossiers profitables. Toute la difficulté est de sécuriser les coûts d'approvisionnement d'alumine et d'électricité. Pour le moment, nous n'arrivons pas comme nos concurrents à trouver ces assurances », explique Jean-Dominique Senard, directeur de la division Aluminium Métal.

Le groupe veut aussi accroître ses positions dans la transformation. Il s'intéresse au dossier du groupe métallurgique anglo-néerlandais Corus qui a mis en vente tous ses actifs dans l'aluminium pour se recentrer sur la sidérurgie. « Nous sommes candidat à la repré-

se. Nous allons déposer un dossier dans les prochains jours. Corus a des positions dans la transformation d'aluminium pour l'aéronautique très intéressantes. Bien sûr, nous sommes tout à fait attentifs aux problèmes de concurrence. Mais nous croyons à nos chances », assure Philippe Varin, directeur de la branche aluminium du groupe.

A côté de l'aéronautique, où Pechiney est le premier fournisseur d'Airbus, le groupe mise aussi beaucoup sur l'automobile. Les préoccupations environnementales, l'obligation de recyclage, le besoin d'alléger les voitures sont autant de facteurs favorables à l'aluminium. Déjà, il représente près de 10 % du métal dans les voitures contre presque rien il y a quelques années. Pour Pechiney, ce marché représente 16 % des ventes de la transformation. Pechiney entend rapidement augmenter sa part dans ce secteur face à l'acier.

Martine Orange

## La sidérurgie lorraine craint de nouvelles restructurations

### METZ

correspondance

L'inquiétude gagne toute la Lorraine : la sidérurgie, qui a perdu plus de 60 000 emplois dans la région depuis 1974, pourrait subir une nouvelle saignée. Le géant Arcelor envisagerait la fermeture de la filière à chaud de Sollac Lorraine, à Florange (Moselle) : deux hauts-fourneaux, une cokerie, une aciérie et un laminoir qui emploient 1 700 personnes, sur les 9 000 que compte l'ex-Usinor dans la région. « La conjoncture dégradée et les mesures protectionnistes américaines pourraient accélérer l'annonce de fermeture du site », craint le Conseil économique et social (CES) de Lorraine, qui devait débattre du dossier jeudi 20 juin.

Confronté, d'ici à 2005, à une surcapacité de production d'acier de 3 à 4 millions de tonnes en Europe, le leader mondial de la sidérurgie doit se résoudre à sacrifier un site dès 2003. De préférence une unité continentale. Le groupe privilégie en effet les sites côtiers, tels Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) ou Dunkerque (Nord), qui bénéficient de coûts d'approvisionnement des matières premières (minerais de fer, coke) moins élevés. Le rapport du CES de Lorraine estime ce surcoût à 15 euros la tonne.

### GEL D'INVESTISSEMENTS

Jusqu'à présent, la région a pu compenser grâce à une productivité supérieure et à la proximité de ses clients, comme les constructeurs automobiles européens. Mais la filière à chaud nécessitera, à l'horizon 2010, plusieurs centaines de millions d'euros d'investissements. « Or aucune décision n'est prise pour préparer ces programmes », regrette Georges Muschiati, délégué CGT de Sollac Lorraine. Pire, le 4 juin, les syndicats apprenaient qu'Arcelor avait décidé un gel de 12 à 18 mois d'investissements programmés sur trois sites européens, à Brême (Allemagne), Liège (Belgique) et Florange. Et selon *La Tribune* du 20 juin, le groupe a confirmé mercredi la fermeture, en 2005, du « train universel » de Longwy (Meurthe-et-Moselle), qui produit 446 000 tonnes d'aciers longs et emploie 344 salariés. Un nouveau site sera construit au Luxembourg.

Un facteur négatif supplémentaire pèse en défaveur des installations lorraines : la pyramide des âges. Les salariés français d'Arcelor ont en moyenne 44,6 ans et plus de 25 % d'entre eux ont plus de 50 ans. A Sollac Lorraine, « la moyenne d'âge est bien plus mauvaise », rappelle le CES. Cette situation permettrait à Arcelor de fermer le site sans licencié, en jouant avec des mesures d'âges. « La pyramide des âges permettra d'adapter les effectifs », avait déclaré Francis Mer en décembre 2001, interrogé sur les conséquences sociales de la naissance d'Arcelor. Aujourd'hui ministre, M. Mer osera-t-il exercer une pression sur ses anciens collègues d'Arcelor ?

Stéphane Getto

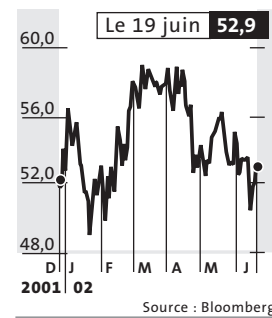
## Wendel et KKR bien placés pour reprendre Legrand

**SCHNEIDER** resserre ses choix pour régler sa séparation avec Legrand. Après deux mois d'étude, le groupe d'équipements électriques a décidé de retenir la seule candidature commune de Wendel investissements et de KKR pour discuter de la reprise de son concurrent. Un accord d'exclusivité est sur le point d'être conclu entre les deux parties. Les deux repreneurs financiers seraient prêts à acheter Legrand sur la base d'environ 5 milliards d'euros.

Le projet de reprise sera présenté au conseil d'administration de Schneider, lundi 24 juin. Les administrateurs devront alors choisir entre ce projet et celui d'une mise en Bourse directe. Le cours de Schneider, qui avait vivement accusé le contrecoup du veto de Bruxelles, s'est depuis repris. Mercredi, il terminait en hausse de 1,63 %, à 52,9 euros.

### L'EFFACEMENT DU VETO

L'action Schneider Electric en euros à Paris



Source : Bloomberg

## South African Airlines remplace ses Boeing par des Airbus

**AIRBUS** a ravi à Boeing un client traditionnel. South African Airlines (SAA) a confirmé, mercredi 19 juin, sa décision de renouveler ses Boeing vieillissants par une flotte tout Airbus : la compagnie a signé pour l'achat de 38 appareils européens et prendra en location trois Airbus A340-600 auprès de la société américaine ILFC.

La commande se décline en six long-courriers A340-600, le dernier-né de la famille Airbus, six A340-300 nouvelle version, auxquels s'ajoutent les moyen-courriers, quinze A320 et onze A319, a détaillé Airbus. Les 41 avions (38 plus les 3 en location), livrables au cours des dix prochaines années, représentent une valeur catalogue de 3,5 milliards de dollars (3,67 millions d'euros), sous réserve des remises qui peuvent aller jusqu'à 30 %. Le rival d'Airbus, Boeing, reste cependant en tête, avec 134 commandes nettes depuis le début de l'année, grâce à la commande de 100 avions moyen-courriers B737 par la compagnie irlandaise Ryanair. - (AFP)

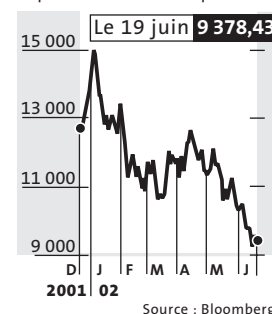
## La quatrième banque privée turque est mise sous tutelle

**L'OFFICE** turc de régulation des banques a mis sous tutelle, mercredi 19 juin, la quatrième banque privée de Turquie, Pamukbank. Celle-ci affichait un déficit de près de 2 milliards de dollars en 2001 mais n'a pas pris les mesures stipulées par la loi bancaire. Incapable de remplir ses obligations, Pamukbank se voit contrainte d'abandonner son projet de fusion avec un autre établissement, Yapi Kredi.

Cette décision a entraîné une chute de 2 % à la Bourse d'Istanbul, déjà déstabilisée par la maladie du premier ministre Bulent Ecevit. Le système bancaire turc est à l'origine d'une grave crise financière commencée en novembre 2000, suivie depuis février 2001 par une crise économique générale. La Turquie a dû conclure avec le Fonds monétaire international un engagement pour assainir son secteur financier : 20 banques sur la soixantaine que comptait le pays ont ainsi été mises sous tutelle.

### PLONGEON

Indice ISE National 100 en points à la Bourse turque



Source : Bloomberg

### INDUSTRIE

■ **TRW : l'équipementier américain** a annoncé, mercredi, la conclusion de la vente de sa division aéronautique à Goodrich (équipements aérospatiaux et de défense) pour 1,5 milliard de dollars (1,57 milliard d'euros).

■ **PHILIP MORRIS : le cigarettier américain a été condamné**, mercredi, à verser 5,5 millions de dollars de dommages et intérêts à une hôtesse de l'air, qui affirme que son exposition professionnelle à la fumée de cigarette dans les avions lui a causé des sinusites chroniques. Philip Morris a décidé de faire appel.

■ **VOXAN : Didier Cazeaux, repreneur du fabricant français de motos**, a précisé mercredi qu'il n'exercera aucune fonction opérationnelle dans Voxan, son rôle se limitant à celui d'un partenaire financier. Cet investissement est fait à titre personnel, et non par le fabricant de bateau Guy Couach, dont M. Cazeaux est PDG et actionnaire.

### SERVICES

■ **FNAC : les syndicats CGT, SUD, FO et CNT de la FNAC Paris ont été déboutés**, mardi, par le tribunal de grande instance de Paris de leur demande de réouverture des négociations salariales avec la direction générale de la FNAC (groupe PPR). Les revendications, qui portaient sur les inégalités de statuts dans le groupe, avaient été à l'origine du conflit social, en mars. Les magistrats ont considéré qu'en l'absence « de demande de reconnaissance d'une unité économique et sociale entre les différentes sociétés », les discussions pouvaient être conduites séparément dans chacune des entités.

■ **CASINO-CORA : les distributeurs mettront fin**, en septembre, à leur alliance dans Opéra, leur centrale d'achats commune. La dissolution était attendue depuis la procédure engagée en début d'année par Cora à l'encontre de Casino pour rupture du contrat Opéra.

■ **RYANAIR : la compagnie aérienne irlandaise à bas prix a été condamnée**, mercredi, à verser 67 500 euros de dédommagement à sa millionième passagère, Jane O'Keefe, pour ne pas avoir respecté la promesse de lui offrir des vols gratuits à vie, faite en grande pompe en 1988. La compagnie aérienne avait commencé à émettre des restrictions en 1997, et Jane O'Keefe, aujourd'hui âgée de 35 ans, avait porté plainte.

■ **PANINI : l'éditeur italien va retirer de la vente quelque 2 millions d'autocollants** de l'équipe d'Italie de football pour protester contre la défaite de la *Squadra azzurra* contre la Corée du Sud, pays organisateur de la Coupe du monde.

### FINANCES

■ **CRÉDIT SUISSE : la banque helvétique a renforcé** les fonds propres de sa filiale d'assurance Winterthur en injectant 600 millions de francs suisses (400 millions d'euros). Le Crédit suisse a indiqué « renforcer la marge de solvabilité » de sa filiale, « réduite en raison de l'évolution négative des marchés financiers ».

■ **NORDEA : le groupe bancaire et financier nordique** a annoncé, mercredi, un accord avec l'assureur danois Tryg i Danmark smba, portant sur la cession de sa compagnie d'assurance-dommages Tryg Forsikring, pour 760 millions d'euros.

**Courrier INTERNATIONAL**  
FRANCE Raffarin, au travail!  
Débat sur le pessimisme écolo  
**La planète est-elle foutue?**  
3 €

**MUSIQUE** La folle histoire d'un tube zoulou  
**MONDE ARABE** La liberté passe par Internet  
**Et chaque jour : www.courrierinternational.com**



# La chaîne française d'information internationale relancée

Face à l'américaine CNN International et la britannique BBC World, le gouvernement envisage diverses hypothèses pour promouvoir à l'étranger un autre point de vue sur l'actualité. Des opérateurs publics et privés sont intéressés

**NAÏTRA** ou naïtra pas ? Le projet de chaîne française d'information à portée internationale, souvent évoqué et jamais concrétisé, est redevenu une priorité nationale, dix ans après sa première formulation. La France voudrait disposer d'un outil comparable aux chaînes américaine CNN, britannique BBC World, qatarie Al-Jazira ou allemande Deutsche Welle. Le 12 février, le président de la République, Jacques Chirac, en campagne, a plaidé devant les membres du Haut Conseil de la francophonie pour la création d'une « grande chaîne d'information internationale en français capable de rivaliser avec la BBC ou CNN ». Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication, s'est déclaré favorable à la création d'une chaîne qui devienne « un instrument efficace du développement de l'influence et du rayonnement de la France », lors de son audition devant la commission des affaires culturelles du Sénat, le 29 mai.

Au Quai d'Orsay, tutelle de l'audiovisuel extérieur et chef de file de ce projet, on confirme que « l'audiovisuel est une priorité (...) [et une chaîne internationale 100 % info] un instrument d'influence colossal ». Le cabinet de Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères et ancien conseiller de M. Chirac à l'Élysée, « travaille » au projet, sans, pour l'instant, s'être fixé de délai. Une étude sur la référence britannique, la BBC, a déjà été réalisée. Une première prise de contact entre le ministère de la culture et le Quai d'Orsay vient d'avoir lieu. Et, dans



Une équipe de CNN devant l'immeuble détruit de la télévision publique serbe à Belgrade, le 23 avril 1999. Avec plus de 1 000 journalistes et 42 bureaux à l'étranger, la chaîne privée américaine dispose de moyens beaucoup plus lourds que toutes ses concurrentes dans le domaine de l'information.

une note interne et confidentielle que *Le Monde* a pu consulter, plusieurs options sont listées et les premières préférences formulées.

## CONCEPT CLAIR

Sans encore trop oser y croire, les opérateurs publics comme privés se mobilisent. Depuis deux ou trois mois, France Télévisions, TV5, RFI ou TF1 réfléchissent, ensemble ou séparément, aux propositions qu'ils pourraient faire. Le concept est assez clair : « Ni le monde monolithique vu par CNN ni celui, encore emprunt de l'esprit de l'empire, vu par la BBC, mais un point de vue sur les événements internationaux qui intègre notre culture, notre histoire et surtout le point de vue distancié des journalistes français », confie l'un d'eux.

Les modalités d'organisation, les délais et les moyens financiers sont moins bien définis.

La création, proposée en 1997 dans son rapport par Jean-Paul Cluzel, le président de Radio France internationale (RFI), d'une chaîne vitrine qui s'appuierait, en s'inspirant du modèle public britannique, sur la chaîne généraliste francophone TV5 et sur les journalistes de RFI, ne semble pas considérée comme la meilleure solution, en dépit de ses appuis au sein du gouvernement. Notamment en raison de contraintes statutaires. La diffusion en plusieurs langues et le potentiel représenté par l'important réseau de correspondants de RFI sont, toutefois, jugés intéressants.

Autre option, l'Etat pourrait

encourager le rachat d'Euronews – chaîne européenne tout en images – par un opérateur français public (France Télévisions en est déjà actionnaire) pour la transformer en chaîne française d'information internationale. France Télévisions pourrait y adjoindre la rédaction parisienne de TV5 et certains correspondants multimédia de RFI à l'étranger – deux échanges ont déjà eu lieu sur ces questions entre RFI et France Télévisions. Il faudrait alors renforcer fortement la place de l'information, qui ne dispose pour l'instant que d'un budget de 7 millions d'euros pour 6 heures d'informations par jour. Principal problème : TV5 rassemble dans son capital les gouvernements suisse, belge et canadien, qui n'accepte-

ront sans doute pas d'abandonner la diffusion de leurs journaux nationaux et de laisser la main à la France pour l'information.

## L'OPTION FRANCE TÉLÉVISIONS

Troisième option, France Télévisions développe un projet de création ex-nihilo d'une chaîne tout information à vocation internationale. Elle pourrait, à condition d'y consacrer environ 85 millions d'euros, selon certaines estimations, être opérationnelle dans un délai de huit à douze mois, en disposant de ses équipes propres issues de France 2 et de France 3 et d'un signal émis sur les principales régions du monde. Cette option répondrait, selon certains, au plus près aux préoccupations du président Chirac, mais elle est coûteuse.

Des options intermédiaires sont donc envisagées. Au Quai d'Orsay comme à France Télévisions, on envisage, par exemple, d'utiliser la chaîne « tout info » nationale prévue dans le cadre de la télévision numérique terrestre (TNT) – à laquelle travaillent Paul Nahon et Bernard Benyamin – en la reprenant telle qu'elle, et en la diffusant à l'étranger. D'abord sur le Maghreb, l'Afrique et les zones francophones.

Enfin, une autre possibilité serait d'accepter la proposition d'un opérateur privé. Au sein du groupe TF1, on ne cache pas l'envie de faire de LCI une chaîne internationale. A condition que l'Etat finance le transport du signal à l'étranger.

Florence Amalou

## En France, LCI et i-tv concurrencent les télévisions étrangères

### Chaînes internationales

**BBC World** : la chaîne britannique compte 53 journalistes mais peut, au besoin, faire appel aux 700 journalistes de la BBC. BBC World est diffusée dans le monde entier, par câble et satellite, sauf en Grande-Bretagne. Ses principales zones de réception sont l'Asie, l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Elle est disponible auprès de 220,6 millions de foyers.

**CNN International** : la chaîne américaine compte 49 journalistes. Elle est disponible, par câble et satellite, auprès de 172 millions de

foyers hors Etats-Unis. Sa principale zone de réception est l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, avec 110 millions de foyers. CNN International émet en anglais, espagnol, turc et allemand. La chaîne-mère, CNN USA (1 000 journalistes et 42 bureaux à l'étranger) alimente aussi CNN International en images.

**Euronews** : la chaîne paneuropéenne emploie 146 journalistes. Elle ne possède pas de correspondants et fonctionne uniquement avec les images des agences de presse. Elle est retransmise, par câble et satellite, dans 76 pays, prin-

cipalement en Europe. Euronews est diffusée auprès de 124 millions de foyers. Son budget s'élève à 30,5 millions d'euros.

**Al-Jazira** : la chaîne d'information du Qatar emploie 80 journalistes. Son budget est de plus de 31 millions d'euros. Elle est diffusée en clair dans le monde arabe et cryptée à péage en Amérique et en Europe. Selon sa direction, la chaîne est reçue, via le câble et le satellite, par 30 millions à 40 millions de téléspectateurs. Elle dispose de 15 000 abonnés en Amérique du Nord.

**TV5** : la rédaction de TV5 recense 35 journalistes. Son budget annuel est de 82 millions d'euros, dont 7 millions pour la rédaction. Les huit versions régionales, diffusées par câble et satellite, de TV5 sont reçues par 116 millions de foyers. L'Europe est le premier marché de TV5, où 73 millions de foyers la reçoivent.

**Deutsche Welle** : la chaîne d'information allemande emploie 92 journalistes et près de 300 pigistes. Elle a des bureaux à Moscou, Washington et Bruxelles, qui comptent 7 correspondants et 6 pigistes. La Deutsche Welle estime son audience à 22 millions de téléspectateurs qui la regardent au moins une fois par semaine. La chaîne est diffusée dans le monde entier par câble et satellite. Elle émet en allemand et quelques heures par jour en anglais et en espagnol.

### Chaînes nationales

**France 2** : la chaîne publique rassemble 340 journalistes dont 10 correspondants à l'étranger. Depuis septembre 2001, son journal de 13 heures atteint une part d'audience moyenne de 19,5 % du lundi au vendredi et de 24,2 % le week-end. Celui de 20 heures enregistre 24,5 % de part d'audience en semaine et 23,4 % le week-end. France 2 ne communique pas son budget.

**France 3** : la chaîne rassemble 1 350 journalistes, dont 170 affectés à la rédaction nationale et 1 180 répartis dans 13 antennes régionales, 43 rédactions locales et 46 bureaux décentralisés. France 3 n'a pas de correspondant mais dispose d'un service étranger compo-

sé de 9 journalistes. Elle a une rédaction européenne basée à Strasbourg et à Bruxelles. Depuis septembre 2001, son édition d'information de 12 heures à 14 heures obtient, en moyenne, 25,7 % de part d'audience. L'édition nationale du « 19-20 » rassemble 31,4 %.

**TF1** : la chaîne privée compte 200 journalistes dont 6 correspondants basés à Washington, Rome, Moscou, Londres et Jérusalem. Le budget de la rédaction est de 92 millions d'euros. Depuis septembre 2001, le « 20 heures » enregistre une part d'audience moyenne, en semaine de 40 %, et de 40,8 % le week-end. Le « 13 heures » obtient en semaine 53,4 % et 50,8 % le week-end.

**LCI** : la filiale à 100 % de TF1 rassemble 110 journalistes. Elle emploie un correspondant à New York et fait appel à ceux de TF1. Son budget est de 44 millions d'euros. En mars, elle est devenue la troisième chaîne du câble et du satellite avec 1,3 % de part d'audience, selon Mediabase.

**i-tv** : la chaîne du groupe Canal + compte 110 journalistes, qui fournissent aussi les tranches d'information de Canal +. Elle n'a pas de bureaux à l'étranger, mais utilise les services de pigistes réguliers en Israël, à Moscou, Londres, New York et Los Angeles. Elle compte 20 correspondants en région. Son budget est de 35,06 millions d'euros. En mars, selon Mediabase, elle a obtenu une part d'audience de 0,5 %.

Guy Dutheil

## La TNT : de Dorothee à Vincent Bolloré



**AUDITIONS DEVANT LE CSA**  
Do Télé, NT1, Direct 8

**SES YEUX** dansent toujours, le ton reste guilleret mais la voix est brisée. « J'ai le trac », lance-t-elle aux membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Ce ne sont pas les caméras de la Chaîne parlementaire, qui diffuse les audiences des candidats pour les chaînes de la télévision numérique terrestre (TNT), qui l'effraient mais l'enjeu : une place parmi les fréquences gratuites qui seront accordées au secteur privé. Elle, c'est Frédérique Hochédé, dite Dorothee, l'icône des émissions pour la jeunesse dans les années 1980 et 1990. Après avoir collaboré avec Groupe AB, elle tra-

vaille avec Jean-Luc Azoulay, président de JLA Holding. « Dorothee fait partie de l'espace nostalgie de millions de téléspectateurs », lance Catherine Grandcoing, conseillère du président. Le projet, c'est Do Télé dont Dorothee est directrice éditoriale. « Il est inconcevable qu'il n'y ait pas de chaîne enfant gratuite », estime M. Azoulay.

### RECORD DE CANDIDATURES

Mercredi 19 juin, la troisième journée des auditions du CSA a été riche en événements. Claude Berda faisait office de fil rouge. Le président d'AB, qui détient le record de candidatures (dix), a présenté quatre de ses projets. Grâce à un tirage au sort favorable, il est monté en puissance, démarrant par son projet le plus décalé, une télévision culturelle, jusqu'à sa grande ambition :

concurrencer les chaînes généralistes historiques et TF1 avec NT1, traduire nouvelle télévision.

La journée s'achève par un grand moment. Vincent Bolloré se montre enfin au monde audiovisuel. Il présente Direct 8, une télévision de direct. Il parle de son groupe, de ses marchés, des condensateurs à l'huile de palme. Philippe Labro, conseiller médias de Bolloré parle de spontanéité, de vie, il rappelle : « Je n'ai pas dirigé la première radio de France [RTL] pendant quinze ans sans savoir que le direct, c'est la responsabilité. »

Judi 20 juin, les auditions du CSA devaient se terminer par l'audition de la chaîne KTO. La veille, le bruit a couru que Mgr Lustiger, cardinal de Paris, serait de la partie.

Bénédicte Mathieu

## Pétition contre une « dérive » dans le débat sur Israël

**PEUT-ON** critiquer la politique du gouvernement israélien sans être taxé d'antisémitisme ? La question est posée par une vingtaine de signataires d'un appel publié dans *Le Nouvel Observateur* daté du jeudi 20 juin. Intellectuels, journalistes, chercheurs, historiens, avocats s'élèvent contre la « grave dérive du débat public » que constitue, selon eux, le procès intenté contre Daniel Mermet.

Journaliste à France Inter, ce dernier est poursuivi pour incitation à la haine raciale pour avoir diffusé dans son émission « Là-bas si j'y suis », en juin 2001, des réactions d'auditeurs à ses reportages en Israël et dans la bande de Gaza. Lors de l'audience devant le tribunal correctionnel de Paris, le 31 mai, les plaignants – la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (Licra), l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et Avocats sans frontières – ont reçu le soutien de plusieurs témoins de poids, tels le philosophe Alain Finkielkraut, le journaliste Alexandre Adler et le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), Roger Cukierman (*Le Monde* du 3 juin).

### « DÉLIRE ACCUSATOIRE »

« Si « Là-bas si j'y suis » est une émission antisémite, alors l'antisémitisme est partout », estiment les signataires de l'appel publié dans l'hebdomadaire. Sous le titre « A-t-on le droit de critiquer Sharon ? », ils proclament leur refus de « ce délire accusatoire et cette exacerbation de la suspicion ». « On est consterné, ajoutent-ils, de voir des personnalités du monde intellectuel soutenir de telles dérives » initiées par des personnes qui « osent prétendre parler au nom de tous les juifs ».

A l'initiative de Reporters sans frontières, la pétition est signée par plusieurs Israéliens, ainsi que par Alfred Grosser, les époux Aubrac et le directeur de France Inter, Jean-Luc Hees. Pour celui-ci, M. Mermet « n'est jamais neutre, c'est ce qui fait l'intérêt de son émission. Après, on peut discuter de ses points de vue, entamer un dialogue, mais on ne peut absolument pas le traiter d'antisémite ». A l'issue de l'audience, aucune peine n'avait été requise contre M. Mermet par le procureur, Christian Ligneul. Le jugement est attendu le 12 juillet.

Antoine Jacob

### DÉPÊCHES

■ **PRESSE** : le quotidien communiste *L'Humanité* envisage une nouvelle augmentation de capital, a annoncé son directeur, Patrick Le Hyaric, mercredi 19 juin. Bénéficiant d'une situation « assainie », le capital du journal passerait de 53 358 euros en 2001 à 2,5 millions cette année, grâce à l'intégration du siège du quotidien dans ses actifs. – (AFP.)

■ **MÉDIAS** : le groupe britannique d'information Reuters a annoncé, jeudi 20 juin, 650 suppressions d'emplois. Elles s'ajoutent aux 1 800 postes supprimés depuis juillet 2001 (*Le Monde* du 14 mai).

■ **AUDIOVISUEL** : les éditeurs de presse allemands Springer et Bauer ont formé un consortium, mercredi, en vue d'acquérir la majorité dans la société KirchMedia, placée en redressement judiciaire lundi 17 juin. – (Corresp.)

nouvelle formule

O.G.M. : Tout sur les apprentis sorciers du business génétique.

Prix exceptionnel

2€

**Newbiz**  
Votre audace est la première des richesses



## Les valeurs technologiques à nouveau sur la sellette

LES VALEURS technologiques, l'augmentation des craintes d'attentat sur le territoire américain et la montée du conflit israélo-palestinien ont eu raison, mercredi 19 juin, des marchés boursiers, tant aux Etats-Unis qu'en Europe.

Les principaux indices américains ont perdu des points : de 1,49 % pour le Dow Jones (à 9 561,57 points) jusqu'à 2,99 % pour le Nasdaq (à 1 496,83 points), en passant par 1,65 % pour le Standard & Poor's 500 (à 1 019,99 points).

Plusieurs grandes entreprises du secteur technologique affichant un pessimisme non mesuré ont fait chuter les cours. Advanced Micro Devices, le concurrent direct d'Intel, a annoncé que ses résultats seraient inférieurs aux estimations, et a fini en repli de 15,5 %, à 8,70 dollars. Le constructeur infor-

matique Apple a perdu 15 %, pour finir à 17,12 dollars, après avoir déclaré que le ralentissement des ventes d'ordinateurs se traduirait par un chiffre d'affaires inférieur d'environ 10 % à ses précédentes estimations. En repli de 10 % pour terminer à 3,96 dollars, le fabricant d'équipements pour les télécommunications Ciena a pâti de sa communication de la veille au soir, dans laquelle il indiquait que le chiffre d'affaires de son troisième trimestre fiscal pourrait accusé une baisse « *significative* ». Le numéro deux mondial des logiciels, Oracle, qui a affiché une chute de 23 % de son résultat pour son quatrième trimestre fiscal, et une baisse de son chiffre d'affaires pour la première fois de son histoire, a abandonné 2 %, à 8,80 dollars.

Toute l'Europe boursière a été secouée par ce courant de vente sur les valeurs technologiques. Le français Alcatel, par exemple, a chuté de 6,34 %, à 9,46 euros, répercutant l'avertissement de Ciena. Sous cette pression, l'indice CAC 40 de Paris a fini en perte de 1,73 %, le Footsie de Londres en baisse de 1,05 % et le Dax de Francfort en recul de 1,73 %. En Allemagne, à la suite d'un remaniement de l'indice vedette du marché, afin de tenir compte du flottant des titres, Siemens est devenu mercredi la première pondération du Dax, devant Allianz.

Cécile Prudhomme

### INDICE EUROSTOXX



## LES BOURSES DANS LE MONDE 20/6, 9h46

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER		
<b>UNION EUROPÉENNE</b>								
ALLEMAGNE	DAX Index	4339,51	-0,35	5467,31	19/3	4252,85	14/6	20,60
	Euro Neu Markt Price IX	694,43	-0,51	1212,43	4/1	677,89	14/6	
AUTRICHE	Austria traded	1239,68	-0,33	1368,18	2/5	1109,88	9/1	13,90
BELGIQUE	Bel 20	2487,01	-0,72	2906,75	24/4	2428,32	14/6	12,50
DANEMARK	Horsens Bnex	241,08	0,06	280,92	26/3	240,91	19/6	
ESPAGNE	Ibex 35	7159,30	-0,74	8608,50	4/1	7014,20	14/6	17,20
FINLANDE	Hex General	5874,23	0,53	9224,38	4/1	5599,31	14/6	14,90
FRANCE	CAC 40	3903,70	-0,81	4720,04	4/1	3785,40	14/6	18,30
	Mid CAC	1917,88	-0,98	2176,89	2/4	1897,04	17/6	15,10
	SBF 120	2736,13	-0,82	3263,90	28/3	2659,62	14/6	7,50
	SBF 250	2628,78	-1,49	3081,89	28/3	2573,21	14/6	17,60
	Indice second marché	2361,96	-0,89	2567,01	15/5	2287,72	2/1	16,60
	Indice nouveau marché	746,16	-1,09	1175,41	7/1	733,44	14/6	
GRÈCE	ASE General	2193,43	20,06	2655,07	3/1	2160,28	16/4	17,00
IRLANDE	Irish Overall	4879,94	-0,87	6085,02	18/1	4611,79	20/3	12,30
ITALIE	Milan Mib 30	28245,00	-0,47	33548,00	17/4	27252,00	14/6	18,80
LUXEMBOURG	Lux Index	1040,88	-0,74	1169,47	14/1	821,61	30/4	
PAYS BAS	Amster. Exc. Index	433,13	-1,37	531,45	18/4	421,94	14/6	15,30
PORTUGAL	PSI 20	6953,33	-0,35	7998,50	4/1	6811,54	14/6	16,00

## EUROPE Jeudi 20 juin 9h46

INDICES	Indice	% var.
SECTEURS EURO STOXX		
AUTO STOX 50	3094,24	-0,90
AUTOMOBILE	216,98	-0,57
BANQUES	262,96	-0,72
PRODUIT DE BASE	204,71	-0,19
CHEMIE	335,41	-0,06
TÉLÉCOMMUNICATIONS	297,03	-0,80
CONSTRUCTION	227,58	-0,31
CONSOMMATION CYCLIQUE	115,31	-0,17
PHARMACIE	401,23	-0,61
ÉNERGIE	321,56	-1,53
SERVICES FINANCIERS	201,30	-1,55
ALIMENTATION ET BOISSON	232,54	-1,14
BIENS D'ÉQUIPEMENT	326,72	-0,46
ASSURANCES	256,51	-0,64
MÉDIAS	218,98	-0,85
BIENS DE CONSOMMATION	344,49	-0,54
COMMERCE ET DISTRIBUTION	283,61	-0,14
HAUTE TECHNOLOGIE	304,56	-0,08
SERVICES COLLECTIFS	272,42	-0,67

LES 50 VALEURS DE L'EURO STOXX	Code	Cours	% var.
ABN AMRO HOLDING	NL	18,47	-1,65
AEGON NV	NL	19,50	-1,07
AIR LIQUIDE	FR	149,00	-0,33
ALCATEL A	FR	9,40	-0,63
ALLIANZ N	AL	201,65	-1,87
AVENTIS	FR	67,90	-0,51
AXA	FR	18,29	-0,92
BASF AG	AL	45,00	0,00
BAYER	AL	31,99	-0,28
BAYR.HYP.U.VERBK	AL	31,27	-0,35
BVVA	ES	11,97	-1,24
BNP PARIBAS	FR	54,30	-1,18
BSCH	ES	8,28	-0,84
CARREFOUR	FR	55,80	-0,18
DAIMLERCHRYSLER N	AL	47,06	-0,08

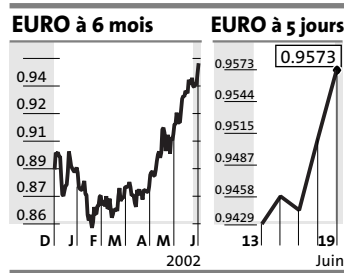
DANONE	FR	139,50	-0,78
DEUTSCHE BANK AG	AL	68,72	-0,26
DEUTSCHE TELEKOM	AL	9,89	-0,30
E.ON	AL	56,00	-0,88
ENDESA	ES	15,91	-1,18
ENEL	IT	6,27	-0,64
ENI SPA	IT	16,43	-0,60
FORTIS	BE	21,10	-1,86
FRANCE TELECOM	FR	14,99	-0,87
GENERALI ASS.	IT	24,42	-0,29
ING GROEP CVA	NL	24,66	-0,21
KONINKLIJKE AHOLD	NL	21,52	-1,28
L'OREAL	FR	76,70	-0,20
LVMH	FR	50,65	-1,46
MUENCHENER RUECKV.	AL	223,40	-1,09
NOKIA OYJ	FI	13,50	-1,20
PINAULT PRINTEMPS	FR	122,60	-0,33
REPSOL YPF	ES	12,08	-0,58
ROY.PHILIPS ELECTR.	NL	27,82	-2,01
ROYAL DUTCH PETROL	NL	54,60	-1,44
RWE	AL	38,17	-0,37
SAINT GOBAIN	FR	183,20	-0,43
SANOFI-SYNTHELABO	FR	57,45	-1,79
SANPAOLO IMI	IT	9,76	-0,20
SIEMENS	AL	59,03	-0,05
SOCIETE GENERALE A	FR	66,20	-0,53
SUEZ	FR	27,05	-0,84
TELECOM ITALIA	IT	8,03	-1,11
TELEFONICA	ES	8,99	-1,32
TIF	IT	4,04	-1,22
TOTAL FINA ELF	FR	154,50	-2,22
UNICREDITO ITALIAN	IT	4,55	-1,30
UNILEVER CVA	NL	64,75	-1,52
VIVENDI UNIVERSAL	FR	28,36	-2,51
VOLKSWAGEN	AL	51,13	-2,41
ZONE EURO	FR (France), AL (Allemagne), ES (Espagne), IT (Italie), PT (Portugal), IR (Irlande), LU (Luxembourg), NL (Pays-Bas), AT (Autriche), FI (Finlande), BE (Belgique), GR (Grèce).		
HORS ZONE EURO	CH (Suisse), NO (Norvège), SE (Suède), RU (Royaume-Uni), DK (Danemark).		

## MARCHÉ DES CHANGES 20/6, 9h46

	Dollar	100 Yens	Euro	Livre	Franc S.
NEW YORK (\$)		0,80780	0,95835	1,49080	0,65200
TOKYO (¥)	123,79000		118,60000	184,54615	80,70805
PARIS (€)	1,04370	0,84310		1,55580	0,68050
LONDRES (£)	0,67075	0,54185	0,64285		0,43735
ZURICH (FR. S.)	1,53410	1,23945	1,46955	2,28655	

### COURS DE L'EURO

	Achat	Vente
COURONNE DANOISE	7,4293	7,4380
COURONNE NORVÉGE	7,3650	7,3730
COURONNE SUÉDOISE	9,0675	9,0705
COURONNE TCHÉQUE	30,2591	30,7541
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6849	1,6857
DOLLAR CANADIEN	1,4740	1,4750
DOLLAR HONGKONG	7,4721	7,4765
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	1,9573	1,9607
FORINT HONGROIS	242,9809	243,8265
LEU ROUMAIN	31869,0000	31993,0000
ROUBLE	30,1430	30,1690



### MILAN

correspondance

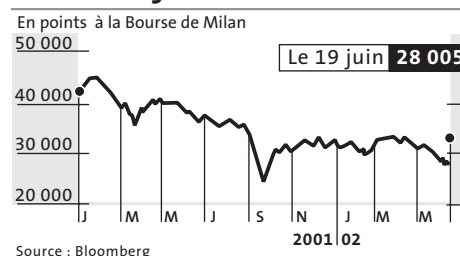
Quelles sont les informations pouvant influencer le prix d'une action en Bourse ? Comment réagir en cas de rumeurs ? Quel comportement adopter face aux analystes financiers ? Le « Guide de l'information vers le marché » présenté, mercredi 19 juin, à Milan, tente de répondre à ces questions. Soutenu par l'association Assonime, qui regroupe les principales entreprises italiennes, il a été élaboré avec la société qui gère la Bourse, l'Association des gestionnaires de patrimoine, l'Association des analystes financiers et l'Institut de recherche Ref, sous l'œil attentif de la Consob, la Commission italienne des opérations de Bourse. Le pari est simple : la transparence finit par être payante. « *L'objectif final est de donner plus de valeur à la Bourse italienne par rapport aux autres places financières européennes* », synthétise Vittorio Merloni, président d'Assonime. Un effort méritoire : depuis le début de l'année, l'indice général de la Bourse de Milan, le Mibtel, a perdu 8,3 %.

### UNE INFORMATION CLAIRE ET HOMOGENE

Le guide tente de combler les « zones grises » de la réglementation existante, permettant aux sociétés (sans obligation ni sanction) d'éviter gaffes et comportements incorrects. Il dresse une liste, non exhaustive, des informations sensibles. Certaines sont évidentes : entrée dans un secteur d'activité ou abandon d'une branche, démission ou nomination d'administrateurs, acquisitions et fusions, pertes risquant d'entamer le capital de la société. Mais le guide en cite d'autres qui ne font jamais l'objet, en Italie, de communication au marché, comme la perte d'un contrat ou l'existence de controverses juridiques. Sur le délicat chapitre des négociations

### CHRONIQUE DES MARCHÉS

#### L'INDICE MIB 30



et des projets, le guide pose un principe simple : soit maintenir le secret, soit donner l'information de manière claire. Les entreprises devront mettre à la disposition de tous les analystes financiers les informations données à l'un au cours d'une rencontre personnelle. Pour les rumeurs et les indiscretions publiées par la presse, le guide invite « *les sociétés à commenter, si possible, la nouvelle* ». L'information aux marchés est un sujet toujours plus sensible. En 2001, la Consob a demandé 40 fois aux entreprises de publier données et informations, contre 17 fois en 2000 !

### REGROUPER LES « POUPEES RUSSSES »

Le guide complète le code de bonne conduite en matière de gouvernement d'entreprise mis au point en 1999. Ce code est en cours de révision, et sa nouvelle version devrait notamment intégrer des normes plus précises sur les opérations entre sociétés d'un même groupe. Il ne faut pas oublier que le capitalisme italien est construit en « poupées russes » : une société cotée en contrôle une autre qui en contrôle une

autre. Ainsi, Pirelli & C contrôle Pirelli qui contrôle indirectement Olivetti qui contrôle Telecom Italia qui contrôle Telecom Italia Mobile ! La Bourse, qui a déjà interdit l'introduction en Bourse de holdings contrôlant des sociétés cotées, étudie comment éliminer les doublons existant déjà. Le président de la Consob, Luigi Spaventa, avait déclaré en avril, lors de son discours annuel, que « *dans la moyenne des dix premiers groupes cotés, le capital contrôlé est égal à presque deux fois et demie le capital possédé* » et averti que les nouveaux règlements exigent que les sociétés mettent à disposition du public « *dans les meilleurs délais l'information sur les opérations atypiques, inhabituelles ou significatives conclues avec les sociétés contrôlées* ». L'attention des institutions se focalise également sur les mesures de prévention des délits d'initiés : le nouveau règlement de la Bourse – auquel la Consob doit donner son feu vert – devrait exiger que les achats d'actions par les administrateurs, les dirigeants et leurs familles soient communiqués au marché tous les trois mois, au lieu d'une fois par an.

### UN BLASON À REDORER

Reste à savoir si ces efforts réussiront à faire rebondir la place de Milan. La capitalisation boursière est tombée en 2001 à 48 % du PIB, contre 70 % environ en 2000. Selon les chiffres diffusés par la Banque d'Italie fin mai, la part des actions dans le portefeuille des épargnants a reculé de 28 % à 19 %. Les Italiens ont favorisé les investissements en obligations, monétaires ou les dépôts bancaires. Même prudence du côté des sociétés : seules 17 sociétés sont entrées en Bourse en 2001 contre 45 en 2000.

Marie-Noëlle Terrisse

Pays	Indice	Dernier cours	% var.	Maxi 2002	Mini 2002	PER		
ROYAUME UNI	FTSE 100 index	4636,50	-0,34	5362,29	4/1	4565,39	14/6	15,90
	FTSE techMark 100 index	872,50	-0,83	1569,61	4/1	873,40	14/6	112,70
SUÈDE	OMX	603,56	-1,25	878,88	4/1	597,92	14/6	20,90
<b>EUROPE</b>								
HONGRIE	Bux	7749,13	-2,16	9019,42	7/5	7052,97	3/1	
ISLANDE	ICEX 15	1272,33	-0,53	1413,85	21/3	1142,61	7/1	
POLOGNE	WSE Wig index	14897,70	-1,45	16423,34	25/1	13842,30	2/1	213,80
TCHÉQUIE	Exchange PX 50	446,50	-0,25	479,39	10/5	384,60	2/1	
RUSSIE	RTS	367,51	-1,86	425,42	20/5	267,70	3/1	
SUISSE	Swiss market	5917,40	-0,91	6740,60	17/5	5862,20	14/6	72,30
TURQUIE	National 100	9532,80	1,65	15071,83	8/1	9158,59	17/6	15,00
<b>AMÉRIQUES</b>								
ARGENTINE	Merval	300,50	4,20	471,33	6/2	267,73	14/6	
BRÉSIL	Bovespa	11493,18	-2,77	14495,28	18/3	11601,48	14/6	8,70
CANADA	TSE 300	7247,76	-1,09	7992,70	7/3	7217,87	14/6	23,60
CHILI	Ipsa	90,21	-0,85	102,37	4/1	88,48	12/6	
ÉTATS-UNIS	Dow Jones ind.	9561,57	-1,49	10673,09	19/3	9260,99	14/6	20,30
	Nasdaq composite	1496,83	-1,99	2098,87	9/1	1445,43	14/6	41,10
	Nasdaq 100	1097,54	-1,96	1710,22	9/1	1055,56	14/6	38,50
	Wilshire 5000	9658,20	-1,60	10983,40	19/3	9306,17	14/6	
	Standards & Poors 500	1019,99	-1,65	1176,96	7/1	981,63	14/6	19,70
MEXIQUE	IPC	6691,04	-1,10	7611,12	11/4	6365,72	14/1	11,90

## FRANCFORT

Valeur
--------



## MARCHÉS FRANÇAIS

## PREMIER MARCHÉ

## VALEURS FRANÇAISES

Jeudi 20 juin 9h30

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
ACCOR	41,40	41,02	0,93	1,39	49,00	38,03	1,05	12040
AFFINE	39,70	39,70	n/d	7,58	40,05	30,34	1,40	3610
AGF	47,00	46,90	0,21	12,80	58,50	45,38	2,00	12592
AIR FRANCE GPE NOM	15,89	16,04	-0,94	-3,34	21,19	15,50	0,22	3112
AIR LIQUIDE	148,50	149,50	-0,67	6,13	155,69	133,15	3,20	12007
ALCATEL A	9,21	9,46	-2,64	-52,03	21,62	9,10	0,16	13000
ALCATEL O	2,35	2,35	n/d	-69,55	9,62	2,29	0,10	13015
ALSTOM	10,85	11,05	-1,81	-7,10	15,24	9,74	0,55	12019
ALTRAN TECHNO. #	34,70	39,10	-11,25	-31,62	66,40	33,30	0,14	3463
ARBEL	4,25	4,25	n/d	37,09	7,50	2,92	0,53	3588
AREVA CIP	180,00	180,00	n/d	12,85	201,00	160,00	22,85	4524
ASF	25,50	25,83	-1,28	n/d	28,20	25,00	n/d	18415
ATOS ORIGIN	61,25	62,65	-2,23	-16,72	94,40	57,50	n/d	5173
AVENIS	67,40	68,25	-1,25	-15,48	85,95	66,75	0,58	13046
AXA	18,17	18,46	-1,57	-22,58	26,09	18,10	0,56	12062
BACOU DALLOZ	113,70	113,60	0,09	29,20	138,00	83,30	0,90	6089
BAIL INVESTIS.CA	n/d	137,80	n/d	13,79	147,00	122,50	7,58	12018
BEGHIN SAY	40,25	40,40	-0,37	-1,34	45,90	39,20	n/d	4455
BIC	41,80	42,10	-0,71	8,96	44,66	35,51	0,36	12096
BNP PARIBAS	53,90	54,95	-1,91	7,26	61,85	49,77	2,25	13110
BOLLORE	n/d	245,20	n/d	2,08	262,00	238,00	3,00	12585
BOLLORE INV.	45,95	46,21	-0,56	-10,51	55,00	44,97	0,25	3929
BONGRAND	51,50	51,00	0,98	14,44	59,80	41,70	1,45	12010
BOUYGUES	26,56	27,00	-1,63	-27,82	38,95	25,85	0,36	12050
BOUYGUES OFFS.	59,50	59,55	-0,08	48,56	59,60	38,60	1,10	13070
BULL	0,58	0,59	-1,69	-52,84	1,36	0,57	n/d	3260
BURELLE (LY)	64,30	64,30	n/d	29,55	68,00	49,63	0,60	6113
BUSINESS OBJECTS	25,65	26,15	-1,91	-31,69	51,00	23,10	n/d	12074
CANAL +	3,60	3,58	0,56	0,55	3,90	3,43	0,18	12546
CAP GEMINI	44,02	45,70	-3,68	-45,72	90,70	41,80	0,40	12533
CARBONE-LORRAINE	33,70	34,10	-1,17	12,33	39,48	28,60	0,80	3962
CARREFOUR	55,40	55,70	-0,54	-5,13	58,80	45,80	0,56	12017
CASINO GUICH.ADP	64,60	64,40	0,31	3,36	67,30	56,05	1,58	12113
CASINO GUICHARD	87,60	87,30	0,34	1,09	89,90	75,05	1,54	12558
CASTORAMA DUB.(LI)	66,50	66,80	-0,45	14,95	68,50	54,25	0,76	12420
CEGED (LY)	62,30	61,80	0,81	-20,48	90,50	59,50	2,30	12470
CEREL	32,01	32,40	-1,20	12,51	36,40	28,00	n/d	4456
CERESTAR	40,40	30,74	-1,11	-1,29	33,06	30,11	n/d	4457
CF.RECYCLING	35,11	45,05	0,13	12,77	49,88	38,50	2,08	3905
CGIP	26,98	26,60	1,43	n/d	38,30	25,32	1,00	12102
CHARGEURS	26,10	26,30	-0,76	4,44	30,66	22,34	3,00	13069
CHRISTIAN DIOR	39,03	39,60	-1,44	13,22	47,63	32,50	0,50	13040
CIC-ACTIONS A	128,00	127,80	0,16	-6,22	135,00	118,70	2,36	12005
CIMENTIS FRANCAIS	49,50	49,53	-0,06	3,12	53,50	46,20	1,40	12098
CLARINS	59,90	61,60	-2,76	-5,52	72,50	59,00	1,10	13029
CNP MEDITERRANEE	35,00	35,36	-1,02	-14,63	56,40	31,10	1,00	12156
CLUB ASSURANCES	41,36	41,60	-0,58	15,85	43,98	33,60	1,39	12022
COFACE SVN CA	60,00	60,00	n/d	26,58	64,00	46,40	1,47	12099
COFLEXIP	121,90	121,90	n/d	23,33	172,00	116,20	0,31	13064
COLAS	70,50	71,20	-0,98	11,28	75,95	62,00	2,80	12163
CONTIN.ENTREPR.	43,50	43,50	n/d	-2,68	46,90	38,02	0,70	3664
CREDIT AGRICOLE	22,99	23,40	-1,75	29,22	24,70	17,58	0,55	4507
CREDIT.FON.FRANCE	15,90	16,05	-0,93	9,35	16,30	13,05	0,40	12081
CREDIT LYONNAIS	43,78	44,46	-1,53	16,74	48,80	36,14	0,75	18420
CS.COM.ET SYSTEMES	8,17	8,86	-7,79	-1,56	12,25	7,60	n/d	7896
DAMART	n/d	99,80	n/d	23,82	109,90	79,50	3,80	12049
DANONE	139,50	140,60	-0,78	1,82	150,40	125,20	2,06	12064
DASSAULT-AVIATION	365,00	377,90	-3,41	15,14	425,00	284,90	6,50	12172
DASSAULT SYSTEMES	43,38	43,43	-0,12	-19,66	59,40	38,20	0,33	13065
DEV.R.N-P.CAL LI #	16,40	16,40	n/d	13,88	16,40	13,00	0,55	12423
DEVAUX(LY)#	74,00	74,85	-1,14	-8,07	78,00	66,40	4,20	6100
DIDOT-BOTTIN	n/d	81,25	n/d	33,19	88,00	61,10	2,74	3747
DIM (DOLLFUS MI)	7,50	8,13	-7,75	-0,13	11,48	6,66	0,61	12133
DYNACONT	29,00	29,00	n/d	7,80	32,40	25,41	0,50	13035
EIFFAGE	92,90	92,80	0,11	35,81	97,40	68,80	2,10	13045
ELECT.MADAGASCAR	24,94	24,95	-0,04	10,84	24,95	19,00	n/d	3571
ELIOR SVN SCA	7,49	7,53	-0,53	-7,07	9,88	7,42	0,07	12127
ENTENIA(EX.CDE)	31,05	31,40	-1,11	22,48	35,89	25,35	0,54	12093
ERAMET	n/d	34,00	n/d	-1,73	39,80	30,21	0,60	13175
ESSILOR INTL	41,00	41,31	-0,75	20,76	45,57	31,20	0,41	12166
ESSO	86,50	86,00	0,58	7,85	96,80	79,50	2,75	12066
EULER ET HERMES	38,00	39,60	-4,04	-10,58	47,40	38,00	1,40	12130
EURAZEO	51,90	52,00	-0,19	-14,77	60,80	51,15	1,00	12112

## NOUVEAU MARCHÉ

19/6 : 8,09 millions d'euros échangés

Valeur Cours de clôture (€) % var.

## Meilleures performances

FI SYSTEM BS 00	0,02	100,00
HIGH BON DE SOUS.	3,02	20,80
INTERCALL REDUCT.	5,50	13,17
STELAX #	0,28	12,00
SYSTRAN	1,20	9,09
METROLOGIC GROUP #	30,00	7,14
GENUITY A-REGS 144	4,50	7,14
HUBWOO.COM	1,19	6,25
BUSINESS INTER. #	0,88	6,02
ACTEOS #	1,95	5,41
BAC MAJESTIC	0,69	4,55
WESTERN TELECOM #	0,25	4,17
LA TETE DS NUAGES#	1,30	4,00
VISIONENT #	1,60	3,90

## Plus mauvaises performances

CRONETWORKS	2,54	-18,06
CONSODATA	10,95	-15,77
INFO VISTA	1,70	-15,00
BRIME TECHN.BON 02	3,01	-14,97
D INTERACTIVE #	0,40	-13,04
HOLOGRAM INDUST.#	2,43	-12,90
TITUS INTER.B599	0,25	-10,71

FI SYSTEM #	0,93	-8,82
EUROFINS SCIENT.#	11,52	-8,57
EGIDE #	40,15	-8,54
MEMSCAP	1,03	-8,04
BCI NAVIGATION	2,75	-8,03
IXO	0,25	-7,41
AVENIR TELECOM #	0,77	-7,23

## Plus forts volumes d'échange

A NOVO #	4,57	-6,73
AVENIR TELECOM #	0,77	-7,23
BRIME TECHNO. #	22,70	-4,94
CEREP #	14,10	-5,87
DEVOTAM #	12,85	-1,23
EGIDE #	40,15	-8,54
EUROFINS SCIENT.#	11,52	-8,57
GENESYS #	6,60	-1,49
HIGHWAVE OPTICAL	0,75	-3,85
INFO VISTA	1,70	-15,00
IPSO #	71,15	-0,49
LINEDATA SERVICES#	20,98	-1,04
MEDIDEP #	26,00	-1,14
MEMSCAP	1,03	-8,04
METROLOGIC GROUP #	30,00	-7,14
NICOX #	18,15	-0,00
SAVEURS DE FRANCE#	25,73	-1,98
SOI TEC SILICON #	9,66	-7,12
VALTECH	0,91	-7,14
WAVECOM #	39,00	-1,64

ECUR.OBLIG.INTER.C	174,72	19/6	-0,86
ECUR.TECHNOLOGIESC	33,76	15/4	-13,52
ECUR.TECHNOLOGIESD	33,65	15/4	-14,96
ECUR.TRIMESTR.D	271,12	19/6	-0,97
EPARCOURT-SICAV D	27,68	19/6	-2,87
GEOPTIM C	2392,32	19/6	2,13

## Fonds communs de placements

ECUR.EQUILIBRE C	36,26	19/6	-3,13
ECUR.VITALITE C	36,83	19/6	-8,43
ECUREUIL PRUDENCEC	34,73	19/6	0,34
ECUREUIL PRUDENCED	33,89	19/6	0,11
NECTRA 2 C	991,11	19/6	-2,62
NECTRA 2 D	991,11	19/6	-2,62
NECTRA 5 C	944,92	19/6	-7,09
NECTRA 5 D	944,92	19/6	-7,09
NECTRA 8 C	889,72	19/6	-12,00
NECTRA 8 D	889,72	19/6	-12,00

## CDC IXIS

ATOUT CROISSANCE	339,96	19/6	-0,63
ATOUT EUROPE	437,78	19/6	-15,00
ATOUT FCE ASIE	69,48	19/6	-10,04
ATOUT FRANCE C	170,00	19/6	-13,67
ATOUT FRANCE D	151,18	19/6	-13,67
ATOUT FRANCE EUR.	148,14	19/6	-16,76
ATOUT FRANCE MONDE	38,69	19/6	-13,92
ATOUT MONDE	44,09	19/6	-16,90
ATOUT SELECTION	87,92	19/6	-16,13
CAPITOP EUROBLIG C	103,05	19/6	1,60
CAPITOP EUROBLIG D	81,77	19/6	-2,28
CAPITOP MONDOBLIG	47,02	19/6	4,21
CAPITOP REVENUS	170,92	17/6	-1,39
DIEZE	404,09	19/6	-8,42
INDICIA EUROLAND	91,58	18/6	-18,99
INDICIA FRANCE	309,86	18/6	-17,05
INDOCAM AMERIQUE	34,69	19/6	-16,10
INDOCAM ASIE	17,07	19/6	-3,61
INDOCAM FRANCE C	292,68	19/6	-13,12
INDOCAM FRANCE D	237,17	19/6	-14,35
INDOCAM MULTIOBLIG	198,01	19/6	5,50

## Fonds communs de placements

ATOUT VALEUR	67,69	18/6	-10,92
CAPITOP MONETAIREC	194,97	21/6	1,12
CAPITOP MONETAIRED	184,83	21/6	1,12
INDO.FONCIER	98,70	19/6	6,24
INDO.VALRES.	230,49	18/6	-11,64

Valeur	Dernier cours	Cours préc.	% var. /préc.	% var. 31/12	Plus haut	Plus bas	Divid. net	Code sicoam
EURO DISNEY SCA	0,70	0,70	n/d	-20,45	1,21	0,66	n/d	12587
EUROTUNNEL	0,95	0,97	-2,06	-15,92	1,18	0,90	n/d	12537
FAURECIA	45,82	46,25	-0,93	-22,33	61,40	44,90	0,91	12114
F.F.P. (NY)	116,60	118,20	-1,35	20,14	132,50	94,20	2,20	6478
FIMALAC	43,01	43,48	-1,08	6,72	50,50	40,01	1,40	3794
FINAXA	n/d	80,00	n/d	1,07	107,50	68,00	2,24	3313
FONCLYON.#	30,00	29,99	0,03	12,35	32,60	25,20	1,00	3340
FRANCE TELECOM	14,70	15,00	-2,00	-67,26	48,16	14,40	1,00	13330
FROMAGERIES BEL	n/d	107,80	n/d	7,85	119,00	91,80	2,22	12185
GALERIES LAFAYETTE	129,20	129,80	-0,46	-15,50	168,90	124,00	0,90	12124
GAUMONT #	48,84	48,00	1,75	18,54	53,70	39,00	0,57	3489
GECINA	99,55	99,75	-0,20	8,79	104,00	90,00	3,60	13151
GENERALE DE SANTE	15,66	16,00	-2,13	9,05	17,85			



# AUJOURD'HUI

## SCIENCES

Non loin de Genève, à cheval sur la frontière franco-suisse, les Européens et leurs partenaires construisent le dernier grand **ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES**. 3 milliards de francs suisses seront consacrés à cette

machine qui fonctionnera en 2007. Le Large Hadron Collider (LHC), c'est son nom, est fait d'un **ANNEAU DE 27 KM** dans lequel circulent deux faisceaux de particules de très haute énergie. Des collisions entre ces

faisceaux naissent des gerbes de particules dans lesquelles se cachent quelques **SECRETS DE LA MATIÈRE**. L'un de ceux que les physiciens sont impatients de percer est relatif au boson de Higgs, une particule

imaginée dans les années 1960 et qui pourrait expliquer l'**ORIGINE DE LA MASSE**. Des détecteurs de la taille de petits immeubles ont été conçus à cette fin. L'un d'eux, Atlas, est en cours de montage.

## Les physiciens du CERN se font bâtisseurs de cavernes

Pour percer les secrets bien gardés de la nature, en particulier les origines de la masse, les chercheurs vont installer dans une de ces grottes un énorme détecteur de particules. Atlas, c'est son nom, sera placé sur le tracé du plus grand accélérateur du monde pour recueillir des indices

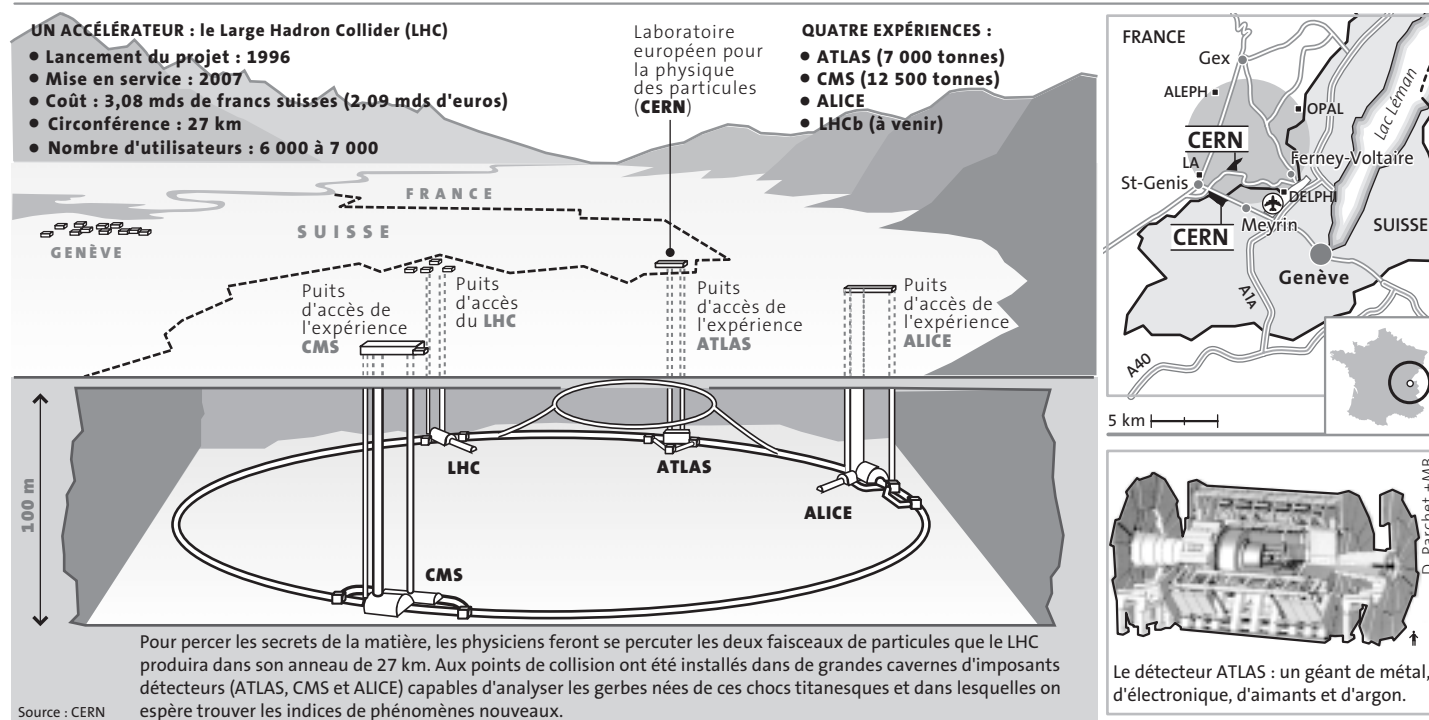
### GENÈVE

de notre envoyé spécial

On entre ici comme on entre en cathédrale. Plein d'humilité. Ecra-sé par les proportions de cette crypte de béton gris haute de 40 m, longue de 55 m et large de 35 m. Une nef immense où l'Arc de Triomphe pourrait loger au prix d'une toute petite cure d'amaigrissement. Sur les murs, pas d'ouverture. On est à moins 100 m sous le pays de Gex, dans la banlieue de Genève. Juste des projecteurs qui jettent une lumière crue sur le balai des ouvriers et des machines qui préparent le ferrailage d'une épaisse dalle de béton. Un long tunnel, dont les extrémités se perdent dans les entrailles de la Terre, traverse cette grotte de part en part. Au-dessus, une coupole lisse, sans âme et sans décor, suspendue à des câbles d'acier, ferme le tout. « Une prouesse technique », insistent, très fiers, les propriétaires des lieux, tout en désignant les deux puits d'accès qui remontent vers la surface.

En avril 2003, cette caverne sera finie. Prête à accueillir un nouveau dieu : Atlas, imposant appareil de mesure destiné à sonder les propriétés encore cachées de la matière. Un volumineux cylindre de métal de plusieurs milliers de tonnes, haut de cinq étages, truffé d'aimants supraconducteurs, de câbles, de composants électroniques et de microprocesseurs, qui enserrant un réservoir – le calorimètre – rempli de plusieurs tonnes d'argon liquide ultrafroid. Mille huit cents physiciens et ingénieurs de trente-quatre pays ont été invités à concevoir et à réaliser les pièces de ce monstre – trois autres, CMS, Alice et LHCb, sont en préparation – fabriqué pour le Laboratoire européen pour la physique des particules de Genève (CERN). Sa fonction : analyser les gerbes de particules produites par le Large Hadron Collider (LHC), les trier, ne retenir que les plus intéressantes et identifier la trace de nouvelles particules ou de cel-

### QUATRE EXPÉRIENCES ET UN ACCÉLÉRATEUR DE PARTICULES POUR JETER UN REGARD SUR LES ORIGINES DU MONDE



les dans lesquelles elle s'est désintégré.

Aujourd'hui, les premiers éléments du détecteur Atlas, à la conception duquel les équipes françaises de l'IN2P3/CNRS (Marseille, Grenoble, Annecy, Clermont-Ferrand, Orsay et Paris) et du CEA (Dapnia) ont activement participé, sont en cours de tests et d'assemblage. Une fois vérifié, l'ensemble devrait être acheminé en pièces détachées dans la crypte par les puits de descente, puis assemblé au droit des faisceaux de particules que produira le LHC, un collisionneur à protons de 27 km de circonférence (comparable à la taille du périphérique) qui sera sans doute le dernier de son espèce. Le tout sera opérationnel en 2007, avec deux ans de retard sur le calendrier initial.

D'ici là, les quelque six mille physiciens qui fréquentent épisodiquement le CERN devront atten-

dre et, quand ils le peuvent, travailler sur d'autres grosses machines comme le Tevatron américain du Fermilab à Chicago (Illinois). Mais leur impatience n'en sera que plus stimulée car ils espèrent, avec les différentes expériences du LHC, dont en premier lieu Atlas, franchir de nouvelles frontières dans la compréhension des mécanismes intimes de la matière. Deux questions fondamentales les agitent aujourd'hui, explique Jean-Jacques Aubert, directeur de l'IN2P3 : l'origine de la masse et la découverte d'éléments qui pourraient conforter la validité d'une théorie, la supersymétrie, appelée parfois SUSY, qui pourrait mieux expliquer la vraie nature du monde.

Notre conception actuelle de l'Univers est en effet incomplète. La théorie que les physiciens utilisent le plus souvent pour la décrire, le modèle standard, « laisse

sans solution de nombreuses énigmes », précise le CERN. Pourquoi les particules élémentaires ont-elles une masse, s'interrogent les physiciens ? Pourquoi cette masse est-elle différente d'une particule à l'autre ? Les quatre grandes forces qui commandent l'Univers ne

sont-elles que les différentes manifestations d'une force unique qui existait au tout premiers instants du monde ? Pourquoi, enfin, l'antimatière semble-t-elle avoir disparu de l'Univers ?

« De toutes ces questions, celle de la masse est la plus troublante »,

### L'énergie du moustique

Les physiciens ont pour habitude de décrire les particules qu'ils observent par leur masse. Une masse bien étrange qui ne prend absolument pas en compte les unités qui nous sont familières comme le gramme et ses sous-multiples, mais l'énergie qu'il a fallu dépenser pour les créer ou qu'elles libèrent en se désintégrant. Dans ce monde de l'infiniment petit, l'unité de base est l'électronvolt ou eV qui se décline en mégaelectronvolt ou MeV (un million de eV), gigaélectronvolt ou GeV (un milliard de eV) et téraélectronvolt ou TeV (mille milliards de eV). Le dernier accélérateur de particules du CERN, le LEP, dont le LHC va prendre la place dans le tunnel de 27 km qui avait été creusé pour lui sous la frontière franco-suisse, près de Genève, produisait des faisceaux d'électrons de 100 GeV chacun. Le LHC, qui accélère des faisceaux de protons, leur communiquera une énergie de 7 TeV chacun. Une énergie à la fois colossale et dérisoire. Un TeV représente à peu près l'énergie cinétique d'un moustique. Mais concentrée dans une particule mille milliards de fois plus petite, elle en fait un formidable missile pour sonder la matière.

### Trois familles, quatre forces

● **Le monde des particules** tel que nous le connaissons aujourd'hui est constitué de trois familles de quatre membres. La première, composée de deux quarks, d'un électron et d'un neutrino, suffit à rendre compte de toute la matière ordinaire. Les deux autres familles, dont les membres sont plus massifs, n'existent que dans des conditions très spéciales, celles qui ont présidé à la naissance de l'Univers ou celles que l'on reproduit dans les grands accélérateurs.

● **Ces particules sont collées les unes aux autres par des forces.** Celles-ci, au nombre de quatre – gravitation, force forte, force électromagnétique et force faible –, sont « portées » par d'autres particules dont certaines sont à découvrir (graviton) et d'autres déjà identifiées (gluons, photons, bosons W et Z).

● **Les modèles théoriques** utilisés par les physiciens pour décrire le monde prévoient que les quatre forces fondamentales ne sont en fait que quatre manifestations d'une force unique qui existait au tout premiers instants de l'Univers. Pour l'heure, seules les forces électromagnétiques et faibles ont été unifiées. L'un de ces modèles, le modèle standard, a toujours vu ses prédictions précises confirmées par les résultats expérimentaux. Un autre modèle tente aujourd'hui de le compléter en l'englobant dans un cadre théorique plus vaste : la supersymétrie que les instruments Atlas et CMS vont tenter de conforter.

### Entre économies et dépassements des coûts

**DÉCIDÉ** en 1996, le Large Hadron Collider du CERN, avec son anneau de 27 km, sera, en 2007, le plus grand accélérateur de particules du monde. Seul pouvait le dépasser le SSC (Superconducting Super Collider), un géant de 80 km de circonférence que les Américains avaient un temps envisagé de construire et qu'une brutale révision des coûts a conduit à abandonner. Une bonne chose pour les Européens. Non pas parce que la décision américaine conduisait à mettre *de facto* sur la touche les physiciens du Nouveau Monde, concurrents de toujours, mais plutôt parce que leur arrivée au CERN revenait à financer une partie du LHC et à avancer sa mise en service. On avait visé 2006. Ce serait, grâce à eux, 2005.

Depuis, il a fallu déchanter et repousser le démarrage du LHC à 2007. Les raisons de ce retard sont multiples. Difficulté de mise au point inévitable de certains composants. Tension sur le marché des câbles supraconducteurs des aimants prioritairement tourné vers l'industrie de l'imagerie médicale. Développement délicat des grands

détecteurs, monstres de technologie dont il a fallu concevoir l'électronique et les microprocesseurs résistants aux radiations. Circuits cryogéniques considérables. A titre d'exemple, le coût de développement d'Atlas, initialement fixé à 475 millions de francs suisses (mFS), prix 1996 – dont 80 mFS à la charge des Américains –, est passé aujourd'hui à 545 mFS (inflation comprise).

A cela s'est ajoutée une dérive des coûts (hors salaires) de la machine qui, avec ses expériences, est passée de 2,6 milliards de francs suisses en 1996 à 3,08 mdsFS aujourd'hui. Soit une augmentation de 11,8 % qui regroupe les surcoûts liés à l'intégration du LHC et à la préparation des zones d'accueil des expériences scientifiques.

### DES REMÈDES ÉNERGIQUES NÉCESSAIRES

Mais il convient d'ajouter à ces 480 mFS, une somme de 370 mFS supplémentaires liés aux expériences elles-mêmes, au développement de l'informatique et à celui des aimants supracon-

ducteurs et, enfin, au non paiement des contributions de certains Etats. Soit 850 mFS en tout. Preuve que la gestion du programme n'était pas exempte de critiques sur sa rigueur.

Le directeur général du CERN, Luciano Maiani, n'en disconvient pas. Le Comité d'examen externe, avait d'ailleurs souligné dès janvier que les problèmes du CERN étaient « les conséquences d'une adaptation insuffisante aux défis » posés par le LHC. Des remèdes énergiques sont donc nécessaires que la direction doit présenter à la fin de la semaine.

« Ce qu'il faut, précise Luciano Maiani, c'est recentrer tous les efforts sur le LHC. Pour cette raison, les activités de deux autres accélérateurs du CERN, le PS et le SPS [qui seront à nouveau utilisés pour le LHC en 2007], seront arrêtées en 2005 et leurs personnels affectés au LHC. » Cela suffira-t-il ? Les syndicats s'interrogent et craignent pour les personnels des sous-traitants.

J.-F. A.

## L'ESA met la dernière main à ses deux prochaines missions

Integral analysera les rayons gamma tombés du ciel et Rosetta aura rendez-vous avec une comète

### NOORDWIJK (Pays-Bas)

de notre envoyé spécial

L'Agence spatiale européenne (ESA) relève le nez vers les astres. Après avoir passé un semestre à comprimer son programme scientifique pour les dix ans à venir – restrictions budgétaires obligent –, l'ESA peut enfin lâcher ses compétences pour la science pure que vont lui prodiguer ses deux prochains satellites astronomiques. Actuellement en phase finale de tests au Centre européen de recherche et de technologies spatiales que l'ESA possède à Noordwijk (Pays-Bas), ces engins sont attendus par les chercheurs depuis une décennie.

Le premier, Integral (International Gamma-Ray Astrophysics

Laboratory), doit partir le 15 octobre à bord d'une fusée russe Proton, tirée du cosmodrome de Baïkonour (Kazakhstan). Ce satellite de 4 tonnes sera le plus performant des détecteurs de rayons gamma jamais construits. Extrêmement énergétique, le rayonnement gamma trahit les événements les plus violents de l'Univers, des cataclysmes capables d'échauffer la matière jusqu'à une température de 10 milliards de degrés ! Bien que ces phénomènes restent en partie mystérieux, les scientifiques estiment qu'ils sont produits par des corps très denses comme les étoiles à neutrons et les trous noirs.

Le second satellite que l'ESA s'apprête à lancer, Rosetta – nom inspi-

ré par la pierre de Rosette qui permit le décodage des hiéroglyphes égyptiens –, a pour mission de nous aider à déchiffrer le livre des origines de notre système solaire, en allant rendre visite à un fossile datant de sa formation : une comète. Le 13 janvier 2003, ce satellite de 3 tonnes décollera de Kourou à bord d'une Ariane-5 pour un voyage au très long cours.

### ANALYSER CETTE BOULE DE NEIGE

Après un périple de huit ans, au cours duquel elle rencontrera les astéroïdes Otawara et Siwa, Rosetta arrivera en vue de la comète 46P/Wirtanen. Pour analyser cette boule de neige sale d'un kilomètre de diamètre, qui contient les élé-

ments primitifs de notre système solaire, la sonde se mettra en orbite autour d'elle.

En plus de ce petit exploit technique, les responsables de la mission ont imaginé quelque chose d'encore plus fou. Après quelques mois d'observations, Rosetta larguera un petit atterrisseur de 100 kilogrammes, qui se posera sur la comète, aventure jamais tentée sur un corps à la gravité aussi faible. Pour ne pas rebondir comme une boule de flipper, l'atterrisseur, au moment crucial, plantera un harpon dans le sol pour s'y accrocher. A la manière des chasseurs de baleines.

Pierre Barthélémy

Jean-François Augereau

insistent en cœur Jean-Jacques Aubert et le directeur général du CERN, Luciano Maiani. La solution ? L'existence possible d'une particule, le boson de Higgs, et d'un champ qui baigne tout l'Univers, le champ de Higgs, imaginés tous deux dans les années 1960 par le physicien britannique Peter Higgs pour expliquer comment la masse vient aux particules. Astucieux, mais pas évident pour le profane. Encore qu'une analogie proposée par les équipes du CERN puisse aider à comprendre.

### DIFFICILE À APPRIVOISER

Imaginez, disent-ils, une salle pleine de physiciens conversant calmement. Une star de la physique rentre. Un Nobel par exemple. Aussitôt se crée sur son passage une perturbation. Un nombre croissant d'admirateurs l'entoure, ce qui freine son déplacement. D'une certaine façon, la star noyée sous cette grappe de fans acquiert de la masse comme le ferait, conclut le CERN, une particule se déplaçant dans un champ de Higgs. De même, si une rumeur parvient aux physiciens réunis dans la même salle, un certain nombre d'entre eux vont se rassembler pour en débattre. Ce groupe sera alors, pour le monde des particules élémentaires, l'équivalent du boson de Higgs.

Trouver ce boson, c'est confirmer l'existence du champ qui porte son nom et ouvrir de nouvelles portes sur le monde de l'infiniment petit. Malheureusement, le « Higgs » ne se laisse guère apprivoiser. Tous ceux qui ont tenté à ce jour de le prendre dans les mailles de leurs filets ont échoué faute de disposer d'un accélérateur de particules assez puissant car le fameux boson n'apparaîtrait qu'à de hautes énergies. Au cours de l'été 2000, les équipes du CERN ont cru distinguer des signes de son existence dans les gerbes de particules produites par le Large Electron-Positon Collider (LEP) du CERN. Celui là même auquel le LHC va succéder. Ce n'était semble-t-il qu'une fausse alerte qui a permis cependant de préciser le domaine – on parle plutôt de masse mesurée en GeV (Gigaélectronvolt) – où le « Higgs » pourrait se trouver. Un domaine – plus grand que 115 GeV et plus petit que 400 GeV – accessible demain au futur LHC européen et accessible aujourd'hui au Tevatron américain.

La tâche ne sera guère facile pour les chercheurs. Il leur faudra extraire des gerbes de particules produites par le choc frontal de deux faisceaux de protons du LHC des signes infimes et indirects trahissant la possible présence d'un boson de Higgs. Et ce 40 millions de fois par seconde tant dans l'expérience Atlas que dans l'expérience CMS. « Toute la difficulté », souligne Jean-Jacques Veillet, physicien au Laboratoire de l'accélérateur linéaire d'Orsay (LAL), est de savoir très rapidement éliminer les gerbes sans intérêt, et il y en a beaucoup, pour ne retenir que celles qui vaudront la peine. »

Quand on sait qu'un des scénarios de désintégration retenus pour le fameux boson n'est que de un événement par heure, on mesure mieux ce que chercher une aiguille dans une botte de foin veut dire. « Ce que l'on nous demande », confirment Jean-Jacques Aubert et son directeur adjoint scientifique, Guy Wormser, c'est aussi de pouvoir découvrir de nouvelles choses dont on ne sait pas quelles formes elles peuvent prendre. C'est la raison pour laquelle Atlas est un détecteur « généraliste ». On mesure ce qui entre, on mesure ce qui sort du détecteur et on essaie, à partir de ces données, de reconstituer l'histoire de la collision. Et on recommence. Sans cesse. Avec l'espoir que le boson de Higgs sera passé par là... »



## Vélos des villes et des champs

Les nouveaux modèles combinent confort et élégance pour séduire des urbains toujours prêts à partir en randonnée

**EXTRÊME** ou excentrique, pratique ou signe extérieur de distinction, le vélo tente de séduire de nouveaux adeptes. Alors que les ventes affichent une baisse de 15 % en 2001, le VTT quitte le rang des engins de torture pour chemins cassants. Témoins, ces nouveaux modèles au cadre bombé pour mieux encaisser les bosses et les trajectoires entre ciel et terre que leur font subir – parfois sans les mains – les adeptes des émotions fortes de la glisse.

Au rang des derniers-nés, les vélos de « dirt » et de « dual » prennent leur envol sur les champs de bosses des pistes montagnardes. La ville n'est pas épargnée par le phénomène avec l'arrivée des vélos de « street », taillés pour dévaler les escaliers. Ce style de pilotage a donné naissance à des équipements de protection articulés pour parer aux erreurs de trajectoire (Dainese, Fox, Axo).

Le VTT classique est passé de mode et se tourne désormais vers la compétition. Ce vélo excentrique, qui est parvenu à s'immiscer dans plus de 85 % des foyers, et dont le prix a baissé jusqu'à 106 € dans les hypermarchés, ne séduit plus que les accrocs des randonnées au long cours et des compétitions de cross-country.

Rien d'étonnant à ce que le VTT se fasse doucement détrôner par le VTC (vélo tous chemins) combinant confort et polyvalence, idéal pour les indécis qui zappent de la routine du bitume aux circuits de randonnée. Suffisamment équipé pour arpenter la ville, il voit ses cadres en aluminium s'alléger en même temps que les prix. Parallèlement, le vélo des villes se singu-

larise lui aussi pour appâter les tribus urbaines toujours à l'affût d'innovations. Témoin, le Puma Chiari, un vélo pliant à mono-suspension arrière vendu en série limitée chez Puma. Décathlon lance le Triban, un vélo vif et minimaliste dont la sobriété, qui s'inspire des montures des coursiers new-yorkais, espère séduire des cadres. Comme le Chiari, le Triban affiche sa vocation urbaine, avec un dérailleur intégré dans la roue arrière. Ces beaux objets peuvent même se monter au bureau ou dans le salon. Paradoxalement, si les jeunes aspirent à une plus grande simplicité technique, les cyclistes urbains classiques et conservateurs pédalant au quotidien ne voient toujours en lui qu'un simple outil de transport utilitaire et le préfèrent suréquipé. Ils choisissent un nombre sans cesse croissant de vitesses (jusqu'à 21), une artillerie superflue pour la ville et que l'utilisateur ne sait pas toujours exploiter sans maltraiter la mécanique.

Cependant, rares sont les cyclistes urbains, généralement proches de leur lieu de travail ou ne supportant pas de souffrir dans les embouteillages, à avoir délaissé l'énergie humaine pour un modèle à pédalage assisté par électricité. Pourtant, les cadres commencent eux aussi à s'alléger, comme les prix (de 899 € pour le Yamaha Pas, à 1 060 € euros pour le Renault Sport Equation). Seul point commun entre tous ces adeptes du deux-roues, le poids, qui reste l'éternel souci du cycliste, qu'il soit urbain, classique ou jeune.

Florence Serpette



**VTT extrême** : Cannondale Gemini 2000. Emotions garanties avec ce free-ride de descente qui hérite de puissants freins à disques et d'une fourche surdimensionnée pour résister aux figures de style. Cadre en aluminium, groupe Shimano LX/XT, fourche Rock Shox ou Marzocchi, amortisseur arrière Fox. Prix : de 4 199 à 5 199 €.



**Urbain branché** : ni VTT ni VTC, le Triban de Décathlon rend l'asphalte moins gris. Il est équipé de pneus slicks du groupe Shimano Nexus avec vitesses intégrées dans le moyeu arrière et d'un frein à disque. Prix : 549 € (ci-dessus).



**4 en 1** : ingénieux, ce porte-bagages universel (en haut) (24,39 €) peut se monter sur tous vélos et recevoir, selon l'humeur ou les besoins du jour, un top-case de type moto (en bas) fermant à clé (25,79 €), un porte-bébé (29,99 €), des sacoches cavalières en nylon souple (27,39 €) ou un panier (12,79 €), des accessoires qui se cliquent en une fraction de seconde.



**Idéal pour les courts déplacements** : ce vélo Renault se plie en un clin d'œil. Un engin pratique à ranger dans le coffre de sa voiture, ou pour voyager dans le métro ou le train, avant de continuer sa route sur deux roues. Prix : 640 € (ci-contre).

PELÉ - ATHLÈTE DU SIÈCLE

**“ Pourquoi suis-je bien placé pour vous parler des Troubles de l'Érection ? Parce que je suis un homme. Tout simplement. ”**

Enfin un remède sûr et efficace des troubles de l'érection. C'est Levitra. C'est sûr, c'est rapide et ça fonctionne. Levitra est le seul médicament qui agit directement sur le processus médical. Alors pourquoi ça ne fonctionne pas chez vous ? Parce que vous ne prenez pas votre médicament correctement. Si vous souffrez de problèmes d'érection, ne soyez pas en retard. Parlez-en à votre médecin.

Moi je le fais. <sup>(1)</sup>

(1) Titre décerné par un jury présidé par Juan-Antonio Samaranch (CIO) en novembre 1999, Mienne.

(2) SMIRA A, SAJOS N et le groupe ACSF. Les comportements sexuels en France. Rapport au ministre de la Recherche et de l'Éducation. La documentation française, Paris, 1993.



Quand l'amour va mieux, la vie aussi.



## Temps plus sec

**VENDREDI 21 JUIN**  
 Lever du soleil à Paris : 5 h 49  
 Coucher du soleil à Paris : 21 h 56

Les conditions anticycloniques se reconstituent sur la France après l'évacuation vers l'est de la perturbation orageuse. L'onde pluvieuse suivante va se diriger vers les îles Britanniques et concernera les régions proches de la Manche par des débordements nuageux. Les températures seront d'un bon niveau.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** Les nuages nombreux sur les côtes de Manche donnent quelques gouttes l'après-midi. Plus au sud, les nuages sont moins compacts, le ciel plus lumineux. Il fait de 17 à 23 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** Du Pays de Caux à la Côte d'Opale, le ciel garde une teinte grise. Plus au sud, les plaques de grisaille matinale se dissipent et l'après-midi offre des éclaircies de l'Ile-de-France au Berry. Il fait de 22 à 25 degrés du nord au sud.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** Des plaques de grisaille et quelques brumes occupent le ciel en matinée. Le ciel se montre plus clément l'après-midi même si un orage n'est pas exclu sur le relief. Il fait de 24 à 27 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** Des nuages bas et des brouillards sont au programme du matin, notamment dans les plaines du Sud-Ouest. Par la suite, le soleil se montre bien présent au sein de quelques cumulus. Il fait de 24 à 27 degrés, un peu moins sur les côtes.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** Les nuages assez nombreux le matin se déchirent l'après-midi. Ils restent localement plus menaçants sur le relief avec une ondée orageuse possible. Il fait de 25 à 30 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** Beau temps et forte chaleur. Le ciel limpide en bord de mer est légèrement plus voilé dans l'arrière-pays. Les températures s'inscrivent entre 27 et 33 degrés, localement 35.

### 21 JUI. 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; \* : neige.

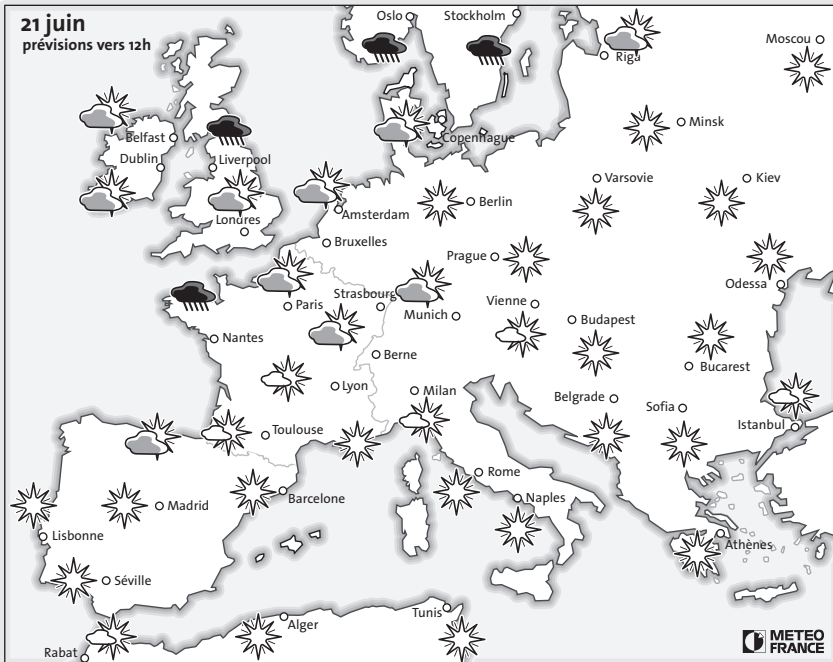
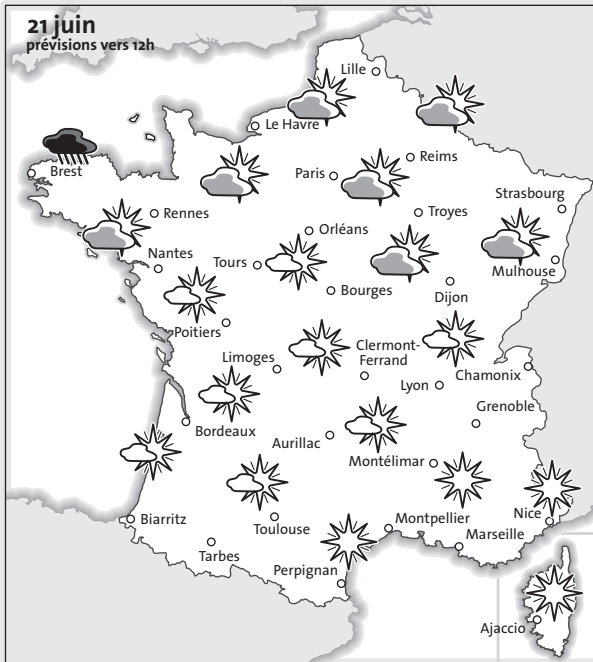
FRANCE MÉTROPOLE			
Ajaccio	18/29 S	Milan	24/30 P
Biarritz	14/19 S	Moscou	16/26 S
Bordeaux	15/24 S	Munich	18/26 N
Bourges	14/25 N	Naples	22/30 S
Brest	11/16 C	Oslo	11/21 P
Caen	12/19 N	Palma de M.	18/31 S
Cherbourg	9/19 N	Prague	18/24 S
Clermont-F.	17/27 N	Rome	19/30 S
Dijon	14/26 N	Séville	21/37 S
Grenoble	20/32 S	Sofia	14/27 S
Lille	11/21 N	St-Petersb.	14/25 N
Limoges	16/23 N	Stockholm	12/18 P
Lyon	19/28 N	Ténérife	20/26 S
Marseille	21/32 S	Varsovie	18/26 S
Nancy	12/25 N	Venise	23/30 S
Nantes	13/21 S	Vienne	19/23 N
Nice	22/29 S		
Paris	12/24 N		
Pau	14/25 S		
Perpignan	18/27 S		
Rennes	12/22 N		
St-Etienne	17/27 N		
Strasbourg	15/26 N		
Toulouse	17/26 S		
Tours	14/24 N		

AMÉRIQUES		
Brasilia	12/25 C	
Buenos Aires	4/11 S	
Caracas	25/29 P	
Chicago	20/28 P	
Lima	15/20 S	
Los Angeles	16/21 S	
Mexico	13/22 P	
Montréal	18/27 C	
New York	15/25 S	
San Francisco	11/17 S	
Santiago Ch.	4/17 C	
Toronto	18/27 P	
Washington DC	17/28 S	

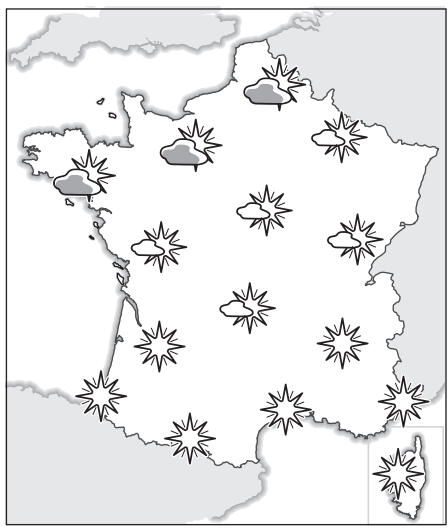
AFRIQUE		
Alger	18/32 S	
Dakar	25/29 S	
Kinshasa	19/32 S	
Le Caire	23/33 S	
Nairobi	14/23 S	
Pretoria	8/18 S	
Rabat	17/26 N	
Tunis	21/33 S	

EUROPE		
Amsterdam	12/21 N	
Athènes	23/30 S	
Barcelone	19/27 S	
Belfast	11/13 N	
Belgrade	20/32 S	
Berlin	15/24 S	
Berne	17/25 N	
Bruxelles	12/22 N	
Bucarest	17/32 S	
Budapest	19/33 S	
Copenhague	14/21 N	
Dublin	11/13 N	
Francfort	16/25 S	
Genève	18/28 N	
Helsinki	12/21 P	
Istanbul	20/28 S	
Kiev	18/30 S	
Lisbonne	15/26 S	
Liverpool	10/14 P	
Londres	11/18 N	
Luxembourg	14/24 N	

ASIE-OcéANIE		
Bangkok	27/34 P	
Beyrouth	24/28 S	
Bombay	27/30 P	
Djakarta	24/31 P	
Dubaï	31/40 S	
Hanoï	29/36 S	
Hongkong	27/29 P	
Jérusalem	16/27 S	
New Delhi	29/37 P	
Pékin	20/32 S	
Séoul	19/30 S	
Singapour	27/32 P	
Sydney	10/16 S	
Tokyo	19/25 P	



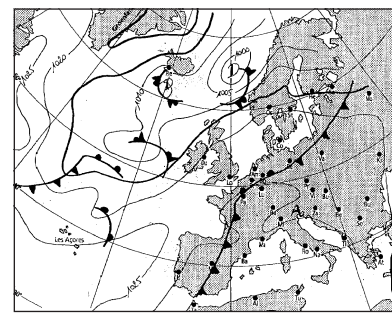
Soleil  
 Peu nuageux  
 Couvert  
 Brèves éclaircies  
 Averses  
 Pluie  
 Orage  
 Neige  
 Brouillard  
 Vent fort



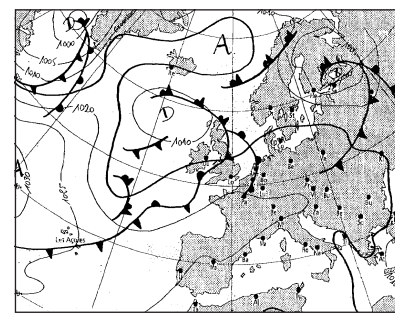
PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN

Tous les horaires des vols sur [airfrance.com](http://airfrance.com)

**Samedi 22 juin**  
 De la Bretagne à la frontière belge, les nuages occupent le terrain et les températures dépassent difficilement 20 degrés. Sur le reste de la moitié nord, les éclaircies sont belles, il fait de 24 à 29 degrés. Au sud, sous le soleil, le mercure atteint 30 à 35 degrés.



SITUATION LE 20 JUIN À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN À 0 HEURE TU

## La bibliothèque d'un adorateur de Bacchus dispersée à Paris

**VENTES**  
 Tous les jeudis datés vendredi, l'agenda du chineur

UN NOTAIRE épiqueurien possédait par l'amour du vin lui a consacré une bibliothèque de plus de 8 000 volumes, dont une première partie sera vendue au Palais des congrès, vendredi 28 juin. Elle compte tout ce que cet amateur a pu réunir sur le sujet, quelques pièces uniques, des ouvrages de référence, des livres techniques, scientifiques, littéraires, et des fantaisies, comme les chansons à boire ou les albums d'étiquettes. Parmi les pièces d'exception figure un livre mythique, introuvable en bibliothèque, imprimé à Londres en 1728. Il s'agit de la longue dissertation d'un prêtre bourguignon, Claudé Arnoux (1665-1770), sur la Bourgogne et les vins qu'elle produit, avec le nom de tous les bons coteaux gravés sur une carte, sur la facilité

d'avoir de ses vins, et comment les acheminer à Londres sans les altérer, le tout précédé d'une ode latine sur le vin de Volnay (20 000 € à 30 000 €).

Encore plus précieuses, quarante-treize aquarelles originales ont servi pour l'illustration d'un célèbre ouvrage paru en trois volumes entre 1874 et 1879, *Le Vignoble*. Exécutées par Alexina Cherpain (née en 1834), elles détaillent grappe par grappe toutes les variétés de raisins mentionnées dans ce livre (40 000 € à 45 000 €).

### Calendrier

- ANTIQUITÉS-BROCANTES
- Romans-sur-Isère (Drôme), vendredi 21 et samedi 22 juin ; tél. : 04-75-05-65-56.
  - Montluçon (Allier), samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 04-70-08-14-46.
  - Rognes (Bouches-du-Rhône), samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 04-90-79-32-26.
  - Le Croisic (Loire-Atlantique), samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 02-40-23-03-12.

Le plus étonnant est un album comprenant trois manuscrits autobiographiques, écrits d'un seul jet, où il évoque son enfance en Lozère, sa vie à Montpellier puis à Paris (3 000 € à 3 500 €). Son étude sur *L'Art de faire, gouverner et perfectionner les vins* est là dans le premier état de l'édition originale (2 000 € à 2 500 €), dans le deuxième tirage (1 000 € à 1 500 €), dans le troisième (700 € à 800 €).

- Chantilly (Oise), samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 02-37-43-58-26.
- Capvern (Hautes-Pyrénées), samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 05-57-43-97-93.
- Paris, rue du Commerce, samedi 22 juin ; tél. : 01-45-89-32-07.
- Paris, rue Ordener, samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 01-60-94-95-41.
- Valréas (Vaucluse), samedi

de conscience sur l'ivrognerie pose le problème de l'alcoolisme au XVIII<sup>e</sup> siècle : le curé d'un pays de vignobles peuplé d'ivrognes pose des questions à « messieurs les Docteurs » de la faculté de théologie de Paris. Ils sont vingt et un à dénoncer le plaisir de boire comme un péché, et indiquent la conduite à tenir vis-à-vis des ivrognes, à l'égard des cabaretiers et de ceux qui fréquentent les cabarets (300 €).

- 22 juin ; tél. : 04-90-35-61-15.
  - Thaon-les-Vosges (Vosges), samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 03-84-92-86-21.
- COLLECTIONS
- Commeny (Val-d'Oise), appareils de jeux, samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 01-30-27-21-82.
  - Nanterre (Hauts-de-Seine), disques, samedi 22 juin ; tél. : 01-47-21-58-02.

La propagande inverse circule aussi à la même époque, comme sur cette image populaire intitulée *La Réjouissance des bons enfants à la guinguette*; une assemblée de dames et gentilshommes sont attablés devant un joyeux festin, le verre à la main (1 500 € à 2 000 €).

- Champagne-au-Mont-d'Or (Rhône), modèles réduits, jouets anciens, samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 04-78-59-09-16.
- Beaumont-Chamaquet (Haute-Loire), aéronautique, samedi 22 juin ; tél. : 06-71-52-92-68.
- Saintes (Charente-Maritime), minéraux et fossiles, samedi 22 et dimanche 23 juin ; tél. : 05-46-93-27-72.

Cette bibliothèque, qui sera dispersée en plusieurs ventes, a été répertoriée par l'expert et bibliographe Gérard Oberlé, spécialiste des vins et de la gastronomie. Il vient de signer deux ouvrages, un livre d'art sur *Le Salami*, un autre sur son amitié avec le romancier Jim Harrison (*Palomas Canyon*, Le Cherche Midi éditeur).

★ Hôtel des ventes du Palais des congrès de Paris, vendredi 28 juin, exposition du 24 au 27 juin, de 11 à 18 heures, le matin de la vente de 11 à 12 heures. Etude Poulain-Le Fur ; tél. : 01-58-05-06-07. Expert : Gérard Oberlé ; tél. : 03-86-50-05-22.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 146

Retrouvez nos grilles sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)

## L'ART EN QUESTION

N° 279

EN COLLABORATION AVEC LA Réunion des Musées Nationaux

## Les corps sont tombés des étoiles

VERS L'ÂGE de 14 ans, Jephon de Villiers commence à recueillir dans le jardin de sa grand-mère, près de Versailles, des brindilles et des feuilles mortes, pour en faire d'immenses villages de terre et d'écorces. Quelques années plus tard, il remplit de gouaches de couleur des coquilles d'œuf et les jette sur de grands papiers noirs. Dans les années 1960, la découverte de l'atelier de Brancusi, reconstitué au Musée d'art moderne de Paris, donne naissance à des sculptures blanches filiformes qu'il appelle *Structures aquatiques*. Il s'installe alors à Londres, où il expose ses sculptures de plâtre, lorsqu'en 1976, lors d'un voyage à Bruxelles, Jephon de Villiers découvre la forêt de Soignes et ramasse le premier « bois-corps », préfiguration du *Voyage en Arbonie*.

Dès lors, tout ce qu'il utilise vient de ce monde secret des végétaux tombés sur la terre, où ils pourrissent, se perdent et se transforment. Ces racines, ces écorces de bouleau, ces bogues, ramassées au cours de ses promenades en forêt, vont devenir des peuples de nomades, des forêts en marche, des anges chevauchant des ours



JEAN-DOMINIQUE BURTON

*Chariot aérien* (1997), Jephon de Villiers (né en 1940). Actuellement à l'exposition « Jephon de Villiers, Arbonie 1980-2000 », à la Halle Saint-Pierre, à Paris, jusqu'au 28 juillet.

géants. Ce peuple de bois mort s'avance en longs défilés silencieux, étranges tribus d'un territoire imaginaire. Après sa reconstitution au Musée d'art moderne de Paris, où a

été installé l'atelier de Brancusi :  
 ● Près du Centre Pompidou ?  
 ● Près de la Pyramide du Louvre ?  
 ● Près de la tour Eiffel ?  
**Réponse dans Le Monde du 28 juin.**

**Réponse du jeu n° 278 paru dans Le Monde du 14 juin.**  
 Ernest Lacan (1828-1879) a été rédacteur en chef du journal « La Lumière » (publication consacrée à la photographie) de 1851 à 1860.

I											
II											
III											
IV											
V											
VI											
VII											
VIII											
IX											
X											

### HORIZONTALEMENT

I. Retour sur le passé. - II. Occupe le terrain à grande vitesse. Mouvement dans les cordes. - III. Sans fantaisie. Coule en Chine. Musique de la rue. - IV. Assemblée politique ou régime. Travail scolaire. - V. Produit distillé. Voit n'importe comment. - VI. Saint-pierre à l'étal. Les gros dans la fosse. Lettres de réponse. - VII. A cru au père Noël. Point

de départ. Du nouveau dans les mots. - VIII. Père d'Horus. Voyelles. - IX. Rentre de bon matin. - X. Fortes dans leurs domaines.

### VERTICALEMENT

1. A ne pas manquer une fois pris. - 2. Sans ressources. - 3. Fait tout à moitié. Toxique entre les mains du préparateur. - 4. Assure la circulation. Une bonne affaire pour tout le monde. - 5. Combi-

ment. Sur place. - 6. Evite les vagues sur les flots. Plateau à double pente. - 7. Prises de risques. Ont tout à apprendre du monde. Note renversée. - 8. Bien dégagé. Coup bien senti sur le tapis. - 9. Celui des autres est à prendre en compte. Sécurise conducteur et passagers. - 10. Frappe directement et indirectement. Rencontre sur les toits. - 11. Conjonction. Victime d'un dépassement. Article. - 12. On y repose en paix.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 02 - 145

#### Horizontalement

I. Entraînement. - II. Fouille. Epée. - III. Futil. Urne. - IV. Age. Esseulé. - V. Causeuse. Lux. - VI. Etre. Arrière. - VII. Mi. Tati. Isar. - VIII. Endigués. Se. - IX. Né. Né. Train. - X. Tristounet.

#### Verticalement

1. Effacement. - 2. Nougatine. - 3. Tuteur. Dot. - 4. Ria. Sėti. - 5. Allée. Agni. - 6. II. Statues. - 7. Neustrie. - 8. Réer. STO. - 9. Menu. II. Ru. - 10. Epelles. An. - 11. Ne. Eurasie. - 12. Téléxèrent.



Tandis que les richesses de la civilisation dogon font l'objet d'une exposition très documentée en Bretagne, la situation des musées dans certains pays d'Afrique et leur manque de moyens, comme c'est le cas en Guinée, les obligent à trouver un nouveau mode de dialogue avec la population

# En Guinée, le patrimoine artistique cherche sa place

CONAKRY

de notre envoyé spécial

A l'ombre du grand manguiier planté dans la cour du Musée de Boké, une dizaine d'hommes tapent le carton - c'est dimanche. A quelques pas de là, sous une paillote, deux artisans terminent de décorer, à coups d'herminette, un tabouret. Derrière eux, on peut voir un échantillon de leur production : des pièces stéréotypées - statuettes, meubles, instruments de musiques - destinées au marché touristique. Le musée proprement dit est logé dans un bâtiment précolonial - construit en 1846, indique une plaque. Il n'a reçu son actuelle destination qu'à la fin des années 1970, quand Sékou Touré, père de l'indépendance guinéenne, eut décidé de doter son pays d'établissements de ce type. Histoire de recueillir ce qui avait échappé aux « campagnes de démythification » qu'il avait lui-même lancées et qui avaient eu pour conséquence de faire disparaître des milliers d'objets : sculptures, masques, amulettes...

Aujourd'hui, le musée de cette petite ville, proche de la Guinée-Bissau, est dans un triste état. Les murs sont rongés d'humidité. Quelques images, piquetées de moisissures, rappellent le passage à Boké de l'explorateur René Caillé, en route vers Tombouctou (1827). A l'étage, des liasses de papiers - plus d'un siècle d'état civil - sont entassées en vrac. Les vitrines démantibulées ne contiennent qu'une poignée d'objets de peu d'intérêt, en mauvais état.

En 1998, l'inventaire recensait pourtant 350 pièces. Quatre d'entre elles ont été transférées à Conakry pour l'exposition « Mémoire de Guinée », présentée pendant l'été au Centre culturel franco-guinéen et qui rassemble une cinquantaine de pièces venues de toutes les régions du pays. Très hétéroclites et de qualité inégale, elles sont sobrement posées dans des alvéoles de bois brut, avec une courte notice expliquant provenance et rôle. On peut y voir, notamment, un beau masque nimba Baga, (devenu le symbole de la Guinée), une grande cuillère sculptée Loma, deux masques Kpélé de facture médiocre, des sabres Toma,

un Coran Malinké en arabe, annoté par Karamoko Sidiki Shérifou, un des conseillers de Samory Touré, principal opposant à la pénétration française dans l'Ouest africain. « Dire que le pays regorge de témoignages concrets et de trésors, serait mentir », indique Guy Millereux, conseiller culturel à l'ambassade de France qui, avec Kaba Sory, directeur adjoint du Musée national guinéen, a monté l'exposition.

La collecte a été faite en deux mois. Cinq musées de province ont été explorés - mais la plupart sont à l'image de celui de Boké, notamment celui de N'Zérékoré, dans l'est du pays, dont les collections se sont évaporées mystérieusement. Quel-

« Il faut africaniser les musées et en faire des lieux de vie »

Thea Pépé Séverin

ques familles ont bien voulu prêter des objets en leur possession.

Le Musée national de Conakry a, bien sûr, été mis aussi à contribution. Situé dans le quartier de Sandervallia, l'un des moins sinistrés de Conakry, il est composé d'une série de bâtiments bas, autour d'une cour ombragée par les ramures d'un énorme fromager. Sur cette esplanade, à côté des statues laissées par le colonisateur - effigies de gouverneurs à moustache, allégorie de la République - on peut voir un buste en bronze de Sékou Touré. A l'intérieur, cinq ou six grandes pièces (masques et sculptures) suffisent à meubler l'espace en compagnie d'une demi-douzaine d'instruments de musique (harpe, djembé, balafon, kora). Deux mannequins costumés, une forge ancienne et une maquette reproduisant les principaux types de l'architecture traditionnelle du pays complètent ce maigre ensemble. La seconde salle vouée aux expositions temporaires est occupée par des marchands de souvenirs.

Les réserves sont bien tenues. Sur des structures métalliques, 1 838 objets sont déposés et répertoriés : sculptures et masques assez médiocres, vieilles pétoires, couvre-chefs coloniaux, décorations de l'armée française, tapis, armes blanches. Dans des boîtes en carton sont inventoriés des fragments de poteries issus des fouilles de Niani, menées par des équipes polonaises au tournant des années 1970. Il y a aussi un restaurant-buvette, une salle de réunion et une petite scène pour des spectacles de plein air, loués à la demande.

Ces locations sont essentielles, car le musée ne possède pas de budget propre - les maigres salaires sont payés par le ministère de la culture - et il subsiste grâce à ces ressources annexes. Ce ne sont pas les visites qui vont remplir ses caisses. Il n'en reçoit que très peu - quelques expatriés, nouveaux dans le pays. Les scolaires n'y passent guère faute de guide, et surtout de transports publics - la ville, très étendue, compte pourtant un million d'habitants.

L'établissement emploie une vingtaine de personnes dont les qualifications sont diverses. Combien de géomètres ou de vétérinaires ont été casés ici, faute de place ailleurs ? Ces fonctionnaires s'empressent de quitter les lieux quand ils trouvent un poste plus adapté à leur formation. D'ailleurs on peut se demander quel est l'enjeu du patrimoine dans un pays comme la Guinée. « Le patrimoine, c'est notre mémoire, notre identité », répond Kaba Sory. « Pour participer à la mondialisation, il ne faut pas partir les mains vides. » Mais il admet que ce n'est une priorité ni pour le gouvernement ni pour les Guinéens, qui ont d'autres urgences. Pour le premier, la santé, ou l'alimentation du pays en électricité. La survie, pour les seconds. Pourtant Kalaya Goumon, un jeune conservateur, ajoute : « On ne peut lutter contre la pauvreté en oubliant la culture. »

Les musées sont-ils, ici, un outil adapté ? Légés par l'administration coloniale, ils ne font guère partie de l'imaginaire africain. Ce qui explique le petit nombre de visites. Kaba Sory



Les masques Kanagua, du pays Dogon, au Mali, ne sont sortis que lors de certaines cérémonies.

annonce 3 000 à 4 000 personnes par an - en comptant les entrées engendrées par les expositions commerciales qui n'ont rien à voir avec culture ou patrimoine. De plus, insiste l'un des conservateurs, Théa Pépé Séverin, il y a une coupure de plus en plus grande entre les générations vieillissantes qui ont connu la tradition et les plus jeunes.

« Les objets culturels n'intéressent pas au premier abord, explique-t-il. Ils ne sont pas compris. Pourtant, par eux parle la voix de nos ancêtres. » Guy Millereux constate que « l'exode rural, l'urbanisation, la destruction de la famille et du clan, le métissage culturel, minent la tradition. L'islamisation en profondeur de la société [90 % de la population guinéenne est musulmane], la disparition ou l'affaiblissement des cérémonies ont pour conséquence l'abandon de ces objets qui en sont le support ». Que faire alors ? Laisser le pays se vider de ses dernières ressources patrimoniales ? Ou faire en sorte que les objets restent cantonnés dans les familles - mais invisibles - en attendant des jours meilleurs ? « A Bobo Dioulasso [Burkina Faso], remarque Kayala Goumon, certaines familles ont accepté de déposer des objets au musée et elles viennent régulièrement voir s'ils sont bien exposés. » La méthode a fonctionné pour « Mémoire de Guinée ». « C'est un des moyens d'intéresser la communauté à la gestion de ce patrimoine africain, explique Théa Pépé Séverin. Il faut

africaniser les musées et en faire des lieux de vie. »

Devant l'impuissance des pouvoirs publics, la relève viendra peut-être de la société civile, et notamment des associations de jeunes, comme celle des Amis du futur qui draine tous les jours un public nouveau pour visiter l'exposition du centre franco-guinéen. Ou de pôles comme l'Ecole du patrimoine africain, basée à Porto Novo (Bénin). Cet établissement indépendant a entrepris une réflexion globale sur le patrimoine africain et tisse patiemment, avec des moyens mesurés, un réseau de nouveaux professionnels dans une vingtaine de pays, au sud du Sahara.

Emmanuel de Roux

## Expositions, livres

- **Les mondes Dogon**, abbaye de Daoulas, 21, rue de l'Eglise, Daoulas (Finistère). Tél. : 02-98-25-84-39. Tous les jours de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 27 octobre. De 3 € à 6 €.
- **Mali, l'empire du Manding**, Musée de Picardie, 48, rue de la République, Amiens (Somme). Tél. : 03-22-97-14-00. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.
- **Mali Kow**, Muséum d'histoire naturelle de Lyon, 28, boulevard des Belges, Lyon (Rhône). Tél. : 04-72-69-05-00. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 27 octobre. 3,80 €.
- **Les Mondes Dogon**, sous la direction de Moussa Konaré et Michel Le Bris, Hoëbeke, abbaye de Daoulas, 200 p., 37 €.
- **Dogon, mais encore...** Objets d'Afrique, collection d'Europe, d'Etienne Féau, François Coulon, Geneviève Calame-Griaule et Alain Renard, Somogy éd./Centre culturel de Cesson-Sévigné, 120 p., 70 ill., 22 €.

## Le Finistère invite le pays Dogon à l'abbaye de Daoulas

DAOULAS (Finistère)

de notre envoyé spécial

Quoi de plus normal, pour Michel Le Bris, directeur du centre culturel de l'abbaye de Daoulas, que de proposer une exposition sur les Dogons ? Le créateur du festival des Etonnants voyageurs a fait du Mali un de ses relais. Et les Dogons sont, en France, bien connus. Depuis les années 1930, leurs mythes, leurs mœurs, leurs arts ont été étudiés, soupesés, décortiqués, exposés et filmés, par des générations d'ethnologues. Aujourd'hui, les falaises de Bandiagara sont devenues une destination touristique et les danseurs dogons viennent se produire sur les scènes parisiennes.

Les sculptures dogons sont parmi les plus recherchées des amateurs d'art africain. Si deux cents pièces sont réunies à Daoulas, Moussa Konaté, le commissaire de l'exposition, n'a pas voulu privilégier la dimension esthétique des objets rassemblés ici, mais présenter une civilisation singulière. Objectif atteint.

Le pays Dogon, qui compte 200 000 habitants, est situé à l'est du Mali, aux confins du Burkina Faso. Les villages se trouvent, presque tous, le long d'une falaise abrupte, dont les anfractuosités retiennent les eaux de l'hi-

vernage et permettent ainsi la culture du riz, du sorgho et de quelques plantes maraichères comme l'oignon ou la tomate.

Les premiers occupants semblent avoir été des populations pygmées, expulsées à une époque inconnue par un autre groupe, les Tellem. Entre le XI<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, une nouvelle vague d'émigrants, chassés du Mandé, fit son apparition. Fuyant sans doute une islamisation imposée par le pouvoir mandingue. Ces nouveaux venus délogèrent les troglodytes Tellem - ou peut-être les assimilèrent-ils ? On pense qu'ils leur empruntèrent une bonne partie de leur bagage culturel.

### SOCIÉTÉS DE MASQUES

L'exposition de l'abbaye de Daoulas s'ouvre avec quelques grandes statues d'ancêtres, à la découpe géométrique. Histoire d'évoquer les éléments de la mythologie dogon que disséqua l'ethnologue Marcel Griaule à partir des années 1930.

On passe ensuite au village, avec ses maisons à étages, flanquées d'un grenier à grain coiffés d'un chapeau de paille et dont les portes sculptées sont ornées - serrures comprises - de motifs divers dont aucun n'est innocent. On voit également quelques piliers sculptés : ils servent de support aux

togu na, ces auvents où se tiennent les réunions des anciens.

La plus belle salle de l'exposition est consacrée aux sociétés de masques. Ces associations secrètes articulent la société dogon. Initialement, les masques n'apparaissent qu'en des circonstances spéciales. Lors des *dama*, sorties de deuil qui ont lieu les années fastes, tous les deux ou trois ans. Et lors des *sigui*, beaucoup plus rares, puis-que ces cérémonies itinérantes ne sont organisées que tous les soixante ans.

Jean Rouch, dont on peut voir un film à Daoulas, a suivi un de ces cycles à la fin des années 1960. Les masques sont élaborés (ou réparés) par les danseurs eux-mêmes. Mais ces derniers font souvent appel à des sculpteurs expérimentés. Le bois prend vie, prêt à danser. Les familles de masques sont diverses et s'attachent à reproduire de manière stylisée quelques figures mythiques : le lièvre, le singe, l'antilope ou la jeune fille peule.

Les deux dernières salles sont consacrées aux mythes dogons - notamment celui du « renard pâle », base des principes de divination - recueillis et analysés par Griaule et ses équipes (Deborah Lifchitz, Denise Paulme, Solange de Ganay, Geneviève Calame-Griaule ou Germaine Dieterlen).

Aujourd'hui, la vie religieuse se modifie. Les croyances traditionnelles sont abandonnées. Le pouvoir des anciens est de plus en plus contesté. En dépit d'un syncrétisme religieux où l'islam s'accommode assez bien des fêtes rituelles, le passé a une connotation de régression pour les convertis. Est-ce la fin de la culture dogon ? Pas si sûr.

Les œuvres récentes du sculpteur dogon Amahiguere Dolo, présentées à Daoulas, sont là pour témoigner de ce renouveau - ou de cette constante. Dolo utilise des bois morts, desséchés ou foudroyés, ravinés, lissés par les intempéries. Il profite des accidents du bois pour ébaucher des formes humaines fantomatiques, faire surgir de son matériau tout un bestiaire fantastique. Ici, un danseur acéphale esquisse un pas, là un profil humain s'inscrit dans une découpe bizarre, une tête aux yeux pédonculés jail-lit d'une souche, ailleurs Dolo se contente de graver, d'inciser ou de creuser.

Son travail n'est jamais meilleur que lorsqu'il semble loin de la sculpture traditionnelle. Mais pour un Dogon, sculpter consiste à insuffler une vie nouvelle à un objet inerte. C'est là tout le génie d'Amahiguere Dolo.

E. de R.



Didier Michel, directeur du festival

Dans(e) 2002 d'Uzès

## « Le public qui ne connaît pas la danse contemporaine n'a aucun a priori »

**HUIT MILLE HABITANTS** et un festival international de danse contemporaine ! Dans l'échiquier des rendez-vous chorégraphiques estivaux, Uzès (Gard) tient sa position avec sérénité. Lancée il y a sept ans avec un rien de témérité – il en faut pour camper si près de Montpellier et de son prestigieux Festival de danse –, cette manifestation s'est signalée, dès les premières éditions, par une touche singulière, articulation subtile entre l'amour d'une ville et celle de la danse dans ses aspects les plus frais, les plus novateurs. Cette ligne artistique très ajustée est celle de Didier Michel, initiateur et directeur du festival, un enfant du pays dont les grands-pères étaient mineurs dans la région. De retour à Uzès il y dix ans, il rêve de voir des danseurs au pied des maisons, dans les ruelles, les jardins, de cette ville riche en patrimoine architectural. C'est chose faite et ça marche : Boris Charmatz, Emilio Greco, Akram Khan, pour ne citer que quelques coqueluches aujourd'hui en vedette, sont passés par Uzès. C'est au tour d'un bataillon d'illustres inconnus comme Nanine Linning, Stefan Dreher ou Amgod Company de grimper en première ligne.

**Sur quelle base avez-vous bâti l'identité de la manifestation dans une région déjà saturée en festivals ?**

Je ne me suis jamais positionné comme un concurrent. Au contraire, je voulais proposer au public une offre différente, sans aucune des têtes d'affiches auxquelles les festivals font souvent appel. D'emblée, j'ai programmé de jeunes chorégraphes peu connus, qui n'avaient pas l'habitude des grosses manifestations et pour lesquels la médiatisation qui entoure généralement un festival pouvait changer la vie. On ne m'a d'abord prêté que des échecs, tant il semblait évident que dans une petite ville on attendait plus Pietragalla que Tom Plischke. Eh bien, non ! J'ai fait la preuve que le public qui ne connaît pas la danse contemporaine, à part Béjart évidemment, peut aussi bien aller voir Angelin Preljocaj que le Hollandais Piet Rogie, puisqu'il n'a au fond aucun a priori. Et c'est ainsi que depuis sept ans, le public, composé à 70 % de gens de la région, suit le festival presque les yeux fermés.

**Après avoir programmé des chorégraphes d'Autriche, de Finlande, d'Irlande, vous terminez ce périple en Europe du Nord, par**

**une programmation d'artistes belges et néerlandais. Quelle est la spécificité de ces chorégraphes ?**

Contrairement à certains pays, comme la Norvège marquée par une danse brute et des corps solides, ou la Suède, plus élégante et néo-classique, la Belgique n'a aucune identité chorégraphique particulière. A l'image du brassage culturel que l'on y trouve, les spectacles témoignent d'une grande richesse artistique et croisent des esthétiques très différentes. Logique quand on se rappelle comment Béjart a traversé l'école Mudra, et aujourd'hui Anne-Teresa de Keersmaeker, ont attiré des danseurs de toutes nationalités. Aucun des chorégraphes belges programmés n'est réellement belge : Claudio Bernardo est d'origine brésilienne, Ingrid von Wantoch Rekowski est allemande. Quant aux Pays-Bas, ils sont encore sous l'emprise néoclassique et l'influence du trio Jiri Kylian, William Forsythe, Hans Van Manen du fait de l'absence de programmation dans les théâtres. A l'exception d'Emilio Greco, Italien qui travaille à Amsterdam, tous les artistes à l'affiche sont dans cette mouvance virtuose.

**En septembre 2004, vous devenez Centre de développement chorégraphique d'Uzès et du Languedoc-Roussillon. Quels en sont les principes artistiques ?**

Je rêve depuis quatre ans d'avoir un lieu pour accueillir les différentes actions de sensibilisation que nous menons avec 500 enfants des écoles chaque année. Dans ce sens, j'avais monté un projet de centre de recherche chorégraphique et l'idée, étiquetée entre-temps Centre de développement, a pris comme une mayonnaise. Il y a trois mois, le projet de construction a été voté à l'unanimité par le conseil municipal de la ville et nous lançons en septembre l'appel d'offres aux architectes. Ce centre, doté de trois studios et de petits appartements, permettra d'accueillir, chaque année, six chorégraphes européens en résidence. Les conditions de vie à Uzès me semblent particulièrement propices à la création. Ici, pas de trajets, pas de pollution, pas de bruits, un mode de vie idéal pour réfléchir.

**Propos recueillis par Rosita Boisseau**

Festival d'Uzès, place aux Herbes, Uzès (Gard). Du 20 au 30 juin. De 8 € à 25 €. Tél. : 04-66-03-15-39.

La manifestation, qui a pourtant pour ambition d'ouvrir le grand public à tous les styles, peine à convaincre les musiciens et orchestres, souvent réticents devant les conditions du plein air

## Le classique craint de ne pas être entendu à la Fête de la musique

**VINGT ANS APRÈS** sa création, la Fête de la musique est-elle toujours la fête de tous les musiciens ? Si le podium Paul-Ricard, place de la République, continue d'attirer la foule avec ses stars du rock et de la chanson, certains professionnels de la musique dite classique voient depuis toujours d'un œil méfiant cette journée exceptionnelle en forme de marronnier. En deux décennies, le marronnier a pris de la feuille, et s'il est devenu quasiment incontournable de voir les coins et recoins de Paris investis par les musiques les plus diverses, la musique classique y fait figure de parent pauvre.

L'exemple le plus marquant de cet état de fait, en 2002, est l'annulation du concert de l'Orchestre philharmonique de Radio France au Palais-Royal. Inadéquation du répertoire classique aux conditions de plein air ? Mauvaise volonté de musiciens plus habitués aux salles cosuées, aux acoustiques favorables, aux publics silencieux et immobiles ?

France-Musiques, qui fut souvent partenaire de la Fête de la musique, ne s'y est pas associée en 2002. Le soir du 21 juin, la chaîne diffuse un concert en direct de... Leipzig, dans le cadre des échanges franco-allemands. Pierre Bouteiller, directeur de France-Musiques, a un avis assez radical : « J'ai pour habitude de dire que, sur France-Musiques, la Fête de la musique, c'est 365 jours par an. De surcroît, le plein air est le pire des studios pour les musiciens et pour les auditeurs, même si, souvent, nos équipes techniques produisent un son meilleur que dans la réalité. »

René Koering, le directeur de la musique à Radio France, n'a pas le même avis. Il a coproduit plusieurs manifestations publiques en plein air, comme *Aïda*, l'an passé, et le *Requiem* de Verdi, cette saison, au Stade de France, mais le... 22 juin. « Je trouve que, de temps en temps, une grosse manifestation en plein air, cela ne fait de mal à personne. Pour autant, la Fête de la musique ne doit pas se réduire à taper sur des tambours. Il y a presque vingt ans, nous avons fait jouer des accompagnements de concertos aux orchestres, si bien que tout le monde pouvait interpréter la partie soliste devant son poste, chez soi ou dans la rue ! Cette année, l'Orchestre



Première nuit d'été à la fraîche, à la Cité de la musique de La Villette.

philharmonique de Radio France devait reprendre ma pièce Hier, aujourd'hui, demain, avec la participation de deux DJ, Manu le Malin et Torgholl, mais cela n'a pu se faire par manque d'argent. »

Selon les deux DJ, qui devaient donner une conférence de presse

**« Il serait anormal que les lieux pédagogiques comme les conservatoires ne participent pas à cette journée exceptionnelle »**

Jacques Taddéi

le 20 juin, l'annulation serait due à une tendance à museler les projets électroniques par les préfectures. Hervé Bordier, programmeur coordonnateur de la manifestation, rétorque : « Il y a plus de cinquante concerts électroniques à Paris ce soir-là. Il se trouve

simplement que le nouveau ministre de la culture, Jean-Jacques Aillagon, n'a pas voulu endosser le gros dépassement budgétaire occasionné par ce concert. »

Les grandes salles de concert tâchent de s'ouvrir au grand public, mais toutes ne peuvent pas laisser l'accès libre et gratuit le soir du 21 juin. Le Théâtre du Châtelet donne même ce soir-là la première de *Lucie de Lammermoor*, dans les conditions habituelles. L'Opéra de Paris, en revanche, organise une grande journée portes ouvertes – l'occasion, « dans la limite des contraintes de sécurité », de découvrir la grande salle de la Bastille, à 10 heures, ou le Palais Garnier, de 13 heures à 15 h 45.

Du côté des conservatoires, on s'associe volontiers à cette journée de musique exceptionnelle. Serait-ce parce que la période coïncide avec les examens et auditions de fin d'année et qu'il est plus facile aux étudiants de se produire avec des programmes déjà prêts ? « En fait, la plupart des examens sont passés et d'ailleurs le programme de quintettes avec piano que nous proposons, de midi à 19 heures, a été monté spécialement », indique Marie-Catherine Croix, chargée de communication du Conservatoire national de

région de Paris, rue de Madrid. Les conservatoires ont-ils des directives précises de la part de leurs tutelles ? Jacques Taddéi, directeur du CNR de Paris, est formel : « En aucune manière, mais il serait anormal que les lieux pédagogiques ne participent pas à cette journée exceptionnelle. En fait, les habitants du quartier seraient les premiers étonnés – je devrais plutôt dire les employés de bureau, car c'est désormais l'essentiel de la population qui assiste à nos concerts gratuits de midi ou du soir. Le 21 juin, ils sont là comme les autres jours de l'année. Nous avons choisi de rester dans notre auditorium car le problème, pour la musique classique en plein air, c'est l'acoustique, le bruit, que la circulation d'une grande ville rend très gênant. »

« Le plein air reste pour la musique classique une gageure et comme le préfet a refusé de condamner la rue, nous plaçons les chanteuses et l'orchestre sous un dais et nous modifions légèrement l'orchestration avec davantage de vents et moins de cordes », renchérit Alain Guédé, qui programme trois concerts autour de l'étonnant chevalier de Saint-Georges, le « Mozart black », auquel il a récemment consacré un livre (Actes Sud, 1999), avant d'ajouter : « Le fait d'avoir réussi à débaptiser la rue Richepanse au profit de cette figure emblématique de la musique du XVIII<sup>e</sup> est en soit une victoire. Mais pas suffisante : la Fête de la musique est aussi prétexte à réhabilitation culturelle, et donc un acte politique. »

Au centre hospitalier Saint-Anne, qui accueille cette année le Chœur symphonique de Paris, le mot « acte politique » n'est pas prononcé mais Marie Loison se félicite de ce que la Fête de la musique permette enfin de faire se rencontrer la ville et l'hôpital. « Hormis le strict cadre thérapeutique, la musique chez nous est habituellement à usage interne. Le Chœur symphonique de Paris répète toute l'année dans un de nos amphithéâtres et donne quelques concerts. La Fête de la musique permet de faire éclater les frontières entre grand public, personnel et patients. »

Quant à Laurence Thomazeau, chef d'un chœur amateur au joli nom de Choral'Eison, elle n'a pas préparé de concert spécifique pour cette soirée, mais le 21 juin est toujours un moment particulier : « Cela nous permet de toucher un public différent. Le cadre est moins formel, des novices y font des découvertes. Ce moment nous sert aussi à recruter des musiciens qui viennent spontanément se présenter à nous à la fin du concert. Depuis quinze ans, pour rien au monde je n'aurais raté la Fête de la musique ! »

Marie-Aude Roux et Renaud Machart

L'exposition

# Un temps d'exubérance

Les arts décoratifs sous Louis XIII et Anne d'Autriche

Attention ! Derniers jours

Galleries nationales du Grand Palais jusqu'au 8 juillet 2002

Le catalogue éditions RMN, diffusion Seuil.

www.rmn.fr

Réunion des Musées Nationaux

En partenariat média avec :

FIP SCOPE Mezzo

### Quelques rendez-vous parisiens

- Paris 1<sup>er</sup> : jardin et cour du Palais-Royal, M° Palais-Royal, à 21 heures : *Transe*, création de Pierre Henry.
- Paris 2<sup>e</sup> : rue du Chevalier-de-Saint-Georges, M° Concorde ou Madeleine, à 20 heures, 21 heures et 22 h 30 : *Opéra pour le chevalier de Saint-Georges* : symphonies, Concerto pour violon, airs d'opéras par l'orchestre des Archets de Paris, Christophe Guiot (direction).
- Paris 4<sup>e</sup> : cour de la mairie du 4<sup>e</sup>, 2, place Baudoyer, M° Hôtel-de-Ville, à 18 heures : œuvres de Ligeti, Stockhausen, Zimmermann et Berio par Alexis Deschamps (violoncelle) et Vincent David (saxophone). Avec la collaboration de l'Ircam. Place des Vosges, M° Bastille, à 20 h 30 : *Polyphonies de la Renaissance*, de Clément Janequin, Roland de Lassus et Josquin Desprez par l'Ensemble vocal Le 1<sup>er</sup> jour de May.
- Paris 8<sup>e</sup> : Conservatoire supérieur de Paris, 14, rue de Madrid, M° Europe, de 12 heures à 18 heures : huit quintettes avec piano de Mozart, Beethoven, Schumann, Brahms, Franck, Dvorak, Fauré, Chostakovitch.
- Paris 10<sup>e</sup> : berges du canal Saint-Martin, place Jemmapes, M° Jacques-Bonsergent, 20 heures : chansons françaises mises en scène par Les Voix sur berges avec les 120 choristes du Chœur régional d'Île-de-France.
- Paris 13<sup>e</sup> : hôpital Broca, 54, rue Pascal, M° Gobelins à 16 heures : récital avec Itinéraires de Michael Lévinas, extraits d'œuvres

classiques et romantiques.

- Paris 14<sup>e</sup> : centre hospitalier Sainte-Anne, 1, rue Cabanis, M° Glacière/Denfert-Rochereau à 19 heures : Grands chœurs d'Opéra dans les jardins par le Chœur symphonique de Paris, Xavier Ricour (direction).
- Paris 15<sup>e</sup> : gare Montparnasse, place Dautry, M° Montparnasse à 19 h 30 : œuvres de Bach, Haydn et Gounod par l'Ensemble orchestral et la chorale Diaphonie.
- Paris 16<sup>e</sup> : Centre culturel Calouste-Gulbenkian, 51, avenue d'Iéna, M° Etoile, Iéna, Kléber, à 20 heures : chanteurs, pianistes et formations de musique de chambre de l'atelier musical sous la direction de Jorge Chaminié et Marie-Françoise Bucquet.
- Paris 19<sup>e</sup> : parc de La Villette, Cité de la musique, rue Musicale, M° Porte-de-Pantin à partir de 17 heures : Michel Béroff, Jean-Philippe Collard (piano à quatre mains), Le Jeune Chœur de Paris, Laurence Equilbey (direction).
- Paris 20<sup>e</sup> : La Maroquinerie, 23, rue Boyer, M° Gambetta, à 20 h 30, concert du Groupe de recherche musicale de l'INA, avec Rom et Phagz (duo techno), Laurence Bouckaert, Pierre Couprie, Jean-Baptiste Favory et Francis Larvor, improvisation live-électro sur le film de Man Ray *Emak Bakia* (1920), Christine Groult (création acousmatique) Arnaud Rentotini (session remix) Daniel Kientzy (saxophones), Daniel Teruggi (traitements numériques live).



## Opéra Rusalka, de Dvorak, pour la première fois à Paris



**PARIS** Cette première (sic ! ) production de *Rusalka*, d'Antonin Dvorak, pour l'Opéra de Paris pourrait aussi bien servir à *Pelléas et Mélisande*, de Debussy, qu'à *Alcina*, de Haendel. D'ailleurs, son décor épuré, fait de trois murs clairs percés d'élégantes et hautes portes (et d'un lit *king size*, de quelques fauteuils, de tables et de lampes de chevet), ressemble à celui de l'*Alcina* montée par le même Robert Carsen au Palais Garnier (*Le Monde* du 9 juin 1999), avec la même Renée Fleming. Il faut donc oublier la clarière, le lac, le château prescrits par le livret et se plonger dans cet espace sublimé. Cependant, dès l'acte I, le décor suggère habilement la concomitance de deux mondes, celui des eaux et des ondins et celui de la terre et des humains. Par un jeu de réflexions et de dédoublements, les espaces

jumeaux vont être suggérés, verticalement ou horizontalement. La trouvaille, exploitée jusqu'à l'artifice dans l'acte II (avec la scène du garde-chasse et du marmiton dédoublée en miroir) puis dans l'acte III (le même décor comme vu du plafond) va montrer sa limite : le principe, ingénieux, devient systématique et envahissant.

Jean-Claude Berruti, dans sa production de *Rusalka* pour l'Opéra de Lyon (*Le Monde* du 9 novembre 2001), n'était pas parvenu à mieux en proposant une scénographie « réaliste » (avec, en particulier, un plateau envahi par l'eau). L'indicible de cet univers de rêve et de conte est retors. Chez Carsen, on regrette en fait deux choses : le lit et le ballet. Comme dans le tableau de Manet – celui où le nu allongé dérange moins que la couche défaite sur lequel il s'offre, *post coitum* –, ce lit chiffonné. Imagine-t-on *Rusalka* quitter ses eaux essentielles pour les draps souillés d'un lit digne d'un grand hôtel de Beverly Hills, que désigne pourtant clairement *Rusalka* à la sorcière, dans la lecture de Carsen, lorsqu'elle fait appel à ses sortilèges pour passer du côté des mortels ? Et puis la scène de bal jure en ce cadre, transformée en ballet assez ridicule – mais très en progrès

depuis certain récent *Idoménee* de sinistre mémoire... Dans des lumières subtiles (cosignées par Carsen) évolue la *Rusalka* de Renée Fleming. L'Américaine nous semble ce soir en méforme : elle chante haut, l'émission est parfois brouillonne. Sur tout, elle rate sa *Romance à la lune*, qu'elle déclame sur un mode expressionniste avec force rubato – laborieusement accompagnée par James Conlon au pupitre.

Mais le troisième acte fait entendre Fleming comme on l'aime : riche de timbre, émouvante, généreuse. Son comparse, Sergueï Larin, met du temps à s'installer stylistiquement dans le rôle, mais la voix est d'une telle beauté radieuse... Dommage que l'acoustique de Bastille et la direction grosse de traits de Conlon l'oblige à chanter fort dans des passages qui mériteraient un traitement chambriste. Excellente sorcière de Larissa Diadkova, d'une projection impeccable. Une fois de plus, James Conlon se révèle incapable de la moindre poésie : nulle suspension, nulle élévation dans sa direction. Et tout espoir de poésie de l'exactitude est déçu : attaques, ensemble, justesse manquent à l'appel. Comment s'étonner dès lors que l'Orchestre de l'Opéra sonne banal et prosaïque ?

**Renaud Machart**

*Rusalka*, d'Antonin Dvorak, par Renée Fleming (*Rusalka*), Sergueï Larin (*Le Prince*), Larissa Diadkova (*Jezebaba*), Chœur et Orchestre de l'Opéra national de Paris, Opéra Bastille, le 19 juin. Jusqu'au 11 juillet. De 10 € à 105 €. Tél. : 0892-69-78-68. Photo Colette Masson/Enguerand.

## Sélection disques jazz par Sylvain Siclier

**ETTA JAMES**  
Burnin' Down  
the House (1)

**MARVA WRIGHT**  
Glitter Queen (2)



Les « big mamas » du blues et du rhythm'n'blues sont en ville. Etta James, d'abord, pilier du label

Chess dans les années 1960, dont *Burnin' Down the House*, enregistré en public à la House of Blues de Los Angeles en janvier avec le Roots Band (rythmique, orgue, section étendue de cuivres), est un sans-faute tant du point de vue du répertoire (des classiques de Willie Dixon, B. B. King, Al Green, son *Something's Got a Hold on Me*, Isaac Hayes... appelant pour la plupart aux joies des relations charnelles) que de l'allant vocal retrouvé. Mais le petit plus de spontanéité vient surtout de Marva Wright. Passée tardivement, à la fin des années 1980, du gospel au rhythm'n'blues, Marva Wright a peu enregistré. Ainsi, *Glitter Queen* date de novembre 1992, lors d'une escale parisienne de la chanteuse en tournée avec son groupe The BMW's (rythmique, orgue, saxophone et trompette). Marva Wright, qui reste attachée aux thèmes bibliques, aux notions de révélation et de rédemption comme en atteste le choix des chansons (*Since He Came, Further up the Road*), évolue avec fiè-

vre, sans les tics qui résultent d'une longue carrière. L'orchestre idéalement dynamisant laisse entendre un état d'esprit similaire.

(1) 1 CD Private Music/RCA Victor/BMG.

(2) 1 CD Isabel Records/Night & Day.

**MICHEL ZENINO**

Dérive gauche

Trenet, Brassens, Montand, Aznavour ont interprété, à l'occasion, leurs chansons sur des arrangements proches du jazz, plutôt swing ou gentiment bop. Avec *Dérive gauche*, le contrebassiste Michel Zenino le rappelle avec un quartet de rêve (le saxophoniste André Villéger, maître discret de l'instrument, le pianiste Alain Jean-Marie, le batteur Stéphane Foucher) mais en optant pour une plongée plus vive, torrentielle sans s'éparpiller, que la simple surface jazzy. Des classiques *Au bois de mon cœur* ou *A Bicycleette* aux plus rares *Le 22 Septembre* (Brassens) ou *Sarah* (Moustaki) Zenino conserve la durée ramassée et la lisibilité mélodique, évitant de considérer les thèmes comme vecteur à la démonstration soliste systématique. En allant à l'essentiel à partir d'un matériau très référencé, les musiciens maintiennent l'auditeur en envie et en attente. Ce que transmettent les grands du jazz comme Art Blakey, Sonny Rollins ou John Coltrane, cités en creux, avec beaucoup d'élégance. Un propos toujours dense, de bout en bout hors de l'anecdotique.

1 CD Ex-tension Records/Harmonia Mundi.

**SOFT MACHINE**  
Backwards

Durant une courte période, pour l'essentiel, les années 1969 et 1970, Soft Machine a été, sur les scènes britannique et européenne, l'un des laboratoires les plus créatifs de la rencontre entre les pratiques et les codes du jazz et du rock. *Backwards* illustre, en raccourci, l'évolution du groupe du rock psyché au virage jazz. Le chanteur Robert Wyatt et le bassiste Hugh Hopper y maintiennent le désir de mélodies identifiables, d'un canevas permettant à l'improvisation de rester ludique, tandis que Mike Ratledge aux claviers et le saxophoniste Elton Dean tirent le groupe vers des espaces plus réfléchis, parfois complaisants. Paradoxalement, l'apport de trois souffles (Mark Charig à la trompette, Lyn Dobson aux saxophones et Nick Evans au trombone) se révèle source de fraîcheur et de dérives inventives plus que de l'instauration d'une rigidité. Des multiples archives publiées ces dernières années sur ce groupe influent, le disque *Backwards* est de loin le plus enthousiasmant. En particulier pour ces séances en septet à Paris et pour une version de travail de *Moon in June*, l'une des plus poignantes compositions de Robert Wyatt, interprétée aux claviers, avec quelques parties de percussions, par son créateur.

1 CD Cuneiform Records/Orkhëstra International.

**ORCHESTRE NATIONAL DE JAZZ / PAOLO DAMIANI**  
Charmediterranéen

Le violoncelliste italien Paolo Damiani aura mené sur scène, et maintenant sur disque, la première étape de son projet à la tête de l'Orchestre national de jazz (ONJ), le programme *Charmediterranéen*, avant l'arrêt prématuré de la formation. Juxtaposition d'influences (musiques traditionnelles de la Méditerranée, emprunts à la musique baroque comme au jazz-rock, détournement du big band...), la musique de l'ONJ Damiani a été écrite par les saxophonistes Gianluigi Trovesi et François Jeanneau, le joueur d'oud Anouar Brahem ou le directeur musical. Damiani réussit pleinement à trouver une unité dans le son de l'orchestre et à générer l'engagement des musiciens. Les quinze compositions, réunies en suites orchestrales, ont beau mettre en jeu des mouvements complexes, elles apparaissent toutes d'une grande évidence et traduisent l'attention portée à l'expression collective des musiciens. Il sera toujours temps de regretter plus tard les espaces sonores et subtilités d'approche de cet ONJ.

1 CD ECM/Universal Music.

## Musiques

**PARIS**  
Asif Ali Khan,  
Manzoor Hussain,  
Santoo Khan Qawwal  
& Party

Un harmonium, des claquements de mains, un tabla et puis des voix, sinieuses, acrobatiques, irisées de lyrisme. Un ensemble de qawwali, ce chant religieux chargé de transmettre le message de la poésie soufie que les Sabri Brothers, d'abord, puis Nusrat Fateh Ali Khan, ensuite et surtout, firent connaître au monde entier. Né en 1973, Asif Ali Khan est l'une des voix les plus passionnantes de la nouvelle génération. Il est avec son père Manzoor Hussain le chanteur principal de l'ensemble Santoo Khan Qawwal & Party. Ce concert, prévu le 25 octobre 2001, avait dû être reporté en raison de la situation explosive qui régnait au Pakistan. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet. Tél. : 01-42-74-22-77. Le 21, à 21 heures. 11 € et 15 €. Egalement au festival Les Orientales, à Saint-Florent-Le-Vieil, le 22 juin.

**SAINT-FLORENT-LE-VIEIL**  
Les Orientales

Quelques jours avant les propositions pléthoriques de l'été, ce festival se détache avec une programmation axée sur l'Orient (cette édition s'autorise toutefois

**EXPOSITION** • A Tourcoing, le Studio du Fresnoy présente les audacieux travaux de ses élèves

## Au Salon des prototypes, l'alliance heureuse des corps et des images

À L'INSTAR des principales écoles des beaux-arts françaises, le Studio national des arts contemporains de Tourcoing – en abrégé Le Fresnoy – présente les œuvres de ses élèves. Mais, à la différence des autres écoles, Le Fresnoy accueille des artistes ayant quelques années de recherche derrière eux, des projets fermement établis, des singularités conscientes d'elles-mêmes. Et cela se voit. Il suffit de comparer « L'art, c'est secondaire », exposition actuelle des diplômés des Beaux-Arts de Paris, à « Panorama III » pour mesurer ce qui sépare de bons travaux scolaires d'expérimentations personnelles et risquées.

« Panorama III » est du reste sous-titrée à juste titre « Salon des prototypes », puisque l'exposition montre des pièces qui ont, pour leurs auteurs, l'importance d'un prototype qui peut se révéler déterminant. Sans doute n'est-ce pas le cas de tout ce qui est accroché, installé et projeté dans la Grande Halle du Fresnoy, le long de ses coursives et jusque dans les recoins d'un espace dont l'étrangeté et les accidents ne sont pas les moindres mérites : l'intérêt n'est pas égal entre les pièces des 29 invités. Mais plusieurs sont convaincantes.

Le Fresnoy mettant à la disposition de ses pensionnaires les technologies les plus récentes, c'est de ce côté-là – et non du côté de la photographie – que les découvertes sont les plus nombreuses. La première à la place d'honneur dans le parcours qu'a conçu le critique Christophe Kihm, commissaire de la manifestation.

Dans la halle plongée dans le noir, est suspendue une forme géométrique, deux plans verticaux se coupant en croix et un plan horizontal les coupant à angle droit à mi-hauteur. Ces plans sont des écrans d'un bleu très lumineux. Des taches d'un bleu plus sombre y apparaissent et disparaissent, non point fortuitement, mais parce qu'un calcul informatique compliqué a permis de déterminer leur emplacement en fonction des mouvements d'un corps, celui de l'artiste, Sylvie Chartrand. De temps en temps, on reconnaît la forme d'un membre, comme si un corps se trouvait projeté à l'intérieur d'un système cristallin. Puis elle s'efface, au rythme d'une danse invisible. L'œuvre s'appelle *La Clepsydre*.

De l'alliance de la performance et

de l'image numérique naît une autre œuvre saisissante, l'installation vidéo de Maïder Fortuné : le corps humain y devient, dans la pénombre, batracien, reptile, embryon, monstre acéphale. La maîtrise de son corps qu'a l'artiste et la précision de la mise en images et lumière de la performance sont remarquables : on dirait une résurrection du surréalisme jaillie là où on l'attendrait le moins.

**FOOTBALL ET FEU D'ARTIFICE**

La conjugaison du très simple et du très complexe a tenté d'autres artistes. Les sujets sont très divers : le feu d'artifice, qui a inspiré à Kim Hee Young une cabine d'illusionnisme sonore et visuel, le récit romanesque pour Emmanuelle Michaux, le football pour Laurent Grasso. D'abondantes allusions renvoient au cinéma, au reportage, à la vidéo familiale, aux travaux d'amateurs. Non moins constantes et très actuelles sont les références à l'Internet, aux systèmes de circulation des données et aux jeux interactifs, avec ce que cela peut entraîner de grisaille technologique, quand les dispositifs deviennent inutilement spectaculaires. Il en est du multimédia comme de toute technique, y compris des plus archaïques : elles n'ont d'intérêt qu'en fonction de la nécessité qui anime l'artiste.

Celle-ci peut être de l'ordre de la vision absolument inexplicable : le dessin animé de Jérôme Ruby *Digitaland* tient par la seule vertu de la bizarrerie des images et du rapport curieusement désaccordé entre elles et une bande-son faite de bruits captés dans la nature. Elle peut être de l'ordre de l'absurde troublant : dans un caveau, Emmanuel Giraud a placé sur un tourne-disque un microsillon en acétate. Chaque audition en abîme les sillons. Le récit qu'il contient – celui d'un dîner fantasmagorique – s'efface peu à peu. Au visiteur de choisir, douloureusement, entre frustration et destruction.

**Philippe Dagen**

**PANORAMA III**, Salon des prototypes, Studio national des arts contemporains, 22, rue du Fresnoy, Tourcoing (Nord). Tél. : 03-20-28-38-00. Du lundi au samedi de 12 heures à 20 heures, le dimanche de 15 heures à 20 heures. Entrée : 3,80 €. Jusqu'au 30 juin.

## Jazz

**FRANCHE-COMTÉ**  
21<sup>e</sup> festival Jazz  
en Franche-Comté

Une programmation construite sur « une idée militante et progressiste du jazz : contemporain, créatif, généreux, volontiers métissé... ». Telle est la ligne de conduite des organisateurs du festival Jazz en Franche-Comté, manifestation itinérante de belle tenue. On pourra donc entendre notamment cette année : le trio du pianiste François Tusques (Vesoul, le 22) ; le vibraphoniste Franck Tortiller en solo (Saint-Claude, le 23) ; le trio Les Diaboliques, soit la pianiste Irène Schweizer, la chanteuse Maggie Nichols et le contrebassiste Joëlle Léandre (Besançon, le 25) ; l'Instant Composers Pool Orchestra dirigé par le pianiste Misha Mengelberg (Besançon, le 27) ou l'orchestre Navigatore du contrebassiste Renaud Garcia-Fons (Pontarlier le 29). Programme complet, association Asprojazz, 3, rue d'Alsace, Besançon (Doubs). Tél. : 03-81-83-39-09 ou 03-81-40-32-07. De 5 € à 16 €.

**CONCERTS**

CHÂTEAU DE VERSAILLES

Saison 2002  
Les Nouveaux Plaisirs

Concert exceptionnel  
**Laure Favre-Kahn et Tatiana Vassiliëva**  
Piano et violoncelle.

> 29 juin

Opéra Royal

RESERVATION FNAC : 0 892 701 892 \*  
INFORMATION : 01 30 83 78 88  
(0,34€ la minute)

**monum**

Quatuors à cordes  
Sainte-Chapelle Paris

Festival du 17 au 29 juin 2002 à 20h30

Avec les quatuors  
Ysaye, Aviv et Rossetti

Mozart, Beethoven, Schubert, Ravel, Fauré, Berg...

Métro : Châtelet / Cité / Saint-Michel

Fnac, 0 892 68 36 22, www.fnac.com  
Infos : www.monum.fr

MERCREDI 26 JUIN - 20 H 30

SALLE PLEYEL

Soirée exceptionnelle à la mémoire de Marcel Landowski avec l'Orchestre de Paris, Serge Baudo, Patrice Fontanarosa et Arthur Oldham

ARTHUR OLDHAM  
Le Testament de Villon

HANNA SCHAER mezzo-soprano  
MARK TEVIS ténor  
DAVID WILSON-JOHNSON basse  
CHŒUR DE L'ORCHESTRE DE PARIS  
SOUS LA DIRECTION DU COMPOSITEUR

MARCEL LANDOWSKI  
Concerto pour violon  
Symphonie n° 1

PATRICE FONTANAROSA violon  
SERGE BAUDO direction

ORCHESTRE DE PARIS  
CHRISTOPH ESCHENBACH

de 9€ à 38€ - tarif jeunes : 8€

RÉSERVATIONS  
0 825 000 821 (0,15€/mn)  
www.ticketclac.fr

Galerie  
Louis Carré  
& Cie

Frank  
Kupka

10, avenue de Messine, Paris 8<sup>e</sup>  
Tél. 01 45 62 57 07

jusqu'au 12 juillet 2002



# Paul Rebeyrolle, la matière en corps-à-corps

Le peintre, toujours révolté, qui crée depuis cinquante ans des œuvres fortes et violentes, achève un totem de céramique à Eymoutiers

**PÊCHEUR** au gros avec Riopelle, homme des bois, reclus dans son atelier de Boudreville (Côte-d'Or), sanglier aux manières courtoises, intraitable sur l'idée comme sur la peinture, Paul Rebeyrolle travaille nuit et jour : à genoux, à plat, sans ménager le corps. Sartre et Foucault ont préfacé ses rétrospectives. Avant-dernière série : Le monétarisme. Thème en cours : Clonages. Plus une céramique de plusieurs mètres de haut, face à l'Espace Rebeyrolle (Eymoutiers), qui sera prête le 22 juin. Cheveux et barbe en bataille, visage ivre de sa vie vécue, sportif revenu de cinq ans cloué par le mal de Pott, musculature des chasseurs du néolithique, squelette de marcheur qui aura aimé les automobiles, la démarche bien bousillée par cinquante ans de peinture, il promène doucement son regard sur le monde et les pièces qui en rassemblent un instant la densité, avec l'air de savoir.

Eymoutiers, petite ville de la Haute-Vienne, lui a bâti L'Espace (1995) : pas plus musée que mausolée, demeure. A chaque installation, le maire, le personnel communal, les pompiers, les dames de la cantine, tout le monde s'affaire en faisant comme lui – pour le mieux.

A Boudreville, les chasseurs savent lui rapporter des branches, des squelettes de bêtes, des cailloux, des pots cassés : « Vous, vous saurez en faire quelque chose. » Sa peinture hérissée de bouts de bois, de grillages, de serpilières collées, n'effraie plus que les conservateurs de musée. Autour de lui, de Marin, le facteur de châssis qui prépare ses toiles, à l'architecte de L'Espace, Olivier Chaslin, en passant par les passants ordinaires, tout le monde saisit.

Partage immédiat de l'angoisse du feu : « On ne sait jamais ce que le feu décide. C'est ce qui rend la céramique excitante. D'autant que je me suis compliqué la vie. » Avec le temps, il dit partir un peu moins à l'aventure : « J'adorais me jeter dans l'aléa. Je suis un peu plus prudent. Mon corps est usé. Ça n'a aucune importance : la question est de prendre le dessus sur la souffrance par la pensée. Sans devenir acariâtre. Le tout est d'aller à l'essentiel. » Il peint à bras-le-corps, dans la matière, à même la matière, en puissance, déteste la peinture de petits sentiments mièvres, d'idées courtes, tonne face à l'époque : « Celle-ci est plus sordide que toutes celles que j'ai vécues. L'économie tue directement, avec cynisme et volonté. Interstices de liberté ? La pratique de l'art, les liens entre nous, le travail à la fonderie. Le rapport à l'argent et la domination sans partage des Etats-Unis régissent tous nos modes de vie sur le dos des pays du tiers-monde. De ce point de vue, on est à certains égards tous des fascistes. »

Rebeyrolle balance les propos les plus raides avec un sourire assez bon. La peinture ? Plutôt trouver des solutions plastiques que dénoncer.

## BIOGRAPHIE

► **1926**  
Naissance à Eymoutiers (Haute-Vienne).

► **1951**  
Première exposition.

► **1956**  
Quitte le PC.

► **1968**  
Fomente la prise de la radio de Limoges. 1<sup>re</sup> série politique : « Guérilleros ».

► **2002**  
Dresse un totem devant l'Espace Rebeyrolle à Eymoutiers.

Quand il tombe sur un emblème, « sur un signifiant qui me va », il s'y tient et rallume une Gauloise bleue. « Je ne fais pas partie des poulets d'élevage. En batterie, dès qu'un poulet chahute, un poulet contestataire, un type est chargé de le repérer et de l'éliminer. » Cou coupé. Sa violence éclate à même la toile avec sérénité : prisonniers énucléés, corps détruits, visières étalées, il cogne. Amours sans fards, une truite allée avec l'eau du courant, des vaches que rien n'impressionne, joies des chairs, il cogne doucement, il peint fort : « Sinon, je ferais des tableaux. L'important est d'entendre ça : je ne fais pas des tableaux. »

## CONTRE LA NON-PENSÉE

On n'est pas sommé d'avoir peur. On voit l'horreur du même œil que la splendeur. On fait avec. Jamais il n'aura tant peint, avec une telle intensité, corps à corps avec le monde et l'image auxquels il rétorque. Très grande simplicité de l'impossible : « Impossible de faire autrement. Extrémiste ? Exagère sans doute. La peinture te sauve de ça. Simplement, je n'aime pas que la miènerie soit moyenne. Je fais tout ce que je peux. Tous les efforts possibles, je les fais. » C'est ce qui l'a rapproché de Sartre : « Je lui ai écrit, vous êtes le seul à vraiment être au cœur du problème. On s'est beaucoup vus et de façon très drôle. Un jour, il m'annonce : j'ai fini le



GÉRARD RONDEAU

texte sur vous, je suis à Rome, j'ai écrit un texte très gauchiste, venez me voir. J'ai pris le train, on a passé de très bons moments à bavarder, on a mangé des perdrix, et finalement, on n'a pas parlé une seconde de son texte. »

Rebeyrolle laisse venir les idées qui touchent à la vie, à l'époque. Il contre à sa façon l'occultation, la non-pensée qu'il endure de plus en plus : « Il m'a semblé à une époque trouver des gens qui parlaient juste, je ne trouve plus ça, c'est une sorte de laisser-aller bizarre, les gens ne sont pas devenus plus sots, mais ils n'ont plus envie de dire les choses. Le besoin de s'exprimer par l'argent, ce nouvel intégrisme direct. C'est sur ce point que je ne fais pas le même métier que mes collègues. Qu'on le veuille ou non, on travaille pour une élite, mais ce qui me touche, ce sont les témoignages de gens très lointains. C'est quelque chose de physique, ressenti très profondément. »

Devant l'Espace Rebeyrolle, il y a désormais sur la pelouse un Chien de bronze qui silencieusement hurle à la liberté ; un peu plus loin, le cénotaphe cocasse dont les gisants, crânes et cages thoraciques en ferrailles de bêche, sont arrosés d'un mince filet d'eau : il attend sans se presser le repos de Paul et Papou Rebeyrolle ; la céramique aux deux faces prévient de loin son monde ; et bientôt une énorme statue Adam et Eve qu'il fond à Vêrone.

A l'intérieur, volumes exacts, demeure, bas-

tion, sous « la lumière du Bon Dieu » dit Chaslin reprenant Le Corbusier, les immenses toiles, la vérité du vin, de la chair, de la terre et de la grande peinture. Cette peinture comme un tonnerre qui ne prend pas prétexte du politique, mais le traite de front. L'orage même du bonheur. Plus, chaque été, les expositions accueillies par L'Espace : Botchios du Bénin installés par Jacques Kerchache en 1996, Riopelle en 1997, les peintres de Leiris et Kahnweiler, Macréau en 1999, Fernand Léger en 2001, un César peu connu cet été 2002. A quoi croit-il ? « A rien. A l'amour. Aux moments de joie intense de l'amour, le meilleur et le pire. La révolution, je n'y crois plus sous la forme des révoltés des bois. Le système est trop autophage. Je crois à la recherche des solutions. A la joie tous les matins au saut du lit de foncer à l'atelier : même quand ça ne marche pas. » La céramique est là. Le feu a tenu ses promesses. S'il se remet à la peinture ? « Le plus vite possible. Il me faut décliner. J'ai recommencé à dessiner ces jours-ci. Je me demande si je ne pense pas autant à la vie et aux conditions de vie des individus qu'à la peinture. »

Francis Marmande

Espace Paul Rebeyrolle, Route de Nedde, Eymoutiers (Haute-Vienne). Tél. : 05-55-69-58-88.

## TÉLÉVISION

### Diamants embarrassants

Considérée comme l'une des femmes les plus élégantes de Paris, Madame de (Carole Bouquet) n'arrivant pas à régler ses couturiers vend une paire de boucles d'oreille en diamants. Elle fait croire à son époux (Jean-Pierre Marielle) que les bijoux lui ont été volés. Le bijoutier scrupuleux prévient le mari. Celui-ci rachète les diamants et les offre par dépit à une maîtresse exotique qui s'en débarrasse lors d'un voyage au Portugal. Un diplomate italien les achète par hasard et les offre à Madame de, dont il est follement amoureux.

Fort gênée, Madame de, jouant les étourdies auprès de son époux, se félicite d'avoir retrouvé ses fameux diamants. Monsieur de, devinant la provenance des bijoux, rencontre l'ambassadeur, qui, « éprouvant le ridicule de la situation, sent son cœur se vider de tout son amour ». Telle est l'histoire, sobre et intemporelle, écrite par Louise de Vilmorin adaptée par Jean-Claude Carrière et réalisée par Daniel Verhaeghe. Jean-Pierre Marielle est génial en vieil époux trompé, redécouvrant la passion pour son épouse volage. C'est aussi l'histoire d'une brève rencontre entre une femme mariée par convenance et un séducteur. Les dialogues sont éblouissants, mais les meilleurs moments du film sont les nombreux tête-à-tête entre le bijoutier (Pierre Vernier, excellent) et le mari trompé à la recherche de ses diamants. — A. Cr.

Vendredi 21 juin, 20 h 40, Festival.

## RADIO

VENDREDI 21 JUIN

### ► La Fête de la musique

19 h 15, France-Bleu  
En direct du Sénat, concerts et interviews se succèdent : Lio, la cantatrice Hélène Delavault, les accordéonistes Raul Barboza, Alejandro Barcelona et Michel Macias.

### ► La Fête des musiques du monde

21 h 00, France-Inter  
France-Inter investit la place de l'Hôtel-de-Ville pour une soirée musicale colorée. Un jeune artiste sénégalais, Baaba Maal, promet une soirée énergique et rythmée entre acoustique et électronique. Cette figure incontournable de la musique africaine est suivie par Sergent Garcia. Entouré des Locos del Barrio, il reflète une France métissée et mélange joyeusement les sonorités caraïbes, hispaniques et africaines.

VENDREDI 21 JUIN

### ► Thalassa

20 h 55, France 3  
La vaste base navale de Muskö, enfouie sous le granit d'une île suédoise, paraît avoir été conçue par un nouveau Jules Verne : trois cales sèches, des ateliers de réparation, des dépôts de munitions et de carburant, une centrale électrique, un QG à l'abri d'une attaque nucléaire, etc. En cas de conflit, 2 400 personnes auraient pu y tenir des mois en totale autonomie. Mais la guerre froide terminée, la Suède peut entrouvrir les portes blindées de ce symbole de sa neutralité armée.

### ► Les enfants de Bulldogs Bank

22 h 20, Arte  
Ils ont échappé aux camps de concentration, alors qu'ils étaient âgés d'à peine 3 ans. Cinquante ans plus tard, seuls trois des enfants ont été retrouvés, qui livrent leurs

## LES GENS DU MONDE

■ **Monica Bellucci** ne chassera pas le vampire en compagnie de **Sean Connery**. L'actrice italienne devait tenir le rôle de Mina Harker – épouse de Jonathan et victime récalcitrante du comte Dracula – dans *A League of Gentlemen*, dont le scénario réunit, autour de l'aventurier britannique Alan Quartermain (Connery) une brochette de personnages de fiction, du capitaine Nemo à Tom Sawyer en passant par le docteur Jekyll. Mais le tournage de *Man of War*, le film que tourne Monica Bellucci au côté de **Bruce Willis**, a dépassé les délais prévus et les producteurs de *A League of Gentlemen* ont été obligés de le remplacer par **Peta Wilson**, qui interprète Nikita dans la série télévisée inspirée du film de Luc Besson, annonce la publication américaine *Variety*.

■ Après avoir incarné « le grand » en devenant **Mohamed Ali** dans le film de **Michael Mann**, **Will Smith** revient à son métier de chanteur possédé de la même folie des grandeurs. Son nouvel album, mis en vente le 25 juin aux Etats-Unis, s'ouvre sur une chanson intitulée *Born to Reign* (né pour régner) dans laquelle il exhorte ses collègues du hip-hop à regagner le droit chemin en abandonnant la rhétorique du gangsta rap. Mais le premier simple extrait de l'album sera *Black Suits Comin'* dont la carrière devrait être favorisée par sa présence sur la bande originale de *Men in Black 2*, qui sortira cet été.

■ De passage au Japon, à l'occasion du Festival du film français organisé à Yokohama, **Bertrand Tavernier** s'est étonné de la difficulté que rencontrent les Japonais à accéder à leur patrimoine cinématographique. « C'est plus facile de trouver des DVD de ces cinéastes aux Etats-Unis, en France ou en Grande-Bretagne qu'au Japon. Je suis sidéré du manque de grands classiques japonais en vidéo et DVD. Un pays qui ignore son passé n'aide pas son avenir », s'est étonné le cinéaste. Bertrand Tavernier qui présente *Laissez-passer* s'est souvenu avoir « grandi avec le cinéma japonais avec des gens comme Mizoguchi, Kurosawa ou Naruse. Ils font partie de ma vie et du désir que j'ai eu de devenir metteur en scène ».

■ Après une année sabbatique, le Festival de Glastonsbury ressuscitera vendredi 21 juin pour trois jours. L'édition 2001 de la manifestation avait été annulée en raison de problèmes de sécurité. L'édification d'une clôture impénétrable autour du site permettra à ce qui fut, à sa fondation, il y a trente-deux ans, une célébration hippie du solstice d'été, à 100 000 spectateurs d'entendre et, s'ils ne sont pas placés derrière plus grand qu'eux, de voir Garbage, Mercury Rev ou Coldplay. Le dimanche sera consacré au troisième âge avec **Rod Stewart**, **Roger Waters** ou **Isaac Hayes**.

DOMINIQUE DHOMBRES

## L'histoire d'un mec

**IL Y A SEIZE ANS**, le 19 juin 1986, Coluche se tuait à moto sur une petite route du midi. Il avait 41 ans. « J'ai pris le parti de rire systématiquement de tout ce qui n'est pas drôle », confiait-il dans un rare moment d'introspection. Il revivait mercredi soir sur France 3. Le montage de sketches et de souvenirs de ceux qui l'ont connu était certes un peu décousu, les repères biographiques manquaient singulièrement, mais c'était quand même Coluche qui était là avec sa salopette, son nez rouge, sa voix grinçante.

« C'est l'histoire d'un mec normal, un Blanc, quoi. » Et c'était reparti pour l'aventure de cet homme qui a perdu ses lunettes dans la Loire et qui les cherche en scrutant l'eau du haut du pont de l'Alma.

Michel Colucci était né à Montrouge, dans la banlieue parisienne, d'un père italien peintre en bâtiment et d'une vendeuse de fleurs. « Je ne suis pas un nouveau riche, je suis un ancien pauvre », disait-il. Il n'avait pas beaucoup d'illusions sur les pauvres, pourtant, comme le montre cette anecdote sur sa mère. Il achète à cette dernière un poste de télévision dernier cri. Celle-ci est déçue, elle préférerait le modèle avec acajou. Il retourne chez le vendeur pour

l'échanger. Sa mère n'est toujours pas contente. La femme de ménage ouvre l'appareil pendant ses heures de service. Il faut à sa mère un téléviseur muni d'une clé pour qu'elle soit entièrement satisfaite... Il avait commencé sa carrière chez Bernadette, un cabaret du Quartier latin. Il était entré pour faire la manche. On l'avait gardé pour faire la vaisselle et finalement, un jour, on l'avait laissé monter sur scène pour chanter deux chansons en lever de rideau. C'est ensuite l'aventure du Café de la gare, avec Romain Bou-teille, dans la foulée de mai 1968. Puis, très vite, la gloire en solo, jusqu'à cet épisode invraisemblable, la candidature à l'élection présidentielle de 1981 avec le slogan : « Jusqu'ici la France était coupée en deux, maintenant elle est pliée en quatre. »

Jacques Attali, qui l'a beaucoup fréquenté dans les dernières années de sa vie, a cette formule : « Michel était un grand bouffon, c'est-à-dire celui qui dit la vérité. Il était un bouffon du roi et comme le roi, en démocratie, c'est le peuple, il était le bouffon du peuple. » Un bouffon terriblement angoissé, qui ne pouvait pas rester seul. Et aussi un homme de cœur, comme les Restos du même nom.

La messe de Bordeaux par le Chœur Grégorien de Paris ? À Saint Bertrand de... Comminges, bien sûr !

FRANCE FESTIVALS

Retrouvez toute l'information des festivals internationaux de musique sur le site internet [www.francefestivals.com](http://www.francefestivals.com)



## RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 20 JUIN

## TF1

**14.45** L'Affaire Mary Kay Letourneau Téléfilm. Lloyd Kramer. Avec Penelope Ann Miller (EU, 2000) **16.25** Dingue de toi Série **17.00** Melrose Place Série **17.50** 7 à la maison Série **18.45** Tous ensemble **20.00** Journal, Météo.



**20.55 NAVARRO** Secrets. Série. Avec Roger Hanin, Philippe Leroy-Beaulieu, Gabrielle Forest (France, 1998). 3810681 *La découverte, à Paris, des cadavres d'un président d'une société financière de la Côte d'Azur et de son chauffeur conduit Navarro à s'interroger sur les dernières rencontres faites par le défunt.*

**22.45 COLUMBO** Le Chant du cygne. Série. Avec Peter Falk, Ida Lupino, Johnny Cash, Bonnie Van Dyke, Janit Baldwin. 2374827 **0.35** Les Couilles de l'économie **1.25** Le Droit de savoir Magazine 8191860.

**2.30** Reportages Miamies Miss, la France aussi 9357773 **3.00** Aimer vivre en France La passion de la mer **3.55** Histoires naturelles Vivre et pêcher à la Réunion **4.25** Musique **4.45** C'est quoi l'amour ? Magazine (70 min).

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**15.15** La vie est belle ■■ Frank Capra. Avec James Stewart, Donna Reed, Lionel Barrymore (Etats-Unis, 1946, N., 130 min) **CineClassics**  
**16.25** Wonderland ■■ Michael Winterbottom (GB, 1999, v.m., 110 min) **CineCinemas 2**  
**17.45** La Rage de vivre ■■ Nancy Meckler (Grande-Bretagne, 1996, 100 min) **Cinéfaz**  
**18.40** Daisy Clover ■■ Robert Mulligan (Etats-Unis, v.m., 125 min). **TCM**  
**19.00** Peter et Elliott le dragon ■■ Don Chaffey (Etats-Unis, 1977, 120 min). **Disney Channel**  
**19.20** L'Atalante ■■ Jean Vigo (France, 1934, N., 100 min) **Cinétoile**  
**20.45** Spartacus ■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1960, v.m., 180 min) **CineCinemas 2**  
**21.05** Le Coup de sirocco ■■ Alexandre Arcady (France, 1978, 100 min) **Téva**  
**22.45** Albert souffre ■■ Bruno Nuytten (France, 1992, 110 min) **CineCinemas 3**  
**23.55** Tornade ■■ William Dieterle (Etats-Unis, 1937, N., 85 min). **TCM**  
**0.20** La Nuit du défilé ■■ Michael Ritchie (Etats-Unis, 1992, 95 min) **Cinéstar 2**  
**0.35** The War Zone ■■ Tim Roth (Grande-Bretagne, 1999, v.m., 100 min) **CineCinemas 3**

## FRANCE 2

**16.35** En quête de preuves Electrochoc. Série **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Les démons du passé. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal **20.35** Elections 2002 Bernard Thibault **20.52** Météo.



**21.00 ENVOYÉ SPÉCIAL** Magazine présenté par Guilaïne Chenu. Au sommaire : « Comme un coup de tonnerre ». Documentaire. Jérôme Caza et Stéphane Meunier. 3848952 *C'est en ces termes que Lionel Jospin a qualifié le résultat du premier tour de l'élection présidentielle et son éviction du jeu politique. Que s'est-il passé ?*

**23.15 COMME AU CINÉMA** SPÉCIAL FÊTE DU CINÉMA. Magazine présenté par Frédéric Lopez, avec la participation d'Isabelle Motrot, Thierry Colby. Invités : Gad Elmaleh, Charlotte de Turckheim. 5623827

**1.20** Journal de la nuit, Météo **1.45** Nikita l'absente. Série. Terry Ingram **0.25** Y'a un début à tout Magazine **4.25** 24 heures d'info **4.45** Live for Love United **4.50** Pyramide Jeu (30 min).

## FRANCE 3

**16.35** T03 **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.20** Questions pour un champion **18.45** La Santé d'abord **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.15** Tout le sport **20.25** C'est mon choix... ce soir.



**20.55 LA LIGNE ROUGE** ■ Film. Terrence Malick. Avec Sean Penn, Adrien Brody, James Caviezel, Ben Chaplin, George Clooney. *Guerre* (EU, 1999) **0. 54671407** *Description kaléidoscopique de quelques soldats américains durant les combats de la guerre du Pacifique en 1942.* **23.45** Météo **23.50** Soir 3.

**0.15 HISTOIRE D'UNE DROITE EXTRÊME** Documentaire. [1/2]. William Karel. 4305150 **1.10** Espace francophone Le magazine de la francophonie fête ses vingt ans. 8584529.

**1.40** Ombre et lumière **2.05** C'est mon choix... ce soir **2.30** Soir 3 **2.55** Ils l'ont tant aimée Documentaire **3.50** Les Dossiers de l'Histoire Mai-juin 1940, l'impensable défaite **4.45** Un jour en France Magazine (35 min).

## CANAL+

**18.00** X-Men ■■ Film. B. Singer. Avec Hugh Jackman. *Fantastique* (EU, 2000) **0. ► en clair jusqu'à 21.00** **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.55** Le Carnet d'Aimé.



**21.00 TROIS HUIT** ■■ Film. Philippe Le Guay. Avec Gérard Laroche, Marc Barbé, Luce Mouchel, Bastien Le Roy, Bernard Ballet. *Drame* (Fr., 2000) **0. 14372** *Un ouvrier est petit à petit l'objet de vexations de la part de ses collègues. Un duel psychologique âpre accentué par une justesse d'observation indiscutable.*

**22.30 JEUDI BOXE** Magazine présenté par Jean-Claude Bouttier et Christian Delcourt. 161020 **0.05** Escrocs mais pas trop ■■ Film. Woody Allen. *Comédie* (EU, 2000, v.o.) **0.**

**1.35** Stick *Les Positions de monsieur Lamour* **1.40** Le Journal du hard **0.155** Max 2 Film. Fred Coppula. *Classé X* (Fr., 2001) **0.335** Stick *Rhythmixx* **3.45** Little Nicky ■■ Film. Steven Brill. *Comédie* (EU, 2000, v.o., 100 min) **0.**

## FRANCE 5 / ARTE

**17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air **19.00** Voyages, voyages Le Pérou, de Lima à Cuzco **19.40** De Séoul à Yokohama, c'est pour demain **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Le Procès du faucheur.



**20.40 PREMIÈRE SÉANCE : LA COUPE** ■■ Film. Khyentse Norbu. Avec Orygen Tobgay, Jamyang Lodro, Kunsang Nyima, Pema Tshundup, Neten Chokling. *Comédie* (Aust.- Bhout., 1999, v.o.) **0. 491933** *De jeunes moines bouddhistes parviennent à faire entrer une télévision au monastère pour regarder la Coupe du monde de football.*

**22.15 COMEDIA - LA PÂTE À MODÈLER** Pièce de Vassilii Sigariou. Mise en scène par Cyrill Serebrennikov. Enregistré à la Biennale de Bonn, en juin 2002. 7258662

**0.15** Cha cha cha Court métrage. Philippe Blasband **0.20** Diva ■■ Film. Jean-Jacques Beineix. *Policier* (Fr., 1981) 9873808 **2.10** Mic Mac Magazine 6690599 **2.40** Spéciale Fête de la musique - Disco Court métrage (15 min).

## M6

**17.10** Cœur Caraïbes Série. Liaisons impossibles **18.05** Le Clown Ennemis de toujours. Série **19.00** ET **20.40** Loft Story **19.45** Caméra café Série **19.54** Le Six Minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Série.



**20.50 LOFT STORY 2** En direct, un garçon sort du loft. Divertissement présenté par Benjamin Castaldi et Séverine Ferrer. 3191469 *Après Romain il y a déjà quinze jours, qui sera le prochain garçon à quitter le Loft de M6 ce soir.*

**23.20 ALLY McBEAL** Mariage à trois **0.** Série. Avec Calista Flockhart, Jane Krakowski, Greg Germann, Gil Bellows, Courtney Thorne-Smith. 475020

**0.05** L'Homme aux nerfs d'acier Film. Michele Lupo. Avec Lee van Cleef, Tony Lo Bianco. *Policier* (Fr. - It., 1973) **0. 2249179** **1.44** Météo **1.45** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (35 min) 63886808.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

**20.30** Fiction 30. Feuilleton. **21.00** Le Gai Savoir. Michel Boccard. **22.00** Journal. **22.10** Multipistes. **22.30** Surpris par la nuit. **0.05** Du jour au lendemain.

## FRANCE-MUSIQUES

**20.00** Concert. Par l'Orchestre de Paris, dir. Christoph Eschenbach : œuvres de Webern, Lutoslawski, Tchaïkovski. **22.00** En attendant la nuit. **23.00** Jazz : suivez le thème. *Walkin*. **0.00** Extérieur nuit.

## RADIO CLASSIQUE

**20.00** Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Dvorak, dir. Charles Mackerras : *Le Silence des bois* op. 68 n° 5 ; *Rondo* op. 94 ; Œuvres de Smetana, Suk. 20.40 Les Grands Interprètes à Lyon. À l'Opéra national de Lyon : œuvres de Beethoven, Janacek, Bach. **23.30** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Kreutzer, Brahms, R. Strauss. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

## MAGAZINES

**16.10** ET **0.10** i comme idées. Invitée : Michèle Mercier *(Je ne suis pas Angélique)*. **16.55** Les Lumières du music-hall. Maxime Le Forestier. Renaud. **Paris Première**  
**17.10** Comme à la télé. Invités : Stéphane Bern ; Jean-Luc Hees ; Pierre Bellemare. **Match TV**  
**18.40** Rive droite, rive gauche. Best of. **Paris Première**  
**18.55** J'y étais. Jacques Perrin ; François Colas. **Match TV**  
**19.00** Explorer. Le goût du risque. Une histoire de survie, l'expédition Shackleton. Les combattants du feu. Kayak dans la jungle mexicaine. **National Geographic**  
**19.15** Entretien avec Etienne Daho. **CineClassics**  
**22.10** Recto Verso. Richard Bohringer. **Paris Première**  
**22.15** Open club. Charles Laughton. Invité : Michel Ciment. **CineClassics**  
**23.10** Boléro. Richard Cocciante. **Monte-Carlo TMC**

## DOCUMENTAIRES

**17.25** Freud, le divan voyageur. **Histoire**  
**18.10** Pierre Nora. [2/4]. Des bibliothèques. **Histoire**  
**19.00** Pilot Guides. Espagne méridionale. **Voyage**  
**19.05** Les Traîtres. **Planète**  
**19.05** Japon, l'envers du décor. **Histoire**  
**19.55** La Source de la vie. **Odyssee**  
**20.00** Lions et hyènes. Face à face mortel. **Nat. Geographic**

**20.00** Slovénie. L'élève modèle. **Voyage**  
**20.50** La tortue qui pleurait. **Odyssee**  
**21.00** Rock galerie. [6/7]. Bryan Ferry. **Histoire**  
**21.00** Crabes rouges et fourmis folles. **National Geographic**  
**21.05** Les Dessous de la lambada. **TV 5**  
**21.10** Un siècle à la une. **La Chaîne Histoire**  
**21.20** Un casse-tête chinois. **Odyssee**  
**21.50** Mémoire de cent ans de chansons. [4/4]. **Histoire**  
**22.00** Affaire Getty. [1/2]. **La Chaîne Histoire**  
**22.25** Nazisme, un avertissement de l'histoire. [3/6]. Une guerre planifiée. **Planète**  
**22.45** Timor-Oriental, chronique d'une conspiration. **Histoire**  
**23.00** Baleines ! **National Geographic**  
**23.35** Ici Londres, les Français parlent aux Français. **Histoire**  
**0.00** Estonie. Mère Laul ou la chanson de la mer. **Voyage**  
**0.10** Ils ont filmé la guerre en couleurs. [3/3]. Triomphe et désespoir. **La Chaîne Histoire**  
**0.40** Alfred Hitchcock. [1/2]. **CineClassics**

## SPORTS EN DIRECT

**14.30** Tennis. Tournoi féminin d'Eastbourne (Angleterre). **Eurosport**  
Quarts de finale. **Eurosport**  
**16.30** Cyclisme. Tour de Suisse (2<sup>e</sup> étape) : Schaffhouse - Domat-Ems (191 km). **Pathé Sport**  
**16.45** Cyclisme. Tour de Catalogne (4<sup>e</sup> étape) : Barruera - Andorre (197,3 km). **Eurosport**

## DANSE

**17.00** Spartacus. Chorégraphie de Youri Grigorovitch. Musique de Khatchatourian. En 1991. Par le ballet et l'Orchestre du théâtre du Bolchoï, dir. A. Shyuraïtis. **Mezzo**  
**0.00** Le Lac des cygnes. Chorégraphie de Bourmeister. Musique de Tchaïkovski. Par le Corps de ballet de l'Opéra de Paris. Avec Marie-Claude Pietragalla (Odette), Patrick Dupond (le prince Siegfried)... **Mezzo**

## MUSIQUE

**19.40** Mozart. *Concerto pour violon et orchestre n° 3*. En 1984. Avec Gidon Kremer (violin). Par l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. N. Harnoncourt. **Mezzo**  
**21.00** John Williams et Julian Bream. En 1974. **Mezzo**  
**21.55** John Williams à Séville. Avec l'Orchestre symphonique de Séville, dir. José Buanagu. **Mezzo**

## TÉLÉFILMS

**22.10** Merlusse. Georges Folgoas. **Disney Channel**  
**23.50** L'Incompris. Pierre Gang. **Festival**

## SÉRIES

**19.55** Stargate SG-1. Une question de temps. **Série Club**  
**20.15** Diagnostic, meurtre. Une rancune tenace. **Série Club**  
**22.50** Docteur Sylvestre. Entre quatre murs **0. Festival**  
**0.40** Les Soprano. Au revoir petite Livia (v.o.) **0. Jimmy**

## VENDREDI 21 JUIN

## TF1

**13.00** Journal **13.20** Football (2<sup>e</sup> quart de finale) : Etats-Unis - Allemagne. A Ulsan (Corée du Sud). En direct **15.30** Dingue de toi Week-end d'évasion. Série **16.05** Pacifïc Blue La guerre des clans. Série **17.00** Melrose Place Piégeurs piégés. Série **17.50** 7 à la maison Fou furieux. Série **18.45** Tous ensemble **19.55** Météo, Journal, Météo **20.45** Trafic infos Magazine.



**20.55 20 ANS DE FÊTE DE LA MUSIQUE** Présenté par Arthur. Invités : Lara Fabian, Marc Lavoine, Hélène Segara, Patrick Bruel, Sheryl Crow, Gérard De Palmas, Jennifer, Jean-Pascal Lacoste, Lorie, Dany Brillant, Cuny Williams, Jamiroquai, Julien Clerc, David Charvet, Billy Crawford, Jean-Louis Aubert, Enrique Iglesias, Salomé de Bahia, Karen Mulder, etc. 45695353

**0.20 SANS AUCUN DOUTE** Magazine présenté par Julien Courbet. 1011551

**2.35** Les Coups d'humour Invités : Gilles Détré, Fabrice Blind, Delphine Sagol, Bud, Bruno Lugan, Les 2 autres, Zeu Dogz, Les Indésirables 6610716 **3.20** Patricia Kaas Ce sera nous. Concert (110 min) 5884629.

## CÂBLE ET SATELLITE

## FILMS

**13.50** Pat Garrett et Billy le Kid ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, version courte, 1973, v.m., 105 min). **TCM**  
**13.55** La Sentinelle ■■ Arnaud Desplechin (France, 1992, 140 min) **0.** **CineCinemas 2**  
**14.30** Paris Blues ■■ Martin Ritt (Etats-Unis, 1961, N., 95 min) **0.** **Cinétoile**  
**15.35** Le Grand Attentat ■■ Anthony Mann (Etats-Unis, 1951, N., 90 min). **TCM**  
**16.05** Luke la main froide ■■ Stuart Rosenberg (Etats-Unis, 1967, 125 min) **0.** **Cinétoile**  
**17.05** Romance à Rio ■■ Michael Curtiz (Etats-Unis, 1948, 105 min). **TCM**  
**18.25** La vie est belle ■■ Frank Capra (Etats-Unis, 1946, N., 125 min) **0.** **CineClassics**  
**20.45** Les Premiers Beatniks ■■ John Byrum (Etats-Unis, 1980, 105 min). **TCM**  
**21.00** Annie ■■ Rob Marshall (Etats-Unis, 1999, 95 min). **Disney Channel**  
**22.30** Le Rebelle ■■ King Vidor (Etats-Unis, 1949, N., 120 min). **TCM**  
**23.20** Full Metal Jacket ■■ Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1987, v.m., 115 min) **0.** **CineCinemas 3**  
**0.05** Barry Lyndon ■■ Stanley Kubrick (GB, 1975, v.m., 180 min) **0.** **CineCinemas 2**  
**0.30** Délivrance ■■ John Boorman (Etats-Unis, 1972, v.m., 110 min) **0.** **TCM**  
**1.15** Mystery Men ■■ Kinka Usher (Etats-Unis, 1999, v.m., 120 min) **0.** **CineCinemas 3**

## FRANCE 2

**13.00** Journal, Météo **13.50** Inspecteur Derrick Un corps perdu. Série **14.55** Un cas pour deux Méprise. Série **16.00** Des chiffres et des lettres **16.25** Un livre **16.35** En quête de preuves La réclamation. Série **17.25** Qui est qui ? **18.05** JAG Secrets de famille. Série **18.55** On a tout essayé **19.50** Un gars, une fille Série **20.00** Journal, Météo.



**20.55 LA FÊTE DES MUSIQUES** De 1970 à nos jours. Emission musicale présentée par Michel Drucker, Daniela Lumbroso et Jean-Luc Delarue. Invités : Lenny Kravitz, Natacha St Pier, Indochine, Patricia Kaas, Frédéric Lerner, Jalane, Tiziano Ferro, Aston Villa, Laurent Voulzy, Calogero, Axel Bauer, Zazie, David Hallyday, Sandrine François. 67824773 **0.30** Journal de la nuit, Météo.

**0.55 CONCERT FRANCOFOLIES 2001** Best of. Avec Gérard de Palmas, Rachid Taha, Mes souliers sont rouges, Massilia Sound System, Djoloff, Mano Solo, Carlos Di Nicaragua, Mickey 3D, Don Diego, Tiken Jah Fakoly, La Rue Ketanou, Anthony B, K2R Riddin, Java, Marcel et son orchestre, Brahim, The Gladiators. 1518396

**2.10** Envoyé spécial Magazine **4.10** 24 heures d'info **4.25** Météo **4.28** Live for Love United **4.30** Les Animaux et Leurs hommes Documentaire. Christian Bussy (50 min).

## FRANCE 3

**13.55** C'est mon choix Magazine **15.00** Attente mortelle Téléfilm. Robert Lewis. Avec Suzanne Pleshette, Tom Atkins (EU, 1987) **16.35** T03 Cédric ; Titeuf ; La Double vie d'Eddy Mc Dowd **17.35** A toi l'actu@ **17.50** C'est pas sorcier **18.15** Un livre, un jour **18.20** Questions pour un champion **18.50** Le 19-20 de l'information, Météo **20.10** Tout le sport **20.20** C'est mon choix... ce soir.



**20.55 THALASSA** Magazine présenté par Georges Pernoud. Au sommaire : Des bateaux dans la montagne ; Le miroir aux crevettes. 4753889

**22.30** Météo **22.35** Soir 3.

**22.55 ON NE PEUT PAS PLAIRE À TOUT LE MONDE** Magazine présenté par Marc-Olivier Fogiel, avec la participation de Stéphane Blakowski, Ariane Massenet et Alexis Trégarot. 3765268

**1.00** Ombre et lumière Invitée : Zazie.

**1.30** Sorties de nuit Spécial Fête de la musique. Au programme : Francis Cabrel, Jean-Jacques Goldman, Paul Personne, Lååm et Zazie, Noir Désir, Matmatah, Henri Salvador et Claude Nougaro (225 min) 59261822.

## CANAL+

**14.00** Roberto Succo ■■ Film. C. Kahn. *Drame* (Fr., 2000) **0.1605** Bush, président Série **0.1630** Yamakasi, les samouraïs des temps modernes Film. Ariel Zeitoun. *Action* (Fr., 2001) **0.18.00** Le Sang du frère Téléfilm. John Badham (EU, 2002) **0. ► en clair jusqu'à 21.00** **19.20** + de cinéma **19.40** Journal **19.50** Le Zapping **19.55** Les Guignols **20.05** Burger Quiz **20.45** + de sport **20.55** Le Carnet d'Aimé.



**21.00 WAY OF THE GUN** Film. Christopher McQuarrie. Avec Ryan Phillippe, Benicio Del Toro, James Caan, Juliette Lewis, Taye Diggs. *Suspense* (EU, 2000) **0. 31841** *Deux truands enlèvent une femme enceinte en espérant toucher une rançon. Un polar sarcastique et vain bourré de références.*

**23.00 EN PLEINE TEMPÊTE** ■ Film. Wolfgang Petersen. Avec George Clooney, Mark Wahlberg, John C. Reilly, Diane Lane, William Fichtner. *Catastrophe* (Etats-Unis, 2000) **0. 6472155** *Un chalutier est pris dans une tempête redoutable.*

**1.05** L'Ainé des Ferchaux ■■ Film. Jean-Pierre Melville. *Drame* (Fr., 1962) **0. 1874716.**

**2.50** On the Run Film. Bruno de Almeida. *Comédie dramatique* (Fr. - Port., 1998) **0. 1157938** **4.20** Surprises **4.55** L'Art (délicat) de la séduction Film. Richard Berry. *Comédie sentimentale* (Fr., 2001, 95 min) **0. 21867209.**

## FRANCE 5 / ARTE

**13.45** Le Journal de la santé **14.05** Les Etoiles du cinéma Eddie Murphy **14.35** Idéale Palace [3/6]. L'hôtel Alphonse XIII de Séville **15.35** Le Maroc **16.35** La Furie des cieux **17.35** 100 % question **18.05** C dans l'air Spéciale Fête de la musique **19.00** Tracks **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage Brésil : La surface de corruption **20.40** Spéciale Fête de la musique *Swing*. Court métrage. Henry Colomer.



**20.45 PREMIERS BAISERS, PREMIERS SOUCIS !** Téléfilm. Claudia Prietzel. Avec Marie-Luise Schramm, Sven Walsler, Beata Lehmann, Christian Blümel (All., 2000). 912808 *Les premiers émois d'une adolescente allemande, en vacances avec ses parents dans le sud de la France.* **22.10** Spéciale Fête de la musique *Rock*. Court métrage d'animation 6827402.

**22.15 LA VIE EN FACE - LES ENFANTS DE BULLDOGS BANK** Documentaire. Beatrix Schwehm (Allemagne, 2001). 551711 *Été 1945 : des orphelins juifs rescapés des camps de concentration sont accueillis dans une résidence londonienne avant d'être définitivement adoptés.* **23.20** Spéciale Fête de la musique *Twist*. Court métrage. Henry Colomer 1577773.

**23.25** Carmen ■■ Film. Jacques Feyder. Avec Raquel Meller. *Drame* (Fr., 1926, N. et teinte) 4428217







PIERRE GEORGES

## Ballon-loupe

LE FOOTBALL, le ballon de football plutôt, est une bonne grosse loupe ronde pour entomologiste des temps présents. L'étude de la violence, par exemple. Ainsi qu'il était raconté hier dans *Le Monde*, il y a quelques jours des gamins de moins de quinze ans, apprentis footballeurs professionnels à l'AS Cannes, perdent un match. Un match dit décisif pour on ne sait quel championnat.

Ils sont furieux. Et surtout ils vont se conduire comme des furieux. Sur le chemin du retour aux vestiaires, l'un d'eux shoote de dépit dans une borne-incendie. Un pompier de service lui fait des remontrances. Le ton monte, une gifle peut-être, c'est ce que diront les gamins, part. Alors cinq, ou plus, des footballeurs shootent le pompier à coups de pied, de poing. Et ils le laissent étendu pour le compte.

A mort le pompier !, en somme, comme dans un mauvais scénario. Ces jeunes gens ne sont pas une fameuse équipe de loubards livrés à eux-mêmes. Ils ne sont pas désœuvrés. Ils sont encadrés par des formateurs. Ils appartiennent, et ont la chance d'appartenir, à une des plus prestigieuses écoles de football de France. La preuve, ces trois fameux anciens qui usèrent leurs crampons et leurs fonds de short sur les bancs et terrains de ce centre de formation : Zinédine Zidane, Patrick Vieira et Johan Micoud, tous trois devenus ce que l'on sait.

A mort le pompier ! Ou plutôt, car on se doute bien que telle n'était pas leur intention : à mort la défaite ! Des gamins ont péti les plombs pour un match perdu, pour une finale envolée. Ils seront sanctionnés, tant sportivement que judiciairement. Et leur avenir footballistique est bête-

ment compromis. Mais l'important est moins là que dans cet échec de toute une volonté et un système éducatifs, ainsi dribblés par la violence du temps.

A mort le pompier ! Et à mort l'arbitre ! C'est aussi à cela qu'on pensait, ce matin, en voyant se déverser, en Italie, des torrents d'encre, d'imprécations et de larmes furieuses après l'élimination de la fameuse Squadra Azzurra par des Coréens nettement supérieurs en nombre et en vélocité. Tout un pays maudit un pauvre arbitre équatorien, coupable du pire des crimes : avoir refusé, à tort, un but en or, le bien-nommé, et avoir expulsé du terrain un fameux plongeur-simulateur, le talentueux Totti.

L'Italie ne s'en remet pas. L'affaire est d'Etat. Et cette grande douleur est tout sauf muette, qui laisse accroire à un tortueux complot de l'internationale du football pour venger une mésalliance italienne avec les contempteurs du pontife Blatter dans les affaires électorales récentes.

Bref, le foot est fou. Mais là ce serait plutôt du plus haut comique, dans le registre *comediante*, *tragediante*. La preuve : cette décision ahurissante du président d'un club italien, celui de Pérouse. Ce bon président, Luciano Gaucci, a décidé de licencier son seul joueur coréen, Ahn Jung-hwan, auteur, précisément, du définitif, et validé, lui, but en or fatal à l'Italie. Au motif d'un flagrant délit d'« ingratitude », il ne voit pas de raison « de verser un salaire à quelqu'un qui a détruit le football italien ». Nord contre Sud... Mais c'est qu'ils n'auraient pas la reconnaissance du ballon, ces gueux ! Virons derechef tous les Sénégalais d'Auxerre, de Lens et d'ailleurs ! Ou vendons-les, plutôt !

## « La Squadra a perdu mais la Scuderia Ferrari continue de gagner ! »

SYDNEY

de notre correspondant dans le Pacifique

Derrière sa chaise roulante électrique flotte un drapeau italien. Ce retraité ne sort jamais sans son étendard. Le vert, le blanc et le rouge sont partout présents à Leichhardt. Sur la devanture des restaurants, sur les produits vendus dans les supermarchés, sur les tabliers des serveurs de café... Dans la grande surface Coles, plus de cent variétés de pâtes sont proposées. La plupart des habitants préfèrent toutefois se rendre dans une des nombreuses petites épiceries où presque tous les clients parlent italien avec les employés. Leichhardt, qui porte le nom de l'explorateur allemand disparu, en 1848, alors qu'il tentait de traverser le pays d'est en ouest, est la « Petite Italie » des antipodes. Pour manger les meilleures pâtes et les plus savoureuses pizzas d'Australie, inutile d'aller chercher ailleurs. La plupart des habitants du quartier ne sont pourtant pas nés dans la péninsule (presque tous les émigrants sont arrivés au lendemain de la seconde guerre mondiale), mais tous continuent de revendiquer avec fierté leur appartenance à leur « mère-patrie » qui n'en est plus vraiment une. Et quelle meilleure occasion de montrer leur attachement pour l'Italie qu'un match de football de Coupe du monde...

Il n'a pas entendu le coup de sifflet final. La tête enfouie dans son drapeau italien, il a pleuré. Son copain a bien essayé de le reconforter en lui mettant le bras sur l'épaule, mais rien n'y a fait. Il a pleuré sous une pluie battante. Les douze coups de minuit s'apprêtaient à retentir, mardi 18 juin en Australie, lorsque le glas a sonné pour la Squadra azzurra. Quand les Coréens ont marqué leur but victorieux, à la fin de la prolongation contre les triples champions du monde, c'est toute la communauté italienne des antipodes qui a sombré dans une profonde tristesse. Les centaines de supporters qui s'étaient réunis dans la rue Norton, au cœur de Leichhardt, se sont dispersés en quelques minutes, refusant de voir les Asiatiques festoyer sur le grand écran monté sur un balcon au-dessus d'un restaurant. Les dizaines de policiers qui avaient bloqué la circulation dans la rue ont dû être les seuls à se réjouir de cette défaite. Pour célébrer la victoire



TONY CORLEONE

Folles nuits de foot chez les immigrés d'Australie.

de « leur » équipe contre les Equatoriens (2-0), le 3 juin, les supporters italiens de Sydney s'étaient défilés en lançant des bouteilles dans la foule, blessant six policiers.

A Melbourne, l'élimination des Azzurri a déclenché des heurts entre les tifosi australiens et les forces de l'ordre. Une voiture a été endommagée et plusieurs fauteurs de troubles appréhendés. Dans la rue Nor-



ton, les spectateurs étaient souvent très jeunes. « Moi, je vis pour le football, je ne manque jamais un match. C'est normal, je suis 100 % italien de sang » : Carmelo Tripopi affiche son origine comme un étendard. Cet étudiant de 17 ans n'est pourtant allé en Italie que deux fois dans sa vie, et, si son père est bien né là-bas, sa mère est australienne. « Ce n'est qu'un détail, explique Carmelo dans son maillot bleu de la Squadra. Je vis à Leichhardt, je supporte la Juventus de Turin comme mon père et je me sens italien. » Son copain, Tony Carbone, 18 ans, « supporte le Milan AC comme [son] père ». Même s'il n'a visité la péninsule qu'une seule fois dans sa vie, il soutiendrait l'Italie, et non pas l'Australie, si les deux équipes venaient un jour à s'affronter sur un terrain de football.

L'« Aussie » moyen, lui, se désintéresse plutôt de la Coupe du monde. Dans ce pays, le ballon rond n'a jamais été un sport très populaire. La dernière – et unique – qualification des « Socceros » au Mondial remonte à 1974. Une bien maigre performance pour des Australiens habitués à accumuler les titres de champions du monde (en rugby, cricket, natation...). Mais ce pays est une vaste terre d'immigration. Près d'un quart des 19,5 millions d'Australiens sont nés à l'étranger, et la plupart viennent de nations où le football est roi. Plus d'un million de personnes vivant « down under » ont passé leur jeunesse en Grande-Bretagne. L'Australie comprend également d'importantes communautés grecque, allemande, néerlandaise et italienne. Ces immigrants ont pour la plupart gardé une passion intacte pour le football, et la Coupe du monde est l'occasion pour ces Australiens d'adoption de se retrouver entre eux pour soutenir leur équipe et pour recréer ce que le quotidien *The Sydney Morning Herald* appelle des « ghettos temporaires ». Cette fidélité envers « leur » équipe d'origine apporte ses joies et ses peines. Les Italiens pleuraient, mardi, dans la rue Norton, tout à côté de Turcs qui étaient venus fêter leur qualification contre le Japon. « Ce n'est pas grave, se rassure un tifosi du bout du monde. Il nous reste Ferrari. La Scuderia, elle, continue de gagner... »

Frédéric Therin

IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

## L'électrification de la ligne Paris-Lyon

LE 24 JUIN aura lieu l'inauguration officielle de la ligne électrifiée Paris-Lyon. Le dernier tronçon, Chalon-sur-Saône - Lyon-Perrache, ayant été « reçu » récemment par le contrôle technique du ministère des travaux publics, l'ensemble de la ligne sera livré prochainement au trafic voyageurs et marchandises. Pour l'inauguration, un train spécial effectuera le trajet Paris-Lyon-Paris dans la journée. Il doit, pendant le voyage de

retour, battre aisément, grâce à la traction électrique, le record de la vitesse commerciale sur 500 kilomètres. La durée du parcours n'excèdera pas 4 h 30, la moyenne commerciale atteindra 114 km/h. Les trains vapeur les plus rapides mettaient auparavant 6 h 10. L'électrification entraînera de substantielles économies. L'économie nationale tirera en outre de cette modernisation un large bénéfice. Chaque année, en effet, la SNCF

laissera à l'industrie les 620 000 tonnes de charbon dont elle n'aura plus besoin. Nouveau succès de la politique énergétique traditionnelle du chemin de fer, qui a permis en 1951, pour un trafic légèrement supérieur à celui de 1929, de ne consommer que 6 millions de tonnes de charbon, au lieu de 12 millions il y a vingt-trois ans.

Pierre-A. Salarnier (21 juin 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



■ « Le Monde des livres » est consultable le jeudi dans son intégralité sur le site du quotidien à l'adresse :

<http://www.lemonde.fr/livres/>

■ Toute l'actualité en images. Découvrez chaque soir à la une du site un portfolio des photos du jour.

■ La dernière phase du Mondial en direct. Commentaires, analyses et reportages de nos envoyés spéciaux à l'adresse : <http://www.lemonde.fr/mondial2002/>

CONTACTS

► RÉDACTION

21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► ABONNEMENTS

Par téléphone : 01-44-97-54-54  
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>  
Par courrier : bulletin p. 32  
Changement d'adresse et suspension : 0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► INTERNET

Site d'information : [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr)  
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>  
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>

Marché de l'emploi :

<http://emploi.lemonde.fr>Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>

Marché de l'immobilier :

<http://immobilier.lemonde.fr>

► TÉLÉMATIQUE

3615 lemonde

► DOCUMENTATION

Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>

► COLLECTION

Le Monde sur CD-ROM :

01-44-09-43-21

Le Monde sur microfilms

03-88-71-42-30

► LE MONDE 2

Abonnements : 01-44-97-54-54

En vente : « Sur la piste de Ben Laden ».

■ Tirage du Monde daté jeudi 20 juin 2002 : 504 413 exemplaires.

1 - 3

Le Monde

www.lemonde.fr

## Ce week-end, vos trois rendez-vous

Le « nouveau »  
ChiracLes réseaux renforcés  
d'Al-QaidaRentabiliser  
sa résidence secondaireSamedi 22 avec *Le Monde* daté dimanche 23 - lundi 24 juin 2002

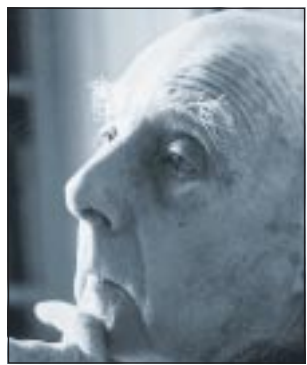


VENDREDI 21 JUIN 2002



**A. S. BYATT**  
page III

**PIERRE LEYRIS**  
page IV



**MUSIQUES**  
Ballades tchèques, la correspondance de Franz Liszt et Marie d'Agoult, psychanalyse des tubes... page V



**FÉMINISME**  
Germaine Greer, une femme en colère page VI

**POLITIQUE**  
L'autobiographie posthume de Pierre de Bénouville, Pierre-André Taguieff, Denis Pingaud... page VII

# Alexandre le monumental

**L**e 10 février 1829, Victor Hugo se rend à la Comédie-Française pour assister à la première de *Henri III et sa cour*. Désireux de le rencontrer, l'auteur, un jeune inconnu de son âge, lui a envoyé une invitation. Bien avant d'être jouée, la pièce a suscité la polémique. D'un côté, une jeunesse chevelue impatiente de bousculer les règles et les mœurs, la littérature classique et la politique des Bourbons, de l'autre, ceux qu'en raison de leur calvitie elle appelle les « crânes-genoux » et qui, prônant le maintien de toutes les traditions, ont demandé à Charles X l'interdiction de la pièce – il a rejeté leurs pétitions. Le tohu-bohu de la représentation n'est pas une surprise. Ce soir-là, Hugo assiste comme à une répétition de ce qu'il connaîtra un an et deux semaines plus tard. La bataille de *Henri III et sa cour* précède la bataille d'*Hernani*. Avec la préface de *Cromwell*, il avait théorisé le théâtre romantique ; un jeune inconnu était le premier à le porter sur la scène. Ainsi, écrit Daniel Zimmermann, Dumas « affirme sa position originale et prééminente. Il n'a pas disserté (...), il a créé, donc fondé, le drame historique. Et il est banalement logique que le premier dans un genre en soit le chef de file. Le public tranchera en sa faveur, les manuels de littérature en celle d'Hugo » (1).

Fils du général Thomas-Alexandre Davy de la Pailleterie et de Marie-Louise Labouret, de petite bourgeoisie, le fondateur s'appelle Alexandre Dumas, du nom de sa grand-mère, une esclave noire de Saint-Domingue – elle vivait dans un mas, d'où l'origine du nom. Très jeune clerc de notaire à Villers-Cotterêts et à Crépy-en-Valois, il s'installe à Paris à vingt et un ans et trouve un emploi chez le duc d'Orléans. Il rêve de gloire littéraire qu'il n'attend que du théâtre. Quand, quinze ans après *Henri III*, d'Artagnan arrive avec ses trois mousquetaires, Dumas a écrit moins de romans que de pièces. Peu de comédies. Surtout des drames, avec des succès comme *La Tour de Nesle* et *Antony*. Il ne cessera d'écrire pour la scène jusqu'à vouloir être maître de ses œuvres en ayant son propre théâtre, et sa dernière pièce, *Madame de Chamblay*, date de 1869, un an avant sa mort.

Mais en 1844, paraît un nouveau Dumas. C'est le tournant de sa vie d'écrivain. L'œuvre romanesque, qui en fait l'un des auteurs les plus lus et adaptés au cinéma (2), prend vraiment son départ avec *Les Trois Mousquetaires*. Le succès déclenche une espèce de rage de création. Dans l'année qui suit, treize titres, dont *La Reine Margot*, *Le Chevalier de Maison-Rouge*, *La Dame de Montsoreau*, *Le Comte de Monte-Cristo* et, succès oblige, *Vingt Ans après*. La machine est lancée. Se succéderont des romans plus ou moins oubliés comme *Jane* ou *Le Comte de Moret*, et d'autres qui résistent au temps comme *Le Vicomte de Bragelonne* ou *Le Collier de la Reine*, soit une œuvre romanesque monumentale à quoi s'ajoutent des contes, d'innombrables



Dumas disait pouvoir vivre n'importe où pourvu qu'il ait « une femme, du papier, une plume et de l'envie ». A l'occasion du bicentenaire de sa naissance, le 24 juillet, et de son entrée au Panthéon, évocation de l'écrivain à la vie aussi romanesque que l'œuvre

bles chroniques, des essais historiques, des récits de voyage, des autobiographies dont l'immense *Mes Mémoires* (3). A la fois choses vues, roman d'aventures, galerie de portraits, c'est l'ouvrage le plus précieux pour approcher l'intimité de ce

« bon colosse aux cheveux crépus » réputé pour sa gaieté, sa générosité, qui fit dire que son cœur était « un bureau de bienfaisance ouvert à deux battants », sa façon de dévorer la vie.

« Vous êtes surhumain. Mon avis sur vous est un point d'exclamation. On cherchait le mouvement perpétuel, vous avez trouvé l'étonnement perpétuel. » Lamartine disait bien. Dumas, c'est une pléthore de faits aussi romanesques dans sa vie que dans son œuvre, immense domaine – 600 ou 606 volumes, les biographes hésitent. Dumas, c'est un débordement de vitalité, qu'il multiplie les maîtresses ou crée un monde si bien agencé qu'on ne sait plus ce qui est redevable à la réalité et à son imagination. Les esprits chagrins ajouteront « à ses nègres ». Il en eut et ne le cachait pas. Il fallait la méchante plume d'un Eugène de Mirecourt pour décrire un Dumas qui « embauche des transfuges de l'intelligence, des traducteurs à gages qui se ravalent à la condition de nègres travailleurs sous le fouet d'un mulâtre ».

Sans esclaves fouettés, les personnages qu'il a installés dans notre patrimoine et notre imaginaire sont

entre réalité et fiction. C'est son système de création. Il le doit à sa présence dans la vie de son temps – journées de juillet 1830, candidature aux élections de 1848, épopée de Garibaldi – et à sa passion pour l'histoire, l'inimaginable n'étant pas toujours où l'on croit. « Quand nous serons fatigués d'être romancier, nous nous ferons peut-être historien, et nous raconterons certaines aventures contemporaines et authentiques qui seront si vraies que personne ne voudra y croire. » Ses héros ont une telle présence que nous entrons dans la cellule de Dantès, mais s'il a le génie de créer des aventures, ce serait une erreur de le réduire à une espèce de scénariste prétexte à des adaptations plus ou moins fidèles pour l'après journal de 20 heures.

Dumas, c'est la cape et l'épée, les grandes chevauchées et le génie des coups de théâtre quand il viole l'Histoire pour lui faire un bel enfant, c'est aussi des personnages, leur caractère, leur psychologie, leurs heurs et malheurs empruntés à des modèles vivants à ne pas toujours chercher bien loin. « Antony, c'était moi, moins l'assassinat. » Il n'y a pas que boutade dans son appropriation

du personnage du plus célèbre de ses drames. « Quelqu'un me disait un jour : "Comment se fait-il que votre père n'ait jamais écrit une ligne ennuyeuse ?" Je lui répondis : "Parce

## ■ Pierre-Robert Leclercq

que ça l'aurait ennuyé." » En ajoutant, dans cette lettre à George Sand, « vous êtes trois dans ce siècle : vous, Balzac et moi. Et puis après, bonsoir, il n'y aura personne ! », Dumas fils ou le journaliste est toujours réjouissant. En soulignant avec mépris qu'un « enfant peut comprendre Les Trois Mousquetaires » et que Monte-Cristo fait « les délices » des cuisinières, Brunetière rendait malgré lui un bel hommage à une œuvre où le lecteur trouve son bonheur quel que soit son âge ou sa culture, son lieu sur la planète ou son époque. Quand Sue publie dans le *Journal des débats* ses *Mystères de Paris*, Théophile Gautier dit que bien des malades attendent la fin du feuilleton pour mourir ; deux ans plus tard, il y en eut sans doute pour refuser de rendre l'âme avant de découvrir, dans le feuilleton du *Siècle*, ce qu'il advient de Milady et de Constance Bonacieux.

Dans le remarquable travail qu'il

vient de consacrer au château que Dumas fit construire à Marly (4), Michel Cazenave résume l'œuvre et l'homme en deux mots empruntés à Hegel qui, devant la majesté des Alpes, ne fit pas de grandes phrases, mais simplement : « C'est ainsi. » On ne peut mieux dire, sinon ajouter le plus bel éloge qu'on puisse faire à un écrivain et que Hugo, au milieu d'un excès de redondance, écrit à Dumas fils : « Il crée la soif de lire. »

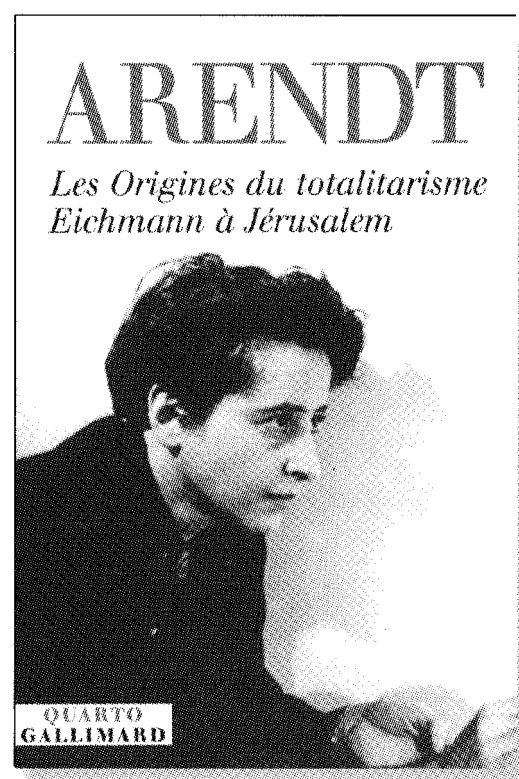
(1) *Alexandre Dumas le Grand*, de Daniel Zimmermann (Phébus, 700 p., 27 €). Une biographie écrite il y a une dizaine d'années, et devenue introuvable. Daniel Zimmermann l'a mise à jour, sans rien perdre de son don de la narration.

(2) Voir le remarquable travail d'Hervé Dumont présentant la filmographie de Dumas dans *Le Grand Livre de Dumas*, sous la direction de Charles Dantzig (éd. Les Belles Lettres, 270 p., 19,90 €).

(3) *Mes Mémoires 1802-1830* et *Mes Mémoires 1830-1833* (Bouquins, Robert Laffont, 1 290 p., 30 € et 1 200 p., 30 €). Deux volumes préfacés par Claude Schopp, variantes et notes de Pierre Josserand, et accompagnés du remarquable *Quid* de Dominique Frémy et Claude Schopp, indispensable pour qui veut approcher l'œuvre et la vie de Dumas.

(4) *Alexandre Dumas Le Château des Folies*, de Michel Cazenave, photographies de Flora Boboli (éd. Christian Pirot, 260 p., 16,80 €).

GUSTAVE LE GRAY/COLLECTION MUSEE D'ORSAY



Dispersé jusque-là en trois volumes, *Les Origines du totalitarisme* retrouve son unité dans cette nouvelle édition.

QUARTO  
GALLIMARD



### Morts vivants

**HISTOIRES DE VAMPIRES ET DE MORTS VIVANTS** d'Alexandre Dumas. Pocket, 350 p., 5 €.

**HISTOIRE D'UN MORT RACONTÉE PAR LUI-MÊME** d'Alexandre Dumas. Seuil, « Point-Virgule », 270 p., 5,95 €.

Dumas sait user de tous les artifices qui font le roman fantastique. Ainsi dans « Le Preneur de corbeaux », où il rend hommage à Hoffmann et met en scène un inquiétant homme-oiseau, sa collection d'yeux de volatiles, de corbeaux et de têtes de chats surmontées de leurs pattes « croisées comme ces os dont le funèbre ornement accompagne d'ordinaire les têtes de mort ». L'auteur de longs romans ici se restreint. Les textes courts, les phrases plus saccadées et sa maîtrise des dialogues offrent au lecteur des expectatives qui entretiennent sa curiosité jusqu'à un dénouement qui ne fait pas toujours appel à l'extraordinaire – « Le Quarantième Ours », où l'on découvre pourquoi et comment un père tue son fils, est dans un cadre très réaliste.

Deux sources d'inspiration orientent ces récits. L'au-delà, quand un mort raconte son histoire, mais surtout les souvenirs de la Terreur qui se prêtent à la description de scènes horribles comme dans « Les Mille et Un Fantômes », où un enfant se noie dans un fossé rempli du sang qui a coulé d'une guillotine. Dans ces nouvelles, où on ressent la jubilation qu'eut le conteur Dumas à décrire des corps tronçonnés, à donner la parole à des têtes décapitées, il y a généralement une morale qui pour être non dite n'en exprime pas moins son humanisme, sa révolte devant la violence, voire un plaidoyer contre la peine de mort. « J'aime les fantômes, je n'ai jamais entendu dire que les morts eussent fait en six mille ans autant de mal que les vivants en font en un jour. » Inattendu, grave non sans un humour évidemment noir, tout Dumas est dans ces petites merveilles.

P.-R. L.

### Dans le sillage de Garibaldi

Parti en mai 1860 pour une croisière en Méditerranée, Alexandre Dumas devient acteur de l'Histoire en accompagnant l'odyssée fulgurante du patriote italien. Un récit irrésistible enfin publié

**VIVA GARIBALDI ! Une odyssée en 1860** d'Alexandre Dumas. Présenté et annoté par Claude Schopp, Fayard, 616 p., 25 €.

Répondant, en 1868, aux questions de la poétesse Amélie Ernst qui définissent une sorte d'autoportrait express, Alexandre Dumas indique que, s'il avait dû être quelqu'un d'autre, il aurait voulu être Victor Hugo. Est-ce si étonnant tant les deux hommes incarnent deux aspects d'une même fièvre. Pareillement pionniers d'un combat littéraire inauguré sur la scène théâtrale et prolongé sur le terrain romanesque, ils ont tous deux eu le plus grand mal à rester sagement confinés dans leur cabinet de travail, passant la tête à chaque effervescence de la rue, confiant ensuite leur témoignage comme leur commentaire, à chaud pour Hugo – et c'est le chef-d'œuvre que sont les *Choses vues* – ou a posteriori – mais Dumas mit tant de temps à écrire *Mes Mémoires* que le projet se limita à retracer les trente premières années d'une existence frénétique.

On s'étonne donc qu'il ait fallu attendre 2002 pour que soit publié en volume *Une odyssée en 1860*, paru dans le journal *Le Monte-Cristo*, du 1<sup>er</sup> janvier au 3 octobre 1862, et repris aujourd'hui sous le titre plus suggestif de *Viva Garibaldi ! L'homme se fit reporter dans la Russie des tsars pour étudier la réalité du servage (« passage à travers le monde de la barbarie »)* et fit éta-

#### Au Panthéon le 3 octobre

Alexandre Dumas fera son dernier voyage les 2 et 3 octobre. Ce sera un périple en plusieurs étapes et à grand spectacle. Si la fronde menée par les élus de Villers-Cotterêts (Aisne) ne vient pas entraver la bonne marche de la cérémonie (*Le Monde* du 22 mars). Ils ont déposé un recours au Conseil d'Etat contre le décret présidentiel. Les partisans de Villers-Cotterêts ont perdu en référé, mais la décision finale sera rendue pendant la première quinzaine de juillet. Alexandre Dumas devrait quitter le cimetière pour passer une dernière nuit, le 2 octobre, au château de Monte-Cristo, où auteurs et comédiens lui rendront hommage. Il remontera la Seine, de Port-Marly (Yvelines) au bas du boulevard Saint-Michel, pour regagner le Panthéon, accompagné de caméras de télévision et d'une scénographie qui évoquera les personnages de ses œuvres et ses lieux de vie et de combat, de Paris à Naples.



Dumas observe Garibaldi se reposant après la bataille de Milazzo (Sicile), en juillet 1860 (lithographie du XIX<sup>e</sup> siècle)

pe en Corse en quête des bandits d'honneur dont la légende littéraire naissait à peine... il ne pouvait manquer le rendez-vous avec l'histoire immédiate qui transforme une croisière dans l'Est méditerranéen, aux confins de « deux ou trois civilisations », en une participation à l'expédition libératrice des Chemises rouges de Garibaldi en Sicile.

#### TÉMOIN OCULAIRE

Certes, le périple projeté est un rêve ancien : les splendeurs de l'Orient le fascinent, comme toute sa génération, Delacroix en tête, et le souvenir de l'expédition d'Égypte auquel participa Davy de la Paillierie, son général de père (Dumas est le nom d'emprunt qu'il prit à 24 ans en s'engageant dans les Dragons de la Reine) ajouta

d'abord à la motivation. Le jeune homme en soumet dès 1834 l'idée au roi Louis-Philippe, au cœur d'une vogue éditoriale des « impressions de voyage ». Mais sa tardive réalisation ne résiste pas à l'appel de l'aventure. Voire de l'épopée, puisque la geste garibaldienne renoue de façon inespérée avec l'élan des années 1820, qui entraîna la génération de Byron sur la voie de l'émancipation des peuples. Tout à son projet grec avant même son retour de Russie, Dumas trouve son futur pilote, Apostolis Podimatas, plus difficilement son navire (ce sera finalement l'*Emma*, ancien yacht de l'ambassadeur de France à Rome). Le recrutement de l'équipage est moins raisonnable qu'effectif ? Qu'importe ! Le 9 mai 1860, la goélette quitte Marseille. Mais ce nouveau volet des « impressions de voyage » annoncé perd tout intérêt lorsque Dumas apprend, le 28, que Garibaldi a pris Palerme.

L'homme fascine le romancier. Il l'a rencontré en janvier à Paris, à l'Hôtel de l'Europe et a aussitôt souscrit « pour douze carabines rayées » à l'effort de guerre du patriote italien auquel le roi Victor-Emmanuel a demandé de dissoudre la Société de la nation armée. Ce qui le réduit à poursuivre la lutte pour l'émancipation à ses propres frais. Le courant passe entre les deux hommes et le romancier

décide d'écrire les Mémoires de l'« apôtre de la liberté universelle ». Le rendez-vous sur le lac de Côme tourne court et Dumas embarque pour l'Orient avec ses notes et celles, déjà prêtes, que lui a confiées Garibaldi. Aussi le coup d'éclat de mai bouleverse le plan de navigation. Dumas rejoint son héros à Palerme le 10 juin. L'accueil est chaleureux (« *Cher Dumas, vous me manquez !* »).

Dès lors l'écrivain se fait témoin oculaire, participant à l'élargissement des prisonniers palermitains, recevant même en cadeau la tête de la statue du roi Ferdinand qui fut le géolier de son père ; un temps, il suit les colonnes de volontaires piémontais avant de reprendre l'*Emma* à Agrigente pour cingler sur Malte, offrant à Garibaldi d'aller chercher des armes en France. Le chef accepte. Retour à Catane, combat naval, victoire sur les Napolitains. Les deux hommes se retrouvent et Dumas songe alors à une nouvelle aventure de presse pour soutenir la cause : *L'Indépendante*, naturellement. Si les tractations financières s'avèrent plus délicates que prévu, à Naples, Dumas se fait diplomate, discutant avec les anciens ministres du roi des Deux-Siciles, tandis que l'*Emma* devient un atelier de confection de chemises rouges et un bureau d'enroulement, à la fureur de François II. Dumas doit quitter la ville et atteint Messine quand il apprend que Garibaldi est entré, début septembre, dans Naples où s'achève l'odyssée.

En fait le finale est moins heureux. Nommé directeur des fouilles et musées, Dumas est bientôt contesté (il est étranger et mène trop grand train) et Garibaldi, occupé à assiéger Capoue, ne peut lui accorder l'aide qu'il réclame pour ses projets éditoriaux. « *Vous m'oubliez* », se plaint-il ; mais la mise est finalement conquise par Victor-Emmanuel et Garibaldi lui-même doit se retirer en novembre à Caprera.

De cette épopée fulgurante reste un texte, irrésistible, où Dumas fait enfin l'Histoire, qu'il a tant racontée. Un rendez-vous dont l'édition s'imposait.

Philippe-Jean Catinchi

### La passion des voyages

**DE PARIS À CADIX** d'Alexandre Dumas. Ed. Somogy/Musée Goya de Castres, 340 p., 44,21 €.

En avril 1870, Dumas arrive à Madrid. Il y reste deux mois, rentre en France pour s'installer chez son fils, à Puys, où il meurt le 5 décembre. L'Espagne fut le dernier séjour à l'étranger de cet inlassable voyageur qui l'avait découverte en 1846, invité par le duc de Montpensier à son mariage avec l'infante d'Espagne. C'était une étape sur la route d'Alger où l'envoyait le ministre de l'instruction publique qui lui avait demandé d'écrire un livre pour donner le goût de l'Algérie aux Français et attirer des colons.

Du voyage de Paris à Madrid puis vers Cadix par diligence, train ou dos de mulet, Dumas fait le récit sous forme épistolaire. On ne sait si le « *Madame* » de ses lettres est pour sa femme, Ida Ferrier, ou pour Béatrix Person, sa maîtresse du moment, mais nous en goûtons l'humour, l'esprit d'une vaste promenade entre amis. Et, aujourd'hui, peu importe qu'on lui ait reproché de donner plus d'importance aux habitants qu'aux œuvres d'art ou d'architecture, il nous reste – ici dans une luxueuse édition qu'illustrent les dessins du peintre Giraud, compagnon de son épopée – la verve et le talent du conteur du jasmín des nuits andalouses ou des mauvaises auberges.

En 1857, Dumas quitte Paris pour un voyage en Russie qui le conduit aux frontières de la Finlande et d'où il revient par la Caspienne, la mer Noire, la Grèce, l'Italie, un véritable tour d'Europe. Un bonheur pour celui qui écrivait « *voyager, c'est vivre dans toute la plénitude du mot* ». Les *Impressions de voyage* disent combien il les vivait.

Ses voyages sont aussi prétextes à romans. Même si parfois la fiction précède le voyage. En témoignent les aventures périlleuses ou les histoires amoureuses d'un *Maître d'armes* qui donnent à l'auteur, avant même le voyage, l'occasion de dire son amour pour la Russie.

P.-R. L.

### Un an avec Hugo : hommage au confrère

J'apprends par les journaux que demain 16 avril, doivent avoir lieu à Villers-Cotterêts les funérailles d'Alexandre Dumas.

Je suis retenu près d'un enfant malade, et je ne pourrai aller à Villers-Cotterêts. C'est pour moi un regret profond.

Mais je veux du moins être près de vous par le cœur. Dans cette douloureuse cérémonie, je ne sais si j'aurais pu parler, les émotions poignantes s'accumulent dans ma vie et voilà bien des tombeaux qui s'ouvrent coup sur coup devant moi, j'aurais essayé pourtant de dire quelques mots. Ce que j'aurais voulu dire, laissez-moi vous l'écrire.

Aucune popularité en ce siècle n'a dépassé celle d'Alexandre Dumas ; ses succès sont mieux que des succès ; ce sont des triomphes ; ils ont l'éclat de la fanfare. Le nom d'Alexandre Dumas est plus que français, il est européen ; il est plus qu'européen, il est universel. Son théâtre a été affiché dans le monde entier ; ses romans ont été traduits dans toutes les langues. Alexandre Dumas est un de ces hommes qu'on peut appeler les semeurs de civilisation ; il assainit et améliore les esprits par on ne sait quelle clarté gaie et forte ; il féconde les âmes, les cerveaux, les intelligences ; il crée la soif de lire ; il creuse le génie humain, et il l'enseigne. Ce qu'il sème, c'est l'idée française. L'idée française contient une quantité d'hu-

manité telle que partout où elle pénètre, elle produit le progrès. De là l'immense popularité des hommes comme Alexandre Dumas. Alexandre Dumas séduit, fascine, intéresse, amuse, enseigne. De tous ses ouvrages, si multiples, si variés, si vivants, si charmants, si puissants, sort l'espèce de lumière propre à la France.

Toutes les émotions les plus pathétiques du drame, toutes les ironies et toutes les profondeurs de la comédie, toutes les analyses du roman, toutes les intuitions de l'Histoire, sont dans l'œuvre surprenante construite par ce vaste et agile architecte. Il n'y a pas de ténèbres dans cette œuvre, pas

mystère, pas de souterrain, pas d'énigme, pas de vertige ; rien de Dante, tout de Voltaire et de Molière, partout le rayonnement, partout le plein midi, partout la pénétration de la clarté. Ses qualités sont de toutes sortes, et innombrables. Pendant quarante ans cet esprit s'est dépensé comme un prodige. Rien ne lui a manqué ; ni le combat, qui est le devoir, ni la victoire, qui est le bonheur. (...) Avant peu de jours, bientôt je ferai ce que je n'ai pu faire en ce moment ; j'irai, solitaire, dans le champ où il repose, et cette visite qu'il a faite à mon exil, je la rendrai à son tombeau.

★ Lettre à Alexandre Dumas fils le 15 avril 1872.

### Dumas « mal lu »

Claude Schopp, spécialiste de l'œuvre d'Alexandre Dumas, réagit à cette respectabilité nouvelle de l'auteur du *Collier de la reine*.

**Que vous inspire la « panthéonisation » d'Alexandre Dumas ?**

Dumas aimait tellement les voyages que l'idée d'un dernier voyage même posthume est amusante. Pour le reste, s'il s'agit de la reconnaissance de l'immense écrivain qu'il est, c'est bien. Mais le Panthéon est d'abord une affaire politique. Dumas est sans doute le plus constamment républicain des écrivains du XIX<sup>e</sup> siècle. C'était un homme de gauche, mais qui a été souvent défendu par la droite, que ce soit Ramon Fernandez ou Nimier et les Hussards. Aujourd'hui, il est mis au Panthéon par la droite. Il croit à un sens progressiste de l'histoire. Il est l'un des rares artistes à avoir pris un fusil en 1830. Mais Dumas n'a jamais été accepté par la gauche officielle et vertueuse, qui le jugeait irresponsable, trop égotiste, pas assez vertueux.

**C'est aussi un écrivain contesté, car il n'écrivait pas ses livres tout seul.**

Bien sûr qu'il avait recours à des collaborateurs. Mais la dimension littéraire vient toujours de Dumas, c'est lui qui donne l'aspect théâtral des meilleures scènes. Il faut aussi dire que quand il écrit seul, il écrit admirablement bien. Son style est moderne, car il n'essaie pas de bien écrire, ses images sont sans rhétorique. Il est vrai aussi qu'il prêtait volontiers sa signature, à son amie la comtesse Dash, par exemple. Il a joué le jeu de la médiatisation. Il savait qu'en se lançant dans la littérature feuilletonnesque, il était fichu, car il entrait dans « l'impureté littéraire », comme si la littérature était pure ! Quand je me

suis intéressé à Dumas, dans les années 1960, il n'était rien pour personne, ni pour l'université, ni pour les éditeurs. Un membre de mon jury de thèse m'a dit : « *Vous avez du temps à perdre avec Dumas !* » La plupart des livres n'étaient pas – ou mal – édités. Avec Guy Schoeller et sa collection « Bouquins », puis avec « Quarto », chez Gallimard, on a entrepris la publication critique de ses grands romans, mais beaucoup reste à faire. Ma crainte, en cette année de bicentenaire, est qu'elle soit une année de récupération et de mauvaise édition, qui empêche un travail convenable dans les prochaines années, pour cause de saturation.

**Pourquoi vous êtes-vous tant attaché à Dumas ? Est-ce une lecture d'enfance ?**

Etant d'un milieu où il y avait peu de livres, j'ai lu tard et j'ai plutôt commencé par *L'Education sentimentale* que par Dumas. Dans les années 1960, je voulais travailler sur le romantisme, mais je détestais la glose. J'ai cherché un auteur qui avait suscité peu de commentaires et je suis tombé sur Dumas. J'ai commencé par *La Dame de Monsoreau*, puis j'ai lu tout ce qui était publié, avant de chercher ce qui ne l'était pas encore.

Beaucoup de gens ont mal lu Dumas car ils l'ont lu trop jeunes. J'ai voulu le tirer de l'image de légèreté facile qu'il avait. C'est l'écrivain le plus mystérieux du XIX<sup>e</sup> siècle, car il a fait trop de bruit. On ne voit pas son étrangeté. On ne sait pas que la plus grande partie de son œuvre est inachevée. On connaît mal la genèse de ses œuvres. C'est l'écrivain le moins connu de son siècle.

Propos recueillis par Alain Salles

### Livraisons

■ **PAULINE**, d'Alexandre Dumas

Court roman inclus dans *La Salle d'armes* (1838), *Pauline* marque à la fois le premier apport réel de Dumas au domaine romanesque, une incursion décisive dans le monde contemporain et un hommage transparent au roman noir anglais. L'arsenal « gothique » s'y retrouve presque au complet (abbaye en ruine, château isolé aux innombrables passages secrets, brigands féroces, dandy aristocrate égaré, assassin, pathétique héroïne romantique enterrée vive). Ce roman pessimiste – une curiosité chez Dumas – traite à sa façon du drame existentiel de trois « enfants du siècle », avec en prime de subtiles variations sur les rôles du bourreau et de la victime, moins tournées vers le registre du frisson et de l'effroi que vers celui de la compassion mélancolique (Gallimard, « Folio classique », 256 p., 4,50 €).

Ph.-J. C.

■ **MES MÉMOIRES**, d'Alexandre Dumas

Dès 1889, la collection « Bouquins » accueillait ces souvenirs composés entre 1847 et 1855, et qui ne couvrent que trente et un ans (1802-1833). Impeccablement édité par Pierre Josserand, préfacé par Claude Schopp et augmenté de fragments de correspondance qui lui sont relatifs, *Mes Mémoires* révèle au moins autant une autobiographie que la peinture d'une génération d'artistes, enrôlés sous la même bannière novatrice, et une chronique d'histoire où la plume de l'écrivain trouve le ton du reportage le plus passionnant (Laffont, « Bouquins », 2 tomes [1290 p. et 1200 p.], 60 €). Pour ceux que la version intégrale pourrait effrayer, signalons l'anthologie qu'en propose Alain Decaux. Outre une chronologie succincte, un index – seule lacune de l'édition « Bouquins » – permet une navigation commode, sinon exhaustive (Perrin, 1 054 p., 28,5 €).

Ph.-J. C.

■ **SOUVENIRS DRAMATIQUES**, d'Alexandre Dumas

Dumas raconte à la fois sa vie d'auteur et ses admirations. Des textes du Moyen Âge à ses propres œuvres, une histoire du théâtre. Des textes parfois prémonitoires de notre actualité (préface de Pierre-Louis Reyn, éd. Mouton-Rouge & Larose, 746 p., 22 €).

P.-R. L.

■ **ANTONY**, d'Alexandre Dumas

Les salles bruissaient d'applaudissements, de cris et de pleurs quand Antony s'écrie : « *Elle me résistait, je l'ai assassinée !* » Aujourd'hui, les salles bruisseraient plus sûrement de rires à cette histoire « *aux frontières du mélodrame* ». Mais cette dramatique histoire d'amour est aussi une critique des préjugés qui mettent hors de la société celui qui ne répond aux critères qu'elle a établis (« Folio théâtre », 190 p., 4,50 €).

P.-R. L.

■ **LES DUMAS, LE SECRET DE MONTE-CRISTO**, de Gilles Henry

Le grand Alexandre, son père, son fils, l'histoire d'une dynastie de « nobles normands devenus négriers ». Menée comme un roman que l'érudition soutient, une prodigieuse saga qui révèle les secrets d'une famille en tout exceptionnelle. Et la part du racisme dont souffrit Dumas, presque en silence (France Empire, 324 p., 19,82 €).

P.-R. L.

■ **ET AUSSI François Picaud. Histoire contemporaine**, intrigue tirée des archives de la police, dont naîtra *Le Comte de Monte-Cristo* (éd. Mille et une nuits, 64 p., 2,5 €) ; **Le Maître d'armes**, roman « russe » composé d'après les confidences de M<sup>re</sup> Griser (Maisonneuve & Larose, 330 p., 11,5 €, ou éd. des Syrtes, « Joyaux oubliés », 270 p., 15 €) ; **L'île de feu**, aventure exotique et fantastique (Manitoba/Les Belles Lettres, 352 p., 20 €) et **Le Spéronare**, invitation sicilienne (éd. H. Champion, 704 p., 106 €).



# Le spectre des mots

Sous la plume d'A. S. Byatt, couleurs et sensations deviennent palpables grâce à un usage rare et talentueux du verbe

**HISTOIRES DE FEU ET DE GLACE (Elementals),** de A. S. Byatt. Traduit de l'anglais par Jean-Louis Chevalier, Denoël, 202 p., 16 €.

C'est au fond d'un jardin anglais, dans la proche banlieue de Londres. Un jardinier plutôt soigné, mais sans excès – visiblement, les propriétaires ont d'autres plaisirs pour meubler leur temps libre. La façade est discrète, entre ses deux voisines bien alignées, les fenêtres peintes en blanc et la porte aussi. Un tableau fort sage – mais en apparence seulement. Car soudain, passé l'inévitable perron à trois marches, puis l'inévitable porte à poignée de cuivre, surgit une explosion de couleurs. Avant même de saisir des formes, l'œil est envouté par une multitude de coloris profonds, subtils et charnels, qui se mélangent avec allégresse. Un vitrail, d'abord, puis deux, puis des tapis, des objets, des fleurs et des tableaux, beaucoup de tableaux, fraternisant dans une intimité joyeuse. Au centre de ce palais chatoyant, dont les nuances rappellent son talent très particulier pour décrire les couleurs, A. S. Byatt, souriante – et parlant un français parfait.

Depuis qu'elle a remporté le Booker Prize, en 1990, pour son roman *Possession*, Antonia Susan Byatt est enfin apparue pour ce qu'elle est : un auteur important, sans doute beaucoup plus que sa sœur, la romancière Margaret Drabble. Mais ses relations de rivalité, vraies ou supposées, avec cette sœur lui ont attiré des curiosités dont elle ne veut plus. Aussi Antonia Byatt reçoit-elle très peu, de peur d'avoir à se prononcer sur des sujets qui ne la concerneraient pas, ou alors de trop près. Sans compter que sa renommée grandissante lui vaut de nombreuses sollicitations universitaires, notamment de la part des gens qui écrivent des thèses sur son œuvre. En préparant une tasse de café (tiens ! une Anglaise qui avoue ne pas aimer le thé), l'écrivain explique aussi qu'« à force de répondre toujours aux mêmes questions, en répétant toujours les mêmes phrases, on court le risque de devenir, en quelque sorte, irréaliste ».

Irréelle, pourtant, A. S. Byatt ne l'est nullement, pas plus que ses livres. Il n'y a même rien de plus éloigné de cette œuvre où s'épanouit, au contraire, une espèce de



PAOLO NOZOLINO POUR « LE MONDE »

densité dans la représentation du monde qui rend palpable tout ce qu'elle décrit ou développe, y compris les idées. Le récit peut bien être de nature réaliste (ainsi de la formidable tétralogie, dont trois tomes sont déjà parus chez Flammarion : *La Vierge dans le jardin*, *Nature morte* et *La Tour de Babel*) ou irréaliste, comme les contes qu'elle affectionne, son monde vous happe, vous inclut, par l'esprit et par les sens. Antonia Byatt possède le talent, très rare, de faire rêver, non pas uniquement par les univers qu'elle imagine, mais par les mots qu'elle emploie.

## COULEURS DÉCOMPOSÉES

Écoutez plutôt cette évocation d'une couleur, dans *Histoires de feu et de glace*. Le personnage, un peintre, s'acharne à saisir l'essence de la couleur bleue dans ses toiles et se plaît à observer sa piscine,

vers le sud de la France : « La lumière changeait et, avec elle, toute chose. Les meilleurs jours étaient sous la course des nuages, quand l'aigle-marine prenait une froide tonalité grise, pourchassée ou écartée à son tour par l'oscillation bleu et or de la lumière jaune dans l'onde. » Ou encore, le même regardant un papillon : « Ne t'en va pas, implora-t-il en regardant, en apprenant, ne t'en va pas. Pourpre et orange est un destin terrible et violent. Il offre des mois de travail. » Au-delà de la description, chaque phrase tente de décomposer la couleur en pénétrant dans le spectre des mots, pour tenter de comprendre le phénomène de l'intérieur.

Telle est sans doute la force de cette romancière qui ne se contente pas de l'émotion. Chaque livre est précédé d'une somme de documentation (en particulier dans des ouvrages encyclopédiques) et

d'une très grande observation du monde. Quitte à employer ces données très rationnelles dans des univers où perce franchement l'irrationnel, comme c'est le cas pour les contes. A. S. Byatt n'en est pas à son premier abordage de ce genre qu'elle aime particulièrement. Les éditions Denoël ont déjà publié un recueil de contes sous le titre *Le Djinn dans l'œil-de-rossignol* (1999) et, dans *La Tour de Babel* (2002), l'histoire principale est entrecoupée d'une fable très effrayante, bâtie sur le modèle de certains contes de fées.

« Je me suis aperçue que mes plus grands plaisirs de lecture m'avaient été donnés par les contes lus dans l'enfance – pas ceux qui mettaient en scène des enfants, toutefois, car je trouvais que c'était un âge ennuyeux, se souvient-elle. L'ennui est l'émotion que ma génération a éprouvée avec le plus de force, un ennui comme il n'en existe plus maintenant, avec la télévision. J'ai aussi vu, quand j'enseignais l'histoire de l'art, que mes étudiants réagissaient beaucoup mieux aux contes qu'aux romans dits sérieux. Et quand j'enseignais la littérature, je trouvais toujours le conte caché à l'intérieur du roman. »

## MI-FEMMES MI-SERPENTS

Dans *Histoires de feu et de glace*, Antonia Byatt fait donc entrer des créatures mi-femmes mi-serpents dans les piscines et des princesses de glace dans les palais royaux. Parmi ses personnages, beaucoup sont tiraillés entre le nord et le sud, comme l'est la romancière, qui partage sa vie entre Londres et les environs de Nîmes. « De la même façon que l'on ne comprend pas ce que sa propre langue ne peut pas dire, si l'on ne sait pas ce que peut dire une autre langue, on voit mieux son pays en allant ailleurs, dit-elle. Moi, je comprends York, la ville où j'étais pensionnaire dans l'enfance, quand je vais à Nîmes. J'ai toujours eu envie d'aller plus au sud, mais quand j'y suis, je me rends compte que je suis nordique. »

Tel est aussi le destin de Patricia, l'Anglaise qui fuit Londres sans laisser d'adresse après le décès brutal de son mari. Et qui se retrouve à Nîmes, où l'attend une autre culture de la mort. Car derrière les récits de A. S. Byatt se trouve toujours la mort, dans une zone grise qui constitue peut-être le vrai point d'aboutissement de la décomposition des couleurs.

Raphaëlle Rérolle

## Livraisons

### ■ ABSURDE, de Jean-Marie Soudey

On avait trouvé le héros du premier roman de Jean-Marie Soudey sur un lit d'hôpital, on prend celui du deuxième sur l'autoroute, filant à pleine vitesse avec ses deux gamins vers un mystérieux paradis. Il s'agit en fait du même homme, ou presque, crucifié d'amour, déchiré par la douleur d'avoir perdu celle qui lui était tout. Et aspiré par l'irréductible, déterminé à faire un geste fou. Confession d'un écorché vif, la prose de Jean-Marie Soudey est simple, brûlante, nostalgique, romantique en diable. Un flux d'émotions, d'idéalisme et de générosité, parfaitement maîtrisé (Le Serpent à plumes, 140 p., 13 €).

J.-L. D.

### ■ LA LECTURE ET LA VIE, œuvre attendue, œuvre reçue : Jorge Semprun et son lectorat, de Françoise Nicoladzé

Il est toujours passionnant de tenter de comprendre comment une œuvre a été reçue, comment elle a pu ému, décevoir, agacer. A partir d'une étude approfondie de la correspondance reçue par Jorge Semprun après la parution de *L'écriture et la Vie*, Françoise Nicoladzé s'attache à montrer la nature des liens privilégiés tissés entre ce « passeur » de la mémoire et son lectorat (Gallimard, 164 p., 12,50 €).

St. L.

### ■ BERLIN CAFÉ, de Harold Nebenzal

Voilà près de deux ans que le narrateur, Daniel Saporta, juif séfarade, vit seul caché dans un grenier berlinois afin d'échapper à la Gestapo. Pour lutter contre la lassitude qui, de plus en plus, le gagne, il se remémore son existence... A la fin des années 1930, il devient propriétaire d'un petit cabaret qu'il transforme en haut lieu de la nuit avec ses danseuses orientales « rivalisant de figures érotiques » pour « Allemands assoiffés d'exotisme ». Son existence bascule bientôt, emportée par l'Histoire. L'idylle avec la belle Samira y résistera-t-elle ? Harold Nebenzal signe un roman alerte où alternent dialogues enlevés et rebondissements (traduit de l'anglais – Etats-Unis – par Gilles Morris-Dumoulin, éd. Le Cherche Midi, 27 p., 17 €).

St. L.

### ■ LA MORT DE JACQUES VACHÉ, de Stéphane Pajot

Ce dossier retrace la dernière nuit de Jacques Vaché, militaire en permission, ami d'André Breton, et les circonstances de sa mort à Nantes le 6 janvier 1919, à partir d'archives de police inédites (éd. d'Orbestier, 41, avenue de la Vendée, 85180 Le Château-d'Olonne, 112 p., 12 €).

J.-L. D.

# Amants traqués

Günter Ohnemus signe un polar décalé, romantique, hommage à Richard Brautigan

**LA CLIENTE RUSSE (Reise in die Angst)** de Günter Ohnemus. Traduit de l'allemand par Isabelle Liber, Actes Sud, 288 p., 20 €.

Harry, cinquante ans, a laissé son passé derrière lui. Il a abandonné ses livres, ses meubles, jeté ses papiers, même son acte de naissance, changé de métier. Hier écrivain, il était lié à Ellen, une jeune femme qui paraissait encore plus jolie quand elle avait *Un amour de Swann* entre les mains, et il avait une fille, Jessie, dont l'image le hante, dont il voudrait être le perpétuel ange gardien, un esprit invisible qui la protégerait. Mais Jessie est morte dans un accident. Ellen a disparu. « On ne peut pas être écrivain quand on n'aime personne. Quand on n'a plus d'espoir. » Aujourd'hui, il est chauffeur de taxi, il donne ses pourboires aux clochards, se rêve bouddhiste, ou l'un de ces moines errants qui « attendent l'éternité ou un miracle ». Son histoire tourne au polar.

C'est tôt, un matin, que Harry a pris Sonia en course. Elle dit aller à l'aéroport, mais lui demande d'abord de rouler, l'entraîne dans un circuit mystérieux au sud de Munich, « tournez à gauche s'il vous plaît, maintenant à droite », tout en ne cessant de regarder derrière elle. Sonia est nerveuse, méfiante, c'est une Russe qui a travaillé comme agent secret pour le KGB en RDA, elle veut se rendre au Luxembourg, Harry la met en confiance. Elle lui demande de l'accompagner en taxi là-bas, puis de lui rendre un service. Pendant qu'elle ira à la banque pour déjouer d'éventuels espions, il devra aller chercher deux valises dans la cave d'un appartement, y fourrer l'argent qu'il trouvera dans de vieux cartons couverts de poussière, et la rejoindre dans un restaurant en périphérie.

Tout marche comme sur des roulettes. Les voilà de nouveau sur la route. Mais ils sont suivis par une BMW. Sonia tremble. La BMW le coince. Deux hommes en sortent, qui pointent leur revolver. Des hommes de main de la mafia, à la solde du mari de Sonia. S'ensuit une scène digne d'un film noir, dans la forêt. Avec un suspense fou, un mort, des pleurs. La cavale reprend. La menace d'être éternellement pourchassés par les tueurs. Et par la police. L'obligation de changer de voiture. Se méfier de tout, de tous.

La Cliente russe est plus qu'un hommage réussi aux livres de David Goodis ou aux films de Nicholas Ray. Günter Ohnemus s'amuse d'ailleurs de ces références dont il se décale avec brio : « Pas de panique, dit le taxi driver à sa fébrile passagère. J'ai vu tous les films sur la question. » Gorgé de romantisme, ce thriller renouant

avec le thème des amants traqués dynamite les genres, confronte deux destins individuels et deux histoires collectives. C'est dans l'après-chute du Mur que cet Allemand et cette Russe cherchent tous deux à fuir un passé qui a basculé du bonheur au cauchemar, à comprendre comment leur vie s'est détraquée, pour toujours. « Je suis assis dans cette chambre et j'écris contre la peur, contre cet océan de temps qui va m'emporter, un jour ou l'autre », note Harry, antihéros en quête d'indécible.

## CADRE HALETANT

Traducteur de Richard Brautigan, dont ce roman porte l'empreinte, Günter Ohnemus dépeint un monde décadent, barbare, voué à l'escroquerie (« Import-export ? – Non. Fer et sang. Drogues et cigarettes. Faux billets et blanchiment d'argent. Femmes et enfants. Torture et mort »). Des enfants désemparés, pantins innocents à l'affût d'instant de bonheur simples et intenses. Leur monde est marqué par la littérature, le roman américain sur les hippies que lisait Ellen, un Tchekhov « à la recherche de la beauté » pour Sonia. Ils allument des cierges dans les cathédrales, se remémorent les jours perdus de pêche à la truite, l'équilibre biologique d'antan, conçoivent leur intimité comme une religion, une « dissolution de l'être ». Le sexe ? C'est parfois très bien, « mais ce n'est que le sexe ». En dépit du cadre, haletant, et des pièges, incessants, leur histoire d'amour est sereine, secrète. Ils sont seuls dans la ville, comme deux fantômes, faisant d'ultimes pieds de nez au néant.

Jean-Luc Douin

# La rédemption d'un ex-guitariste rock

Hanif Kureishi, auteur d'« Intimité » et de « My Beautiful Laundrette », situe à nouveau son roman dans un Londres aux bars interlopes et choisit un héros inspiré de David Bowie

**LE DON DE GABRIEL (Gabriel's Gift)** de Hanif Kureishi. Traduit de l'anglais par Mona de Pracontal, éd. Christian Bourgois, 308 p., 23 €.

Beaucoup de lecteurs connaissent Hanif Kureishi sans le savoir. A cause de *My Beautiful Laundrette* – mis en scène il y a quinze ans par Stephen Frears et qui rendit immédiatement célèbre ce jeune Anglais d'origine pakistanaise. Et plus encore à cause d'*Intimité*, porté à l'écran par Patrice Chéreau, et lauréat en 2001 de l'Ours d'or du Festival de Berlin (*Le Monde* du 28 mars 2001). Dans cette histoire – où une femme se rend chez un homme, un inconnu, tous les mercredis, « uniquement pour le sexe », et se donne à lui, furieusement, silencieusement – on croise en condensé, dès les premiers instants, l'univers de Kureishi. C'est aussi le cas dans la nouvelle *Nightlight*, où Chéreau a puisé une partie de son inspiration, ou encore dans *Le Don de Gabriel*, le nouveau roman qui paraît ces jours-ci (1).

Il y a d'abord le décor : cette « nouvelle ville internationale nommée Londres ». Avec ses sans-abri qui déambulent dans les rues, un matelas moisi enfoncé sur la tête. Avec ses bars à la mode où les jeu-

nes peuvent faire « ce qu'ils aiment le plus : s'examiner eux-mêmes et les uns les autres, dans une multitude de miroirs ». Londres, avec ses traiteurs chics où « de grandes folles en tablier fournissent des soupes abscones pour des dîners élégants ». Il y a encore dix ans, « il était difficile d'avoir une tasse de café correct dans cette ville », note Hanif Kureishi, comme s'il voyait là l'un des symboles les plus parlants de cette métamorphose. *Maintenant les gens piquent une crise si le lait n'est pas écrémé au millimètre près et le café cueilli dans leur arpent d'Arabie préféré ».*

Londres, c'est ce que l'on « voit » d'abord dans les romans de Hanif Kureishi. Ensuite, on reconnaît ses personnages, noceurs fêlés, *has been* accrochés au souvenir d'une gloire révolue, *losers* noyant leur désillusion dans les bas-fonds de pubs interlopes. Il y a aussi des notations de couleurs caractéristiques : du violet, du rouge, du rose, tous les reflets de ces néons trop crus qui jettent leurs lumières vulgaires sur un monde sombre et désabusé.

On croyait bien connaître cette noirceur-là. Or, voici que l'espoir renaît sous la plume de Hanif Kureishi. Dans ce neuvième livre traduit, *Le Don de Gabriel*, l'auteur semble renouer avec sa propre histoire, celle d'un artiste foncièrement inadapté aux contraintes du mariage, déchiré entre une femme

aigrie et un fils, Gabriel, déconcerté par des parents aussi peu doués pour le bonheur. Rex, le père de Gabriel, fut jadis un bassiste renommé dans le groupe de Lester Jones, une rock star légendaire des années 1970 inspirée de David Bowie, un ami de Kureishi. Mais Rex ne touche plus ni sa guitare acoustique ni son vieux banjo. Il vit comme une épave. Il ne voit le monde qu'à la lumière de ses souvenirs ou à travers le fond des verres à bière, éternellement nostalgique de cette époque révolutionnaire qui promettait « nourriture et marijuana » pour tous.

## « UN LIVRE PLUS DOUX »

Ne déflorons pas l'histoire. Disons seulement que celle-ci joue constamment sur l'ambivalence du titre – le don de Gabriel est à la fois la grâce qu'il a reçue du ciel et le cadeau qu'il fait à ses parents – et que c'est précisément grâce à ce fils au visage d'ange, à ses exceptionnelles dispositions, à sa maturité plus grande que celle des adultes, que Rex sera finalement sauvé de la déchéance.

En Angleterre, la presse a éreinté ce roman « facile » où tout est bien qui finit bien. Rapide, très dialogué – au point de faire parfois penser à un scénario de film –, le livre, on le sent, a un peu peiné à trouver sa forme définitive. Au départ, ce devait être un album

pour enfants, illustré par David Bowie, expliquait d'ailleurs Kureishi dans *The Observer* en février 2001. Puis il s'est transformé en une méditation sur ses thèmes chers, les relations père-fils, l'amour qui fuit, les couples qui se délitent, l'aptitude de chacun à prendre en main son existence pour la transformer...

*Le Don de Gabriel* n'est sans doute pas, il est vrai, le plus inoubliable des livres de Kureishi. Mais il marque une étape importante dans le cours de sa carrière : « J'ai voulu faire quelque chose de plus doux », explique l'auteur. *Après des ouvrages sombres et mélancoliques comme Des bleus à l'amour, Intimité ou La Lune en plein jour, il était temps d'essayer quelque chose de différent. »*

C'est aussi, lorsqu'on sait lire entre les lignes, un roman très autobiographique. Le père de Kureishi, employé à l'ambassade du Pakistan, avait rêvé toute sa vie de devenir écrivain. Qui l'a sauvé de la frustration en lui offrant par procuration le don qu'il n'a jamais eu ? Son fils Hanif bien sûr, l'enfant chéri-hai de la littérature anglaise contemporaine. Cela valait bien un roman.

Florence Noiville

(1) Tous les livres de Hanif Kureishi sont publiés en français chez Christian Bourgois.





# Leyris, poète des poètes

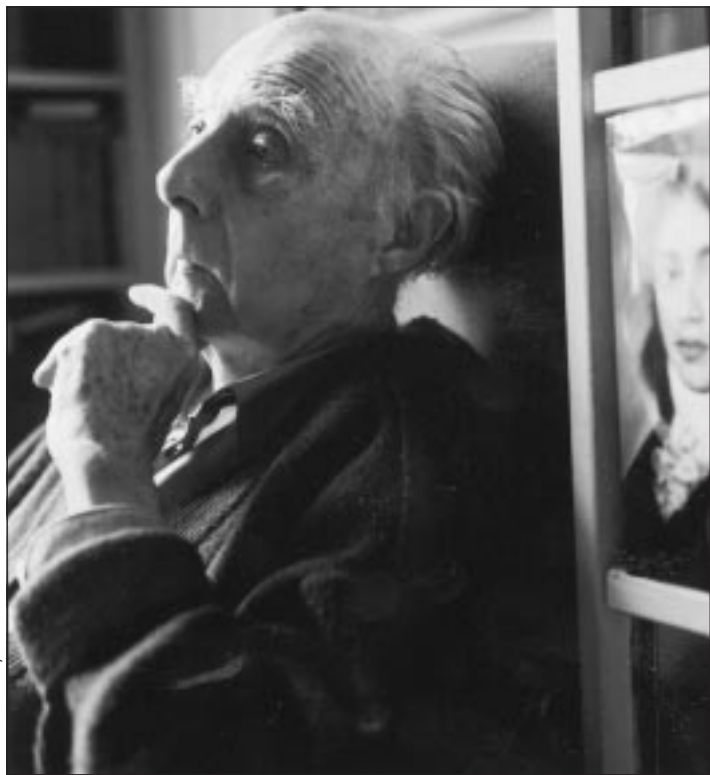
Des carnets intimes et une anthologie posthume permettent de découvrir la personnalité d'un des plus grands traducteurs du XX<sup>e</sup> siècle

**POUR MÉMOIRE**  
de Pierre Leyris.  
Edition établie par Gilles Ortlieb et Bérengère Cornut,  
éd. José Corti, 310 p., 18 €.

**RENCONTRES DE POÈTES ANGLAIS**  
de Pierre Leyris.  
Edition établie par Philippe Jaworski, Jérôme Gilles Bouillard et Bérengère Cornut,  
éd. José Corti, 296 p., 18,5 €.

Pierre Leyris a traduit tant d'auteurs anglo-saxons qu'il semble qu'un Français n'ait pu avoir accès à cette immense littérature qu'à travers le style de cet homme savant, raffiné, poète au fond de l'âme : Shakespeare, William Blake, Byron, Hawthorne, Yeats, Walter Pater, Herman Melville, Stevenson, Kathleen Raine, T. S. Eliot, Jean Rhys, Edith Wharton, Dorothy Richardson... Citant Novalis dans ses carnets, il savait que sa phrase s'appliquait à lui mieux qu'à tout autre traducteur. « *Le traducteur est le poète des poètes.* » Et il commentait ainsi cette définition : « *Je ne connais pas le contexte. Je suppose que cela signifie : dont les seuls poètes peuvent apprécier le travail.* »

En réunissant à la fois les dernières traductions dont la plupart sont inédites et le journal sans date des dernières années, les amis de ce grand découvreur qui dirigea le « *Domaine anglais* » au Mercure de France permettent de découvrir non seulement l'atelier d'un artiste, mais une personnalité proche d'Henri Thomas, avec la même vivacité mystérieuse, la même culture profonde et obstinée, la même attention aux signes étranges que la littérature, la con-



DENIS DALLEUX/AGENCE VU

naissance de la littérature déposée dans la réalité. Si bien que l'on a le sentiment en passant du « *diacre* », comme il le désigne ironiquement, à l'anthologie poétique, de parcourir un seul monde, sans frontière, sans limite temporelle.

#### UNE EXPÉRIENCE PROFONDE

C'est une expérience de lecture troublante, qui confirme que, pour être un bon traducteur, il faut, entre autres qualités, posséder un monde intérieur et linguistique propre, des obsessions, un vocabulaire singulier, une structure psychologique élaborée, bref une sor-

te de langue poétique qui ne se contente pas d'interpréter une autre langue, mais qui puisse la faire sienne. Pierre Leyris évoluait dans le monde de Roger Caillols, Henri Michaux, Antonin Artaud, Arthur Adamov ou du peintre Miró, avec en lointaines icônes protectrices le visage du voyant, Rimbaud et la silhouette de Mallarmé. Les poètes anglais étaient accueillis dans cet univers-là. Et un lecteur d'Henri Thomas aura l'impression en lisant *Pour mémoire* de découvrir un roman inachevé, ouvert, énigmatique de l'auteur de *La Nuit de Londres*.  
On passe insensiblement de l'intui-

tion qui aurait presque pu faire de lui un romancier. Ses carnets sont parsemés de ces notations typiques d'un romancier rentré : « *Celan, puissant certes, mais toujours très obscur pour moi. Quand il est entré dans la pièce, chez Du Bouchet, l'air s'est alourdi de ce qui serait son suicide.* » Et cette réflexion, elle, qui paraît toucher au fantastique à l'anglaise : « *Le soir, je ne suis plus perçu. Cela donne à penser que je ne suis plus. Apparitions, disparitions. La présence réelle exclut aussitôt la matérielle. Il faut être perçu pour être.* Esse est percipi. »

L'anthologie préfacée par Philippe Jaworski comporte deux pièces plus importantes : des extraits consistants du poème *Jubilate Agno* de Christopher Smart (1722-1771), qui paraît annoncer Péguy et Claudel, et un choix des sonnets de Shakespeare, qu'on pourra, du reste, comparer à la version d'Henri Thomas (*Le Temps qu'il fait*). Les autres textes ne constituent pas à proprement parler une introduction à la poésie anglaise, mais sont le reflet du goût d'un vieil homme qui retient l'essentiel de ses passions et leur donne un sens global et définitif, parce que nourri par une expérience profonde de poète. Les admirables versions du sonnet LXVII de Spenser, du *Nocturne pour la Sainte-Lucie* de John Donne, d'*A sa prude maîtresse* d'Andrew Marvell, de *Gel à minuit* de Coleridge, d'*Invite à l'éternité* de John Clare mériteraient une analyse précise. Sans parler des trouvailles qui traduisent les vers les plus célèbres des sonnets, comme le dernier du quatre-vingt-quatorzième : « *Quelle herbe passe un lys pourri en puanteur.* » On n'ose plus chercher ailleurs.

Et, bien entendu, ce qu'on découvre dans ces carnets, c'est la présence d'une personnalité à la fois forte, rebelle et retenue et une intui-

tion qui aurait presque pu faire de lui un romancier. Ses carnets sont parsemés de ces notations typiques d'un romancier rentré : « *Celan, puissant certes, mais toujours très obscur pour moi. Quand il est entré dans la pièce, chez Du Bouchet, l'air s'est alourdi de ce qui serait son suicide.* » Et cette réflexion, elle, qui paraît toucher au fantastique à l'anglaise : « *Le soir, je ne suis plus perçu. Cela donne à penser que je ne suis plus. Apparitions, disparitions. La présence réelle exclut aussitôt la matérielle. Il faut être perçu pour être.* Esse est percipi. »

L'anthologie préfacée par Philippe Jaworski comporte deux pièces plus importantes : des extraits consistants du poème *Jubilate Agno* de Christopher Smart (1722-1771), qui paraît annoncer Péguy et Claudel, et un choix des sonnets de Shakespeare, qu'on pourra, du reste, comparer à la version d'Henri Thomas (*Le Temps qu'il fait*). Les autres textes ne constituent pas à proprement parler une introduction à la poésie anglaise, mais sont le reflet du goût d'un vieil homme qui retient l'essentiel de ses passions et leur donne un sens global et définitif, parce que nourri par une expérience profonde de poète. Les admirables versions du sonnet LXVII de Spenser, du *Nocturne pour la Sainte-Lucie* de John Donne, d'*A sa prude maîtresse* d'Andrew Marvell, de *Gel à minuit* de Coleridge, d'*Invite à l'éternité* de John Clare mériteraient une analyse précise. Sans parler des trouvailles qui traduisent les vers les plus célèbres des sonnets, comme le dernier du quatre-vingt-quatorzième : « *Quelle herbe passe un lys pourri en puanteur.* » On n'ose plus chercher ailleurs.

René de Ceccatty

# Pour Sylvia

**BIRTHDAY LETTERS**  
de Ted Hughes.  
Traduit de l'anglais et préfacé par Sylvie Doizelet,  
Gallimard, 256 p., 19,50 €.

**CONTES D'OVIDE**  
de Ted Hughes.  
Traduit et présenté par Patrick Reumaux, Phébus, 192 p., 1 €.

Tout comme ta main/sous la terre d'Heptonstall... » Ce vers résonne encore longtemps après que l'on a refermé les – comment les appeler ? – lettres-poèmes-blasons-chants d'amour... de Ted Hughes. Heptonstall, ce minuscule village médiéval du Yorkshire, est l'endroit où Sylvia Plath fut enterrée après son suicide à Londres, en 1963, à l'âge de 31 ans. A l'époque, on avait accusé Ted Hughes, son mari, l'un des grands poètes anglais du XX<sup>e</sup> siècle (1930-1998), d'être responsable de sa mort. Hughes avait gardé le silence, refusant d'évoquer leurs années de vie commune, allant même jusqu'à détruire le tout dernier cahier de Sylvia, qui fait si cruellement défaut aux *Journaux* magnifiquement publiés par Gallimard (« *Le Monde des livres* » du 5 novembre 1999).

C'était là, comme souvent, un mauvais procès. Publiés quelques mois avant la mort de Hughes, ces 98 poèmes sont la preuve la plus vibrante que celui-ci, jamais, ne cessa de penser à Sylvia, d'écrire à Sylvia, de ressusciter Sylvia. Ici, il chante des détails de son corps, ses « *longues jambes brunes* », ses « *lèvres mordues* », sa main écrivant, frôlant, dessinant. Là, il se remémore des lieux arpentés ensemble, Paris, le Grand Canyon, les grottes de Karlsbad. Il tente de se couler dans son univers à elle, l'effroi des électrochocs, la première tentative de suicide... Tout est vivant, palpant, vous prend à la gorge.

Comme le note justement Sylvie Doizelet dans sa préface, les amateurs de Ted Hughes risquent de ne guère le reconnaître dans ces *Birthday Letters*. Ses « *sonorités qui coupent* », ses syllabes âpres, sa force et sa violence, c'est dans les *Contes d'Ovide* – parus en Angleterre en 1997 et jusqu'ici inédits en français – qu'ils les retrouveront. Elles éclatent à chaque page – dans le mythe de Phaéon, dans les histoires de Proserpine, de Narcisse ou d'Echo – au point qu'Ovide, revisité par ce grand « *génie païen* » qu'est Ted Hughes, nous apparaît soudain dans une saisissante proximité.

S'il faut saluer l'entreprise éditoriale de Phébus – l'œuvre de Ted Hughes, à ce jour, reste inexplicablement peu disponible en français – on ne cachera pas que l'on demeure profondément marqué par les *Birthday Letters*, ces poèmes que l'auteur dédiait chaque année à Sylvia au jour anniversaire de sa mort. Il sont comme une main tendue sous la terre d'Heptonstall. Doux et tendres comme un chuchotement, celui d'un homme amoureux.

FL. N.

# Wallace Stevens, maître d'harmonies

Américain prospère, assureur à Hartford (Connecticut), il ne fit jamais le pèlerinage esthétique sur le Vieux Continent.

Sa poésie n'en est pas moins l'une des plus riches et ouvertes de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle

**HARMONIUM**  
de Wallace Stevens.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claire Malroux,  
éd. José Corti, bilingue,  
298 p., 20 €.

Les poètes, comme tous les artistes, sont la somme des influences qu'ils ont reçues. Mais ils deviennent grands lorsqu'ils fondent ce bien à leur propre feu, inventant ainsi ce qui, avant eux, n'existait pas. Dans la poésie américaine, Wallace Stevens figure, d'une manière privilégiée, ce surgissement de la modernité qui n'a rien oublié et tout converti. Et d'abord Mallarmé dont il retint l'« *Idee* » de la poésie plus que ses applications formelles. Ensuite, plus près de lui, Emily Dickinson qui cultiva avec génie le goût du mystère, à la fois intime et universel, affichant un sourire énigmatique au bord de l'angoisse. Mais

aussi la musique – Satie, Debussy –, la peinture en quête de nouvelles formes, Duchamp, Picasso, Braque... En 1949, il reçoit un tableau de Tal Coat commandé en France, le juge « *jeune et neuf et plein de vitalité* », lui donne un titre qui ressemble à ceux de ses poèmes : « *Ange entouré de paysan* ».

A la différence de Pound ou de T. S. Eliot, Wallace Stevens n'a jamais fait le pèlerinage esthétique en Europe. D'ailleurs, il ne voyagea que pour ses affaires. Né en 1879 à Reading, en Pennsylvanie, d'une famille d'origine hollandaise et presbytérienne, il eut une enfance bourgeoise, fit des études de droit (comme son père) à Harvard, se maria en 1909 avant de s'établir à Hartford (Connecticut), où il monta dans la hiérarchie d'une grosse compagnie d'assurances jusqu'à en devenir, en 1934, le vice-président. Il meurt en 1955, un an après la parution de ses *Collected Poems*.

Vingt ans plus tôt, dans une lettre, il écrivait : « *J'ai délibérément adopté le genre de vie que mènent des millions d'individus sans l'embellir autrement que par les embellissements qui m'intéressaient à l'époque : les mots et les sonorités.* » Profil modeste donc et masque sans faille visible d'Américain prospère. Mais Stevens ne se réclame d'aucun clivage qui mettrait la poésie à l'abri de la vie ordinaire : « *Je ne dispose pas d'un mode de pensée distinct pour le travail légal et pour l'écriture de poésie. J'accomplis chacun avec l'entier de mon esprit.* » Il ne vit nullement en marge des cercles littéraires, mais donne des conférences, est lu par ses pairs : « *Le poète contemporain est simplement un homme contemporain qui écrit de la poésie. Il ressemble à tout le monde, se conduit comme tout le monde et il n'est certainement pas un incompetent.* » Cette manière de voir trouve son expression dans ses

textes qui font « *adhérer* » imagination et réalité et cherchent à compenser le « *déclin* » consécutif au « *déséquilibre* » entre ces deux dimensions (1). De là, Stevens fait naître de surprenantes harmonies.

#### UNE ÉTRANGE FANTAISIE

*Harmonium* justement est le premier livre de poèmes publié par Wallace Stevens. Nous sommes en 1923 (un an après la parution de *The Waste Land* de T. S. Eliot), et l'écrivain est âgé de 44 ans. Comme l'explique Claire Malroux, Stevens n'est pas un débutant qui se cherche. L'accomplissement est là, et aussi la maîtrise, la diversité étonnante des formes – de la presque comptine au grand poème métaphysique. Les titres sont en eux-mêmes des inventions d'une étrange fantaisie – « *Autre femme en larmes* », « *Le Comédien en lettre C* », « *Du Ciel considéré comme une tombe* »...

La traductrice parle à juste titre de « *l'énergie, la vitalité américaine, voire une certaine violence ou crudité* » dont la poésie de Stevens est le signe. Mais à la différence de William Carlos Williams, l'un des fils spirituels de Whitman, Stevens ne chante pas l'Amérique. Comme Dickinson – une Dickinson qui serait sortie dans le monde, se serait civilisée –, il cultive l'énigme en même temps que la limpidité. « *Immensement occupé de donner à la vie toute saveur qui puisse être sienne* », il ne fait pas du sens de ses vers une perle cachée au milieu de ses poèmes mais le dispense magnifiquement dans sa prosodie, ses tonalités, le jeu de ses métaphores.

Patrick Kéchichian

(1) Lire notamment *L'Ange nécessaire* (Circé, 1997) et, traduit par Claire Malroux, le deuxième recueil de Stevens (1936), *Idées de l'ordre* (Atelier La Feugraie, 2000)

## Livraisons

### ■ HYMNES À LA HAINE, de Dorothy Parker

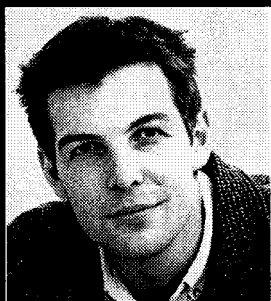
On sait, depuis les fables d'Esopé, que la satire sociale est un vrai matériau littéraire et, depuis celles de La Fontaine, qu'elle se prête parfaitement au jeu poétique. C'est donc (entre autres) sous la forme de poèmes que l'Américaine Dorothy Parker a étrillé la société de son temps. Sans se soucier des ennemis qu'elle ferait naître, l'égérie pessimiste et provocatrice des *Années folles* a dressé un portrait au vitriol des différents types humains, en fonction de leur place dans l'organisation sociale (le terrible « *Les épouses* »), de certaines particularités comportementales (« *Les raseurs* », « *Les jeunes loups* », « *Les bohèmes* ») ou même de quelques productions sociales particulièrement assommantes. « *Les livres* », « *Le théâtre* », « *Les films* », tout passe au crible de son inépuisable méchanceté, qui lui fait dire, par exemple, au sujet des films : « *Les sous-titres administrent la preuve/Qu'il existe quelque part un dépotoir où l'on peut récupérer les métaphores usagées* » (préface de Benoît Groult, traduit de l'anglais [Etats-Unis] par Patrick Reumaux, Phébus, 104 p., 12 €). R. R.

### ■ 73 POÈMES, d'E. E. Cummings

La poésie de Cummings est sans doute plus difficile à traduire qu'à lire. La modernité des formes, l'usage de l'ellipse (parfois proche du balbutiement), l'inventivité lexicale ou la ponctuation bizarre gênent la lecture beaucoup moins qu'on ne peut le craindre. Publié en 1962, quelques semaines après la mort de l'écrivain à l'âge de 68 ans, ce dernier recueil montre un Cummings apaisé, presque élégiaque, émouvant. Le traducteur-préfacier a su transposer ces caractéristiques en français, sans omettre les singularités de la langue très originale de Cummings (éd. Le Temps des cerises, bilingue, traduit par Thierry Gillyboeuf, 240 p., 12 €). Signalons également le recueil d'études sur *La Poésie américaine 1950-2000*, présenté par Jacques Darras, dans lequel il est question de l'auteur de ces 73 poèmes (éd. Le Cri, rue Guillaume-Stocq, 43, B-1050 Bruxelles, avec un CD, 274 p., 18,59 €). P. K.

# TANGUY VIEL

## L'ABSOLUE PERFECTION DU CRIME



LES ÉDITIONS DE MINUIT

© John Foley / Opale

# ÉRIC LAURENT

## NE PAS TOUCHER



LES ÉDITIONS DE MINUIT

© Ornella Vorpsi



# Musique tchèque, pays majeur

La Bohême, berceau d'interprètes et de compositeurs exceptionnels, a nourri le répertoire de ses influences multiples

**LA MUSIQUE DANS LES PAYS TCHÈQUES** de Guy Erismann. Fayard, « Les chemins de la musique », 608 p., 27,50 €.

On a coutume de dire qu'avant le XIX<sup>e</sup> siècle il n'y a pas de musique tchèque. Seulement des musiciens tchèques. Selon les uns, « chaque Tchécoslovaquie vient au monde avec un violon sous son oreiller », les autres rappelant ce mot longtemps attribué au voyageur et historiographe de la musique anglaise Charles Burney, selon lequel la Bohême serait « le conservatoire de l'Europe ». La musique suit en effet les méandres de l'histoire. Celle des Tchèques, au cœur battant de l'Europe centrale, est complexe : pays « au carrefour des christianisations d'Orient et d'Occident écartelés par les guerres, les religions, les dynasties, les langues ». Il faut effectivement attendre Bedrich Smetana (1824-1884), fondateur du Théâtre national et de l'opéra en langue tchèque, pour que la musique se pense en termes d'identité nationale. Smetana dont la figure emblématique – il n'est que de voir le fabuleux destin de la *Moldau* (en fait *Vltava*) tirée de la suite patriotique *Ma Vlast* (« Ma Patrie ») jusqu'à nos jours –, si elle ouvre effectivement la voie aux temps modernes, est aussi et avant tout l'héritière des traditions.

Guy Erismann a nourri *La Musique dans les pays tchèques* de longues années de travail et de contacts permanents avec les musiciens et musicologues de la République. Un parcours déjà marqué de quatre biographies consacrées aux quatre grands de la musique tchèque : Smetana, l'éveilleur (Actes Sud, 1993), Antonin Dvorak (Seghers, 1964), Leos Janacek ou la passion de la vérité (Le Seuil, 1980) et Bohuslav Martinu, un musicien à



Détail de l'architecture art nouveau de la salle Smetana à Prague qui accueille l'Orchestre philharmonique tchèque

l'éveil des sources (Actes Sud, 1990). Patiemment, Guy Erismann dénoue les fils de l'histoire, retraçant les chemins multiples d'une musique où le Moyen Âge mêle liturgies orientales et subtilités de l'Ars Nova, où la musique baroque, née des bouleversements de la réforme hussite puis de la Contre-Réforme, s'allie aux Lumières pour faire de l'œuvre monumentale et méconnue de Zelenka l'équivalent tchèque d'un Bach ou d'un Telemann.

## PROFONDES CORRÉLATIONS

Entre 1740 et 1810, vient le temps de la grande émigration des musiciens tchèques – surtout à Vienne, mais aussi en Allemagne, en Russie, enfin en Hongrie, en Italie, en France... Puis le temps du nationalisme – Smetana, Dvorak –, et celui de Janacek qui mit au jour les profondes corrélations entre la langue et la musique populaire tchèques. Enfin, les périodes

troublées du XX<sup>e</sup> siècle : musiciens morts à Terezin, deuxième guerre mondiale et influence des nouvelles avant-gardes venues du reste de l'Europe, puis le néoclassicisme engendré par le réalisme socialiste, et l'actuelle mais lente reconstruction d'un pays qui s'approprie à entrer dans l'Europe.

Véritable somme d'un travail savant, jusqu'alors inexistant sous nos latitudes, *La Musique dans les pays tchèques* reste passionnant de bout en bout par la constante mise en perspective historique, politique, philosophique et esthétique, rythmée d'arrêts sur musique et de portraits des musiciens fondamentaux. On retiendra aussi pour l'écrivain le chapitre particulièrement émouvant consacré à l'évocation de Mozart à Prague, et celui qui désigne Gustav Mahler, né aux confins de la Bohême et de la Moravie, comme un véritable musicien tchèque.

Marie-Aude Roux

Thierry Séchan épingle son frère Renaud au panthéon des poètes et Philippe Grimbert analyse en praticien scrupuleux les paroles des tubes

**RENAUD BOUQUIN D'ENFER** de Thierry Séchan. Ed. du Rocher, 220 p., 17 €.

**CHANTONS SOUS LA PSY** de Philippe Grimbert. Hachette, 176 p., 14,9 €.

Le retour de Renaud fait grand bruit. Un « boucan d'enfer », même, pour reprendre le titre de son CD, paru chez Virgin. Accompagnant ces retrouvailles, Thierry Séchan consacre un nouvel opus à son cadet – il avait naguère livré un *Roman de Renaud* (Seghers, 1988). Un demi-siècle « sur terre » – son frère est né le 11 mai 1952 –, plus de vingt-cinq ans de « carrière », et les 26 lettres de l'alphabet pour égrener en touches sensibles, courtes citations à l'appui et quelques piques de bretteur bravache en sus, les souvenirs vagabonds, fiévreux ou déprimés, d'un chanteur irrédiblement singulier.

Passées l'irritation de quelques acharnements et sur cibles vite identifiées et la complaisance très second degré, mais lassante à force de récurrence, pour les membres de la fratrie – « persifleurs, sifflant sous les bombes et talentueux comme il n'est plus permis » –, le parti pris de Thierry Séchan, qui reprend de fait le principe du *Dictionnaire éternel* que Renaud composa lui-même, s'avère des plus heureux. Il offre comme autant de confidences des éclairages pudiques sur un créateur masqué par son image, trop typée pour résumer la subtilité d'un poète plus secret qu'il n'y paraît. On retrouve l'auteur du « tatatatin », inimitable « cri de guerre de visage pâle » évoquant avec mélancolie des « amis », parfois disparus et qu'il espère retrouver dans son *Bistrot préféré* (les textes du dernier album sont donnés en annexes, avec un superbe inédit, *Mon paradis perdu*) : « Les frères

ne comptent pas, c'est le sang. Les amis, c'est le sol, même si c'est un sol mouvant. » On retrouve sa fidélité bousculée mais jamais démentie à François Mitterrand, qu'il soutint pour la campagne de 1988 (l'appel « Tonton, laisse pas béton » dans *Le Matin*) et l'histoire encore à suivre avec quelques hôtes de la Closerie des lilas, Roda, « poète catalan », et Marco « dit Coco, dit le Corse parce qu'il est corse », Titouan Lamazou, « notre Gauguin », et Franck Langolf, « ogre délicat »..., éléments d'une galaxie où les minorités sont qualifiées d'office, « en particulier

gagnant » ouvrant déjà la voie à ces absorptions qui rejouent la métaphore du sein maternel ? Dernier rempart face à l'inéluctable ?

## DE SAISSANTS DÉCRYPTAGES

Ce serait là une lecture pour Philippe Grimbert, psychanalyste réputé, qui s'est récemment avec brio essayé au roman (*La Petite Robe de Paul*, Grasset, 2001), et ne se résout pas à limiter son champ. Auteur d'un remarquable *Pas de fumée sans Freud* qui tentait une « psychanalyse du fumeur » (Colin, 1999, repris en « Pluriel », chez Hachette), comme d'une *Psychanalyse de la chan-*

Louis Chedid



SIPA PRESS

A lire les textes de Souchon ou de Jonasz, on retrouve, outre le tempo et l'harmonie de leur signature, une chronique du « monde tel qu'il va ». Après Renaud, dont *Sans zikmu* (éd. Champ libre, 1980) puis *Mistral gagnant* (Seuil, 1986) ont très tôt proposé les poèmes et dessins, Louis Chedid livre en plus de 120 textes, mieux qu'une « intégrale », augmentée (Lattès, 1992), un manifeste sensible qu'il commente avec sobriété, annotations manuscrites en marge. Une distance pudique qui sied à cet homme discret dont la vigilance civique n'est jamais prise en défaut (*Ces mots sont pour toi...*, 10/18, « Musiques & Cie », 336 p., 8,5 €).

quand elles sont opprimées » ; d'où le récent hommage à François Sauton (*Corsic'armes*) ou aux gays (*Petit pédé*)...

L'amour aussi. L'irremplaçable Dominique revient à tant d'entrées qu'on a peine à admettre qu'elle soit sortie de sa vie. Toxiques ou alcools, la descente aux enfers hante le répertoire de Renaud, jusqu'à ce dernier opus où il s'expose sans fard, rescapé d'un vertige qui a manqué l'engloutir. Faut-il lire là une nouvelle expression de l'ingestion orale comme ultime recours, réponse aux angoisses du temps qui passe et mène du vert paradis de l'enfance à l'inévitable mort, les « coco bohème » et autres « mistral

son (Les Belles Lettres/Archimbaud, 1996), il récidive avec un décapant *Chantons sous la psy* qui n'hésite pas à jouer du calembour, transformant le poncif « En France tout finit par des chansons » en un plus révélateur « *Enfance, tout commence par des chansons* ».

Partant du postulat simple que « l'homme est "de parole" comme l'arbre est de bois, comme la statue est de pierre », sous-jacent chez Freud et dont Lacan radicalisa la thèse, Grimbert écoute les succès populaires avec une attention de praticien scrupuleux, ce qui nous vaut de saisisants décryptages. Du sort fait à la « rétime » mise en jeu par Alain Souchon dans *Sous les jupes des filles* (1995) à l'impératif Etienne de Guesch Patti (1987) astucieusement mis en relation avec le discours de Zazie, du répertoire de Boby Lapointe à celui d'Ouvrard, où le corps aussi bavard que souffrant joue sur les maux avec une homophonie troublante (Freud ne demanda-t-il pas à rencontrer la chanteuse de ca'conc' Yvette Guilbert quand le Tout-Paris s'engouait pour l'hystérie qu'étudiait Charcot ?).

De ce parcours passionnant, détachons le lumineux regard sur *Papa pique (et Maman coud)* de Charles Trenet (1940), dont on serait curieux de savoir si Grimbert confirmerait la filiation assumée par Patrick Juvet dans son *Papa s'pique, maman s'shoote* (1976), et le décisif lever de voile sur *L'Aigle noir* de Barbara (1970), dont il éclaire même les maladroites d'écriture. Du grand art !

Qu'on se rassure ! Ces dessous révélés n'amputent en rien le charme des ritournelles, et Grimbert prend soin d'apaiser son lecteur : « Leur charme l'emportera sur toute entreprise de psychanalyse appliquée, quelque chose en elles résistera toujours à l'interprétation. »

Gérard Condé

Ph.-J. C.

# Eblouissements et déchirements

L'édition critique de la correspondance entre Franz Liszt et Marie d'Agoult, riche de plus de 500 lettres, met en lumière une union scandaleuse et passionnée, au cœur de la société artistique, religieuse et politique du XIX<sup>e</sup> siècle

**CORRESPONDANCE FRANZ LISZT-MARIE D'AGOULT** Présentée et annotée par Serge Gut et Jacqueline Bellas, Fayard, 1 344 p., 44,50 €.

Je mets en ordre une correspondance avec Liszt qui est une belle, étrange et très intéressante chose de ce temps-ci. Son amour pour moi y apparaîtra bien grand et bien profond », confiait Marie d'Agoult au peintre Henri Lehmann en mars 1846, alors que venait de paraître son premier roman partiellement autobiographique, *Nelida*. Entrepris à l'automne 1843, au moment où elle avait décidé de rompre une union scandaleuse et passionnée avec le virtuose le plus illustre de son temps, ce roman pâlit pourtant en regard des faits

qui l'ont inspiré. Liszt n'a d'ailleurs jamais voulu se reconnaître derrière le masque accablant du peintre Guermann et, longtemps après, alors que sa compagne l'avait déjà précédé dans la mort, il avouait à son gendre : « La mémoire que je garde à M<sup>me</sup> d'Agoult est un secret de douleur. »

De ces dix années (1833-1844) d'un amour gravissant les sommets puis déclinant, il reste une correspondance riche de plus de 500 lettres, quoiqu'une bonne partie de celles de Marie aient disparu et que les passages trop intimes aient été retranchés. Publiée en 1933-1934 par les soins de Daniel Ollivier (fils unique de Blandine, l'ainée de leurs trois enfants), elle attendait encore une édition critique. Celle que nous offrent Serge Gut et Jacqueline Bellas à la lumière d'une opportune

relecture des autographes, parfois reclassés, et surtout assortie d'un appareil de notes d'une rare érudition, permet une lecture des plus fructueuses.

Car si le fil du livre reste une histoire d'amour et d'incompréhension avec ses éblouissements, ses déchirements, ses rebondissements, elle se déroule au cœur de la société artistique, religieuse et politique du deuxième tiers du XIX<sup>e</sup> siècle dont nous n'avons souvent qu'une connaissance partielle. A côté de Chopin, George Sand, Sainte-Beuve, Berlioz ou Lamartine, les amants croisent en effet des dizaines de personnalités d'inégale envergure, mais jamais indifférentes, et dont les notes complètent les silhouettes croquées par leurs plumes impitoyables. L'abondance des surnoms, des connivences, des allu-

sions, exigeait un guide. Soulignons qu'il ne pèse pas.

Ainsi éclairés, les ressorts qui animent les individus et les rapports sociaux se révèlent proches de ceux que nous observons tous les jours. Marie de Flavigny, 27 ans, mariée sans conviction au comte d'Agoult, rencontre un enfant prodige sur le retour, Franz Liszt, qui, à 21 ans, désespère de l'avenir et de l'amour. N'attendant plus rien, ils voudront bientôt tout avoir. La musique et la culture germaniques les rapprochent, une aspiration inextinguible à l'idéal, aussi, avec une pointe de vanité ou de snobisme qui les aide à se monter le cou. Leur couple inspirera à Balzac *Béatrix* ou les *Amours forcés*. Mais si Liszt a besoin de cette main féminine pour guider son épanouissement, le poids de ce despotisme consenti aiguïsera en lui le

besoin de courir le monde tandis que Marie voudrait de plus en plus garder près d'elle l'homme qui s'affirme. Force lui sera, finalement, de s'affirmer contre lui à son tour.

Reflot des seules périodes de séparation, les lettres sont des témoignages parcellaires. Liszt a la plume rétive : il écrit de préférence entre deux courses et s'exprime avec une sécheresse et une froideur que son amie, plus littéraire, lui reproche à peine parfois. Il lui faut donc sans cesse se justifier, jouer au coupable par galanterie ou par diplomatie avant de le devenir pour de bon. A un moment, le lecteur prend parti pour l'un ou pour l'autre ; ensuite, l'incompréhension mutuelle les met sur un pied d'égalité pour la douloureuse sympathie qu'ils inspirent.

Gérard Condé

Ph.-J. C.

## Livraisons

■ **MON XX<sup>e</sup> SIÈCLE**, de Madeleine Milhaud

Madeleine Milhaud vient d'avoir cent ans. Avec la discrétion dont elle ne s'est jamais départie. Par chance Mildred Clary a tenu à reprendre, en un court mais passionnant volume, la teneur des entretiens que la grande dame lui accorda pour France Musiques en 1997. D'où ce livre de souvenirs délicieux, modeste et élégant où la « Muse ménagère » de Darius Milhaud, son cousin germain et époux, se révèle d'une sobriété des plus rares au vu de sa propre participation – dédicataire de nombreuses pièces, elle fut aussi librettiste, poète, metteuse en scène, récitante et fit surtout « son bonheur dans les jours de [l]a vie » de son mari. Mais son tact l'a fait s'effacer pour privilégier l'aventure artistique de Milhaud et les amitiés exceptionnelles dont ils furent entourés, de Claudel à Dallapiccola, Desnos, Léger, Sauguet et Stravinsky, Honegger et Poulenc, Wiener et Berio qui l'appelaient « grand-père »... L'intelligence vive de la dame passe magnifiquement bien à l'écrit. Une cure de jeunesse et de générosité à entreprendre toutes affaires cessantes (éd. Bleu nuit/France Musiques, 144 p., 20 €).

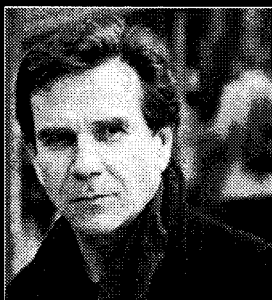
Ph.-J. C.

■ **LE CHANT D'ORPHÉE SELON MONTEVERDI**, de Philippe Beaussant

Le pari est inédit, audacieux et captivant. Soucieux de partager son enthousiasme pour cette œuvre géniale qui ne peut être réservée aux amateurs éclairés, Philippe Beaussant parle de *l'Orfeo* de Monteverdi. On ne peut pas dire qu'il le commente, le terme sentant sa leçon d'autorité. Non, il l'accompagne, *ostinato*, et de la *Tocatta* qui installe la représentation au terme du V<sup>e</sup> acte, il croise tout ce qui se joue là, des héritages anciens aux audaces nouvelles, des esthétiques qu'on enferme trop volontiers dans des limites hermétiques, Pétrarque ou Titien, Bramante et Ovide, Castiglione ou Marsile Ficini... Une lecture érudite et fascinante, mais accessible, qui prend la superbe version de Gabriel Garrido (3 CD édités chez K 617) pour référence (Fayard, 224 p., 17 €).

Ph.-J. C.

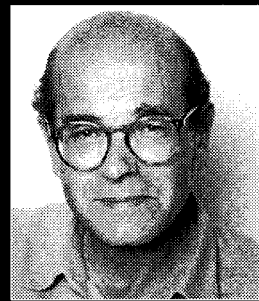
**CHRISTIAN OSTER**  
DANS LE TRAIN



LES ÉDITIONS DE MINUIT

© John Foley / Opale

**LIVRE INTER 2002**  
**CHRISTIAN GAILLY**  
UN SOIR AU CLUB



LES ÉDITIONS DE MINUIT

© John Foley / Opale



# Germaine Greer, une femme en colère

Quelque trente ans après son manifeste « La Femme eunuque », Germaine Greer dresse un nouvel état des lieux alarmant de la condition des femmes dans le monde. « Le temps de la colère est revenu », écrit-elle en attaquant ce que beaucoup considèrent comme des acquis

**LA FEMME ENTIÈRE**  
(The Whole Woman)  
de Germaine Greer.  
Traduit de l'anglais  
par Edith Ochs,  
Plon, 346 p., 24,50 €.

Il y a quelque trente ans, des Françaises, comme beaucoup de femmes à travers le monde, ont fait grand cas du manifeste féministe de Germaine Greer, *La Femme eunuque*. Mais combien de Françaises aujourd'hui auront envie de se saisir de son nouveau livre, *La Femme entière*, de l'analyser, de partager sa colère ou de la discuter ? Il semble bien que beaucoup de femmes de ce pays se reconnaissent en Bernadette Chirac, ou du moins se sentent représentées par elle – donc par une image de femme totalement étrangère aux réflexions de Germaine Greer. Les élections législatives ne démentent pas ce constat. Martine Aubry – pas assez souriante, dit-on, mais demande-t-on jamais aux hommes de sourire ? –, battue. Ségolène Royal – qui, ministre de la République, dit un jour : « Je vous parle en tant que mère » –, élue. Quant à la parité... aux oubliettes.

Germaine Greer, née en Australie en 1939, vit en Angleterre, où elle enseigne la littérature comparée, et n'avait nullement l'intention d'écrire une suite à *La Femme eunuque*, pensant que chaque génération doit faire ses propres choix et bilans. Pourtant, la soixantaine venue, constatant que « la pseudo-égalité fait peser sur les femmes une double menace : cette rhétorique sert à masquer la franche dérouillée que prennent actuellement les femmes au nom du politiquement correct », elle estime que « le temps de la colère est revenu ». « En trente ans, les femmes ont parcouru un long, un très long chemin. (...) Les contradictions auxquelles elles se heurtent n'ont jamais été

aussi éprouvantes que de nos jours. Celle qui a des ambitions professionnelles ne sait pas si elle doit faire son travail comme un homme ou à sa manière à elle. Est-elle censée changer le système ou céder sous lui ? »

En quatre parties, « Le corps », « La tête », « L'amour », « Le pouvoir », elle construit un réquisitoire impitoyable. Avec, ce qui est rare, beaucoup de verve et un humour constant. On rit souvent en lisant *La Femme entière*, pour peu qu'on ait encore gardé un peu de distance à l'égard du modèle de femme que nous propose la société masculine du début du XXI<sup>e</sup> siècle et qu'on soit capable de s'amuser des pièges tendus aux femmes – même si on tombe soi-même dedans. Le chapitre sur le corps est particulièrement savoureux. Éliminer les poils, combattre la cellulite, nier son âge, se faire refaire les seins, muscler ses fessiers, ses abdominaux, etc. Pour quel résultat ? « Les femmes sont des illusionnistes, écrit tranquillement Germaine Greer. Elles font semblant d'être enjouées, d'être des petites filles et feignent l'orgasme ; elles falsifient également le rose de leurs joues, l'épaisseur, la couleur et les boucles



SARAH DUNN/OUTLINE CORBIS

de leurs cheveux, l'étroitesse de leur taille, la longueur de leurs jambes, le volume et la forme de leurs seins. Apparemment, ce ne sont pas les

hommes qui ont exigé cela. Ce sont plutôt les femmes qui se seraient accoutrées de la sorte dans un effort désespéré pour capter l'attention

des mâles, qui, sinon, seraient indifférents. »

A celles qui cherchent un réconfort immédiat, les amnistiant de toutes leurs compromissions et soumissions, on déconseillera cette lecture tonique, provocante, ces propos stimulants, contestables aussi, qu'on estime quelquefois erronés ou en contradiction avec ce qu'on constate (par exemple le chapitre sur les mères, où Greer semble croire que « le mépris des mères » est aujourd'hui à son comble, ce qui n'est pas absolument convaincant et pas vraiment avéré, du moins en France, où, notamment depuis quelques années, c'est plutôt le refus d'être mère qui est mis en accusation). Germaine Greer, et c'est cela que quelques-unes apprécieront, ne cherche pas à tempérer sa colère, à paraître toujours mesurée, de bonne foi. Elle attaque – et non sans arguments – ce que beaucoup de femmes considèrent comme des progrès ou des acquis. Par exemple la procréation assistée. « Les progrès monstrueux de la procréation assistée n'ont pas été réalisés en vue de répondre aux besoins exprimés par les femmes, mais parce que les scientifiques ont eu besoin d'en savoir plus sur la conception humaine. » « Si les cabinets de gestation dernier cri peuvent fabriquer des enfants et si des fétiches féminins virtuels peuvent fournir des services sexuels, les hommes ne regretteront pas le trépas de la vraie femme, qui a des poils, des odeurs, du sang et qui fait du bruit. »

A propos de la sexualité, elle se demande « pourquoi la pénétration est toujours considérée, aujourd'hui plus que jamais peut-être, comme le rapport normal ou complet » (faut-il préciser, pour les hommes qui commencent à rire, qu'elle est hétérosexuelle, ce qui lui valut, un temps, l'hostilité de certains féministes, lesbiennes radicales ?). Sur les mutilations sexuelles, elle n'est

pas moins politiquement incorrecte : « Bien que j'aie été parmi les féministes qui ont soulevé (...) le problème des mutilations sexuelles, je refuse aujourd'hui de me prononcer sur sa signification en tant que phénomène culturel, étant donné l'attachement occulte à l'automutilation dans notre propre culture. » Quand des femmes soudanaises ont appris que les Occidentales se faisaient gonfler ou réduire les seins, elles ont été aussi horrifiées que les Occidentales le sont par l'infibulation...

## « PLUS DE VIOLENCE »

Qu'elle parle du travail domestique, du shopping, de la violence, du sexe, de la pornographie, Germaine Greer aggrave son cas : « Notre culture exprime de nos jours beaucoup plus de violence, dans plus de médias et plus souvent, qu'il y a trente ans. Indépendamment des idéologies officielles, notre culture est donc, à mon avis, moins féministe qu'il y a trente ans. » Citant un rapport, elle affirme : « Tout le monde croit que nous vivons dans une société hypersexualisée. En réalité, les gens restent souvent seuls chez eux. »

Voilà un ensemble de vérités pas du tout bonnes à dire et propres à déplaire aux femmes qui croient avoir gagné quelque chose. Elles devraient pourtant se méfier et méditer la conclusion de Germaine Greer : « L'émergence du pouvoir des femmes (...) ne surgira pas de la tiédeur des universités et de la presse féminine de consommation, mais nous fondera dessus sous la forme de femmes n'ayant rien à perdre car elles ont déjà tout perdu. Il pourrait surgir de Chine, où tant de femmes, divorcées pour avoir donné naissance à des filles, vivent et travaillent ensemble (...). Et lorsque cette énergie s'embrasera, mieux vaudrait pour les femmes du monde riche qu'elles ne soient pas du mauvais côté. »

Josyane Savigneau

## Extraits

« Si l'avenir consiste pour les hommes et les femmes à devenir l'image figée l'un de l'autre dans un monde inchangé, quel cauchemar ! » (p. 13)

« L'amnésie cyclique semble être l'une des caractéristiques du féminisme. » (Angela Phillips, 1998) (p. 17)

« Triste ironie du sort, c'est entre les frontières de la superpuissance qui opprime les femmes sur le reste de la planète, leur fait la guerre et affame leurs enfants que le féminisme obtient ses meilleurs résultats. L'identification du féminisme avec les Etats-Unis a déshonoré celui-ci sous tous les cieux. (...) Le féminisme ne peut guère être crédible chez les femmes irakiennes qui ont vu les femmes-soldats, jambes nues,

rire avec les hommes pendant qu'elles leur faisaient la guerre, et qui regardent aujourd'hui mourir leurs enfants malades à cause de l'embargo. » (p. 17)

« Je pense qu'en l'an 2000 plus d'hommes détestent les femmes et plus farouchement qu'en 1970. Notre culture est devenue beaucoup plus virile qu'il y a trente ans. Les films traitent des obsessions des hommes. Le football est aujourd'hui l'activité culturelle la plus importante en Grande-Bretagne. » (p. 23)

« Chaque jour, pourtant, on nous répète que nous n'avons plus de raison de nous battre. Nous avons parcouru un long chemin, mais le chemin est devenu plus raide, plus rocaillieux, plus dangereux que jamais, et nos pertes sont nombreuses. » (p. 24)

## Livraisons

### ■ HISTOIRE DU FÉMINISME, de Michèle Riot-Sarcey

Nul ne s'étonnera que ce soit à Michèle Riot-Sarcey, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris - VIII-Saint-Denis et « auteure » (la marque du féminin a son importance, même si elle peine à s'imposer à l'usage écrit) de nombreux articles sur le féminisme et la question du genre en histoire sociale, que soit revenue la commande de ce court essai synthétique, qui, comme son titre ne l'indique pas, est centré sur l'enjeu national. Une synthèse nécessaire et attendue, au terme de plus de trente ans d'intenses réévaluations, qui s'ouvre sur un coup de chapeau à ses « consœurs », de Christine Bard à Eleni Varikas – celle-là même à qui Riot-Sarcey confia dans son suggestif *Dictionnaire des utopies* (Larousse, « Les Références », 288 p., 16,8 €) l'entrée « féminisme anglais », se réservant personnellement celle consacrée au « féminisme français ». L'ouvrage privilégie sciemment la phase de lent apprentissage de la citoyenneté, de 1789 à 1848, celle-là même où se joue l'exclusion de la moitié du genre humain. Quelques rares gros plans (trois « bio express », Olympie de Gouges, Flora Tristan et la méconnue Pauline Léon, qui combattit en vain en 1791 pour l'admission des femmes au service militaire) n'arrêtent pas l'analyse qui s'attache à pointer la pratique paradoxale de l'universalisme, entre l'abstraction des principes et la réalité de l'individu(e). Jusqu'à la parité. Défini comme « une lutte pour l'égalité en devenir », le féminisme est ici présenté comme une utopie moderne (éd. La Découverte, « Repères », 128 p., 7,95 €). Ph.-J. C.

### ■ LES FEMMES DANS LE COMBAT POLITIQUE EN FRANCE. La République

selon Marianne, de Frédérique Roussel  
« C'est un besoin pour les femmes... Une chance pour les hommes... Une étape de l'humanité, qui, on le sait, est double, mâle et femelle. » La préface d'Alexandre Adler a le mérite d'être carrée. Comment être femme en politique ? Y entrer ? Déjouer les visions caricaturales qui transforment un combat légitime en règlement de comptes sexiste ? Ce court essai engagé fait des concepts d'égalité et d'altérité l'une des clés du débat (éd. L'Hydre [Tournepique 24250 Castelnau-la-Chapelle], « Elles », 144 p., 13,6 €). Ph.-J. C.

### ■ SEXE ET GENRE, de la hiérarchie entre les sexes

Un très intéressant ouvrage collectif coordonné par Marie-Claude Hurtig, Michèle Kail et Hélène Rouch, analysant, de divers points de vue (notamment le « Penser le genre », de Christine Delphy), les mécanismes de la domination masculine et de la subordination féminine. L'ouvrage, paru en 1992, reparait avec une nouvelle introduction (éd. du CNRS, 288 p., 27 €).

### ■ LA FEMME EST LE PROPRE DE L'HOMME, de l'éthologie animale

à la nature humaine, de Rolf Schäppli  
Un psychiatre et éthologue qui souhaite jeter les bases d'une psychologie évolutionniste aidant, selon lui, à mieux comprendre les différences entre les sexes (éd. Odile Jacob, 370 p., 26 €).

### ■ MÉTRO, BOULOT, MACHOS. Enquête sur les insultes sexistes au travail,

de Katie Breen et Catherine Durand  
Celles qui croient tout savoir sur les humiliations réservées aux femmes, sur la gauloiserie (tellement drôle, n'est-ce pas ?) feront des découvertes inattendues et pas vraiment réjouissantes, dans l'enquête en dix-sept volets de ces deux journalistes, préfacée par Isabelle Alonso, présidente des Chiennes de garde (Plon, 216 p., 14 €).

### ■ LA MÉMOIRE DES FEMMES, de Paulette Bascou-Bance

Une grosse anthologie de paroles de femmes, ou sur les femmes, « pour faire revivre ce passé ignoré », de l'Antiquité au XX<sup>e</sup> siècle (éd. Elytis [33610 Cestas], www.elytis-edition.com, 576 p., 30 €).

### ■ FICTIONS CONTEMPORAINES AU FÉMININ, de Colette Sarrey-Strack

A partir des œuvres de quatre romancières, Marie Darrieussecq, Marie Ndiaye, Marie Nimier et Marie Redonnet, un essai sur la question du sujet narratif et de son historicité (éd. L'Harmattan, 276 p., 22,90 €). Jo. S.

# Les résistantes de la Rosenstrasse

Des centaines d'Allemandes refusèrent de divorcer de leurs époux juifs malgré les pressions du régime nazi. Le combat des femmes durant la deuxième guerre mondiale est remis en lumière

**1939-1945 : COMBATS DE FEMMES Françaises et Allemandes, les oubliées de la guerre.** Collectif dirigé par Evelynne Morin-Rotureau. Autrement, « Mémoires », n° 74, 240 p., 19,82 €.

**LA RÉSISTANCE DES CŒURS Berlin, 1943 : la révolte des femmes allemandes mariées à des juifs (Resistance of the Heart)** de Nathan Stoltzfus. Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Richard Crevier, préface de Joschka Fischer. Phébus, « De facto », 506 p., 22,50 €.

Jamais vraiment délaissée, malgré une croyance tenace, mais souvent mal traitée, la part que les femmes ont prise à la seconde guerre mondiale fait l'objet d'une activité éditoriale nourrie. L'approche que propose Evelynne Morin-Rotureau dans un ouvrage assuré du concours de quelques-uns(e)s des meilleur(e)s spécialistes de la question est utile et stimulante. La vie des femmes sous tous ses aspects pendant cette période troublée y est évoquée de même que l'élaboration de sa mémoire. Le versant allemand, même s'il a la portion congrue, n'est pas oublié, ce qui mérite d'être signalé. Des témoignages d'actrices des luttes de ce temps complet et illustrent ce panorama.

En contrepoint de ce tour d'horizon, il faut lire l'ouvrage de Nathan Stoltzfus paru en 1996 aux Etats-Unis. L'événement que le chercheur américain dissèque trouve sa source à Berlin le samedi 27 février 1943 avec une grande rafle qui dure jusqu'au 6 mars. Elle vise les derniers juifs de la ville, ceux qui

ont épousé des Aryen(ne)s et les Mischlinge, à la fois juifs et aryens de naissance. Arrêtés sur leur lieu de travail, à leur domicile, ils sont emmenés jusqu'aux services sociaux de la communauté juive, au 2-4 de la Rosenstrasse. Des membres de leur famille se pressent aussitôt devant l'immeuble. Des femmes, en nombre croissant, exigent qu'on leur rende leurs époux. Ce fut « une scène désagréable », note Goebbels dans son Journal. Face à une protestation qui ne désarma pas, le 5 mars, les SS donnent l'ordre de dégager la rue, menaçant d'ouvrir le feu. Le lendemain, Goebbels ordonne de relâcher tous les internés. La protestation de la Rosenstrasse, seul exemple d'une manifestation de masse en Allemagne contre la déportation des juifs, a eu raison de la détermination nazie.

## RICHESSSE DES TÉMOIGNAGES

Le phénomène, catalogué par les nazis sous l'appellation de « mariages mixtes », était, bien entendu, ancien. En 1933, près de la moitié des juifs allemands mariés avaient épousé des non-juives. Cette réalité, qui ruina la conception raciste des nazis, fut immédiatement l'objet d'un patient travail de sape de leur part. Dès 1933, de nombreux textes furent promulgués pour rendre la vie impossible à ceux qui avaient contracté ces mariages mixtes qu'en septembre 1935 les lois de Nuremberg interdirent. La plupart de ces 35 000 alliances unissaient des juifs à des non-juives. L'histoire du refus de la répression de la mixité fut en conséquence celle d'Allemandes mariées à des juifs. Le régime prit des mesures pour favoriser les divorces et l'abandon des juifs par leurs conjoint(e)s. Or les Allemandes, dans leur écrasante majorité, refusèrent de divorcer. Certaines hâtèrent même l'officiali-

sation du mariage tant qu'elle était encore possible.

Le refus de divorcer, malgré la triste litanie des pressions sociales et policières, constituait bel et bien une forme d'insubordination, une opposition à l'immixtion de l'Etat nazi dans la sphère privée, et à son atteinte à des libertés fondamentales.

Les déportations des juifs berlinois commencèrent en octobre 1941 et se poursuivirent sans répit. La rafle du 27 février 1943 devait marquer l'aboutissement de ce processus. La protestation de la Rosenstrasse grippa pourtant les rouages de la machine à déporter les juifs. Et ce furent des femmes qui remportèrent cette victoire inattendue. La politique raciale du régime les avait obligées, en niant tout droit à leurs maris, à assumer de nouveaux rôles sociaux et à endosser finalement l'emploi de dissidentes. Leur succès fut d'autant plus éclatant que 25 déportés à Auschwitz furent rapatriés moins de deux semaines après leur transfert. Au total, 1 700 personnes furent libérées.

Après d'autres, Stoltzfus pose la question : faut-il voir dans cet épisode une protestation ou un acte de résistance ? Certes, limitée et pacifique, la démonstration de la Rosenstrasse n'avait aucune visée subversive. L'auteur estime que cette manifestation fut le point culminant d'années durant lesquelles les protestataires avaient vécu en accord avec leur conscience et leur raison en défiant l'idéologie raciale du régime. Cette histoire est bien celle de femmes « qui risquèrent leur vie et qui, de ce fait, la rendirent digne d'être vécue ».

Stoltzfus donne largement la parole aux témoins – victimes et bourreaux – qu'il a recherchés avec la foi du charbonnier, frappant quarante ans plus tard aux portes des

immeubles de la Rosenstrasse. Le déroulement de leur vie depuis ces sombres journées de février 1943, qui clôt l'ouvrage, n'est pas le volet le moins original de ce passionnant travail. Etonné lui-même par la richesse des témoignages qu'il a suscités, Stoltzfus s'est laissé guider par la volonté de « rester en retrait et de laisser les événements parler d'eux-mêmes ». On ne peut que s'en féliciter.

Laurent Douzou

★ Signalons également, vu de très haut, *Les Femmes et la guerre*, de Martin Van Creveld, qui semble réserver aux seuls hommes la pulsion guerrière (éd. du Rocher, 306 p., 21 €).

**COLETTE LOVINGER**

**CRIMES DANS LA CITÉ IMPÉRIALE**

Entre une vieille marchale acariâtre et un armésique rescapé d'Eylau, François Lajoy devra dénouer les fils d'un suspense mené tambour battant.

Le Maine libre

Viviane Hamy



## Pierre de Bénouville et le secret

Dans un livre d'entretiens avec l'ancien résistant, ami intime de François Mitterrand et fidèle du général de Gaulle, Laure Adler exhume un pan fiévreux de l'histoire de la droite française

**PIERRE DE BÉNOUVILLE**  
AVANT QUE LA NUIT NE VIENNE  
entretiens avec Laure Adler.  
Grasset, 360 p., 19,50 €.

Le plus souvent, les livres d'entretiens sont peu engageants. L'interviewer y joue généralement les utilités, relançant la personnalité interviewée de façon convenue, voire complaisante. C'est la règle du jeu, commode, pour qui souhaite livrer ses mémoires sans avoir à les écrire.

En publiant ses entretiens avec Pierre de Bénouville, Laure Adler fait la démonstration, convaincante, qu'il peut en être autrement. Deux ans durant, jusqu'en juin 2000, dix-huit mois avant sa mort, elle aura patiemment questionné, fouillé le passé, fouaillé les vérités, les demi-vérités, les clairs-obscur, les contradictions, les silences de ce personnage singulier, joliment qualifié de « *coffre-fort symbolique de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République* ». Bienveillante mais pugnace, en quelque sorte, poussant dans ses retranchements, sans toujours y parvenir, un franc-tireur sarcastique qui aura traversé – avec autant de ferveur que de détachement – la politique et les affaires, l'Assemblée et les conseils d'administration, l'histoire et ses arrières-cours.

L'intérêt de cette autobiographie posthume – à sa demande impérieuse – n'est pas véritablement dans la révélation. Bien sûr, les historiens scruteront à la loupe cette énième version de l'affaire Jean Moulin. Bénouville ne masque rien des tensions entre Londres et la Résistance intérieure, dont il était l'un des principaux responsables aux côtés d'Henri Frenay. Soixante ans après, la sévérité du jugement sur Jean Moulin est saisissante. Tout juste a-t-il été « *très utile* », concède-t-il, mais pour ajouter aussitôt : « *Je n'ai jamais vu en lui le chef qu'il n'était pas* », et pour lui reprocher d'avoir introduit « *tout de suite le calcul politique* » dans ce qui n'aurait jamais cessé d'être une mission quasiment mystique : bouter « *les Boches* » hors de la patrie.



Bénouville et Mitterrand lors d'une cérémonie en l'honneur du Maréchal Leclerc en août 1994

Quant à la réunion de Calluire qui conduisit à l'arrestation de Jean Moulin, Bénouville récuse tous les soupçons et maintient bec et ongles sa défense d'Hardy, accusé d'avoir trahi avant d'être blanchi par la justice. « *Mais alors, qui a dénoncé ? Le mystère reste entier...* », questionne Laure Adler. « *Oui, entier* », reprend-il, laconique. « *Il fallait quand même être très haut placé pour signaler aux Allemands l'existence de cette réunion* », insiste-t-elle. « *Oui* », répond-il, avant d'ajouter, un long moment plus tard, comme au bord de la vérité : « *Vous savez, j'ai eu, comme tous les hommes, une vie d'homme, mais jamais, nulle part, personne ne peut dire que je n'ai pas été du côté de l'honneur. Cela me fait de la peine que vous puissiez imaginer des choses aussi terribles sur moi. Personne n'a jamais pu nous atteindre.* » Encore confronté à ce « *pacte de silence* » qui l'aurait lié à Hardy, selon ce dernier, Bénouville s'emporte : « *Comment est-ce qu'on peut dire de quelqu'un comme moi que je peux promettre de ne rien dire sur une*

*affaire aussi grave ? Ce n'est pas possible.* » Etrange sensation d'un homme qui accepte de se livrer, avant de s'en remettre, en croyant fervent, au « *jugement de Dieu* ». Rusant avec la vérité comme put le faire son ami de toujours, François Mitterrand, qu'il convainçait, trois jours avant sa mort, de se mettre en règle avec Dieu et dont il veilla le corps toute la nuit du 8 janvier 1996.

#### « DÉCLARATIONS D'AMOUR »

Au-delà de ces secrets emportés, le récit de Pierre de Bénouville exhume tout un pan fiévreux, volontiers épique, parfois cynique, souvent effacé de l'histoire de la droite française. Royaliste d'origine, maurassien de cœur, cagouillard assumé, voilà un homme qui « *éprouve des sentiments favorables envers Léon Blum* », car « *on n'aime pas impunément Stendhal* », avant de lâcher froidement : « *Vous lirez, ici ou là, que j'étais antisémite. Ce n'est pas tout à fait vrai.* » Et d'ajouter : « *J'ai une certaine idée de la tenue de la nation qui exclut que la nation absor-*

*be n'importe comment des éléments qui ne sont pas d'elle-même. (...) Je ne voulais pas que des étrangers viennent à se mêler des affaires de mon pays comme si c'était leur...* »

Puis vint la guerre, le choix instinctif et immédiat de la Résistance, les mille réseaux et amitiés éclectiques qui s'y nouèrent, « *à la vie et à la mort* », et dont il sut jouer toute sa vie durant, enfin cette passion absolue pour de Gaulle, dont le récit de sa première rencontre avec lui, à Alger, donne toute la mesure. Devant le chef de la France libre, stupéfait de telles « *déclarations d'amour* », Bénouville se crut alors « *obligé de préciser* : « *N'allez pas croire, mon général, que j'ai de mauvais instincts* ». Surréaliste ! Même le drame algérien – qui le placera du côté de Soustelle, des généraux factieux et pour le moins en sympathie avec les desperados de l'OAS – ne ternira pas vraiment le héros du 18 juin. Celui qui avait su incarner « *la volonté nationale* ». Drôle de bonhomme, comme aurait pu dire de Gaulle... ou Mitterrand !

Gérard Courtois

## Livraisons

■ **LA RÉPUBLIQUE MINORITAIRE. Contre le communautarisme**, de Robert Grossmann et François Miclo. Avec une préface d'Alexandre Adler

Sous la plume du philosophe François Miclo et du président de la communauté urbaine de Strasbourg, Robert Grossmann, se lit ici une implacable condamnation du « *communautarisme* ». Pour autant, les deux politiques-essayistes, « *républicanistes* » de droite, estiment insuffisante la définition de la nation comme plébiscite de tous les jours. Un besoin d'enracinement existe, qui doit éviter les pièges du tribalisme et de la transposition sur le fait régional des paradigmes de la décolonisation. Une réflexion significative à l'heure où l'Alsace est devenue l'une des régions phares du vote pour Jean-Marie Le Pen comme de l'abstention (éditions Michalon, 190 p., 15 €).

N. W.

■ **MINISTRE À GAUCHE, LE MAGIQUE ET LE RÉEL**, de Christian Pierret

Quand il met la dernière main à son livre, *Ministre à gauche*, en février, Christian Pierret est encore secrétaire d'Etat chargé de l'industrie dans le gouvernement de Lionel Jospin. Il croit en sa victoire, a négocié un poste d'ambassadeur, cède même sa circonscription des Vosges à un jeune conseiller de Matignon. Las ! Tous ces plans – à l'exception de son non-lieu dans une affaire de « *détournement de suffrages électoraux* », qu'il obtient en mai – sont tombés à l'eau. L'« *essai pour l'avenir* » du maire de Saint-Dié prend du coup un autre goût. Sa « *trajectoire à gauche* » n'intéresse plus grand monde, et l'épilogue du livre, « *contribuer pour gagner* », ressemble presque à de l'humour noir (préface de Laurent Fabius, éd. Le Pré aux Clercs, 217 p., 15 €).

Ar. Ch.

■ **À GAUCHE !**

Le mélange est amusant, et original. Les signataires d'*A gauche*, un petit manifeste publié en juin pour réfléchir à la « *reconstruction de la gauche* », ne viennent pas seulement de son aile radicale. L'animateur de la revue *Mouvements*, Gilbert Wasserman, a réuni aussi bien le sociologue d'extrême gauche Philippe Corcuff que le député socialiste Arnaud Montebourg, le jeune Vert Stéphane Pocrain ou Clémentine Autain, adjointe au maire de Paris et proche du Parti communiste, mais aussi des universitaires, comme Miguel Benasayag, François Bastien, Michel Pialoux ou Laurent Mucchieli. Ce dernier propose, par exemple, de « *comprendre l'échec du gouvernement Jospin* » sur la sécurité (La Découverte, collection « *Sur le vif* », 137 p., 7,5 €).

Ar. Ch.

■ **UN HOMME EN COLÈRE**, de Jean-Louis Borloo

Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes (Nord) depuis 1989, est devenu ministre du logement et de la ville dès le 7 mai, date de la constitution du premier gouvernement Raffarin. Son ouvrage sorti en mars, quelques semaines avant le premier tour de la présidentielle, le 21 avril, traite des problèmes auxquels se heurte un élu local. Sorte de « *ballade* » à travers les arcanes de la bureaucratie. « *Elu d'une ville qui a connu il y a vingt ans le plus grand cataclysme économique et social d'Europe occidentale et qui se redresse moralement, économiquement et socialement jour après jour avec obstination, je ne supporte plus le gâchis français* », écrit-il en prologue. Borloo, qui se veut souvent dérangeant, voire un brin iconoclaste – en tout cas sur la forme –, affirme lancer « *un appel à l'analyse lucide et au renversement de notre organisation* ». Maintenant qu'il est ministre, il va pouvoir mettre en pratique les idées qu'il défend avec conviction et parfois véhémence tout au long de ces pages (Ramsay, 179 p., 18 €).

Y. B.

■ **LA RÉPUBLIQUE DU 5 MAI, vue de France et d'ailleurs**, de Pascal Delannoy et Jean Viard

Une enquête à chaud sur le séisme du vote du 21 avril et l'élection de Jacques Chirac contre Jean-Marie Le Pen, par des reporters de France Info et des correspondants à Paris de la presse internationale. Avec des analyses de Pascal Perrineau et Jean Viard, respectivement directeur et directeur de recherche du Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof) (France Info/L'aube, 192 p., 10 €).

J.-L. D.

Chronique  
d'un échec

**L'IMPOSSIBLE DÉFAITE**  
de Denis Pingaud.  
Seuil, 198 p., 15 €.

Denis Pingaud a bouclé son livre au lendemain du second tour de l'élection présidentielle, le 6 mai. Jusqu'au dernier moment, l'auteur, conseiller en communication, a suivi la campagne de Lionel Jospin, sa défaite le 21 avril et, au-delà, la réaction des socialistes, sonnés, appelant à voter Chirac au second tour. Denis Pingaud a été l'un des rares observateurs admis dans les « *coulisses* » de l'Atelier, avec une équipe de documentaristes et un photographe. *L'impossible Défaite* est le récit d'une campagne qui a mal tourné. « *Ce devait être un livre joyeux. L'histoire d'une victoire. (...) C'est donc un livre triste. L'histoire d'une défaite* », prévient-il dans l'avant-propos.

Beaucoup mieux qu'un journal de campagne, chronologique et linéaire, cette chronique décortique les grands moments du candidat : la montée en puissance du dispositif – le choix du slogan « *Présider autrement* » par Euro-RSCG et l'accueil mitigé que lui réservent certains proches de M. Jospin ; la compétition que se livrent Martine Aubry, Dominique Strauss-Kahn, François Hollande, Pierre Moscovici, et Jean Glavany ; la première « *vraie gaffe* » de Lionel Jospin, qualifiant Jacques Chirac, d'« *usé* », « *vieilli* » et « *fatigué* » dans l'avion qui le ramène de la Réunion ; le virage à gauche dans la dernière ligne droite, avant le « *mur* » du 21 avril.

Clarisse Fabre

## L'appel au peuple

Le sociologue Pierre-André Taguieff montre les usages erratiques de la notion de populisme

**L'ILLUSION POPULISTE**  
de Pierre-André Taguieff.  
Berg international, 182 p., 12 €.

Bien que l'ouvrage du sociologue Pierre-André Taguieff ait été composé dans la foulée des résultats de la présidentielle à partir d'un corpus de textes déjà existants, il est tout imprégné du contexte de la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour. Son auteur, directeur de recherche au Centre d'étude de la vie politique française (Cevipof), ne s'y montre pas seulement comme un spécialiste de sciences politiques mais comme un penseur engagé, partisan d'une version « *forte* » de la démocratie. Le problème est celui de la confusion des genres, dès lors que l'invocation permanente à la « *science* » (politique) recouvre en réalité un usage de l'argument d'autorité appliqué à une démarche décidément politicienne, émanant d'un des membres du défunt comité de soutien à Jean-Pierre Chevènement.

La notion de « *démocratie forte* » a été forgée par le politologue américain Benjamin Barber (auteur d'un best-seller intitulé *Djihad contre McWorld*, éd. Desclée de Brouwer, 1996). Par là, Pierre-André Taguieff entend tout régime privilégiant « *le pouvoir du peuple, la participation au bien commun de citoyens actifs ou la recherche du meilleur mode de gouvernement* ». A la démocratie forte s'oppose la démocratie « *minimaliste* », celle des « *élites mondialisées* » ou européennes, hostiles à l'Etat-nation. Les démocrates « *faibles* » ne demandent « *guère au système démocratique que de limiter et de gérer et réguler*

*les inévitables conflits au moyen de dispositifs procéduraux, donc sans effusion de sang.* » Ce sont eux qui occulteraient la dimension critique de l'« *appel au peuple* », en confondant systématiquement le populisme avec ses expressions les plus extrêmes : l'extrême droite ou le nazisme.

Pierre-André Taguieff montre patiemment – c'est le plus grand intérêt de ce livre – les usages erratiques de la notion de populisme, laquelle a retrouvé la faveur des intellectuels et des journalistes dans les années 1980. Loin de marquer un rejet totalitaire, la vague actuelle de populisme naît d'un déficit démocratique dans une société en proie à une « *crise de la représentation* » et à un processus de défiance croissant vis-à-vis des corps intermédiaires.

Y a-t-il un populisme sinon « *bon* » du moins compréhensible, « *incitation à "régénérer" la démocratie de l'intérieur* » ? L'auteur prétend rester dans les bornes « *polémiquement neutres* ». Pourtant, Pierre-André Taguieff opposait dans son dernier livre *La Nouvelle judéophobie*, une « *mauvaise* » antimondialisation (obsédée par l'idée du complot et elle-même mondialisée) à une « *bonne* » : celle des nations résistant à la globalisation. Si l'argumentation est érudite, il faut regretter que les positions adverses soient systématiquement caricaturées : les partisans du « *patriotisme constitutionnel* », de la démocratie « *cosmopolite* » ou « *procédurale* » de Jean-Marc Ferry à Jürgen Habermas, ont sûrement plus à dire que les perles médiatiques ici trop complaisamment égrenées.

Nicolas Weill

Les recettes  
des Raffarin

**À TABLE AVEC LES POLITIQUES**  
de Kathleen Evin  
et Etienne de Montpezat.  
Illustrations de Noëlle  
Herrenschmidt,  
Gallimard/GaultMillau,  
220 p., 25 €.

Cuisine et hommes de pouvoir, l'exercice a souvent été tenté. La journaliste Kathleen Evin et Etienne de Montpezat, l'un des nègres les plus célèbres de Paris, ont pourtant voulu se mettre *A table avec les politiques* – trente stars, qui ont accepté de raconter leurs bonheurs du palais.

Droite et gauche confondues, l'idéal de la « *bonne bouffe* » de José Bové – souvent cité – a décidé-ment gagné l'élite politique. Mais on s'arrête aux confessions d'un certain sénateur de la Vienne nommé Jean-Pierre Raffarin. Ni vu ni connu, il livre enfin la recette qui est en train d'enchanter la France. Sachez d'abord que les « *vallants* » sont « *ceux qui mangent bien* », explique le futur premier ministre, qui fait l'éloge des rondeurs. Avis aux amateurs : le chef du gouvernement de la France livre ses recettes de farci poitevin, de pavé de bar en croûte de cèpes au flan d'huîtres de Marennes, d'escalopes de bar au pineau et de filet de bar rôti. Chez les Raffarin, on vous proposait toujours plusieurs entrées. « *On commence par le pluriel – chacun a bien le droit d'avoir sa préférence – avant d'en arriver au plat communautaire – et, là, on partage.* » Tradition, habitudes, Jean-Pierre Raffarin confesse : « *Je n'ai découvert le cous-cous qu'à dix-huit ans !* »

Ariane Chemin

## Prix des Editeurs 2002

Annie Saumont  
**C'est rien  
ça va passer**  
nouvelles  
Julliard

**ANNIE  
SAUMONT**  
Julliard

*“Annie Saumont cultive l'art de saisir  
au plus près les vies minuscules. C'est  
d'une justesse absolue, et terrible.”*  
Josyane Savigneau, *Le Monde*

*“Les Français ont enfin compris  
qu'il valait mieux lire une bonne  
histoire de cinq pages plutôt  
qu'une mauvaise de cinq cents.”*  
Patrick Besson, *Le Figaro littéraire*

*“Du grand art.”*  
Jean-Claude Lebrun, *L'Humanité*

# Julliard



L'ÉDITION  
FRANÇAISE

■ **LE SNE MET LES PIEDS DANS LE PLAT À MONTREUIL.** Dans un communiqué du 18 juin, le Syndicat national de l'édition (SNE) a annoncé son intention de lancer « prochainement un appel d'offres pour l'organisation à l'horizon 2003 d'un salon consacré au livre et à la presse de jeunesse ». Le Salon du livre de la jeunesse de Montreuil est organisé par le Centre de Promotion du livre de la jeunesse (CPLJ), financé par le conseil général de Seine-Saint-Denis. L'édition 2001 a soulevé le mécontentement de certains éditeurs, mais des tensions ont souvent marqué les relations entre le SNE et le CPLJ. « On n'a jamais été associés aux décisions, on a envie de reprendre la main », explique Serge Eyrolles, président du SNE. « On veut définir ce que peut être l'image du livre de jeunesse, à partir de ceux qui le font et pas seulement de ceux qui les aiment », renchérit son directeur Jean Sarzana. Ils soulignent leur volonté d'associer l'équipe de Montreuil. La directrice du CPLJ, Sylvie Vassalo, souligne que les éditeurs participent dans un comité de pilotage à la préparation du prochain salon. Pour elle, Montreuil est « un panorama de l'édition, des plus petits au plus grands. Il reflète l'ensemble de la chaîne : auteurs, illustrateurs, éditeurs, bibliothécaires, libraires ».

■ **CHANGEMENTS CHEZ STOCK.** Christiane Besse, responsable de la littérature étrangère chez Stock, quitte l'éditeur où elle travaillait depuis une douzaine d'années. Elle est remplacée par l'écrivain allemand Gila Lustiger, auteur notamment de *L'Inventaire* paru chez Grasset. Gila Lustiger sera directrice de la collection « Cosmopolite », sans être salariée à plein temps. Jean-Marc Roberts, directeur de Stock, dément toutes les rumeurs évoquant « un démantèlement de la littérature étrangère chez Stock ». « Quand je suis arrivé, il n'y avait presque que ça qui tenait debout. Ce serait suicidaire d'arrêter la Cosmopolite. La petite collection est rentable. C'est plus difficile pour le grand format, et je regarderai de plus près nos choix », explique-t-il, en indiquant qu'il réduira légèrement la production. Stock, qui perd de l'argent, est contraint à réduire ses coûts. Le directeur administratif et financier, Philippe Rey, devrait également partir. Le projet de fusion entre Stock et Calmann-Lévy a été stoppé par le PDG de Hachette Livre, Jean-Louis Lisimacchio (« Le Monde des livres » du 17 mai).

■ **PAUVERT AU RÉGIME.** Fayard a décidé de réduire la production de la marque Pauvert, dirigée par Maren Sell. « On remodèle le programme », explique le PDG de Fayard, Claude Durand, pour trouver une assise durable. Plusieurs maisons de littérature ont des difficultés. Il faut que Pauvert se recentre sur ce qui correspond à son image : la littérature, plutôt qu'à des biographies qui s'y prêtent mal. Claude Durand ne remet pas en cause l'initiative critiquée de publier le journal de Loana, qui est selon lui « un coup réussi pour essayer de rentabiliser le département ». Certains documents seront publiés directement chez Fayard, où Maren Sell gère en direct des titres, indépendamment de Pauvert.

■ **PRIX.** Cyrille Fleischman a reçu le prix Max Cukierman pour l'ensemble de son œuvre. Le prix Joseph Kessel, décerné par la Scam, a été attribué à Gilles Lapouge pour *La Mission sans frontières* (Albin Michel). Le prix des Maisons de la presse est revenu à Paul Couturiau pour *Le Paravent de soie rouge* (Presses de la Cité). Annie Saumont est la lauréate du prix des éditeurs pour *C'est rien ça va passer* (Julliard).

**GEORGES  
DIDI-HUBERMAN**  
rencontre  
**AUX CAHIERS  
DE COLETTE**  
le vendredi 21 juin  
à partir de 18 h.  
23-25, rue Rambuteau, Paris 4<sup>e</sup>  
Tél. 01 42 72 95 06

## Les sciences humaines et leur mémoire

Les ethnologues ou les sociologues sont libres de constituer ou non des archives. Souvent elles disparaissent et les chercheurs s'en inquiètent, à l'image d'Alain Touraine, pour qui « la perte d'information est gigantesque »

Interrogé sur ce qu'il convenait de faire des archives de Minot – une commune rurale choisie à la fin des années 1960 pour une importante enquête ethnologique –, dont les caisses encombrant encore les caves du Laboratoire d'anthropologie sociale, Claude Lévi-Strauss, son maître d'œuvre, n'a pas hésité : « Jetez tout ! » Quelque peu interloquée, l'ethnologue Françoise Zonabend pose, en sortant, la même question à un collègue. La réponse est tout aussi catégorique : « Surtout, ne jetez rien ! » L'anecdote est révélatrice des problèmes soulevés par la conservation et la divulgation de ce type très particulier d'archives que sont celles des ethnologues, des anthropologues, des sociologues. Ces foisonnements de papier que fabriquent et laisse un chercheur de terrain abritent toujours la trace d'une expérience humaine unique, d'une époque révolue. En un mot, la mémoire même des sociétés.

Plusieurs manifestations, en forme de cris d'alarme, témoignent d'une prise de conscience très récente du problème. Ainsi l'excellent dossier « Archives et anthropologie » que vient de lui consacrer la revue *Gradhiva* (n° 30-31,

éd. Jean-Michel Place), ou encore la journée organisée le 12 juin par l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), intitulée « Archives des sciences sociales, sciences sociales de l'archive ».

Que se passe-t-il en effet lorsque des chercheurs mènent, plusieurs années durant, de vastes enquêtes collectives sur une communauté paysanne ou ouvrière par exemple ? Les principaux résultats vont certes faire l'objet d'une publication scientifique. Mais le reste ? Ces équipes laissent derrière elles un immense trésor : entretiens, notes diverses, carnets, fiches, croquis, photographies, paroles recueillies, lettres, objets hétéroclites... Ces matériaux recèlent une mine de renseignements inestimable pour ceux qui les consultent plusieurs décennies plus tard. Eux seuls permettent de reconstituer « l'atelier » du chercheur : ses sentiments, ses doutes, les catégories de pensée à partir desquelles il a construit son enquête.

Les problèmes posés sont à vrai dire de plusieurs ordres, et c'est là que les choses se compliquent. Pratique, d'abord, c'est-à-dire aussi politique. En effet, s'il fut un temps où les grandes missions de

collecte organisées par les musées ethnographiques étaient assorties d'une astreinte à déposer les documents engrangés au cours des enquêtes, il n'en va plus de même pour les générations d'après-guerre. Résultat : les archives « sont laissées à la libre volonté de chacun ». « Elles ne sont guère réclamées, encore moins inventoriées. Aucune institution n'est en charge, ni même en mesure de les rassembler et de les conserver », dénoncent avec force Jean Jamin et Françoise Zonabend dans *Gradhiva*.

## « BIEN COMMUN »

La seconde dimension est plus culturelle : cette génération n'a bien souvent acquis aucune culture de garde de ses documents. L'expérience du sociologue Alain Touraine est à cet égard éloquent. « La vérité, explique-t-il aujourd'hui, c'est que nous mettons énormément de choses à la poubelle. On commence à s'en rendre compte : la perte d'information est gigantesque. Les universitaires, qui n'avaient au demeurant ni personnel qualifié ni espace, ont fait preuve d'un terrifiant manque d'intérêt – que j'ai eu le tort de partager – pour leurs propres archives. » Et

de poursuivre par ce pénible souvenir : « Un jour, des collègues étrangers m'ont demandé de mettre à leur disposition les cartons qui contenaient tout notre travail de terrain des années 1970 sur les antinucléaires, le mouvement occitan, le mouvement syndical, etc. Et là, catastrophe : toutes les bandes d'enregistrement s'étaient entre-temps démantées... »

Il y a enfin un autre aspect, plus subjectif et peut-être plus délicat, qui tient à la réticence des principaux intéressés eux-mêmes. Déposer son archive revient en effet à livrer au public quelque chose de privé, d'intime, de secret – tous ces brouillons de l'œuvre qui sont aussi, selon la formule de Michel Foucault, des « brouillons de soi » (1). Sans compter, comme nous le confie l'ethnologue Isac Chiva, qu'« envisager de son vivant le problème de ses archives personnelles, c'est devoir se confronter à sa propre mort ». Cela n'impliquerait-il pas aussi une certaine sélection entre ceux qui méritent d'être protégés et consultés, et d'autres qui ne bénéficieraient pas du même privilège ? En cela, la question des archives constitue « le lieu d'une grande violence », observe ainsi Jacques Derrida dans le volume

collectif, *Questions d'archives*, publié par l'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC), qui vient de récupérer les fonds du Collège international de philosophie.

L'enjeu à la fois scientifique et démocratique n'en est pas moins « de premier plan » et concerne donc « la France d'en haut autant que celle d'en bas », relève de son côté l'historienne Annette Wieviorka dans *Les Français et leurs archives* (Fayard), qui rassemble les actes d'un colloque organisé en novembre 2001 par l'association Une Cité pour les archives nationales, en association avec *Le Monde* et France-Culture. Les archives représentent en somme notre « bien commun », « un élément intrinsèque de notre identité », soulignait à cette occasion le président de la République, Jacques Chirac, insistant sur le fait que « l'Etat se doit d'assumer pleinement les responsabilités qui lui reviennent ».

Alexandra Laignel-Lavastine

(1) *Sociétés et représentations* consacre un numéro à « Histoire et archives de soi » (dir. Philippe Artières et Dominique Kalifa), *Credhess*, n° 13 (17, rue de la Sorbonne, Paris-5<sup>e</sup>, 372 p., 21 €).

## Vingt ans de marché pour la poésie

Dans le monde épars de la poésie contemporaine, Jean-Michel Place avait réussi un premier exploit, en 1979, avec *Enquête sur les revues de poésie* : « J'avais obligé les revues à être ensemble dans un livre, alors que, dans les débats, ils se tapaient dessus. Tout le monde a compris que ça leur donnait une existence. J'ai pensé que c'était bien de les réunir physiquement en créant un marché de la poésie. J'aimais cette idée de marché où celui qui vient et qui vend, c'est celui qui fait. Et c'était amusant de parler de marché de la poésie, alors que tout le monde dit qu'il n'y a pas de marché pour la poésie ».

Il cherche désespérément un lieu. En 1983, ce sera dans la cour de la Bibliothèque nationale. La deuxième année a lieu place Saint-Sulpice, la troisième sur la terrasse du Forum des Halles. La manifestation était organisée dans le cadre du Printemps de la poésie, pendant les giboulées de mars. Cela ne correspondait pas vraiment à l'image que Jean-Michel Place se faisait des marchés du Sud-Ouest en été. La manifestation a trouvé sa place et son rythme en s'installant à nouveau place Saint-Sulpice, en juin, dans le cadre de la Foire Saint-Germain. Jean-Michel Place et sa grande complice Arlette Albert-Birot ont su créer un événement à part, ouvert à tous les courants de la poésie et à tous les publics, à la fois lieu de rencontres, de spectacles et de ventes. Chaque année, les recettes avoisinent les 500 000 euros, ce qui n'est pas négligeable pour de la poésie.

A l'occasion de ses vingt ans, le marché organise deux nuits, les 21 et 22 juin, à partir de 20 heures. La première est consacrée à la poésie sonore. La soirée « Vingt ans pas vain temps », réunira notamment Julien Blaine, Bernard Heidsieck, Charles Pennequin, Christian Prigent, Jean-Pierre Verheggen. La seconde abordera les « Rives et dérivés de la Méditerranée », avec Andrée Chédid, et de nombreux poètes israéliens et palestiniens. Parmi les 450 éditeurs pré-

sents, beaucoup organisent et proposent des rencontres avec des poètes, d'Hubert Haddad (Dumerchez/Le Rocher) aux Américains Richard Hartheis ou William Meredith. L'un des événements du marché sera la présence du poète haïtien Frankétienne, qui participe à la soirée sur la poésie sonore et à des promenades poétiques en bus à plate-forme. Le marché organise également une journée de formation pour les bibliothécaires sur la poésie méditerranéenne et un après-midi consacré aux actions dans les collèges et lycées.

## SEGHERS EN CABAN DANS LES BOURRASQUES

Quand il se retourne sur ces vingt dernières années, Jean-Michel Place se souvient à peine des tracasseries administratives qu'il a dû affronter pour trouver du soutien. L'actuel directeur du livre au ministère, Jean-Sébastien Dupuit, est un inconditionnel. Il garde plutôt en tête des images fortes, comme celle de Pierre Seghers, en caban, comme un marin qui affrontait les bourrasques qui s'abattaient cette année-là sur le Forum des Halles. Son plus grand souvenir est celui d'André Laude, mort en 1995 : « C'était un fidèle du marché. Il nous avait demandé à pouvoir lire ses textes en public. Arlette lui avait dit d'accord, en lui conseillant vivement de ne pas boire d'alcool avant. Il a accepté et il a fait un grand show, en disant qu'il n'avait qu'un rêve : mourir pendant le marché. Deux ans après, il s'est suicidé à la fin du mois de juin, pendant la manifestation. Il a été accompagné par une centaine de poètes qui sont allés disperser ses cendres au bout de l'île Saint-Louis. »

Alain Salles

★ Du 20 au 23 juin, place Saint-Sulpice, 75006 ; entrée libre, renseignements : [www.marchedelapoesie.com](http://www.marchedelapoesie.com) ou 01-44-32-18-68.

## AGENDA

■ **LES 21 ET 22 JUIN. SARTRE. A Paris** a lieu le colloque du Groupe d'Études sartriennes. « Approches philosophiques croisées », « Ricoeur et Sartre », « Sartre et Nizan » sont les sujets des trois demi-journées. Samedi 9h et 15h, dimanche 9h, Université Paris Sorbonne, 1 rue Victor Cousin, Paris 5, Galerie dumas, Amphithéâtre Lefebvre. Rens : 01 45 80 38 23.

■ **DU 21 AU 23 JUIN. RELIURES. A Paris**, le Centre des arts du livre et de l'encadrement présente les travaux de ses élèves ainsi que des reliures exceptionnelles réalisées par sept reliures contemporains (de 11 heures à 19 heures, 63, rue de Montceau, 75008 ; 01-45-63-54-10/37).

■ **LE 22 JUIN. SENGHOR.** La ville d'Evry (91) rend hommage au président-poète Léopold Sédar Senghor en inaugurant la rue portant son nom, et par une conférence-débat avec Hamidou Dia, Amadou Elimane Kane et Ndongo Baye (à partir de 16 h 30, Rens : 01-60-91-63-64 ou 01-60-91-63-89).

■ **LES 22 ET 23 JUIN. FESTIVAL. A Saint-Jans-Cappel** (59), le 4<sup>e</sup> festival Par monts et par mots s'ouvre avec « Les estives de poésie », instants poétiques en néerlandais et en français, prélude au festival Bruges Poésie... Parmi les invités, sont prévus François Cheng, Parviz Kharzāi et

Alain Delmotte (le 22 à 14 heures, le 23 à 11 h 30, parc départemental du Mont-Noir ; Rens : 03-20-56-27-29).

■ **LE 24 JUIN. MAGRIS. A Bordeaux**, Carrefour des littératures accueille l'écrivain Claudio Magris (à 20 h 30, TNT Manufacture des chaussures, 226, bd Albert-1<sup>er</sup> ; Rens : 05-56-44-92-40).

■ **DU 24 AU 28 JUIN. LECTURES. A Arles** (13), Didier Sandre, Maud Mayer, Hubert Nyssen, Nathalie Cerda et Michel Duchaussoy seront les invités des soirées-lectures qui, cette année, ont pour thème « avec un brin de philosophie » ; (chaque soir à 19 heures, cloître Saint-Trophime ; tarif : 8 € ; Rens : 04-90-49-56-78).

■ **LE 25 JUIN. ANATOLIA. A Paris**, pour le 10<sup>e</sup> anniversaire de la collection « Anatolia », Gallimard et les éditions du Rocher organisent une ren-

contre avec Samuel Brussel, directeur de la collection, en compagnie de Lucia Graves, auteur de l'ouvrage *Une femme inconnue*, et de Béatrice Dunner, traductrice ; (à 19 heures, 15, bd Raspail, 75007 ; Rens : 01-40-46-54-07).

■ **LE 27 JUIN. HUGO. A Paris**, la BNF, poursuit son cycle Victor Hugo, avec Robert Kopp, qui évoquera « Victor Hugo, Dieu et les esprits » (à 18 h 30, site François-Mitterrand, quai François-Mauriac, 75013, grand auditorium ; Rens : 01-53-79-59-59)..

■ **LE 27 JUIN. MANDIARGUES. Le Centre régional du Languedoc-Roussillon** organise une table ronde : « André Pieyre de Mandiargues, un méconnu très illustre », avec notamment, Jacques Réda et Salah Stétié (17 h 30, château de Castric, 34160 ; Rens : 04-67-22-81-41).

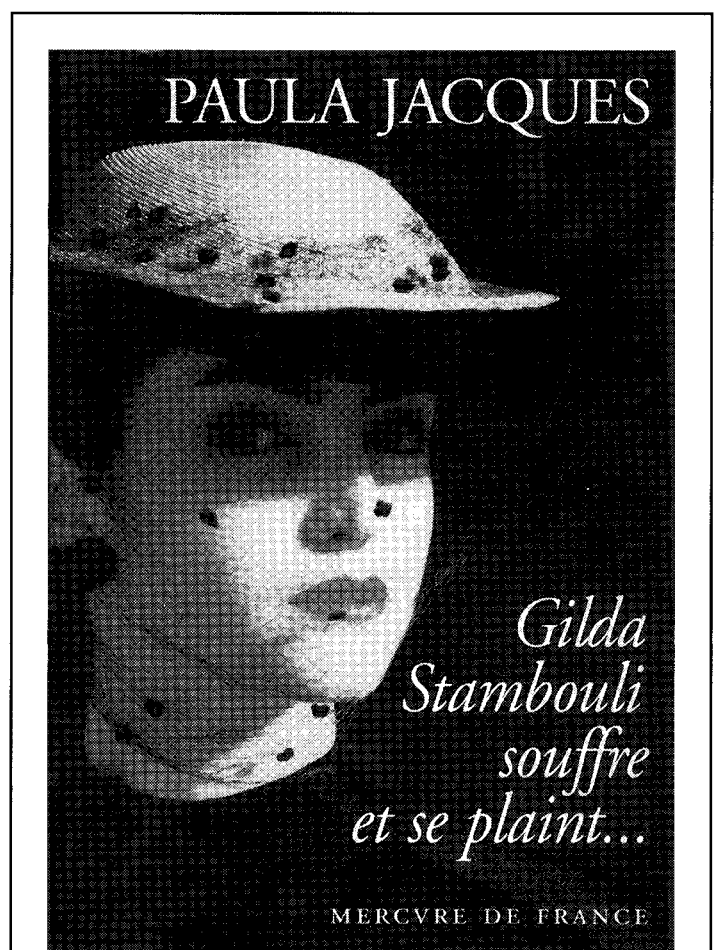
**ECRIVAINS**  
les Editions  
Bénévent  
publient  
de nouveaux auteurs  
Pour vos envois de manuscrits :  
9 rue Boyer - B.P. 4049  
06301 Nice Cedex 4  
Tél: 04 93 26 30 12

**Vous recherchez un livre épuisé ?**  
Librairie Le Tour du Monde  
29, rue de Condé 75006 Paris  
**Ordinateurs en accès libre !**  
**15 millions de livres**  
Internet : [www.chapitre.com](http://www.chapitre.com)  
téléphone : 01 55 33 60 60  
minitel : 3615 chapitre  
**chaPitre.com**  
LIBRAIRIE SUR INTERNET

## Daniel Pennac lauréat du prix Cavour

Daniel Pennac a reçu, samedi 15 juin à Turin, le prix international Grinzane Cavour, qui récompense des écrivains ayant « consacré leur vie à la littérature ». Daniel Pennac connaît un grand succès en Italie, où il est publié chez Feltrinelli. Parmi les précédents lauréats : Julien Green, Günter Grass, Carlos Fuentes, Bohumil Hrabal, Kenzaburo Oé, Yves Bonnefoy, Jean Starobinski, V. S. Naipaul, Manuel Vasquez Montalban, etc.

L'éditeur américain André Schiffrin a reçu le prix Grinzane Editoria. André Schiffrin a créé il y a dix ans The New Press, après avoir quitté Random House. Il a livré sa vision pessimiste de l'évolution de son métier, dans *L'Édition sans éditeurs* (éd. La Fabrique). Les prix Cavour sont attribués par un double jury, l'un composé de lycéens et d'étudiants, l'autre de critiques et d'écrivains. Le prix Cavour a également récompensé les romans italiens d'Arnaldo Colasanti, Margaret Mazzantini et Romana Petri, et les dernières œuvres traduites en italien d'Alfredo Bryce Echenique, Cristoph Hein et Orhan Pamuk.



**PRIX DU LIVRE  
Europe 1  
2002**

Le prix du Livre Europe 1 a été décerné cette année par un jury de personnalités des médias, de la presse et des lettres réuni autour de Jérôme Bellay, président du jury.

Frédéric Mitterrand, Irène Frain, Dan Franck, Gilbert Sinoué, Claire Fleury, Georges Guitton, Muriel Bonnet-Laborde, Danielle Cayotte Bauvin, Pierre-Louis Basse, Jean-Claude Lamy, René Guitton et Stéphanie Chevrier ont choisi Paula Jacques pour son roman "Gilda Stambouli souffre et se plaint..."

Europe 1 souhaite un grand succès à ce livre admirable.



# Le Mondial

VENDREDI 21 JUIN 2002

2002

www.lemonde.fr/mondial2002

## En attendant le choc

■ L'Angleterre et le Brésil s'affrontent, vendredi, en quarts dans un match explosif, digne d'une finale

■ L'Allemagne, de son côté, devra se méfier de la surprenante équipe des Etats-Unis

### TEMPS FORTS

#### Sénégal

► Dans un entretien, Aliou Cissé, le capitaine des Lions de la Teranga, qui rencontrent la Turquie samedi, affirme que les clubs français qui les emploient ne sont pas toujours corrects avec les joueurs sénégalais.

p. VI

#### Espagne

► A l'approche du quart de finale contre la Corée du Sud, l'inquiétude gagne les Espagnols, qui ne sont pas sûrs de pouvoir compter sur leur attaquant vedette Raul.

p. VI

#### Berlin turc

► Troisième volet de notre série consacrée aux banlieues du football. Aujourd'hui, voyage dans les clubs turcs de Berlin.

p. VII

#### Union sacrée

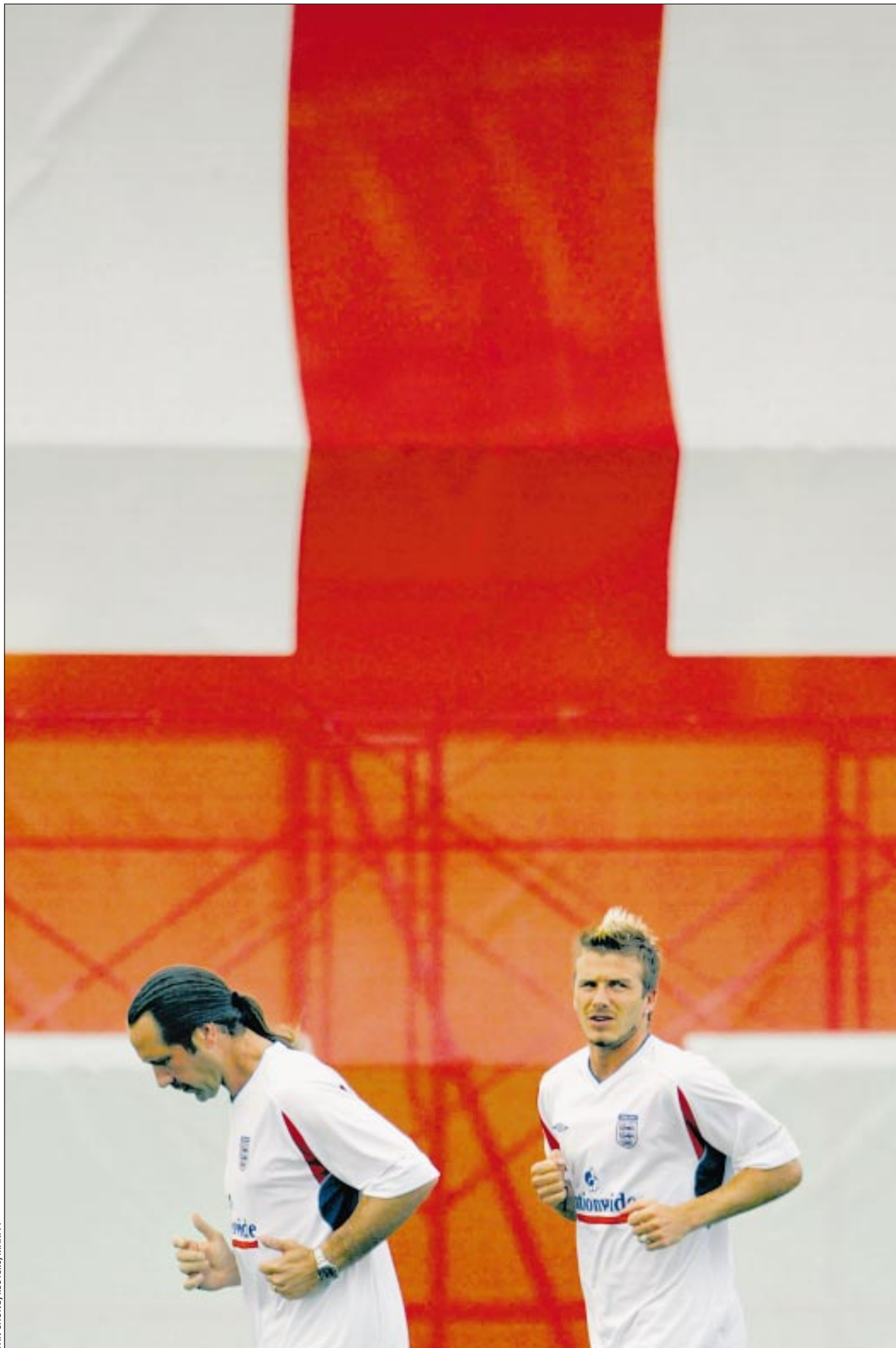
► Leur équipe éliminée, les Japonais se sont métamorphosés en supporters de leurs voisins coréens. Mais les 600 000 Coréens vivant au Japon peinent toujours à trouver une place dans la société nipponne.

p. VIII

#### Psychodrame

► L'Italie, persuadée d'être l'objet d'un « grand complot », cherche des responsables à son élimination de la Coupe du monde.

p. VIII



Le gardien de but anglais David Seaman (à gauche) et David Beckham s'entraînent devant un drapeau géant frappé de la croix de Saint-Georges.

### LA CHRONIQUE

JACQUES BUOB

## Champions, les Bleus !

Il ne faut rien exagérer, on n'est pas si nuls que ça. Bien sûr, notre équipe de football à onze et sur pelouse a été éliminée dès le premier tour du Mondial. On en fait tout un plat, mais ce n'est là qu'une des spécialités de ce sport qui en comprend bien d'autres, où nos couleurs remportent titre sur titre.

Ainsi, la Coupe du monde de baby-foot, du 9 au 12 mai, à Franconville (Val-d'Oise), a vu la victoire de François Cheuret et Gaël Lagrange, qui ont battu l'équipe belge (5-1). Un vrai sport, le baby de compétition, qui nécessite un gros physique. Les muscles des poignets, du dos, des épaules, sans oublier les pectoraux, sont soumis à rude épreuve. Hypertechnique aussi. Rien n'est négligé, ni les poignées sur mesure ni la lubrification des barres, qui est un art. Regrettons que cet exploit n'ait pas eu dans les médias l'écho qu'il méritait.

Autre consolation, qui serait passée inaperçue sans une dépêche de l'Agence France-Presse : l'équipe de France vient de s'adjuger le titre mondial des détenus de la prison de Klongprem, à Bangkok (Thaïlande). Une victoire en finale devant la sélection du Nigeria : 0-0 à la fin du temps réglementaire, et 7 tirs au but à 6. C'était chaud. Klongprem compte 7 283 détenus, dont 1 153 étrangers, condamnés pour la plupart pour trafic de drogue. Ce Mondial réunissait huit formations. Outre la France, le Nigeria et la Thaïlande – le pays hôte, si l'on peut dire –, il y avait le Japon, l'Angleterre, l'Italie, l'Allemagne et les Etats-Unis. Les matches se déroulaient sur un demi-terrain devant une centaine de journalistes, 400 détenus et 200 gardiens. Le ministre de l'intérieur lui-même a remis les récompenses aux vainqueurs : une réplique en bois peint de la Coupe du monde, et, pour chacun, une trousse de toilette et une serviette neuve. Rien de prévu pour les battus.

Enfin, on pourra lire, page VIII de ce supplément, le compte rendu des premiers matches de la Coupe du monde de football des robots, à Fukuoka (Japon). Les Bleus du Laboratoire de robotique de Versailles sont les favoris de l'épreuve, qui rassemble dix-neuf nations.

Sur toute la planète, du Japon aux confins du Val-d'Oise, les couleurs de notre football flottent donc fièrement au vent. Aucune raison de se couvrir la tête de cendres parce que notre équipe de foot à onze et sur pelouse n'a pas brillé. Il y a d'autres raisons de se réjouir pour les vrais supporters.

Le Monde  
DE LA COUPE  
Europe 1

Retrouvez chaque jour les journalistes du « Monde » sur l'antenne d'Europe 1

8h40 : nos envoyés spéciaux en direct du Japon et de la Corée du Sud

12h15 : un autre regard sur le Mondial

20h-22h30 : spécial Europe Sport



Europe Sport Spécial Coupe du Monde

20h00 - 22h30

Tous les jours avec

Pierre-Louis Basse,  
Olivier Biffaud et leurs invités

Europe 1.fr

lagardere active

Europe 1 c'est bien.





**LES BUTEURS DU MONDIAL**

Classement arrêté au 17 juin

Noms	Buts
1 Klose (All, 4 matches) Ronaldo (Bre, 4 m.)	5
3 Tomasson (Dan, 4 m.) Rivaldo (Bre, 4 m.) Vieri (Ita, 4 m.)	4
5 Wilmots (Bel, 4 m.) Keane (Irl, 4 m.) Pauleta (Por, 3 m.) Bouba Diop (Sen, 4 m.) Raul (Esp, 4 m.) Larsson (Sue, 4 m.) Morientes (Esp, 4 m.)	3
14 Gomez (Costa Rica, 3 m.) Inamoto (Jap, 4 m.) Borgetti (Mex, 4 m.) Cuevas (Par, 2 m.) Camara (Sen, 3 m.) Hiero (Esp, 4 m.) Sas (Tur, 4 m.) McBride (Etats-Unis, 4 m.) Donovan (Etats-Unis, 4 m.)	2

83 joueurs ont marqué 1 but  
3 joueurs ont marqué contre leur camp

**LE TÉLÉMÈTRE**

CARAT SPORT, EUROPE 1, LE MONDE



REUTERS

21,9

Le nombre de téléspectateurs italiens (en millions), soit 39,5 % de la population, qui ont assisté, mardi 18 juin, au huitième de finale entre leur sélection et la Corée. Après moult péripéties, telles que l'expulsion de Francesco Totti, l'Italie a été battue (2-1).

Source : Carat World Cup Monitor

**LES BUTEURS LES PLUS VUS**

Nombre de téléspectateurs en milliers

Owen	11 183
Camara	9 858
Sorensen	6 678
Vieri	5 565
Ahn	5 300
Seol	4 823
Rivaldo	4 558
Ronaldo	4 558

Source : Médiamétrie

# Brésil-Angleterre, finale avant l'heure

■ Le Brésil et l'Angleterre disputeront vendredi 21 juin à 8 h 30 (heure française) le premier quart de finale du Mondial 2002, à Shizuoka (Japon)

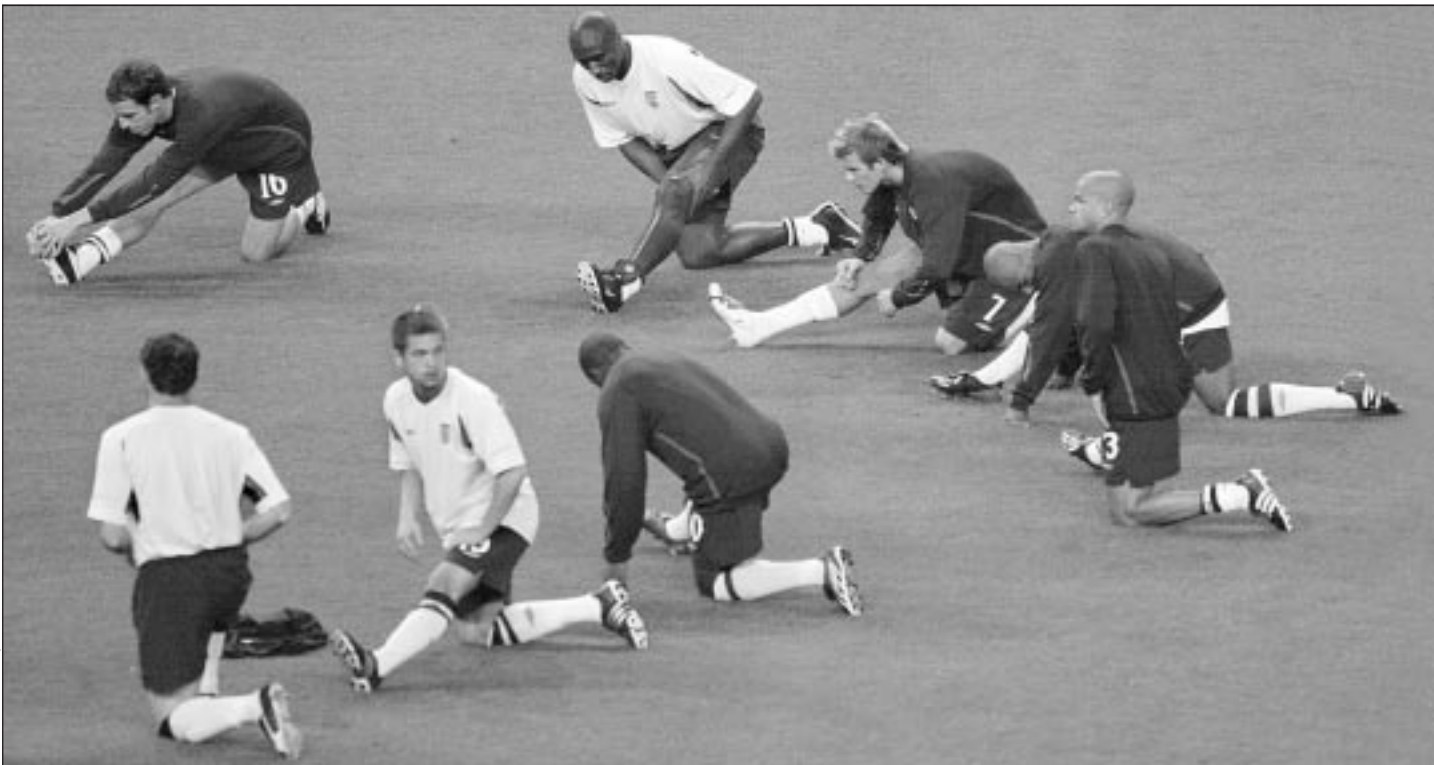
■ Trente-deux ans après, deux des nations-phares du ballon rond, aux styles de jeu foncièrement différents, se retrouvent pour un match qui s'annonce explosif

Trois semaines après le début de ce Mondial déliant qui a vu les joueurs français, argentins, portugais et italiens quitter prématurément les matins calmes et les soleils levants, les choses sérieuses ne font que débiter aux yeux de certains acteurs. « J'ai le sentiment que notre match face à l'Angleterre marque le vrai début de cette Coupe du monde », a ainsi lancé Roberto Carlos, défenseur latéral de la Seleçao, quelques heures avant le choc tant attendu entre Anglais et Brésiliens à Shizuoka.

Si aucun des trois autres quarts de finale au programme n'était prévisible, avec la présence inattendue des Américains, des Coréens, des Sénégalais et des Turcs, l'affiche Brésil-Angleterre redonne au Mondial 2002 des allures plus classiques.

Car, comme le rappelle Pelé : « Mon pays a remporté quatre fois la Coupe du monde et l'Angleterre une fois. Dans l'histoire de cette compétition, le Brésil est la nation la plus prestigieuse et l'Angleterre reste le pays qui a inventé le football. Cette affiche vaut une finale. ». Hélas pour les hommes de Luiz Felipe Scolari et Sven-Goran Eriksson, il ne s'agira pas d'une finale sur la pelouse de Shizuoka, mais d'un simple quart de finale.

De quoi donner des regrets au perdant de ce face-à-face entre deux formations aux styles de jeu radicalement différents. Depuis le début de cette compétition, la force du Brésil se situe dans le domaine offensif (13 buts en 4 matches), alors que son adversaire effectue un parcours prometteur grâce à une défense hermétique (1 but encaissé). La présence de joueurs aussi doués techniquement que Rivaldo, Ronaldo ou Ronaldinho permet à la Seleçao de se sortir de



Avec deux jours de repos de plus que leurs adversaires brésiliens, les joueurs anglais ont pu soigner leur bobos et peaufiner leur préparation.

certains pièges grâce à l'exploit individuel d'un de ses artistes à crampons, alors que l'Angleterre façonnée par Sven-Goran Eriksson tire sa force de son jeu compact. Même les deux stars que sont David Beckham et Michael Owen se sont fondus dans ce bloc et n'ont pas encore fait basculer un match sur un exploit personnel. Ce qui ne chagrinerait pas outre mesure Sven-Goran Eriksson : « Si mon équipe n'a encaissé qu'un seul but en quatre rencontres depuis le début de ce Mondial, le mérite n'en revient pas seule-

ment à mes défenseurs. Tout le monde effectue sa part de travail défensif, Beckham compris. Lorsque je vois David tacler et récupérer le ballon dans les pieds de l'adversaire, je suis rassuré sur l'état d'esprit qui règne dans mon équipe... »

**FINI LES CLANS**

Premier entraîneur étranger à prendre en charge la sélection anglaise, Sven-Goran Eriksson était attendu avec circonspection par beaucoup d'observateurs britanniques. Dix-huit mois après son

entrée en fonctions, le taciturne Suédois a gagné son premier pari : insuffler esprit de corps et mentalité de vainqueurs à un groupe au sein duquel les fortes personnalités ne manquent pas. « Pour la première fois depuis de longues années, il n'y a plus de clans au sein de la sélection. Sven a une influence très bénéfique sur les joueurs. Il sait les calmer lorsqu'il le faut », précise Steve McLaren, l'un de ses adjoints, avant d'ajouter : « Tous les gars s'apprécient, se respectent et il n'y a plus de jalousies entre joueurs de Manchester United, Liverpool et Leeds comme on a pu le vivre par le passé. »

Même si l'atmosphère est à l'optimisme côté anglais, la longue histoire des rencontres entre ces deux grands pays de football ne plaide pas en leur faveur. Ils ne l'ont emporté qu'à trois reprises en vingt confrontations. Lors des phases finale de Coupe du monde, les deux sélections se sont affrontées trois fois. La Seleçao l'a emporté à deux reprises et a concédé un match nul. Les souvenirs du match disputé à Guadalajara lors du Mondial 1970 reviennent aujourd'hui à la surface, avec l'arrêt le plus célèbre de l'histoi-

re du football, réalisé par Gordon Banks sur une tête de Pelé. Lors de cette rencontre, les coéquipiers de Carlos Alberto l'avaient emporté 1-0. Depuis, Anglais et Brésiliens ne se sont plus jamais affrontés en Coupe du monde. Trente-deux ans après, les retrouvailles s'annoncent explosives. « Si nous jouons comme contre l'Argentine, avec calme, sérieux et bien regroupés, l'Angleterre a une chance », estime Sven-Goran Eriksson, qui sait bien que les deux jours de repos supplémentaires dont a bénéficié son équipe par rapport à l'adversaire peuvent avoir leur importance.

Les membres du staff médical en ont d'ailleurs profité pour remettre d'aplomb David Beckham, Michael Owen, Owen Hargreaves et Paul Scholes. « Deux jours de repos en plus, c'est un vrai avantage », estime de son côté Cafu, qui, comme ses partenaires de la Seleçao, a souffert physiquement lundi soir à Kobe pour venir à bout de Belges coriaces. Deux jours, est-ce suffisant pour renverser le cours de l'histoire ?

Alain Constant (à Shizuoka)

## Un marché noir florissant

Il seront des centaines de supporters aux alentours du stade de Shizuoka (dans le sud-ouest du Japon), vendredi 21 juin, à la recherche du sésame qui leur permettra d'assister à l'affiche des quarts de finale de la Coupe du monde de football entre le Brésil et l'Angleterre. Certains passionnés ont fait le déplacement au Japon sans avoir l'assurance de prendre place dans les tribunes. Les billets du match sont officiellement déjà tous vendus, entre 125 et 300 dollars (132 et 316 €), hormis un millier de places, mises à la disposition des fédérations des deux pays. Devant les grilles du stade Ecopa de Shizuoka, les supporters les plus fanatiques devront se tourner vers le marché noir et déboursier des sommes astronomiques, de 700 à 1 200 dollars (737 à 1 263 €).

Le phénomène n'est pas nouveau. Lors du Mondial 1998 en France, des supporters japonais, victimes d'une billetterie défaillante, avaient été floués par des revendeurs peu scrupuleux. « Nous faisons de notre mieux pour stopper le marché noir », a indiqué David Wills, le vice-président de la Fédération internationale de football

(FIFA). Chaque ticket porte le nom de son acheteur, mais, comme lors de chaque événement sportif majeur, « il y a toujours des tickets qui tombent entre de mauvaises mains et sont vendus à des prix énormes », affirme David Wills. L'identité du porteur du billet n'étant pas systématiquement vérifiée à l'entrée du stade, la pratique du marché noir est facilitée.

**4 210 EUROS POUR LA FINALE**

De rares tickets en excédent sont vendus par Internet ou par téléphone, mais le site et la ligne sont saturés, et les supporters désespèrent d'entendre un jour la voix d'une hôtesse. « C'est un scandale, s'est insurgé Kevin Miles, le coordinateur international de l'association des supporters japonais. Il y a des gens qui se font un maximum d'argent avec le marché noir, alors que certains ont vendu des maisons ou ont pris un prêt pour venir ici. » Le marché noir est pour beaucoup la dernière chance, la solution de facilité, mais elle est de loin la plus chère. Pour la finale du dimanche 30 juin, le prix de certains billets déjà en circulation ne descend pas en dessous de 4 000 dollars (4 210 €). La chasse

aux vendeurs à la sauvette n'a pas été fructueuse. Seulement 26 personnes ont été arrêtées au Japon pour vente illicite. Vendredi, quelques heures avant que David Beckham ne défie Ronaldo, ils seront bien plus nombreux dans les gares, les stations de métro ou les bars de Tokyo à échanger sous le manteau un précieux ticket contre une liasse de billets. - (AFP.)

## DIRECTION TECHNIQUE

AIMÉ JACQUET

### La complicité, base du jeu anglais



Le vainqueur du choc entre Brésiliens et Anglais a toutes les chances de remporter cette 17<sup>e</sup> Coupe du monde. A mon avis, les Anglais possèdent tous les atouts pour venir à bout des Brésiliens. J'ai été un peu surpris, je ne pensais pas qu'ils trouveraient leur cohésion aussi rapidement. Le déclin s'est produit après leur succès contre l'Argentine, une victoire acquise grâce à leur grande solidarité. Leurs perfor-

mances face à la Suède et au Nigeria furent moins probantes. Enfin, leur prestation face au Danemark, pleine de réalisme, leur a permis de faire le plein de confiance. Cette équipe n'est pas moins émusée ou mieux préparée que la France, l'Argentine ou l'Italie, elle surfe simplement sur cette réussite qui décuple ses forces. Le célèbre « kick and rush » a fait place à un jeu « européen », plus posé, plus technique. Depuis quelques années le championnat anglais s'est ouvert au monde. Des Italiens, Français, Brésiliens sont venus peupler la Premier League avec leurs qualités et leurs spécificités, puis les entraîneurs étrangers ont suivi. Cela a bouleversé les habitudes d'un football anglais, devenu beaucoup plus technique.

### La défense d'Arsenal, le milieu de terrain de Manchester et l'attaque de Liverpool

De même, la dimension stratégique, tactique, a été prise en compte. L'identité de la sélection s'en est nécessairement trouvée bouleversée. L'ossature du groupe s'appuie majoritairement sur le trio de tête du championnat : Arsenal, Liverpool et Manchester United. Les deux premiers sont entraînés par deux Français, Arsène Wenger et Gérard Houllier, le troisième par l'Ecosais Alex Ferguson. Une réussite qui a fini de

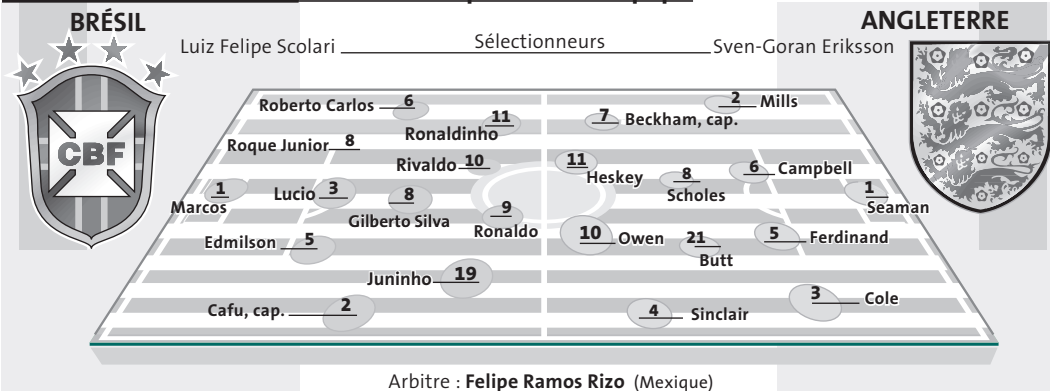
convaincre les dirigeants anglais qui, début 2001, ont décidé de faire appel à leur tour à un étranger, le Suédois Sven-Goran Eriksson. Un Monsieur du foot, passé par les plus grandes formations européennes. L'homme est un fin stratège, qui prône un jeu de mouvement, et se montre très attentif à la valeur des joueurs et aux associations possibles. Sven-Goran Eriksson privilégie le dialogue et la psychologie. Il s'adapte parfaitement aux joueurs, aux situations, puis s'intéresse à l'adversaire. Le technicien suédois veut avant tout utiliser la complicité des joueurs telle qu'elle se manifeste dans leurs clubs.

Pour schématiser, on pourrait dire que la défense est celle d'Arsenal, le milieu de terrain celui de Manchester United et l'attaque celle de Liverpool. Sven-Goran Eriksson a apporté un football plus léché, plus réfléchi, plus construit. Son équipe, très équilibrée, repose sur sa base défensive, qui relance proprement vers le milieu de terrain et alterne avec le jeu en profondeur que les joueurs anglais apprécient toujours. Le milieu de terrain, très dense, évolue sans meneur de jeu et alimente très rapidement les deux attaquants. Le rôle de David Beckham, très spécifique, consiste, sur le flanc droit, à distiller de son pied droit magique des centres vers le duo d'attaque. C'est un joueur très collectif, très utile, mais il ne pèse autant sur le jeu qu'on veut bien le dire.

Et puis il y a cette attaque très complémentaire, l'arme de cette équipe. Avec, d'une part, le virevoltant Michael Owen, qui profite de la moindre erreur de l'adversaire pour faire parler son adresse devant le but. Son principal pourvoyeur de ballons est le très athlétique Emile Heskey, pivot de l'attaque, qui pèse sur les défenses adverses. La force de cette formation anglaise est avant tout collective. Il n'y a pas de secret, c'est toujours et encore cet esprit de groupe qui fait la différence.

**QUART DE FINALE : BRÉSIL - ANGLETERRE (vendredi 21 juin, 8 h 30, à Shizuoka, Japon)**

**Composition des équipes**



Le parcours du Brésil, 1<sup>er</sup> tour groupe C :  
Brésil - Turquie : 2-1 ..... samedi 1<sup>er</sup> juin  
Brésil - Chine : 4-0 ..... mercredi 5 juin  
Costa Rica - Brésil : 2-5 ..... mardi 11 juin  
Huitièmes de finale :  
Brésil - Belgique : 2-0 ..... lundi 17 juin

Le parcours de l'Angleterre, 1<sup>er</sup> tour groupe F :  
Angleterre - Suède : 1-1 ..... dimanche 2 juin  
Argentine - Angleterre : 0-1 ..... vendredi 7 juin  
Nigeria - Angleterre : 0-0 ..... mardi 12 juin  
Huitièmes de finale :  
Danemark - Angleterre : 0-3 ..... samedi 15 juin



# La défense brésilienne sur la sellette

■ Les quatre défenseurs centraux de la Seleçao, Lucio, Edmilson, Roque Junior et Anderson Polga, n'ont pas jusque-là convaincu. L'absence du milieu défensif Emerson, blessé avant le Mondial, contribue aussi à la porosité de l'équipe. Les attaquants anglais, vifs et techniques, à l'image de David Beckham et Michael Owen, risquent de malmener les lignes arrière brésiliennes

Comme les Trois Mousquetaires, ils sont quatre, mais, à l'inverse des célèbres bretteurs aux chapeaux emplumés, ils risquent de passer à la postérité par la mauvaise porte. Depuis le début du Mondial, Lucio, Edmilson, Roque Junior et Anderson Polga, les défenseurs centraux de la sélection brésilienne sont les cibles des critiques acerbes de la presse sportive de leur pays. Plus que jamais, à la veille du match qui opposera, en quarts de finale, vendredi 21 juin, le Brésil à l'Angleterre, à Shizuoka, au Japon, ils sont sur la sellette.

Il y a quatre ans déjà, lors de la Coupe du monde française de 1998, l'inamovible charnière centrale formée par Aldair et Junior Baiano passait, légitimement, pour le point faible de l'équipe qui défendait son titre, conquis aux Etats-Unis en 1994. De toute évidence, la pénurie de talents s'éternise dans ce secteur hautement stratégique, où les quadruples champions du monde

ont rarement été aussi mal lotis.

Pourtant, les quatre entraîneurs qui ont succédé à Mario Zagallo, évincé immédiatement après le naufrage de ses troupes en finale au Stade de France, ont procédé à une ample revue d'effectifs à l'occasion des éliminatoires sud-américaines. Six prétendants, dont les « préretraités » Aldair et Antonio Carlos Zago, tous deux de l'AS Rome, se sont relayés pour occuper ces postes en déshérence.

Luiz Felipe Scolari, l'actuel sélectionneur brésilien, s'est encore compliqué la tâche : alors que ses prédécesseurs, adeptes du 4-4-2, se contentaient de deux casse-tête, Scolari, lui, a opté pour une disposition en 3-5-2 basée sur trois défenseurs centraux.

Tout récemment rallié à ce système, implanté avec succès par son collègue Fabio Capello à l'AS Rome, vainqueur du championnat italien de la saison 2000-2001, Scolari allègue, pour justifier sa conversion, que les

fréquentes montées offensives des latéraux Cafu et Roberto Carlos, l'une des caractéristiques de sa formation, le contraignent à renforcer son arrière-garde. A l'épreuve des quatre rencontres disputées jusqu'ici, on est en droit de douter de l'efficacité de sa méthode.

Incapables de jouer le hors-jeu sur le but turc au premier tour, puis malmenés en fin de match par des attaquants chinois à la technique encore rudimentaire, encore plus pitoyables face aux remuants Costaricains, enfin battus dans le jeu aérien par les Diables rouges belges en huitièmes, les défenseurs brésiliens ont systématiquement prêté le flanc aux volées de bois vert. Même Lucio, le seul titulaire indiscutable du lot, n'y a pas échappé, sa remarquable et épuisante saison au Bayer Leverkusen semble avoir laissé des traces.

Les trois autres postulants aux deux places complémentaires dépendent, eux, de l'humeur

changeante de Scolari. Toujours est-il, et ce sont des signes qui ne trompent pas, qu'Edmilson joue depuis un certain temps les utilités à l'Olympique lyonnais et que Roque Junior fréquente assidûment le banc des remplaçants du Milan AC. Anderson Polga, libero du Gremio de Porto Alegre et trouvaille de dernière

tance aggravante, son homme de confiance et capitaine, le milieu défensif Emerson, s'est blessé juste avant le début du Mondial. La défense brésilienne à trois, qui a déjà tant souffert devant des adversaires réputés plus modestes, va-t-elle finir par exploser face à l'attaque anglaise, composée des Beckham, Owen and Co. ?

Le football, comme disent les Brésiliens, est « une boîte à surprise ». N'empêche que la Seleçao a remporté sa quatrième couronne en 1994 grâce à la solidité de ses lignes arrière, en n'encaissant que trois buts en sept matchs. Les temps se font lointains où liberos et stoppeurs brésiliens s'illustraient en France, à l'instar de Carlos Mozer (Olympique de Marseille), Ricardo Gomes (Paris-Saint-Germain), Julio César (Montpellier) et du champion du monde sacré aux Etats-Unis, Marcio Santos (Girondins de Bordeaux).

Jean-Jacques Sévilla

## Michael Owen, « wonderboy » pas au top

■ Le jeune attaquant de la sélection anglaise, élu « Ballon d'or » en 2001, connaît des problèmes physiques qui l'amoindrissent

Le quart de finale qui oppose l'Angleterre au Brésil, vendredi 21 juin, paraît fait sur mesure pour qu'il puisse briller. Face à une défense centrale brésilienne peu inspirée depuis le début de ce Mondial, Michael Owen, le « wonderboy » de l'équipe d'Angleterre, devrait, en toute logique, se régaler. Sa pointe de vitesse phénoménale constitue l'arme idéale pour déborder ses adversaires d'un jour, que l'on a déjà vus à la peine face aux attaquants turcs et belges.

Toute l'Angleterre attend donc avec impatience la prestation de l'un de ses deux enfants chéris, l'autre étant David Beckham. Pourtant, certains doutes subsistent concernant l'impact réel d'Owen en sélection depuis le début de cette compétition. Au sein d'une équipe au style de jeu compact et plus défensif qu'auparavant, le petit prodige de Liverpool s'est souvent retrouvé isolé en pointe. Difficile, dans ces conditions, de faire la différence.

Auteur d'un but face au Danemark, Owen est sorti à la mi-temps de ce match alors que son équipe, menant 3-0, avait assuré la qualification pour le tour suivant. Une sortie bienvenue, car l'intéressé souffrait de douleurs aux adducteurs.

Ces derniers jours, le staff médical de la sélection anglaise a d'ailleurs beaucoup

travaillé avec lui. Absent lors de deux séances d'entraînement, Michael Owen en a profité pour se remettre d'aplomb.

Celui qui était devenu le plus jeune international anglais (début en sélection à 18 ans et 59 jours en février 1998 face au Chili) a connu beaucoup d'ennuis physiques depuis le début de sa brillante carrière. En avril 1999, les ischio-jambiers de sa jambe droite cèdent. Cinq mois durant, Owen est absent des terrains. Quelques semaines après son retour, il rechute. Le staff médical de Liverpool est obligé de changer radicalement son programme de préparation physique individuel.

### « C'EST UNE BÊTE ! »

Grâce notamment aux conseils de Philippe Boixel, ostéopathe français, Owen corrige alors sa manière de courir et renforce son potentiel athlétique. En dépit de sa petite taille et de son visage d'adolescent, il impressionne : « Il faut le voir torse nu, c'est une bête ! Il me fait penser à Lizarazu, qui est un joueur très puissant », déclarait le préparateur physique Jacques Crevoisier au bihebdomadaire *France-Football* il y a quelques mois.

En dépit de ce potentiel physique, Owen, élu « Ballon d'or » 2001, reste fragile. Fin septembre 2001, une elongation



Le vélo attaquant anglais Michael Owen déborde le joueur nigérian Joseph Yobo, mercredi 12 juin, à Osaka, lors du dernier match (0-0) du premier tour.

à la cuisse gauche le tient éloigné des terrains durant cinq semaines. Grâce à un nouveau programme d'étirements, Owen retrouve tous ses moyens. Jusqu'à ce que ses adducteurs le fassent à nouveau souffrir sous le soleil sans pitié de l'île d'Awaji, lieu de retraite de la sélection anglaise au Japon.

« Je suis persuadé que le meilleur moyen d'éviter les blessures, c'est de jouer à fond ! C'est comme cela que l'on évite les tacles et que l'on retombe bien sur ses pieds. Si vous essayez de vous préserver, vous êtes plus vul-

néable, plus fragile. Avec mon style de jeu et au poste qui est le mien, je dois faire entre dix et vingt sprints par match », affirme Owen, qui pensait, en débarquant au Japon, que cette jeune équipe d'Angleterre ne serait vraiment redoutable qu'en 2006, lors du prochain Mondial, qui se disputera en Allemagne.

Les résultats obtenus au Japon vont peut-être faire gagner quatre ans à Owen et ses amis.

Alain Constant (à Shizuoka)

## Un coiffeur anglais tente de sauver la coupe de Beckham

■ Aidan Phelan, venu d'Angleterre, a été mandaté par l'épouse de la superstar de la sélection anglaise pour réparer les ravages de la pluie. « Personne n'a jamais entendu parler de ce plouc de l'Essex », s'indigne un confrère londonien de l'artiste capillaire

En une journée, Aidan Phelan est devenu l'inconnu le plus célèbre de Londres. La veille du match Danemark-Angleterre, le 15 juin, ce jeune homme de Leighton-on-Sea, ville-dortoir de l'Est londonien, n'est encore qu'un petit coiffeur de banlieue.

Le lendemain de la qualification de l'Angleterre pour les quarts de finale, l'expert du ciseau est soudain propulsé à la « une » de l'actualité. Le capitaine de l'équipe, la superstar David Beckham, en effet, a fait venir Phelan au Japon pour relooker sa célèbre coiffure « Mohican ».

Enceinte de sept mois, Victoria Beckham, l'épouse du milieu de terrain de Manchester United, avait suivi la victoire sur le Danemark à la télévision dans son manoir du Hertfordshire. Horrifiée, l'ex-Spice Girl avait assisté impuissante à la destruction par une pluie torrentielle de la coiffure de son époux.

Dès le coup de sifflet final, « Posh Spice » avait téléphoné à Aidan Phelan, un ami de jeunesse, pour qu'il se rende illico au Japon réparer les dégâts. Le 20 juin, le



L'avenir de la coupe « Mohican » de David Beckham anime de nombreuses conversations dans le Tout-Londres.

coiffeur doit s'envoler pour Tokyo, d'où il gagnera en limousine le centre d'entraînement de l'équipe, situé à trois heures de voiture de l'aéroport de Narita. « Ensemble,

on va discuter du projet, faire des croquis, des esquisses, puis je réalise une merveille pour le match contre le Brésil », a déclaré l'heureux coiffeur-voyageur.

L'affaire ne cesse de défrayer la chronique dans une capitale riche en surprises capillaires, et où l'art de la coiffure touche des sommets jamais atteints. Pour ne pas être en reste, les tabloids ont interrogé tout ce que Londres compte d'experts pour tenter de deviner le futur *haircut* du plus réputé des footballeurs anglais.

Sous le titre « Quelle coupe de cheveux doit choisir Beckham ? », le *Daily Mail* propose ainsi une vingtaine de photomontages, de la coupe afro au style skinhead en passant par le look « froufrou ».

Un bookmaker a accepté un pari sur une coupe mixte, rasée d'un côté, les cheveux longs de l'autre. Sur la scène jeune, théâtre des apparences, le style Beckham est devenu un fait culturel, central et universel.

Le choix de Phelan fait bien sûr bien des jaloux dans le cercle huppé des coiffeurs de Mayfair. « Personne n'a jamais entendu parler de ce plouc de l'Essex. Il a été nommé coiffeur masculin de l'année il y a deux ans, ce qui ne veut rien dire. Posh serait-elle devenue bas de gamme ? », s'indigne le propriétaire

d'un salon chic de Berkeley Square. Le coiffeur attiré de David Beckham, « Tyler », de la maison Vidal Sassoon, serait, dit-on, en état de choc devant pareille ingratitude.

Car Beckham est à l'affiche partout. Comme dit la chanson, « *Ce mec est too much* ». Oui, David est

### Un bookmaker a accepté un pari sur une coupe mixte, rasée d'un côté, les cheveux longs de l'autre

trop. Trop mignon, trop célèbre, trop riche, trop médiatique. Mais est-ce vraiment sa faute si le capitaine de l'équipe d'Angleterre a une coiffure que l'Angleterre considère comme l'une des perles de sa Couronne ?

Marc Roche (à Londres)

## FOOT BUSINESS

MICHEL DESBORDES

### La Bourse ou la mort

La Juventus Turin, fondée en 1897, rachetée en 1923 par la famille Agnelli, le club le plus populaire d'Italie, a introduit 35 % de son capital en Bourse (19 % cédés par la famille, 16 % résultant d'une augmentation de capital), le 20 décembre 2001. L'objectif était de lever entre 150 et 190 millions d'euros pour financer sa transformation en *entertainment company* façon Disney. Le club compte racheter le Stadio delle Alpi, développer ses produits dérivés et, surtout, investir 130 millions d'euros d'ici à 2004 dans la construction de Mondo Juve, sorte de parc d'attractions avec restaurants et activités commerciales. Cette transformation vise à réduire la dépendance du club aux résultats sportifs, par essence imprévisibles.

La Juve bénéficiait d'atouts incontestables pour attirer les actionnaires : un chiffre d'affaires en hausse de 24 % sur l'exercice 2000-2001 (171 millions d'euros) et un résultat bénéficiaire depuis cinq ans (5,8 millions d'euros, en hausse de 5 %). Restait à fixer le prix de l'action. Un problème, car un club ne peut compter que sur des revenus aléatoires et son patrimoine (le « stock » de joueurs) est soumis à de brusques variations. En septembre 2001, le club valait entre 600 et 800 millions d'euros, selon le cabinet Goldman Sachs, alors que la fourchette retenue pour le cours d'introduction (3,5-4,2 euros) valorisait le club entre 430 et 530 millions d'euros en décembre. Dans un autre classement (Futurebrand), la Juventus valait moins de 150 millions d'euros. Ces divergences illustrent la difficulté d'évaluer les résultats futurs.

L'offre publique de vente de la Juve a été une réussite puisque la demande a dépassé 50 millions, pour 38,7 millions d'actions offertes. Le prix a été fixé à 3,7 euros (capitalisation boursière de 492 millions d'euros), mais le cours a baissé de 4,6 % dès la première cotation. La Juventus paie peut-être les précédents boursiers en Europe. Différents pays ont autorisé la cotation des clubs en Bourse (Angleterre en 1991, Ecosse en 1995, Danemark en 1995, Italie en 1998), et les résultats sont désastreux.

L'Index Football de la Bourse de Londres a perdu la moitié de sa valeur entre 1996 et 2000, et même Manchester United a perdu 40 % en 2001. Cette année-là, un seul club sur vingt, West Bromwich Albion, a vu son cours augmenter (+3 %) ; en Italie, la Lazio Rome et l'AS Rome, championne d'Italie en titre, ont perdu la moitié de leur valeur.

Ces exemples peuvent-ils amener les clubs français à réfléchir ? Si une délégation emmenée par Jean-Michel Aulas (président de l'Olympique lyonnais et homme influent de la Ligue nationale de football) réclame toujours l'introduction des clubs français en Bourse afin de lutter à armes égales avec les grands européens, d'autres suivent des pistes peut-être plus fécondes : le Bayern Munich a refusé d'entrer en Bourse et a préféré céder 10 % de son capital (75 millions d'euros) à Adidas. C'est la première fois qu'un équipementier prend une telle part dans un club. L'avenir dira si ce partenariat apportera des résultats supérieurs à la voie boursière.

Michel Desbordes est maître de conférences à l'université Paris-Sud-XI (Centre de recherche en sciences du sport).





## DÉPÊCHES

## La FIFA défend les arbitres

► La polémique née autour du match des huitièmes de finale Corée du Sud-Italie (2-1) et des décisions controversées de l'arbitre équatorien Byron Moreno a amené la Fédération internationale de football (FIFA) à réagir, mercredi 19 juin, par l'intermédiaire de son porte-parole, Keith Cooper. Ce dernier a rappelé que « les arbitres peuvent faire des erreurs comme les entraîneurs, les joueurs et les journalistes. Ce sera toujours ainsi. Les inexactitudes doivent être réduites au minimum ».

## Brassard noir pour les Allemands

► Lors de leur quart de finale face aux Etats-Unis, vendredi 21 juin, les Allemands évolueront avec un brassard noir en hommage à Fritz Walter, décédé lundi 17 juin, à l'âge de 81 ans. La disparition du capitaine de la sélection de RFA championne du monde en 1954 a suscité une forte émotion au sein de la délégation allemande présente en Corée du Sud.

## Les honneurs pour Guus Hiddink

► Le sélectionneur de la Corée du Sud ploie sous les honneurs depuis la qualification de son équipe pour les quarts de finale face à l'Espagne, samedi 22 juin. Le gouvernement coréen étudie la possibilité de lui octroyer le titre de « citoyen d'honneur » et la compagnie aérienne Korean Air a offert au Néerlandais des voyages gratuits en première classe pendant quatre ans. Les joueurs auront également droit à quatre allers-retours, mais seulement en classe affaires.

## La Coupe distrait des gardiens de prison

► Quarante-huit détenus d'une prison indonésienne de Pekanbaru (île de Sumatra) se sont évadés, lundi 17 juin, lors du huitième de finale qui opposait le Brésil et la Belgique. Les fuyards ont profité du relâchement des gardiens, captivés par le match, pour les assaillir. La police n'a pu rattraper que seize des détenus évadés.

Le 1 900<sup>e</sup> but de l'histoire du Mondial

► Christian Vieri, buteur attitré de l'Italie, a inscrit, à l'occasion du huitième de finale face à la Corée, le 1 900<sup>e</sup> but de l'histoire de la Coupe du monde, a annoncé, mardi 18 juin, la Fédération internationale de football (FIFA). L'attaquant de l'Inter Milan, auteur de 4 buts durant ce Mondial, trouve là une bien maigre consolation après l'élimination précoce de la Squadra azzurra face à la Corée du Sud en huitièmes de finale (2-1).

## Diao s'engage pour cinq ans à Liverpool

► Le Sénégalais Salif Diao a annoncé, mercredi 19 juin, à Osaka, avoir donné son accord pour un transfert au club anglais de Liverpool, où il devrait s'engager pour une durée de cinq ans. Le milieu de terrain, qui évoluait à Sedan lors du championnat 2001-2002, ne sait pas quand il pourra rejoindre le club dirigé par Gérard Houllier, actuellement en négociation avec le club sénégalais pour déterminer l'indemnité de transfert.

## L'Allemagne, tradition oblige

■ Allemagne - Etats-Unis (quarts de finale, vendredi 13 h 30). Même si elle ne séduit personne, la sélection allemande reste en course pour remporter son quatrième titre mondial

■ Dirigée par l'ex-attaquant vedette Rudi Völler, la Mannschaft est entourée de glorieux anciens, qui, de Beckenbauer à Rummenigge, ne manquent jamais de donner leur avis

L'Allemagne n'a pas inventé le football, les Anglais l'avaient fait avant elle. A en croire Maradona, elle n'a même rien découvert de tout, depuis, dans l'art de faire circuler le ballon. L'ancien meneur de jeu argentin l'a écrit noir sur blanc, au début de cette semaine, dans une chronique publiée dans un journal suisse de langue allemande. « Le jeu pratiqué par les Allemands est extrêmement prévisible, quasi mécanique, explique-t-il. Il n'a pas évolué depuis l'époque où je jouais encore. Mais il pose des problèmes à toutes les équipes. Et très peu d'entre elles parviennent vraiment à les résoudre. »

Maradona l'a parfaitement saisi : la Mannschaft version 2002 ne laisse aucune empreinte durable dans l'histoire du football. Elle ne séduit personne, peut provoquer à trop haute dose une irrépressible envie de bâiller, et ne fait se lever le public que lorsque l'arbitre signale d'un coup de sifflet l'heure de la mi-temps.

Mais elle pourrait bien poursuivre sa route encore assez loin pour apercevoir bientôt le bout du chemin. Les chiffres parlent volontiers pour elle : depuis le début du Mondial, les Allemands ont marqué douze buts. Plus éloquent, ils n'en ont encaissé qu'un seul, réussi par les Irlandais, pendant les arrêts de jeu. Ce goût de l'immobilisme, les joueurs allemands ne sont sûrement pas nés avec. Mais il leur est enseigné par cette habitude typiquement germanique de faire du neuf avec du vieux. Année après année, on retrouve toujours les mêmes visages dans les couloirs des hôtels où se pose l'équipe

## QUART DE FINALE : ALLEMAGNE - ÉTATS-UNIS (vendredi 21 juin, 13 h 30, à Ulsan, Corée du Sud)

ALLEMAGNE		ÉTATS-UNIS	
Rudi Völler		Bruce Arena	
<b>Composition des équipes</b>			
Ziege 6 Hamann 8 Metzelder (c.) 21 Klose 11 Kahn 1 Ballack 13 Ramelow 5 Jancker 9 Linke 2 Frings 22 Schneider 19		Donovan 21 Reyna 10 Sanneh 22 Pope 23 Mathis 11 O'Brien (c.) 5 Mastroni 4 Friedel 1 McBride 20 Lewis 7 Berhalter 3	
Arbitre : Hugh Dallas (Ecosse)			
<b>Le parcours de l'Allemagne, 1<sup>er</sup> tour groupe E :</b> Allemagne - Arabie saoudite : 8-0 ... samedi 1 <sup>er</sup> juin Allemagne - Eire : 1-1 ..... mercredi 5 juin Cameroun - Allemagne : 0-2 ..... mardi 11 juin <b>Huitièmes de finale :</b> Allemagne - Paraguay : 1-0 ..... samedi 15 juin		<b>Le parcours des Etats-Unis, 1<sup>er</sup> tour groupe D :</b> Etats-Unis - Portugal : 3-2 ..... mercredi 5 juin Corée du Sud - Etats-Unis : 1-1 ..... lundi 10 juin Pologne - Etats-Unis : 3-1 ..... vendredi 14 juin <b>Huitièmes de finale :</b> Mexique - Etats-Unis : 0-2 ..... lundi 17 juin	

nationale. Franz Beckenbauer, Sepp Maier, Paul Breitner, Karl-Heinz Rummenigge, Rudi Völler... Tous ont connu la gloire sous le maillot blanc de la Mannschaft. La plupart ont même eu le privilège de porter à bout de bras, au-dessus de leur tête, le trophée d'une Coupe du monde.

## UNE LIGNÉE DE CHAMPIONS

Aujourd'hui, tous s'emploient à perpétuer la tradition. Rudi Völler, par exemple. Le dernier de la lignée, champion du monde en 1990. A la fin de l'été 2000, les dirigeants du football allemand frappent à sa porte pour lui confier les clefs de la sélection nationale, après la déroute de

l'Euro, bouclé dès la fin du premier tour. Il accepte sans réticence. Mais sa mission est alors présentée comme un simple intérim.

Le poste de sélectionneur est promis à Christian Dauhm, l'entraîneur de Bayer Leverkusen, et Völler doit s'effacer lorsque ce dernier sera libéré des obligations envers son club. Mais, après des révélations parues dans la presse sur le goût de Christian Dauhm pour la cocaïne, il est mis sur la touche et Rudi Völler est maintenu à son poste. Aux dernières nouvelles, son contrat aurait été prolongé jusqu'au Mondial 2006, organisé en Allemagne.

Sepp Maier, lui, n'a jamais vrai-

ment quitté ses gants depuis l'époque, les années 1970, où il veillait sur les cages de la sélection nationale et du Bayern Munich. Le visage de plus en plus fripé et la parole toujours aussi rare, il s'est glissé avec discrétion dans la tenue d'entraîneur des gardiens de but, une fonction qu'il occupait déjà en 1990, date du dernier succès allemand en finale d'une Coupe du monde. Karl-Heinz Rummenigge, benjamin de sa génération, n'a jamais vraiment souhaité monter en première ligne. Mais l'ancien buteur de la Mannschaft, finaliste du Mondial en 1982 puis en 1986, ne se tient jamais très éloigné du banc de touche. Il fait aujourd'hui

partie de la délégation. Et aurait une influence certaine, dit-on, sur les décisions de Völler.

Franz Beckenbauer ? Une énigme. Officiellement, il occupe le poste de vice-président de la Fédération allemande de football. Mais ses casquettes sont tellement nombreuses qu'une valise ne doit pas suffire à toutes les contenir. Encore auréolé de son triomphe comme sélectionneur de l'équipe championne du monde en 1990, l'incontournable « Kaiser » ne perd jamais une occasion de donner son avis. Il l'a fait très sévèrement au début de la compétition, pestant de sa voix hautaine contre l'absence d'un véritable chef au sein de la Mannschaft. « Oliver Kahn est trop loin des autres joueurs, a-t-il assuré. Quant à Michael Ballack et Dietmar Hamann, ils sont encore trop discrets. » Depuis, les Allemands ont prouvé qu'il avait sans doute parlé un peu trop hâtivement. Mais Franz Beckenbauer est toujours invité à donner son point de vue sur la composition de l'équipe.

Reste le cas Paul Breitner. Champion du monde en 1974, cet ancien défenseur connu pour ses penchants contestataires tient depuis de longues années une chronique dans le *Bild am Sonntag*. Volontiers critique, souvent excessif mais toujours très écouté, il s'est fréquemment opposé au style de jeu allemand. Depuis ces derniers jours, il ne cache plus son optimisme. « La route est maintenant presque libre jusqu'en demi-finales », promet-il du bout de sa plume. A condition, toutefois, de ne rien changer aux vieilles habitudes.

Alain Mercier (à Ulsan)

## Et si la Mannschaft refaisait le coup de 1986 ?

■ Lors du « Mundial » mexicain, l'Allemagne, sur qui personne ne comptait, n'avait perdu qu'en finale, contre l'Argentine de Maradona, après avoir battu la France de Platini. L'ancien entraîneur Udo Lattek compare cette « équipe de bûcherons » à celle de 2002

Les exégètes de la mode des années 1980 et les collectionneurs des figurines Panini se régalaient ensemble de la fantaisie photo qui ressortit ces jours-ci à la « une » des gazettes allemandes. On y voit Franz Beckenbauer, le port altier et la chemisette bien rentrée dans un pantalon écossais bouffant, prodiguer ses conseils sur le bord de la pelouse à un Rudi Völler décidé, doté déjà de cette coiffure sublime de footballeur allemand qui fit longtemps école jusque dans les stades les plus reculés de l'ex-RDA. Rudi Völler est aussi habillé d'un maillot vert franc, que jamais plus la Nationalmannschaft n'a revêtu, porté sur un short en satin blanc floqué du n° 9 signalant : attention, buteur !

C'était en 1986, lors du ruisselant Mondial mexicain, et bien des choses rapprochent l'actuel parcours asiatique de l'équipe allemande dirigée par l'ancien attaquant de celui de sa besogneuse devancière alors prise en charge par le « Kaiser ». Seize ans après, malgré un jeu poussif, cette équipe-là, après l'élimination, le 15 juin, du Paraguay (1-0) en huitièmes de finale, peut parfaitement se faufiler jusqu'à la finale. D'autant que le parcours à venir n'a rien d'un chemin de croix.

« Ce ne sont pas des paroles en l'air : je suis convaincu que nous pouvons atteindre la finale. Dans un Mondial, ce qui est décisif, c'est la mentalité des joueurs, le caractère, la volonté », a lancé le gardien Oli-

ver Kahn, cet homme habité, jusqu'à l'insupportable parfois, par la culture du succès.

## UNE SÉLECTION DE GROGNARDS

Le 29 juin 1986 à Mexico, donc, 114 000 spectateurs assistaient au sacre de l'Argentine de Diego Maradona (3-2) sur l'Allemagne de Karl-Heinz Rummenigge et Toni Schumacher. « Tout le monde disait de cette équipe : si elle atteint les huitièmes de finale, ce sera un maximum », se souvient aujourd'hui Karl-Heinz Rummenigge. Partie clopin-clopant, restant sur un échec retentissant au championnat d'Europe 1984 en France, cette formation n'inspirait pas confiance au pays. On ne donnait pas cher d'une sélection composée de quelques

grognaards comme Karl-Heinz Förster ou Hans-Peter Briegel, sans vedette mondiale en pleine possession de ses moyens, à l'exception du gardien Schumacher. Les résultats du premier tour ne dissipèrent en rien cette pénible impression. Et il fallut un but du jeune libero Lothar Matthäus, qui devint ensuite footballeur de grand renom, pour qualifier (1-0) l'Allemagne en quarts à la 88<sup>e</sup> minute d'un match terne contre le Maroc.

Oliver Neuville attendit juste une minute de moins pour en faire de même le 1<sup>er</sup> juin, contre le Paraguay, lors de cette rencontre dont Rudi Völler dira : « En première mi-temps, nous ne pouvons même pas dire que nous avons pratiqué un mauvais football, car nous n'avons

pas joué au football du tout ! » C'est que l'Allemagne version 2002 a quelques excuses à faire valoir, dans cet étrange carnet de correspondance : elle aussi est handicapée par les blessures et les forfaits, doit se remettre d'un catastrophique Euro 2000 où elle avait été éliminée au premier tour, et n'a plus de stars disponibles en catalogue, à l'exception d'Oliver Kahn.

Conséquence : « Nous savions tous avant le tournoi que la troupe de Rudi n'allait pas être nommée au Prix Maradona. Cette équipe me rappelle celle, boitant bas, de 1986, cette équipe de bûcherons devenue vice-championne », a joliment observé dans sa colonne hebdomadaire du quotidien *Die Welt* Udo Lattek, vieille gloire d'entraîneur à Munich, Mönchengladbach, Barcelone, ou Dortmund. Le parallèle ne s'arrête pas là. Il vaut aussi pour les entraîneurs. On appela ainsi Beckenbauer à la suite de l'Euro 84 pour succéder à Jupp Derwall. « Entraîneur, moi, jamais ! », avait pourtant juré le cultissime ancien libero du Bayern Munich. On lui força la main, comme à Rudi Völler après l'Euro 2000. Et qu'importe si aucun de ces deux ex-joueurs auquel est promis le panthéon du football allemand ne possède de licence d'entraîneur. Ils possèdent l'aura nécessaire pour mobiliser leurs troupes et aller plus loin.

Vendredi 21 juin, contre les Etats-Unis en quarts de finale, un adversaire aussi accessible que le Mexique, éliminé à domicile dans la souffrance des tirs au but en 1986 (0-0), la Nationalmannschaft voudra donc revisiter son propre mythe. Sur la base sans doute d'un jeu que Cesare Maldini, l'entraîneur italien du Paraguay, a qualifié de « typiquement allemand, c'est-à-dire très fort physiquement, techniquement moins bon ». Grâce auquel l'Allemagne devint pourtant championne du monde en 1990 avec bon nombre de joueurs issus de son armée mexicaine. « Weltmeister » (champion du monde) : c'est aussi l'objectif assigné par Völler, en 2006, lors du Mondial qui sera organisé en Allemagne.

Louis Rigal (à Berlin)



Mexico City, 29 juin 1986. Lors de la finale du « Mundial » entre l'Allemagne et l'Argentine, Rudi Völler (à gauche), l'actuel sélectionneur allemand, égalise à la 82<sup>e</sup> minute (2-2). Deux minutes plus tard, l'Argentin Jorge Burruchaga offrira à son pays son second titre de champion du monde.



# Landon Donovan, un buteur est né

■ A 20 ans, l'attaquant de poche (1,73 m) de la sélection américaine a crevé l'écran. « Je marque, mais je ne sais pas pourquoi », affirme le nouveau golem des Etats-Unis, qui a inscrit deux buts en quatre matches. Le club allemand du Bayer Leverkusen, qui l'avait renvoyé au « soccer » après l'avoir recruté en 1999, voudrait bien le récupérer pour la prochaine saison

Quand je le vois virevolter sur un terrain, j'oublie parfois qu'il n'a que 20 ans. » Pierre Barrière, le préparateur physique français de l'équipe américaine, n'est pas le seul à avoir été séduit par les prouesses de Landon Donovan. Depuis le début du Mondial, la plupart des observateurs sont restés stupéfaits devant la vision du jeu et la virtuosité de ce jeune attaquant californien au teint hâlé. Du haut de son 1,73 m, Landon Donovan se classe dans la catégorie des footballeurs miniatures, mais son talent est inversement proportionnel à sa taille.

En quatre rencontres, depuis le début de ce Mondial asiatique, il a marqué deux buts, dont une tête rageuse lors du huitième de finale contre le Mexique, le 17 juin, à Jeonju. Depuis, Landon Donovan partage avec Brian McBride, l'autre roquette offensive des Etats-Unis, le titre provisoire de meilleur buteur yankee.

Certains auraient déjà la « grosse tête ». Pas lui. « Personne dans l'équipe, moi en premier, ne pensait pouvoir décrocher une qualification en quarts de finale, expli-

que-t-il d'une voix douce et timide. Nous gagnons match sur match. Je marque des buts, mais je ne sais pas pourquoi. Face à l'Allemagne, nous ne sommes pas favoris, mais nous avons prouvé que notre statut d'outsider n'était pas usurpé. »

Même s'il a attendu ce Mondial ébouriffant pour s'épanouir au grand jour, Landon Donovan n'est pas un inconnu. En 1999, à seulement 17 ans, il signe un contrat professionnel avec le Bayer Leverkusen. A l'époque, il devient le plus jeune joueur américain à s'exporter en Europe. Mais, pendant ses deux années passées en Allemagne, il joue avec l'équipe réserve et trouve le temps long.

En fin de saison dernière, le club allemand lui propose d'être prêt dans une équipe de la Major Soccer League, la ligue du championnat professionnel américain. Landon Donovan retourne au pays sans hésiter. Il atterrit alors aux San Jose Earthquakes, en Californie, et se fait remarquer en inscrivant sept buts. Sélectionné en équipe nationale en octobre 2000, contre le Mexique (2-0), il ne rate pas le coche et plante l'un des deux

buts américains. Depuis cette première cape, il est devenu l'une des pièces maîtresses de Bruce Arena. Le sélectionneur américain a amené à cet attaquant naturel un poste spécifique dans son schéma en 4-3-1-2. Faux ailier décalé, Donovan n'est pas simplement un golem opportuniste.

Cet habile triporteur de cuir, aux qualités physiques impressionnantes, sait distribuer le jeu et conserver le ballon quand il le faut. « Mais je n'ai jamais rien demandé, remarque-t-il. Si le sélec-

tionneur décide de me placer en pointe, j'obéirai ; et s'il décide, un jour, de me transformer en libero, j'accepterai aussi cette mission. Je joue pour mon pays, et c'est déjà un honneur... »

## « TOUT POUR RÉUSSIR »

Elu meilleur joueur du championnat du monde des moins de 17 ans en 1999, Landon Donovan a franchi les étapes du succès sans se brûler les ailes. « Il n'a pas exploité au Mondial, souligne Pierre Barrière, le préparateur physique des

Américains. Il a simplement confirmé son énorme potentiel devant les caméras du monde entier. En plus, il est doué et ambitieux. Bref, il a tout pour réussir. » Cette semaine, Landon Donovan apparaît sur la couverture du magazine américain *Sports Illustrated*. Un symbole quand on connaît le peu d'intérêt que suscite le soccer outre-Atlantique. Il n'a évoqué le sujet que du bout des lèvres, mais ce fils de hockeyeur professionnel aimerait bien poser ses valises en Europe la saison prochaine. « C'est mon ambition », reconnaît-il en soulignant qu'il préférerait éviter de retourner au Bayer Leverkusen. Les rumeurs qui circulent à l'Hôtel Marriott de Séoul laissent présager le contraire : le club allemand serait visiblement décidé à le rapatrier dare-dare en Bundesliga.

Rudi Völler, le sélectionneur allemand et ancien coach de Leverkusen, se souvient de ce jeune adolescent polyglotte : « Il était très jeune mais avait déjà un toucher de balle formidable. » Rudi Völler est prévenu. Landon Donovan ne lui fera pas de cadeau.

Paul Miquel (à Séoul)

## Oliver Kahn espère que son troisième Mondial sera le bon

■ Le gardien de but et capitaine de l'équipe allemande est convaincu que son équipe battra les Etats-Unis et « ira plus loin encore »



Oliver Kahn s'interpose, samedi 15 juin, devant le Paraguayen Denis Canizza. L'Allemagne s'est qualifiée pour les quarts de finale en l'emportant (1-0) face au Paraguay, à Seogwipo (Corée du Sud).

Une fois jamais bon croiser la route d'Oliver Kahn dans la surface de réparation d'un terrain de football. A la vue d'un ballon s'approchant de trop près, le gardien allemand perd tout sens des bonnes manières. Il se couvre le visage d'un masque de bouledogue, serre les mâchoires et cogne l'air de ses longs bras comme s'il craignait une attaque de frelons.

Un jour où il se voulait plus effrayant encore que de coutume, il a même tenté d'esquiver une attaque de Heiko Herrlich, un joueur du Borussia Dortmund, en singeant une pose empruntée aux arts martiaux. Depuis, la presse allemande l'enveloppe parfois du surnom de Gengis Kahn.

Dans la vraie vie, celle où le port d'un maillot frappé du n° 1 n'autorise aucun privilège, Oliver Kahn passe pour un individu plutôt civilisé. Marié et père d'une petite fille, aimable et prévenant, il avoue un penchant pour le golf et une passion, plus récente, pour les placements boursiers. « J'investis plutôt sur le moyen et le long terme », explique-t-il avec sérieux. Une preuve de sagesse de la part d'un homme invité, samedi 15 juin, au soir de la victoire contre le Paraguay, à fêter son trente-troisième anniversaire.

A le voir enfiler ses gants et

mesurer d'un seul regard la largeur de ses cages, on le croirait né pour être gardien de but. Lui-même l'avoue sans embarras, la vocation l'a saisi par le col avant sa première crise de croissance. « J'ai commencé le foot à l'âge de 6 ans, dit-il. Et j'ai décidé très vite de jouer à ce poste. » La raison ? Le cadeau reçu lors d'un Noël d'une tenue de Sepp Maier, le gardien de la Mannschaft championne du monde en 1974. « Mon idole », précise-t-il, sans vouloir en dire plus.

## La veille des rencontres, il est le seul des vingt-trois joueurs à parler à la presse

Son illustre modèle placé en ligne de mire, Oliver Kahn ne traîne pas en route. Après des débuts à Karlsruhe, il connaît une ascension rapide. Très vite, il pousse la porte de la sélection nationale et s'offre, pour rejoindre les rangs du Bayern Munich, le plus gros transfert d'un gardien de but dans le championnat d'Allemagne. En

1994, une blessure le laisse un moment sur le flanc. Mais il s'en remet sans séquelles. « Cette épreuve m'a sans doute renforcé, notamment sur le plan mental », aime-t-il raconter.

En équipe nationale, il joue volontiers les premiers de cordée. Il en a le verbe, la stature et même, détail non sans importance dans un sport jaloux de ses principes, la permission de ses pairs depuis que lui a été confié le brassard de capitaine.

La veille des rencontres, il est donc le seul des vingt-trois joueurs à parler à la presse. Le seul autorisé à avouer, la main sur le cœur, ressentir depuis la victoire face au Paraguay « l'impression que la sélection allemande gagnera son billet pour la demi-finale et ira même plus loin encore ».

Une douce revanche, après deux Coupes du monde consécutives passées à astiquer le banc de touche. En 1994, le gardien titulaire se nommait Bodo Illgner. Quatre ans plus tard, il s'appelait Andreas Kopke. Quand le premier est parti, Oliver Kahn a gagné un rang à l'arrière du bus. A la retraite du second, il a pris le volant à deux mains. Depuis, personne n'a osé s'en approcher de trop près.

Alain Mercier (à Ulsan)

## GOOOAL !

LE TOUR DU MONDE DES COMMENTATEURS TÉLÉ

### Le mage mexicain

Une foule hétéroclite s'active dans les studios de TV Azteca, au centre de télévision international de Séoul. On trouve là des comédiens en costume, des présentatrices pulpeuses, des marionnettistes avec leurs Guignols en latex et des anciens entraîneurs de football devenus consultants. Au milieu de cette agitation, José Ramon Fernandez règne en maître. A 55 ans, le journaliste vedette de la principale chaîne de télévision mexicaine suit sa septième Coupe du monde de football d'affilée. Il anime aussi une émission quotidienne réalisée en direct en fin de matinée à Séoul et diffusée en début de soirée au Mexique. « Los Protagonistas » (le nom de l'émission) est un mélange de débats et de saynètes jouées sur un rythme soutenu afin de maintenir l'attention du téléspectateur. Un seul et unique thème : le football. « Le succès de l'émission, c'est la polémique. Les invités présents sur notre plateau partagent rarement les mêmes points de vue. On se chamaille souvent et on s'insulte même parfois gentiment. Mais cela reste dans les limites de la correction. Le but est avant tout d'analyser l'actualité », explique José Ramon Fernandez.

Lancé en 1986, alors que le Mexique organisait la Coupe du monde, « Los Protagonistas » serait, d'après son créateur, le tout premier débat télévisé de ce genre consacré au football dans l'histoire de la télévision. Le modèle a, depuis, été copié un peu partout. « Los Protagonistas » garantit les meilleures analyses et les pronostics les plus pointus, comme le promet l'affiche publicitaire qui accompagne l'émission : devant les feux de l'Enfer, José Ramon Fernandez, déguisé en mage, lit l'avenir dans une boule de cristal qui ressemble au ballon officiel de la Coupe du monde.

Il y a une semaine, « JRF » a modifié le cours de son émission en réalisant un duplex entre l'hôtel de l'équipe nationale et la résidence du président mexicain, Vicente Fox, à Mexico City. Ce dernier a pu ainsi converser avec l'entraîneur de la sélection, Javier Aguirre Onaindia, et le capitaine, Rafael Marquez, et les féliciter du match nul obtenu contre l'Italie (1-1) lors du dernier match du groupe G. Ce joli coup, José Ramon Fernandez le rangera dans son album de sou-

venirs, où les anecdotes ne manquent pas. « Mon meilleur souvenir de football date de la Coupe du monde 1978, en Argentine, raconte ce fils d'émigrés espagnols qui exerça le métier d'enseignant en littérature avant de devenir journaliste. Un soir, en allant dîner dans un restaurant de Buenos Aires, le serveur me mon-

JOSÉ RAMON FERNANDEZ



A 55 ans, le journaliste vedette de la principale chaîne de télévision mexicaine suit sa septième Coupe du monde d'affilée. De Séoul, il diffuse aussi une émission quotidienne en direct.

tre du doigt un vieux monsieur assis à une table voisine. C'était l'écrivain José Luis Borges. Nous avons discuté pendant une heure, principalement de la situation politique en Argentine, car il détestait le football. A la fin, il m'a dédié un de ses ouvrages. Il était presque aveugle. »

Mais José Ramon Fernandez a aussi des mauvais souvenirs. En 1990, alors qu'il s'appretait à boucler sa valise pour le Mondial italien, la direction de TV Azteca lui a annoncé qu'il devait rester à Mexico. « A l'époque, TV Azteca, qui appartenait encore au gouvernement, avait passé un accord avec une chaîne privée dont l'un des dirigeants était propriétaire d'un club professionnel, l'America Mexico. Or j'avais vivement critiqué ce club lors de la saison. Mais je n'avais fait que mon métier », se défend-il. José Ramon n'est pas peu fier de son esprit indépendant. A l'inverse d'une majorité de télé-reporters d'Amérique du Sud et centrale, il ne revêt jamais le maillot de son équipe nationale en tribune de presse, ni ailleurs. « Je suis un journaliste. Pas un supporter », insiste-t-il en précisant qu'il lui arrive aussi de s'en prendre, à l'antenne, aux joueurs mexicains quand ceux-ci sont mauvais.

Frédéric Potet (à Séoul)

## LA REVUE DE PRESSE

DE MICHEL GROSSIORD, EUROPE 1

### Pensez positif !

S'il est un entraîneur qui, durant ce Mondial, sait gouverner ses joueurs sans négliger la gestion de son image, de ses finances personnelles et de son ego (il vient de donner son feu vert à une biographie autorisée), il s'agit du citoyen suédois Sven-Goran Eriksson, premier sélectionneur étranger chargé de l'équipe d'Angleterre. Sa « magie », comme dit le *Sunday Telegraph*, a jusqu'ici fonctionné à merveille à la tête des *Becks boys* ; elle lui vaut donc en retour une presse enthousiaste et reconnaissante, adhérant totalement à sa philosophie de la « pensée positive ». Il faut pourtant se souvenir que l'entrée en lice de l'Angleterre dans la Coupe du monde, qui s'était soldée par un match nul très mal vécu contre la Suède, avait conduit certains journaux à s'interroger sur un ton aigre-doux sur les entreprises qui paient des fortunes à Sven-Goran Eriksson pour le faire venir à leurs séminaires... Ses grandes théories, qu'il a consignées dans un livre destiné aux « leaders » et aux « managers », semblaient alors de nature à être remises en question, voire combattues...

Ce n'est sans doute pas un hasard si le journal *The Scotsman* a publié un article inquisiteur sur l'art et la manière de « Sven », comme l'appelle la presse populaire anglaise, de faire de l'argent, beaucoup d'argent. Il faut savoir en effet que les Ecossais les plus indépendantistes dans l'âme se sont transformés en supporters de... l'Argentine contre l'Angleterre durant le premier tour de la Coupe du monde (selon *The Economist*, la vente de vins argentins a même augmenté en Ecosse durant cette période...). Prudent et avisé côté finances, note *The Scotsman*, Sven pourrait encaisser au total 30 millions d'euros à la fin de la Coupe du monde grâce à son dévouement publicitaire au service de jeux pour la console PlayStation, d'une sauce italienne ou de la chaîne de magasins Sainsbury's (la liste n'est pas exhaustive, puisque Volvo et Ikea aimeraient aussi s'appuyer sur la réussite du Suédois pour vanter leurs produits en Angleterre). Ces gains s'ajoutent, bien sûr, aux émoluments versés par la Fédération anglaise de football, estimés à 2 millions d'euros, une somme record qui justement était destinée à éviter au sélectionneur une dispersion de ses activités...

Sven a eu droit à la « une » du *Daily Mirror*, qui a révélé son aventure avec une présentatrice de télévision, mais il impressionne surtout les journaux sérieux par son ton souvent impénétrable et son sérieux, sans doute imputable, suggère *The Guardian*, au fait qu'il « arrive du pays d'Ingmar Bergman »...

## BRÈVE DE MICRO

EUROPE 1 (20 H - 22 H 30), EN DIRECT

« L'Italie a été battue sur ses trois vices : la simulation, le tirage de maillot et le jeu défensif »

Hervé Mathoux, journaliste de Canal+, mercredi 19 juin, 20 h 30





## DÉPÊCHES

## Bolton compte sur Djorkaeff

► Après avoir fait signer un contrat de deux ans au meneur de jeu nigérian, Jay-Jay Okocha, le club anglais de Bolton s'affaire autour du dossier Youri Djorkaeff. L'international français, qui, depuis l'élimination des Bleus, a annoncé sa retraite internationale, est arrivé en Angleterre en février 2002, permettant à Bolton d'échapper de justesse à la relégation. « Nous parlons probablement avec Youri la semaine prochaine ou dans deux semaines pour voir s'il revient ou non », a indiqué, mercredi 19 juin, à Londres, Sam Allardyce, manager du club, qui souhaite conserver l'ancien joueur de l'Inter Milan et de Kaiserslautern.

## Interruption de l'image Panini

► Les éditions Panini vont retirer de la vente 2 millions d'images autocollantes de l'équipe d'Italie pour protester contre l'élimination de la Squadra azzurra. « Nous sommes choqués par le match de la Corée du Sud qui va à l'encontre de l'image du football propre que nous soutenons depuis tant d'années », a expliqué Umberto Leone, directeur des éditions. C'est un signe de protestation pour les arbitrages subis par l'équipe nationale italienne. Les clients nous ont appelés en disant appuyer notre décision. Il faudra une dizaine de jours pour retirer tous les autocollants des points de vente.

## Zidane et Platini dans l'équipe de rêve

► La Fédération internationale de football (FIFA) vient de dévoiler, mercredi 19 juin, les résultats d'un sondage réalisé sur son site Internet. Pour les votants, la meilleure équipe de tous les temps comprend, outre les incontournables, comme Pelé, Johan Crujff ou Franz Beckenbauer, les Français Michel Platini et Zinedine Zidane. Les deux plus fameux meneurs de jeu des Bleus côtoient ainsi, au milieu de terrain, l'Italien Roberto Baggio et l'Argentin Diego Maradona, joueur ayant totalisé le plus grand nombre de voix, devant le roi Pelé.

## Koizumi félicite l'équipe coréenne

► Le premier ministre japonais, Junichiro Koizumi, a félicité l'équipe coréenne, mercredi 19 juin, après sa victoire face à l'Italie en huitièmes de finale de la Coupe du monde. « La Corée du Sud a vraiment bien joué contre l'Italie, qui était l'une des équipes favorites pour la victoire finale. C'était un match incroyable », a-t-il déclaré. M. Koizumi avait auparavant rendu hommage à l'équipe japonaise, vaincue par la Turquie (0-1) et éliminée au stade des huitièmes de finale.

## Championne des prisonniers

► Éliminée dès le premier tour du Mondial asiatique, la France peut se vanter d'avoir remporté le titre de championne du monde des prisonniers. Organisé dans la prison de Klongprem, à Bangkok (Thaïlande), ce Mondial réunissait huit équipes depuis le jeudi 13 juin. Dans cette prison de 7 283 détenus dont 1 153 étrangers, la France s'est imposée face au Nigeria (0-0 après prolongation, 7-6 aux tirs au but). Le ministre de l'intérieur, Purachai Piemsomboon, présent lors de la cérémonie de clôture, a remis aux gagnants une réplique en bois de la Coupe du monde et un nécessaire de toilette.

## ALIOU CISSÉ, capitaine de l'équipe du Sénégal

# « On est en train de voir que les Africains se prennent en main »

Dans un entretien accordé au « Monde », le milieu de terrain de Montpellier estime que, dans la sélection du Sénégal, « de nombreux joueurs ont perdu beaucoup de temps dans des clubs où on ne leur faisait pas trop confiance »

**Aliou Cissé, vous qui êtes capitaine du Sénégal, comment vivez-vous la réussite de votre équipe en Coupe du monde ?**

C'est extraordinaire pour nous. Beaucoup de gens voyaient le Sénégal prendre des raclées et repartir aussi vite qu'il était arrivé. Nous, ce que nous voulions tout d'abord, c'était ne pas être ridicules et montrer pas mal de choses. Ce que nous avons réussi jusque-là démontre la progression du foot africain. C'est fabuleux pour notre pays et pour notre continent.

**Qu'est-ce qui fait la force de votre équipe ?**

C'est un groupe qui a soif de reconnaissance, dans lequel figurent de nombreux joueurs qui ont perdu beaucoup de temps dans des clubs où on ne leur faisait pas trop confiance. Les gens sont surpris, parce qu'ils ne connaissent pas ces joueurs qui ont tous traversé des moments difficiles avec les clubs qui les ont formés. Aujourd'hui, cela nous donne l'énergie pour jouer avec beaucoup d'abnégation, de rage, d'envie de prouver. On est en train de montrer à tout le monde que les joueurs sénégalais ne sont pas si mauvais que cela.

**Le Sénégal est une équipe de revanchards ?**

Non, nous ne sommes pas des revanchards, mais des joueurs animés par une ambition. Des joueurs



Aliou Cissé devance le milieu de terrain suédois Anders Svensson, lors du huitième de finale Suède-Sénégal (1-2), le 16 juin, à Oita.

conscients d'avoir perdu énormément de temps. Dans la sélection du Sénégal, 90 % des joueurs ont perdu trop de temps. Au Paris-Saint-Germain, j'ai été ballotté à droite, à gauche, comme une merde. A Rennes, Lamine Diatta n'a

pas joué l'année dernière. Il y a plein de cas comme ça. Si on se compare avec les autres Africains qui jouent dans les autres championnats étrangers, les Sénégalais de France ont pris beaucoup de retard. Ces dernières années, les

Camerounais ou les Nigériens, par exemple, ont réussi à prouver leur valeur avec leur équipe nationale, en étant toujours présents dans les grandes compétitions. Au Sénégal, le football a connu des problèmes sur le plan structurel, ce qui a fait que la sélection nationale ne nous a pas permis d'exprimer tout notre potentiel. Résultat, les Nigériens ou les Camerounais ne sont pas meilleurs footballeurs que les Sénégalais, mais ils sont plus cotés.

**A vous écouter tous, votre bon parcours est avant tout une victoire du football africain et de l'Afrique.**

Sur le plan du football, toute l'Afrique est aujourd'hui en marche. On se rend compte qu'avec pas mal de travail, on peut faire basculer beaucoup de choses. Dans le foot, quelque chose bouge. On est en train de voir que les Africains se prennent en main. A travers le football, les Sénégalais montrent que les enfants africains sont capables de tenir tête aux Occidentaux. Il faut que cela se développe sur d'autres plans.

**Vous croyez qu'on peut parler d'un complexe d'infériorité des joueurs africains envers les joueurs européens ou sud-américains ?**

Cela a existé, oui. Au niveau des qualités footballistiques, on se disait que ces joueurs étaient au-dessus de nous. On les voyait à

la télé, on se disait Untel ou Untel joue dans un grand club, pas nous. Mais cela ne veut rien dire tout ça, et ce complexe est en train de disparaître.

**Au lendemain de votre victoire sur la Suède, un journal sénégalais a écrit que vous étiez des « professionnels qui ont appris la rigueur cartésienne dans votre pays d'accueil, la France, sans perdre leur âme nègre ». Qu'est-ce que cela signifie, pour vous, avoir « une âme nègre » ?**

Avoir une âme nègre, c'est avoir une âme du travail. C'est être capable de sortir du confort occidental et de savoir se mettre dans la réalité africaine. Quand tu rejoins la sélection du Sénégal, tu sais que tu n'auras peut-être pas trois kinés à ta disposition, tu n'auras pas des vitamines tous les jours, tu ne prendras pas toujours les repas à l'heure prévue, parce que nous sommes comme ça. Il faut être capable de se mettre à ce truc-là.

**Vous avez réellement l'impression de représenter l'ensemble de l'Afrique ?**

Bien sûr que oui. Nous sommes conscients que nous portons désormais le maillot africain, que nous avons un buteur africain, un capitaine africain. Le quart de finale, ce sera la Turquie contre l'Afrique.

Propos recueillis par Eric Collier (à Osaka)

## La sélection espagnole n'affiche plus la même sérénité

■ Nul ne sait si Raul, le leader de l'équipe, blessé, jouera le quart de finale face à la Corée du Sud, samedi 22 juin, à Kwangju

La tension, dans la sélection espagnole, est soudain montée de plusieurs crans. On sent cela à de multiples riens, des mouvements d'exaspération de l'entraîneur, dont la langue de bois s'est un peu plus engourdie, des joueurs annoncés qui ne viennent pas en conférence de presse, des bobos dont on refuse de dire s'ils sont graves ou bénins, un sentiment général que la sereine béatitude dans laquelle semblait baigner l'équipe depuis le début de la compétition semble passée.

Là-dessus s'est greffée, mardi 18 juin, l'annonce, par Fernando Hierro, de sa retraite internationale. Rien de sensationnel : qui ne savait, depuis des mois, qu'à 34 ans le Mondial constituerait le point final du capitaine de la sélection ?

Mais, puisqu'il ne l'avait pas officialisé avant le tournoi, chacun pensait qu'il attendrait la fin de son dernier match, comme il est de coutume, pour l'annoncer, en espérant qu'il s'agisse de la finale. Pourquoi le faire au beau milieu de la compétition, alors que l'équipe peut espérer disputer encore trois rencontres ? « Parce que c'était le bon

moment de l'annoncer », a répondu le vieux libero.

Certes, mais pourquoi était-ce le bon moment ? « Parce que j'ai senti que ça l'était. » Qui s'étonnera que ce genre de non-réponse suscite plus de spéculations inquiètes qu'elle ne rassure sur la situation interne de l'équipe ? Et pourquoi Hierro était-il alors au bord des larmes, face à la presse ?

## MOINS FLAMBANTE

Car les motifs d'inquiétude existent désormais. Le match contre l'Irlande a mis fin à l'état de grâce. Il a démontré que, si l'Espagne recèle quantité de joueurs d'une technicité exceptionnelle, si elle peut « balader » n'importe quel adversaire, comme en première période, sa forme est peut-être moins flamboyante qu'il y paraissait.

Face à onze Irlandais gambadant jusqu'à la 120<sup>e</sup> minute, les Espagnols ont montré des signes d'usure physique. L'euphorie de la victoire passée, la presse ibérique a aussi été sévère pour les erreurs de coaching de José Antonio Camacho, que celui-ci s'est refusé

bec et ongles à admettre le lendemain. Mais, par-dessus tout, il y a la santé défaillante de Raul.

La perle du Real Madrid est sortie contre l'Irlande à la 80<sup>e</sup> minute. Il n'aurait qu'une élongation, mais il ne s'est pas entraîné depuis et reste invisible. Jouera-t-il ? Jouera-t-il ? Le médecin se tait, mais a fait savoir par une indiscretion que c'était là « le genre de décision qu'il ne pourrait pas prendre seul ».

En d'autres termes : lui conseillerait le repos, mais si seule la présence de Raul peut sauver la Castille et l'Aragon, d'autres en assumeront la responsabilité. Quant à Albelda, il est out pour dix jours, et Luis Enrique a le mollet douloureux (durant la prolongation contre l'Irlande, il était incapable de courir).

Si Raul n'est pas là, faut-il remanier le système de jeu ? On en connaît qui s'y sont obstinément refusés lorsque le pivot de leur sélection dut déclarer forfait. Sorte de neuf et demi, passeur et buteur, Raul est à l'Espagne ce que Zidane est à l'équipe de France : le jeu est basé sur lui. Raul absent, Camacho doit-il continuer à faire jouer Valeron comme milieu

essentiellement défensif, lui qui est un remarquable pourvoyeur de ballons devant ? Certains joueurs, dit-on, s'interrogent.

Enfin, les substitutifs peuvent craindre que le « paradigme français » des Espagnols n'ait pris fin. Jusqu'ici, tout avait été étonnamment conforme au parcours des Bleus il y a quatre ans. Trois victoires et neuf buts pour commencer, puis un huitième présumé facile qui s'avère irrespirable. La suite « logique » prévoyait l'Italie en quarts, comme pour la France en 1998.

Patatras ! Ce sera la Corée. Il n'est pas sûr que ce soit une bonne nouvelle pour l'Espagne. Survolés, les Coréens sembleraient capables de grimper au sprint cinq fois de suite le Tourmalet, tant ils galopent vite et bien durant tous leurs matches sans avoir l'air de se fatiguer.

José Antonio Camacho, lui, balaie ces appréhensions d'un revers de la main. « On est passés ? On est en quarts, dit-il, pour l'instant, on n'a toujours pas perdu. »

Sylvain Cypel (à Ulsan)



LA PHOTOGRAPHIE DE DAVID DARE PARKER

## En berne

Moral en berne, et drapeaux de même, des supporters japonais se dispersent, mardi 18 juin, à Osaka, après la défaite de leur équipe nationale en huitièmes de finale, face à la Turquie (0-1).



# Avec Turkspor

**L**es godets de thé brûlants arrivent en rafales. Partout, on fume sans relâche. Sur de longs bancs, près de 200 personnes palabrent. Des hommes, uniquement. Soudain, le silence. Car, de l'écran tendu au fond de la salle, surgissent les images de la chaîne turque Star TV, en même temps que s'éteignent les immenses néons noyés dans la brume des Karo, les sans-filtre locales.

Ce soir, au siège des supporters de Turkiyemspor, la meilleure équipe turque de Berlin, c'est Ligue des champions. Au menu : AS Rome-Galatasaray Istanbul. Ont pris place, attablés légèrement en retrait comme à leur habitude, Ali Kose, 48 ans, Adnan Gundogdu, 47 ans, et Mustafa Akgay, 55 ans. Tous nés en Turquie, venus à Berlin au début des années 1970, pour travailler chez Siemens, AEG ou dans le bâtiment. Tous habitent Kreuzberg ou Neukölln, ces quartiers populaires de l'est de Berlin-Ouest, si près de l'ancien Mur qu'ils étaient volontiers laissés aux étrangers ou aux « asociaux » tels que punks, chômeurs ou alternatifs d'obédiences diverses.

« Depuis la victoire de Galatasaray en Coupe de l'UEFA en 1999, l'intérêt a vraiment grimpé. Désormais, nous ne ratons plus un match », raconte Ali. Lui-même, pourtant, s'affiche plus volontiers supporter de Fenerbahce, l'autre grand club stambouliote. Cela lui vaut les railleries de Mustafa. Le défilé sur les Champs-Élysées berlinois du Kudamm, le soir de cette victoire fameuse contre les Londoniens d'Arsenal, est encore dans toutes les têtes. Jamais Berlin, qui, ce soir-là, était entièrement livrée aux supporters, n'avait autant mérité son statut de « plus grande ville européenne de Turquie » (puisque Istanbul s'étend aussi sur l'Asie). Sur les 3,2 millions d'habitants de la capitale allemande, 200 000 sont d'origine turque.

Le football turco-berlinois, c'est avant tout une trentaine de clubs, dont une bonne moitié ont leur siège à Kreuzberg et Neukölln. Une fois par an, lors du « tournoi Atatürk » d'avril, toutes ces équipes se retrouvent dans un gymnase en bordure de périphérie. On s'y affronte amicalement, dans un fumet de pita fourrée à la viande et aux légumes (le fameux *doner*), sous les drapeaux berlinois, allemand, turc, européen et sous le grand portrait d'Atatürk, « le père de la démocratie turque ».

C'est Turkspor qui, devenu en 1965 le premier club de sport turc en Europe, a lancé le mouvement. Situé dans une ruelle, le siège du club fait office de bistrot. Il y a aux murs des photos de l'hôtel d'Izmir, où l'équipe effectue son stage d'avant-saison. « Le directeur est un ami fidèle du club », raconte Murat Usta. A 28 ans, il est le patron des lieux. Son père était un ancien dirigeant et, lui, joue désormais les intendants, affichant sa « fierté à laver les maillots de ce club historique ».

Autre signe extérieur inmanquable de l'enthousiasme footballistique ambiant : les bureaux de paris. Un passage dans l'une de ces officines enfumées de Neukölln confirme l'engouement. Sur 20 mètres, une batterie de télévisions crache du foot en continu. Ici, l'on mise sur tout : sur le championnat belge, sur la division 2 anglaise, et, bien sûr, sur la Ligue turque. Normal : près de 80 % de la clientèle est turque. Accoudé à l'un des comptoirs-iso-loirs où les parieurs gribouillent leurs pronostics, Ilkay Oza, un concierge de 28 ans, raconte : « Les gens d'ici peuvent parfois devenir fous. J'en connais qui prennent des crédits, puis font faillite et font éclater leur famille. Risquer tout, c'est le tempérament turc. Je pense parfois que, pour le bien de tous, il vaudrait mieux fermer ce genre d'endroit. »

Installé en Allemagne depuis dix ans, Bülent Akdag a 29 ans et un faible pour l'élégance à l'italienne. Son premier travail : employé d'un magasin de photos. Mais, dès qu'il le peut, il parie : « C'est presque un deuxième boulot, confie-t-il. Je peux vous citer tous les joueurs de la Bundesliga. Je lis régulièrement Kicker [l'équivalent de France-Football]. Ça marche pas mal. » Le football, c'est aussi la grande affaire de son cousin, Yasar Koç. Ce grand gaillard chauve de 34 ans, cuisinier dans un hôpital, tend fièrement une enveloppe envoyée par la Ligue de football de Berlin. Elle contient une convocation pour son fils de 12 ans, invité à une dernière épreuve de tests avant une éventuelle sélection dans l'équipe minimes représentant Berlin au niveau national.

Une quarantaine de gosses sont encore en piste sur les 200 initialement repérés, et le gamin, qui joue milieu de terrain, est le seul Turc du lot. « J'en suis fier », déclare ce dernier. Yıldırım Bastürk, l'international de poche de Leverkusen, Nicolas Anelka et Zinedine Zidane sont ses idoles. De Zinedine Zidane, il possède même un authentique maillot, que la vedette française avait lancé au public d'Istanbul un soir de Turquie-France (0-5) et qu'un ami de son père avait rattrapé au vol. « On l'a fait rétrécir à la machine. Je le porte tout le temps », s'attendrit le gamin.

Chez les jeunes, la cote de popularité de l'ancien meneur de jeu du Galatasaray, le Roumain Gheorghe Hagi, alias le « Maradona des Carpates », est presque aussi grande que celle de Zinedine Zidane. Osman, 12 ans, maillot du Brésil un peu râpé sur les épaules, « rêve de ses coups francs ». Il s'y exerce régulièrement sur la pelouse famélique du Görlitzer Park, une ancienne gare détruite durant la guerre située le long d'un canal de la Spree,



KAREN MASSINE

Vedette du Mondial coréen et japonais, le football se joue aussi à la lisière des cités, dans les banlieues, où les jeunes le vénèrent. Comme ici, à Berlin

Officine de paris dans le quartier de Neukölln, où la communauté turque représente 60 % de la population. « Les gens d'ici peuvent parfois devenir fous. J'en connais qui prennent des crédits, puis font faillite et font éclater leur famille. Risquer tout, c'est le tempérament turc »

## Le foot berlinois prend l'accent du Bosphore

marquant la frontière entre l'Est et l'Ouest. A longueur de journée, on tape aussi la balle sur un terrain de jeu de Kreuzberg-Nord, que l'on croirait importé de Manhattan : des grilles verts, du goudron rouge, des kids au look de rappeur. Nuri, 16 ans, raconte qu'Umit Karan, attaquant vedette du Galatasaray et ancien de Turkiyemspor, « a joué ici ». « Tous les dimanches, ajoute-t-il, les grands, y compris ceux de Turkiyemspor, viennent faire des tournois. Parfois ils nous laissent jouer avec eux. » Turkiyem, c'est le symbole d'une certaine gloire perdue du football turc de Berlin. De 1989 à 1991, le club jouait en haut de tableau en division 3. Au même niveau que Hertha Berlin, qui, lui, vient de se qualifier pour la Coupe de l'UEFA. « On appelait même des Etats-Unis pour connaître nos résultats ! », jure Firat Tuncay, l'un des dirigeants. Les derbys Turkiyem-Hertha attiraient 8 000 spectateurs au Katzbacher Stadion, arène champêtre au bas du mont Kreuzberg, le point culminant de la ville (66 m). Ils ne sont plus que 52 en ce frisquet samedi de printemps pour une poussive rencontre de division 4. Heureusement que deux énormes samovars de thé réchauffent les corps.

La chute du Mur est passée par là. Si elle n'a pas emoussé la passion pour le foot, elle a en revanche sérieusement ébranlé la santé des clubs, obligeant à financer des voyages coûteux dans toute l'ex-RDA et précipitant la chute du nombre de membres et fans cotisants pour cause de chômage (40 % de la communauté). La gabegie de quelques dirigeants qui ont vidé les caisses a fait le reste. « Avec parfois 10 spectateurs payants, on ne peut même plus indemniser l'arbitre », déplore ainsi Sirman Ugru, l'entraîneur de Turkspor, passé de la division 3 en 1989 au septième niveau aujourd'hui. Au sein même de la

communauté des clubs, sont également apparues les fractures en vigueur dans le pays. On les perçoit depuis les tribunes du tournoi Atatürk. Il faut entendre, par exemple, Durul Bingölo, joueur-entraîneur d'Alspor, le club de la minorité musulmane des Alévites, maltraitée en Turquie : « On sent que les autres équipes turques de Berlin jouent plus dur contre nous. » Ostracisme similaire dénoncé par Ronak Hajo, entraîneur de la seule équipe kurde de Berlin, le FC Lalish, que financent partiellement des médecins

Sur les 3,2 millions d'habitants de la capitale allemande, 200 000 sont d'origine turque

kurdes : « Les Turcs nous montrent sur le terrain qu'ils ne peuvent pas nous accepter comme peuple. » Des joueurs de Turkiyemspor déplorent à leur tour « des insultes racistes, surtout en ex-RDA ». Ressurgit alors le souvenir de cette finale de Coupe de Berlin en 1999 entre Turkspor et Dynamo qui avait fini en bataille rangée entre fans des deux camps, dont les sinistres néonazis du Dynamo. C'est pour le même motif qu'Ismet Balkan a mis fin à ses lointains périples touristique-sportifs. Patron de l'une des 120 agences de voyages turques de Berlin, il avait senti le filon après les premiers succès européens des clubs turcs. Son agence de Neukölln promenait le suppor-

teur turco-berlinois sur les stades d'Europe. Notamment à Paris, pour un Paris-SG - Galatasaray de triste renommée en Coupe des coupes à l'automne 1996. La centaine de personnes ayant rempli un bus à deux étages, femmes et enfants compris, y fut « accueillie à coups de bouteilles ». « Ce fut notre première et dernière grande sortie. Depuis, on fournit juste à la demande, surtout pour les derbys à Istanbul », dit-il. Est-ce pour cette raison qu'avec ses 13 équipes de jeunes, dont une équipe juniors jouant au plus haut niveau national, Turkiyemspor ne veut plus être étiqueté « club turc ? » « Il y a 20 ans, nous étions des étrangers. Mais, avec 2,4 millions, les Turcs ne sont plus une minorité. Nous nous considérons avant tout comme berlinois », lance Firat Tuncay. Un seul Allemand joue pourtant en équipe fanion. Mais, parmi les jeunes, le « multi-kulti » est à l'honneur. « Nous sommes fiers de pouvoir former et éduquer de jeunes Allemands. C'est aussi un signe d'une intégration réussie », juge Bahri Özkan, patron dans le BTP et président du Galatasaray Spandau. La fascination pour la Turquie demeure pourtant. Une quinzaine de professionnels de la Ligue turque viennent d'ailleurs des clubs berlinois. Et, à en croire Aykut, le frère d'Umit Karan, « jouer au pays représente le but suprême de tous. Là-bas, on est aussi populaire qu'ici le chancelier ! » Aykut y a déjà tenté sa chance. Blessé, il est revenu à Turkiyemspor. La Turquie, c'est aussi le grand projet de Veysel Sayilgan, manager du Galatasaray Spandau : « Un jour, j'y reviendrai pour travailler dans des clubs, avec des méthodes allemandes. Comme travailleur immigré ! », lance-t-il.

Louis Rigal (à Berlin)

Y A PAS PÉNO

JEAN-MICHEL NORMAND

Téléphone-ball

**D**evinette. Les joueurs de football professionnels ne sortent jamais sans en emporter au moins deux, voire trois, qu'ils déposent précautionneusement dans leur sac de sport avant le match. Porte-bonheur, stylos pour signer des contrats publicitaires ou peignes pour rectifier leur chevelure ? Non. L'objet transitionnel, l'inséparable satellite du footeux de haut niveau, est le téléphone portable.

Il peut en sortir plusieurs de ses poches, chacun étant dédié à un cercle bien précis. Il y a le téléphone de la famille, celui des potes et la ligne dévolue aux agents. C'est peu dire qu'il est surcommodateur, le « pro » que l'on aperçoit le portable vissé sur l'occiput. Si l'on peut s'agacer de ses multiples apparitions au profit de tout ce que la planète compte comme opérateurs, au moins faut-il reconnaître que cet engagement publicitaire n'est pas exempt d'une dimension identitaire, tant le tripotage de téléphone lui est devenu indispensable. Récemment, Djibril Cissé admettait avoir comptabilisé 26 messages reçus en branchant son portable à l'issue d'un entraînement.

Cette dépendance ne date pas d'hier. En 1997, au Parc des Princes, on se souvient avoir observé Robbie Fowler, qui évoluait alors à Liverpool, s'échauffer tout en téléphonant. Sans que l'on puisse établir formellement un rapport de cause à effet, Robbie fut ce soir-là aux abonnés absents et le Paris-Saint-Germain infligea un sévère 3-0 aux Reds lors de la demi-finale aller de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe.

Pour les entraîneurs, le mobile est une nuisance, un élément perturbateur de la mise en condition psychologique et mentale. Il sonne pendant les causeries tactiques, perturbe les mises au vert. A cause de lui, les fuites à la presse se multiplient et les rumeurs de transfert se répandent comme une traînée de poudre.

Or, expliquent les experts, pour se concentrer, il faut se placer dans un état émotionnel particulier. Nul n'est censé se murer dans le silence ou s'enfermer dans sa bulle, mais au moins faut-il éviter tout ce qui détourne inutilement de la préparation du match.

A cause de la multiplication des sollicitations extérieures, le joueur s'échappe de cette ambiance. En phase de préparation, le portable peut alimenter une sorte de fuite en avant et empêcher le sujet de se retrouver face à lui-même, de se glisser dans la peau du personnage. Il arrive que des joueurs se sentent au plus mal s'ils n'ont pas téléphoné à l'un de leurs proches avant de disputer la moindre rencontre. Comme ces sportifs paralysés à l'idée que papa et maman ne soit pas présents dans les tribunes.

Et, pourtant, l'usage intensif du mobile compte aussi ses partisans. Se suspendre au téléphone, surtout pour ne rien dire, est un irremplaçable amortisseur de stress, disent-ils. Rien de mieux pour tromper l'angoisse, noyer le tract et se dégager de la sacro-sainte pression. Sans compter qu'un portable peut rendre de menus services. Par exemple, les jours de contre-performance, à la sortie des vestiaires : en traversant la « zone mixte », où la presse peut happer les joueurs pour les interroger, il suffit de le coller sur son oreille et de prendre un air très absorbé pour éviter d'avoir à répondre aux sollicitations des journalistes.



## Soleil-Levant et Matin-Calme

PAR PHILIPPE PONS

## De la difficulté d'être coréen au Japon

Corée-Japon, même combat. » Tel est le mot du jour tant à Séoul qu'à Tokyo. Après l'élimination de la Chine puis du Japon, la Corée demeure le seul pays asiatique en lice pour les quarts de finale et elle se trouve investie de la tâche de défendre les couleurs de toute la région.

En dépit des solides inimitiés entre la Corée et le Japon héritées de la période de colonisation nipponne de la péninsule (de 1910 à 1945), les deux pays se trouvent inopinément unis par la victoire du premier et la défaite du second en huitièmes de finale, mardi. « La Corée mettra les bouchées doubles et représentera aussi le Japon », écrit le journal japonais *Asahi shimbun* depuis Séoul.

L'« union sacrée » pour la fin du Mondial fera-t-elle évoluer les perceptions mutuelles des deux peuples ? La fraternisation de cette soirée exceptionnelle du 18 juin où, dans les quartiers coréens de Tokyo, les supporters du vainqueur et du vaincu se livraient à des débordements fusionnels n'effacera pas d'un seul coup les stigmates du passé.

« Les Japonais s'enthousiasment vite et ils oublient aussi vite, souligne un journaliste coréen. Mais, pour la première fois de ma vie, j'ai vu des filles avec un drapeau coréen en fichu sur la tête et des garçons portant le drapeau japo-

nais sur les épaules s'embrasser dans la rue. » Il est cependant difficile – et cela le restera sans doute encore longtemps – d'être Coréen au Japon.

Les 600 000 Coréens du Japon, descendant pour la plupart d'immigrants arrivés dans l'Archipel avant guerre (certains comme travailleurs forcés) sont répartis en deux communautés (pro-Nord et pro-Sud) d'égale importance

« Je ne me sens ni coréenne ni japonaise. Je ne peux que répondre par la négative à la question de mon identité »

YU MIRI

numérique. Mais elles n'ont pas la même attitude vis-à-vis de leur identité nationale. Les Coréens du Nord la revendiquent. Les Sudistes sont partagés et beaucoup cherchent plutôt à se fondre dans la masse des Japonais.

Dans le show biz et le sport, deux domaines où la discrimination rampante à leur égard est moins sensible, beaucoup de

stars sont originaires de la péninsule. Mais, le plus souvent, elles cachent leur origine sous des noms japonais. Ceux qui se revendiquent Coréens font figure d'exceptions.

C'est le cas aujourd'hui du boxeur Hong Chang-su, et ce fut le cas de l'idole du catch de l'après-guerre, Rikidozan, qui électrifia les foules et fut l'une des figures du sport qui redonnèrent confiance aux Japonais des années 1950. Beaucoup de chanteurs et de chanteuses de mélodies proprement japonaises appelées *enka*, ring, en dépit de leur caractère « ringard », bénéficient d'un énorme succès populaire, sont d'origine coréenne.

La vie et les romans d'une jeune romancière de sang coréen, née et vivant au Japon, Yu Miri, illustrent la complexité des relations nippon-coréennes, même pour la jeune génération. Agée de 33 ans, Yu Miri est devenue célèbre avec la publication en 1997 de son roman *Jeux de famille* (éditions Philippe Picquier), qui lui valut le Prix littéraire Akutagawa mais aussi des menaces de l'extrême droite pour des formules jugées diffamantes pour les Japonais. « Je ne me sens ni coréenne ni japonaise. Je ne peux que répondre par la négative à la question de mon identité », affirme-t-elle.

Yu Miri a été plusieurs fois en Corée et, à l'occasion du Mon-



A Tokyo, lors de la Kirin Cup Soccer, en avril, des supporters coréens avaient encouragé l'équipe du Japon. Mardi soir, après la défaite japonaise et la victoire coréenne, on a assisté aux mêmes scènes de fraternisation.

dial, elle publie un feuilleton qui paraît simultanément dans deux journaux japonais et coréen. « En Corée, je me sens dans un pays étranger. Je parle une autre langue, une langue qui fut imposée aux Coréens pendant la colonisation. J'ai l'impression que mes parents ont bouché les entrées et les sorties du tunnel par lequel ils sont passés pour venir au Japon. Chaque fois que je demandais comment ils étaient arrivés au Japon, ils répondaient par des mensonges. Il y a toujours eu tant de non-dits autour de leur vie. » Une enfance au cours de laquelle

elle fit l'expérience de l'ostracisme de ses camarades de classe en raison de ses origines (qui la conduisit à deux reprises à tenter de se suicider) forment la toile de fond d'un roman, *Le Berceau au bord de l'eau* (Ed. Philippe Picquier), qu'elle qualifie d'autobiographie prématurée.

Sa famille vivait à Yokohama. Le père, joueur invétéré, travaillait dans une salle de pachinko – sorte de billard électrique nippon –, industrie dominée par les Coréens du Japon ; sa mère était hôtesse dans un bar et elle partit un jour avec un autre hom-

me. Des itinéraires fréquents dans les quartiers coréens des grandes villes japonaises.

Yu Miri tenait un journal où elle consignait les brimades dont elle était victime. « On pense que l'écriture délivre. Pour moi, c'est un acte douloureux qui revient à mettre le doigt sur des plaies encore à vif. La liberté devrait être simple pour moi qui n'ai ni pays natal ni famille. Je les ai perdus depuis longtemps. Mon pays est le rivage de sable où j'ai les pieds. Mais ce n'est pas pour cela que c'est plus facile. » Sans racine, Yu Miri reste une écorchée.

## Le Mondial des robots-footballeurs

■ La RoboCup se dispute jusqu' au 23 juin à Fukuoka, au Japon. Les Français, malgré leur manque de moyens, sont favoris

C'est un drôle de football, pratiqué par de drôles de footballeurs. Des robots, qui ressemblent à des chiens ou à des lézards, selon la catégorie, se disputent au ralenti une balle orange dans d'inextricables mêlées. Parfois, il y a des buts. Alors c'est la liesse autour du terrain. Depuis le 18 juin, les meilleurs robots-footballeurs sont rassemblés à Fukuoka, au Japon, pour la 6<sup>e</sup> RoboCup, un rendez-vous mondial pour des centaines d'ingénieurs et d'étudiants passionnés de robotique.

Parmi les dix-neuf équipes qui se disputent le titre détenu depuis l'an dernier par l'université australienne de Nouvelle-Galles du Sud, la France a rang de favori. L'équipe du Laboratoire de robotique de Versailles (anciennement de Paris) a été championne du monde en 1999, finaliste l'année sui-

La différence se fait sur la capacité des équipes de chercheurs à s'adapter aux nouvelles règles, qui sont durcies d'année en année, selon l'évolution de la technologie. Pour cette édition de la RoboCup, la superficie du terrain a été doublée, et, parmi les nombreuses nouveautés, les robots pourront communiquer entre eux. « Cela ouvre la voie à l'élaboration de stratégies collectives », explique Vincent Hugel, l'un des plus anciens membres de l'équipe. Bientôt, ils se feront des passes, au lieu de se précipiter sur le ballon dès qu'il entre dans leur champ de vision. Les Français comptent sur leur avance en matière de « vision » pour bien figurer, mais la concurrence est rude, et l'université française se trouve un peu distancée dans la course aux « armements ».

Patrick Bonnin, un autre pilier de la sélection française, regrette un manque d'effectif : « Pendant l'année, deux stagiaires de DEA travaillent avec nous seulement quatre mois, alors que les Australiens ou les Américains disposent de stagiaires à l'année. A Berlin, trois étudiants y travaillent à plein temps. » Déficit aussi en moyens financiers : en l'absence de subventions, les Bleus sont partis avec les quatre robots fournis par Sony, alors que leurs concurrents anglo-saxons ont pu s'en offrir le double ou le triple.

La RoboCup n'est pas seulement une compétition folklorique pour bidouilleurs géniaux. « C'est un champ de vulgarisation et de test idéal pour l'intelligence artificielle ; tous les participants ont des objectifs scientifiques sous-jacents », affirme Pierre Blaze- vic.

Cette année, les chercheurs français espèrent voir à l'œuvre, sur les terrains japonais, les premiers humanoïdes – enfin, des robots – footballeurs montés sur deux jambes ! Et le résultat final de la RoboCup n'est pas seulement anecdotique. De plus en plus, lors de la négociation de contrats, on demande aux laboratoires leurs résultats dans les concours de robots.

Jean-Jacques Bozonnet

## En Italie, la défaite tourne au psychodrame

■ Dans les bars, dans les magasins ou sur les ondes, les Italiens parlent pour exorciser la douleur. Leurs boucs émissaires : les arbitres et le « buteur en or » coréen, renvoyé du club de Pérouse

En Italie, il manque la culture de la défaite. » Cette célèbre phrase d'Arrigo Sacchi, ex-sélectionneur national qui perdit une finale mondiale (0-0, 2-3 aux tirs au but) contre le Brésil en 1994 à Pasadena (Etats-Unis), permet de mieux comprendre le psychodrame vécu par l'Italie. Le tournoi de cette nation qui a fait du Calcio, son championnat national, un viatique, se décline sous les formes les plus diverses : de la paranoïa exacerbée à la douloureuse tentative d'autocritique en passant par les délires de l'imagination collective. La culture du soupçon, alimentée par une intense propagande médiatique sur le thème du « grand complot » contre l'Italie, a rapidement incriminé l'arbitrage : en 3 matches, 4 buts « valables » ont été refusés à la Squadra azzurra pour des hors-jeu jugés ici « inexistant ».

Byron Moreno, l'arbitre équatorien du huitième de finale perdu mardi contre la Corée, est ainsi publiquement accusé d'être « le sicaire de la bande des puissants de la FIFA [Fédération internationale de football] ». A l'heure du règlement de comptes, l'Italie footballistique s'aperçoit que son influence dans les sphères du pouvoir sportif s'est considérablement affaiblie. Elle aurait payé des querelles passées telles que l'opposition politique d'Antonio Matarrese (ex-vice président de l'UEFA et de la FIFA), Joseph Blatter, ou le rôle subversif de ses clubs au sein du G14 (groupement des clubs les plus puissants d'Europe). En réalité, beaucoup soulignent que l'Italie s'est condamnée par ses incessantes divisions internes, incapable de trouver le consensus pour désigner un président à sa Fédéra-

tion ou à sa Ligue de football. Dans ce flot de critiques, une éventuelle responsabilité sportive du sélectionneur, Giovanni Trapattoni, passe au second plan.

Les médias préfèrent demander la démission du nouveau président de la Fédération, Franco Carraro, jugé trop silencieux dans les arcanes du pouvoir et « qui n'a pas su protéger les intérêts nationaux », ne s'embarquant pour le Japon qu'à la veille de la partie contre le Mexique alors que l'arbitrage avait déjà commencé à être défavorable aux Italiens. Par protestation, le président Carraro avait envisagé le retrait de la compétition de l'arbitre Pierluigi Collina, pressenti pour la finale, avant de se raviser.

Dans les bars, dans les magasins, sur les ondes hertziennes, au volant, au téléphone, les gens parlent pour exorciser la douleur et chercher une explication logique à un résultat qui, selon eux, ne l'est pas. Personne ne comprend ce qui est arrivé. L'influente radio publique RAI Uno a ouvert son antenne toute la journée aux lamentations

et griefs de ses auditeurs. Des psychologues, des experts, des juristes, des acteurs et des chanteurs se sont succédés au micro. On entend parler de « match truqué », d'« escroquerie » et de « vol ». Les financiers du Calcio ont d'ailleurs fait savoir que le revers essuyé en Asie provoquera une chute de 35 % des droits de télévision et des contrats publicitaires, pour un total estimé à 20 millions d'euros.

## DÉBAT AU PARLEMENT

Cette humiliante et déconcertante élimination du Mondial est devenue une préoccupation nationale dans la Péninsule. Le président de la République, Carlo Azeglio Ciampi, a décroché son téléphone pour soutenir l'entraîneur Trapattoni au soir même de la défaite. Le groupe politique post-fasciste Alliance nationale (AN) en a fait l'objet d'une interrogation parlementaire lors des questions au gouvernement. Dans les coursives du Parlement, nombreux étaient les politiciens qui ricanèrent en se remémorant l'imprudente déclaration du président

du conseil, Silvio Berlusconi, qui avait menacé de « menotter les joueurs s'ils ne décrochaient pas le titre ». La défaite comme la victoire deviennent une tribune à revendiquer : les auditeurs de Radio Padania, radio indépendantiste rattachée à la Ligue du Nord (populiste) d'Umberto Bossi, se sont réjouis de la victoire coréenne, « un grand résultat », répudiant sans finesse de langage l'Italie, son drapeau tricolore et son hymne.

Sonnée, la nation cherche des victimes à offrir en sacrifice au martyre collectif. La première, ironie du sort, est coréenne. Ahn Jung-hwan, auteur du « but en or », jusqu'alors remplaçant dans l'équipe de Pérouse. Luciano Guacci, son président, insatiable homme d'affaires qui aime à se définir nationaliste, a annoncé qu'il n'exercerait pas l'option de rachat « de ce joueur ingrat qui peut retourner chez lui pour y gagner 100 000 lire [400 €] par mois ».

Guillaume Prébois (à Milan)

## « Je ne serai pas le Roger Lemerre de la RoboCup »

PIERRE BLAZEVIC

vante à Melbourne et demi-finaliste en 2001 à Seattle. Les robots français réussiront-ils là où les Desailly, Zidane et consorts ont échoué ? Réponse le 23 juin, jour de la finale. L'objectif minimal est d'atteindre les quarts de finale, afin d'être qualifié pour l'édition suivante. « Je ne serai pas le Roger Lemerre de la RoboCup », plaisante le chef d'équipe, Pierre Blaze- vic. Jusqu'à la veille du départ, dans leur laboratoire, les ingénieurs français ont peaufiné les algorithmes de leurs champions. Sur place, une Coupe du monde est synonyme de nuits blanches pour ces spécialistes, qui doivent répondre aux travaux de leurs autres équipes de chercheurs.

Pour le robot-footballeur, la hantise n'est pas l'élongation de la cuisse, mais le bogue. « Le robot fait schlak ! Il s'affaisse, c'est l'horreur », explique Pierre Blaze- vic. Il peut même y avoir des rires dans les tribunes.

**Le Monde DE LA COUPE Europe]**

Retrouvez tous les soirs de 20 heures à 22 h 30 dans l'émission « Europe Sport spécial Coupe du monde », autour de Pierre-Louis Basse et Olivier Biffaud, Laurent Blanc, Robert Pires, Guy Roux ainsi que les envoyés spéciaux et les invités d'Europe 1 et du « Monde »

## LE TABLEAU FINAL

